

LES MARCHÉS D'APPROVISIONNEMENT DE LA VIANDE A PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le vendredi 8 décembre 1939 à 14 heures

PAR

Yann FOUÉRE

Président : M. A. MESTRE, professeur
Suffragants { M. LAFERRIERE, professeur
{ M. SIBERT, professeur.

IMPRIMERIE FRANÇAISE DE CENTRALISATION

24, rue d'Alleray — PARIS (XV^e)

1939



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547125_0016

THÈSE
pour
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

LES MARCHÉS D'APPROVISIONNEMENT DE LA VIANDE A PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le vendredi 8 décembre 1939 à 14 heures

PAR

Yann FOUÉRE

Président : M. A. MESTRE, professeur

Suffragants { M. LAFERRIERE, professeur
 { M. SIBERT, professeur.

IMPRIMERIE FRANÇAISE DE CENTRALISATION

24, rue d'Alleray — PARIS (XV^e)

1939



INTRODUCTION

L'IMPORTANCE DE LA CONSOMMATION DE LA VIANDE EN FRANCE ET LA NÉCESSITÉ DE L'ORGANISATION DE SES MARCHÉS — L'IMPORTANCE DES MARCHÉS PARISIENS — PLAN.

La viande qui est un élément essentiel de l'alimentation moderne, tient, de nos jours, une des premières places dans les dépenses de nourriture. Après le pain, elle figure au premier plan des objets d'alimentation dont on ne peut se passer, et sa consommation, depuis le siècle dernier, n'a fait que croître. D'après l'Office des renseignements agricoles la consommation annuelle de la viande en France n'était pas supérieure, en 1862, à 25 kg. 900 par habitant.

Cette consommation avait considérablement augmenté à la veille de la guerre, dans une proportion dont il n'est cependant pas possible d'apprécier exactement l'importance, étant donné l'imprécision des renseignements que l'on peut recueillir à ce sujet. D'après l'Of-

fice des renseignements agricoles, en effet, la consommation aurait été de: 41 kg. 700 par tête d'habitant en 1892, de 50 kg. 470 en 1897 et de 57 kg. 01 en 1909. Ces chiffres paraissent toutefois exagérés. En 1911, M. J. E. Lucas arrivait, par des calculs analogues à : 51 kg., tandis que M. Martel, Directeur des Services sanitaires à la Préfecture de Police, arrivait, à la veille de la guerre, à 40 kgs. 750.

M. A. Massé en 1915 parvenait à un total de 42 kg. ce qui paraît être l'estimation la plus proche de la vérité.

C'est seulement depuis la création de la taxe à l'abattage que l'on possède des éléments de statistique sur l'exactitude approximative desquels on puisse se baser. Encore les viandes abattues à la ferme y échappent-elles. D'après les chiffres représentant le total des viandes abattues de 1927 à 1936 augmentées des viandes importées, la consommation totale de la viande en France aurait subi la variation suivante :

1927.....	1.503.000 tonnes
1928.....	1.594.000 »
1929.....	1.630.000 »
1930.....	1.609.000 »
1931.....	1.596.000 »
1932.....	1.614.000 »
1933.....	1.682.000 »
1934.....	1.721.000 »
1935.....	1.774.000 »
1936.....	1.785.000 »

M. Labbé, dans son rapport devant le Comité National de Surveillance des Prix en se basant sur les statistiques des Contributions Indirectes et des Douanes, c'est-à-dire en excluant l'évaluation approximative de la viande abattue à la ferme pour consommation familiale, arrive pour 1933 au chiffre de 1.393.000 tonnes et pour 1935 à celui de 1.477.000 tonnes.

A part un léger fléchissement pendant les années de plus forte crise, la consommation n'a donc cessé d'augmenter.

Le tableau de la consommation annuelle par tête d'habitant basé sur les renseignements du tableau précédent donne les chiffres suivants :

1927.....	36 kgs. 710
1928.....	38 kgs. 829
1929.....	39 kgs. 531
1930.....	38 kgs. 666
1931.....	37 kgs. 925
1932.....	38 kgs. 555
1933.....	40 kgs. 150
1934.....	41 kgs. 023
1935.....	42 kgs. 296
1936.....	42 kgs. 589

C'est à ce total approximatif de 42 kg. qu'arrive également en employant d'autres méthodes d'évaluation, l'Assemblée Générale des Producteurs de viandes.

Les chiffres ci-dessus traduisent donc une évolution constante ; depuis 1931, la consommation par tête n'a cessé d'augmenter en valeur absolue, car cette augmentation n'est en rien déterminée par un mouvement de la population. Les dépenses de nourriture, celle de viande en particulier, tendent à tenir une place de plus en plus grande dans le budget des familles modernes.

La production et le commerce de la viande sont ainsi devenus des questions d'une importance particulière au moment où celle-ci devient un des éléments de base de la consommation familiale. Enfin, il convient aussi et surtout de ne pas oublier que la production et le commerce de la viande sont un des éléments essentiels de l'activité économique de la France. De nombreuses familles paysannes en tirent leurs ressources, car l'élevage du bétail est pratiqué sur l'ensemble du territoire et constitue même, dans certaines régions, l'essentiel de l'activité rurale.

Sur les bases de 1932 on estime que le cheptel bovin français atteignait à cette époque une valeur de 30 milliards de francs rapportant huit à neuf milliards de francs par an pour la viande et les sous-produits, et dix ou douze milliards de francs pour le lait. Le troupeau national est évalué selon une statistique publiée au *Journal Officiel* du 10 mars 1937 aux chiffres suivants : (nombre de têtes)

	1913	1933	1936
Bovins	14.788.000	15.830.000	15.762.000
Ovins	16.131.000	9.730.000	9.788.000
Porcins	7.036.000	6.769.000	7.089.000

Des cours de la viande dépendent donc la prospérité de très nombreuses familles paysannes. Mais ceux-ci, ainsi que le déclare M. Labbé dans son rapport devant le Comité National de Surveillance des prix « constituent un des indices les plus représentatifs du coût de la vie. Il s'agit donc en l'espèce, d'empêcher les hausses estimées excessives, d'éliminer les variations intempestives et, dans toute la mesure du possible, d'abaisser les prix de vente ; en un mot de réduire au minimum l'écart entre un prix à la production considéré comme juste et le prix à la consommation. »

Une politique de vie à bon marché étant donné l'importance considérable de la viande dans l'alimentation moderne ne peut, en effet, être complète que si elle assure la baisse de son prix. Or, c'est sur cet élément de l'alimentation que les écarts de prix sont les plus considérables. Des règlements peuvent être établis avec assez de facilité pour la vente de certains produits comme le pain qui dérive du blé, produit très homogène et de bonne conservation. Il n'en est pas de même pour la viande. Chaque animal de boucherie et chaque morceau de cet animal possèdent leur valeur propre, dif-

férente selon la qualité, la race, l'âge, la conformation. De plus, la viande est une denrée essentiellement périssable qui doit être écoulée dans un délai assez court.

La difficulté et la complexité du problème ne peuvent cependant pas conduire les pouvoirs publics à s'en désintéresser, étant donné qu'il s'agit d'assurer la vie de la population. De fait, tous les Etats ont été conduits à adopter une politique de la viande, qui cherche à garantir au public un approvisionnement facile et les prix les moins élevés possibles.

Cette politique peut s'exercer, d'une part sur l'amélioration du troupeau national, en qualité et en quantité, et, d'autre part, sur le commerce et la répartition des animaux de boucherie et de la viande abattue.

Dans cette deuxième série de problèmes, il en est qui sont particulièrement importants et qui, à ce titre, doivent spécialement retenir l'attention. Il ne peut être question, en effet, d'étudier tous les éléments qui constituent l'alimentation carnée. Le commerce et la répartition des principaux animaux de boucherie, à savoir : les bovidés (bœufs et veaux), les moutons et les porcs, par la généralisation et l'importance de leur consommation doivent principalement retenir l'attention et faire l'objet des préoccupations essentielles de ceux qui veulent étudier le mécanisme du marché de la viande.

Enfin, une autre limitation du sujet est imposée par le caractère spécial que présente l'organisation du marché de la viande en France. Tandis que pour tous les autres produits de première nécessité tels que les grains, les farines, les vins, les cafés... il existe en France de nombreuses villes où s'opèrent d'importantes transactions commerciales, il n'existe pour le bétail sur pied qu'un seul grand marché qui fixe la plupart des prix pratiqués sur le reste du territoire, à savoir le marché de la Villette. Sur celui-ci, en effet, viennent s'approvisionner, non seulement les marchands et bouchers

détaillants de la région parisienne, mais aussi des intermédiaires venant de toutes les régions de France.

Par le nombre des animaux qui y sont amenés, par l'importance des affaires qui y sont traitées — 2 à 3 milliards par an — le marché de la Villette est le véritable marché national du bétail sur pied. Il conditionne le mécanisme et l'organisation générale du commerce de la viande en France.

Créé à l'origine pour l'alimentation de Paris, le marché de la Villette n'a pas tardé à sortir du rôle qui lui était attribué : les animaux qui y sont expédiés n'entrent pas tous aux abattoirs parisiens, et un certain nombre est expédié en province.

Malgré tout, la consommation en viande de la région parisienne demeure considérable, bien qu'elle soit particulièrement difficile à évaluer exactement. Les seules indications valables sont fournies par les statistiques de l'octroi de Paris qui font ressortir qu'un total de 158.723.947 kg. de viande a été consommé en 1936. Ces chiffres ne peuvent avoir qu'une signification restreinte, étant donné l'extension de l'agglomération parisienne. Ils ne peuvent, en effet, s'appliquer qu'à la population vivant dans les murs de Paris, soit à 2.829.000 habitants, alors que la population totale de l'agglomération ressort à près de 5.000.000 d'habitants. Il convient donc d'augmenter approximativement les chiffres précédents des deux cinquièmes, ce qui donnerait une évaluation de 240.000.000 de kg. de viande environ pour l'agglomération toute entière. D'après la Société des Agriculteurs de France, la consommation par tête à Paris, était évaluée à 69 kg 800 avant la guerre, alors qu'elle ressort actuellement à 60 kg. 300 .

Dès lors, l'étude des différents marchés d'approvisionnements de la viande à Paris devient d'un intérêt essentiel. La viande tient dans la nourriture du parisien une place plus grande encore que dans celle du provin-

cial. De l'organisation, de l'aménagement et des méthodes pratiquées sur les marchés de Paris, étant donné l'énorme débouché qu'ils constituent dépend, en quelque sorte le mécanisme tout entier du marché de la viande en France. Ce qui les affecte à sa répercussion sur les prix et par suite sur les cours de la viande dans tout le pays, si l'on tient compte de la publicité et de la large diffusion donnée aux cours parisiens par la presse, le télégraphe et la T.S.F. Les prix qui sont pratiqués sur le marché de la Villette peuvent être considérés comme les régulateurs des cours de la viande sur tout le territoire. Établi au centre de notre réseau ferroviaire et de notre plus importante agglomération, au voisinage de régions déficitaires en bétail, la Villette est devenue le plus grand marché du bétail sur pied en Europe.

Les tarifs qui s'y établissent servent de bases aux transactions locales opérées par les éleveurs, les marchands et les bouchers. Si l'on veut améliorer le fonctionnement du marché de la viande en France et poursuivre si possible une politique de baisse des prix, il est donc nécessaire de faire porter le premier effort sur les marchés parisiens.

Leur mécanisme et leur fonctionnement restent fort mal connus, soulèvent nombre de problèmes, et recèlent certaines anomalies faciles cependant à faire disparaître. Leur description et leur étude attentive permettra de mettre en lumière quelques-unes des réformes qu'il convient de réaliser.

Il sera nécessaire de décrire, en premier lieu, d'une manière sommaire, le mécanisme du marché de la viande en France et à Paris en particulier.

Cette étude préliminaire permettra de décrire et d'examiner successivement :

a) le marché du bétail sur pied : La Villette et les abattoirs ;

b) le marché de la viande abattue : marché de la Cheville, criées de la Villette et de Vaugirard, Halles Centrales.

Il sera possible, en examinant le fonctionnement de chacun de ces marchés, d'en faire une étude critique et de dégager les réformes qu'il y aurait lieu d'y apporter, au point de vue juridique comme au point de vue économique, au point de vue réglementaire comme au point de vue pratique.

Des conclusions et constatations de portée générale pourront être déduites de ces diverses études et permettront de dégager quelques idées d'ensemble au sujet de l'organisation du marché de la viande en France.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

MÉCANISME DU MARCHÉ DE LA VIANDE EN FRANCE ET A PARIS

Entre sa production à la ferme et son achat par les consommateurs chez le détaillant, la viande supporte de multiples manipulations, déplacements et transformations que l'on peut ramener à quatre opérations distinctes :

— la production qui est pratiquée par le fermier lui-même ou par un métayer ;

— la circulation qui comprend les opérations de déplacement du bétail et son acheminement vers les centres de consommation ;

— la transformation qui exige une technique industrielle : abattage, dépouillement, dépeçage ;

— la distribution au détail qui comprend le découpage et l'apprêt par le boucher détaillant, chez lequel vient s'approvisionner le public.

Ces différents stades se retrouvent dans tous les cas et quel que soit le mode d'approvisionnement, mais la division du travail est plus ou moins poussée et les opérations sont plus ou moins complexes selon qu'il s'agit des grands centres, les villes ou des campagnes.

L'opération la plus simple, qui correspond à l'ancienne économie rurale est encore aujourd'hui pratiquée

dans certaines fermes, presque uniquement pour le porc : le producteur abat lui-même pour ses propres besoins, et aucun intermédiaire n'intervient.

Dans la presque totalité des cas, des échanges commerciaux ont lieu, plus ou moins nombreux, selon les circonstances.

Dans les campagnes et dans les petites villes, le producteur vend son animal soit à la ferme, soit au marché voisin, au boucher de campagne qui l'abat et le vend à sa clientèle. Un seul intermédiaire intervient entre le producteur et le consommateur.

Dans les villes, deux intermédiaires s'interposent : le courtier ou marchand de bestiaux qui groupe les bestiaux qu'il achète dans les fermes ou sur les foires avant de les revendre, et le boucher détaillant qui achète au courtier et distribue après transformation, à sa clientèle.

Enfin, pour les grands centres de consommation, qui sont les grosses agglomérations : Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, etc... la distribution et la vente se compliquent : l'agriculteur vend son animal au marchand ou courtier qui le transporte sur un grand marché d'approvisionnement où il sera vendu par les soins d'un agent spécial nommé commissionnaire en bestiaux, à un boucher en gros ou chevillard qui abat l'animal et lui fait subir la transformation nécessaire. C'est auprès du chevillard enfin que s'approvisionne le boucher détaillant, quatrième et dernier intermédiaire avant la consommation.

Ce dernier cas, qui est celui de tous les grands centres, est le plus complexe, si toutefois nous laissons à part l'opération que l'on appelle réexpédition ou un cinquième intermédiaire intervient : le marchand de bestiaux qui vient s'approvisionner sur un grand marché pour réexpédier l'animal en province et le revendre sur les marchés de moyenne importance.

Sur les marchés de la ville de Paris, se pratique naturellement l'opération la plus complexe, bien qu'en principe rien ne s'oppose à ce que le propriétaire lui-même conduise son bétail à la Villette pour l'y vendre directement. En fait, certains herbagers et gros éleveurs en été et en automne accompagnent leurs bestiaux et traitent eux-mêmes leur vente. Mais, pratiquement, le propriétaire ne participe pas directement au marché et a recours aux intermédiaires spécialisés que sont les commissionnaires.

Il est cependant impossible de fixer une fois pour toutes la physionomie des transactions sur le marché parisien. Elles se déroulent dans la plupart des cas selon le processus précédemment décrit, mais il est cependant nécessaire de détailler plus minutieusement les opérations qui peuvent se produire en tenant compte qu'elles sont différentes, selon que le bétail est vendu sur pied à la Villette, ou que c'est au contraire la viande morte déjà abattue, dite viande foraine, qui est acheminée vers Paris.

Dans le premier cas, les abattoirs parisiens auront à intervenir ; dans le second cas la viande foraine sera introduite directement sur les marchés de la viande morte.

Le transporteur ou marchand de bestiaux, après avoir groupé le bétail sur pied dans les centres de production, le transporte à Paris par route ou par chemin de fer, à la gare de Paris-Bestiaux, voisine de la Villette.

Sur le marché de la Villette où se déroulent les opérations de vente du bétail sur pied, n'importe qui possède, en principe, le droit d'exercer le commerce des animaux. En fait, le bétail y est vendu surtout par un agent spécial appelé le commissionnaire en bestiaux, agissant au profit de n'importe quel vendeur et rétribué par une commission fixe.

La majeure partie du bétail est achetée par les bouchers en gros des abattoirs de Paris, appelés chevillards.

et dirigée par leurs soins vers les abattoirs. Toutefois, une partie est acquise par des marchands réexpéditeurs venant des régions déficitaires en bétail, du Nord et de l'Est, ou encore par des bouchers de détail des départements voisins qui procèdent eux-mêmes à l'abatage. Dans ces dernières hypothèses, le bétail échappe au marché parisien et c'est la part importante des réexpéditions dans le trafic total qui contribue dans une certaine mesure à donner à la Villette le caractère d'un marché national.

Ce sont les chevillards qui procèdent à l'abatage du bétail. Mais tout le bétail qu'ils abattent ne provient pas des marchés parisiens de bétail sur pied. Le chevillard, en effet, achète non seulement sur le marché de la Villette, mais aussi directement aux producteurs et aux marchands, sur les lieux de production, sans passer par le marché. Cette pratique qui porte le nom d'entrée directe aux abattoirs, est surtout courante pour les porcs, rassemblés en province par quelques gros marchands qui concentrent entre leurs mains la presque totalité du commerce des porcs en France .

Le chevillard achète le bétail ferme, c'est-à-dire qu'il devient le propriétaire de l'animal avant de l'abattre, les cas d'abatage à la commission étant très rares. Il procède à l'abatage des animaux dans les emplacements ou échaudoirs qui lui sont spécialement réservés, les dépouillent et opère le triage entre les parties comestibles et celles qui peuvent être utilisées industriellement. A partir de ce moment, le bétail est transformé en viande de boucherie prête à être livrée aux marchands de demi-gros et aux détaillants.

Cette viande de boucherie prend quatre directions différentes ; la plus grosse partie est vendue directement, sur place, par le chevillard au boucher de détail venu s'approvisionner sur ce que l'on appelle le marché de la cheville ; un second lot est expédié hors de

Paris ; un troisième est dirigé vers la criée ou marché de rassortiment des abattoirs (Villette et Vaugirard) ; un quatrième enfin est dirigé vers les Halles Centrales.

A l'égal du marché de la cheville, ceux des criées et des Halles Centrales sont donc des marchés de viande morte. Plusieurs catégories de commerçants interviennent : facteurs et approvisionneurs dans les criées, mandataires et commissionnaires aux Halles. Les facteurs des criées comme les mandataires des Halles vendent après l'avoir découpée, la viande que leur confient les chevillards ; mais ils n'opèrent qu'à la commission et vendent pour le compte de ce dernier. Par contre, les approvisionneurs et les commissionnaires des deux marchés peuvent ne pas toujours vendre à la commission et achètent parfois préalablement la viande qu'ils désirent écouler.

En outre, certains bouchers de détail qui n'ont pas écoulé toute leur marchandise la rapportent sur les marchés pour essayer de la vendre par l'intermédiaire des facteurs, mandataires ou approvisionneurs.

Aux marchés de rassortiment et aux Halles viennent s'approvisionner les bouchers de détail, les restaurateurs et certains particuliers.

Dès lors, la viande se trouve donc prête à être livrée aux consommateurs.

Les bouchers de détail sont, en fait, les agents normaux de distribution de la viande à Paris. Or, on constate que la consommation porte sur des quantités supérieures à celles qui sont débitées par les abattoirs de la Villette et de Vaugirard. Le surplus de la consommation qui est important puisqu'il atteint 40 à 45 % de cette dernière, est fourni par les viandes foraines.

Le marché de la viande foraine, par opposition à celui du bétail vivant, a pris ces dernières années une grande extension si bien que les emplacements de vente se révèlent parfois insuffisants. Cette viande provient

des abatages effectués dans les tueries particulières ou dans les abattoirs de province par des bouchers de toute la France qui font vendre leur viande à Paris, aux Halles ou sur les marchés de rassortiment, par les différentes catégories de commerçants qui s'y trouvent. Aux Halles en particulier, les arrivages de l'extérieur constituent les 3/4 du total des viandes qui y sont vendues.

Enfin, il est à noter que certaines quantités de ces viandes foraines provenant de boucheries locales et de tueries particulières sont livrées directement aux bouchers de détail qui s'en sont constitués acheteurs sans passer par les marchés.

Le mécanisme des différentes opérations de vente, de transformation et d'écoulement du bétail sur les marchés d'approvisionnement de Paris, est donc particulièrement complexe. Un grand nombre de commerçants ayant des prérogatives et des attributions différentes y sont intéressés. Les transactions portent sur d'énormes quantités de bétail représentant en numéraire une valeur considérable. Or, en même temps que l'on est frappé de l'importance des opérations qui s'effectuent sur les marchés de Paris, on est généralement frappé du petit nombre de textes généraux législatifs et réglementaires qui les régissent.

..

Seule l'organisation des Halles Centrales a été prévue par une loi, celle du 11 avril 1896, complétée par un décret portant règlement d'administration publique, en date du 7 octobre 1907. Par contre, ni le marché de la Villette, aussi important qu'il soit pour l'économie générale du pays, ni les marchés de rassortiment ne sont régis par un texte législatif. Seul un décret du

Gouvernement de la Défense Nationale de 1871 pose les principes généraux qui doivent régir les marchés parisiens.

L'extraordinaire développement qu'ils ont pris depuis cette date n'a pas semblé jusqu'ici émouvoir le législateur. En 1929 et en 1930, deux décrets ont tenté d'organiser dans une certaine mesure les marchés de ras-sortiment. En fait, ils sont restés lettre morte, leur application ayant soulevé des difficultés que nous aurons l'occasion d'examiner. Seuls les arrêtés préfectoraux ont pourvu, jusqu'ici, dans la limite des pouvoirs qui sont conférés aux préfets de la Seine et de Police, à l'organisation et au fonctionnement pratiques des marchés. Ces arrêtés réglementent la circulation, le stationnement, les heures et les jours de vente et assurent l'application des lois générales concernant la salubrité, l'hygiène et l'ordre public.

Les préfets de la Seine et de Police se répartissent les tâches en vertu de textes souvent très anciens, comme l'arrêté du 12 messidor an VIII, et le décret du 10 octobre 1859. Le premier a dans ses attributions les tarifs, l'assiette et la perception des droits municipaux, la concession des postes de vente et lieux de stationnement à la Villette et à Vaugirard. Par contre, le préfet de Police conserve ces dernières attributions pour les Halles Centrales et doit, en outre, assurer sur tous les marchés, la police de la circulation, le maintien de l'hygiène et de l'ordre public, l'inspection des marchés, jours et lieux d'arrivage, le contrôle de la salubrité des denrées. Il a sous ses ordres les commissaires, inspecteurs et vétérinaires des Halles et Marchés.

Enfin, les radiations des facteurs et mandataires sont de la compétence du Ministre de l'Intérieur.

Le plus grand hasard semble, en quelque sorte, avoir présidé à la distribution des tâches entre les administrations dont dépendent les Halles et Marchés. Aucun plan d'ensemble n'a été suivi et cela tient pour une bonne

part au caractère fragmentaire et morcelé de la réglementation. Des mesures ont été prises au fur et à mesure que se révélaient des besoins nouveaux et aucune étude d'ensemble des marchés parisiens, sauf pour les Halles Centrales, n'a été entreprise pour y mettre en application quelques principes d'ordre général et quelques règles de coordination.

C'est de l'examen des différents marchés et des opérations qui s'y pratiquent, qui viennent d'être sommairement décrites, qu'il sera possible de dégager les améliorations qu'il convient d'apporter au régime actuel en vue de préparer le chemin à une réforme générale

PREMIÈRE PARTIE

LE MARCHÉ
DU BÉTAIL SUR PIED

CHAPITRE PREMIER

LA DESCRIPTION DU MARCHÉ
ET LES OPÉRATIONS QUI S'Y PRATIQUENT

La vente du bétail sur pied à Paris s'effectue sur le seul marché de la Villette.

Les abattoirs, par contre, se sont dédoublés : à l'heure actuelle, coexistent ceux de la Villette et de Vaugirard, les second restant spécialisés dans l'abatage de certaines catégories de bétail.

Après avoir étudié l'histoire du marché de la Villette et examiné son importance, il convient de décrire les opérations qui s'y pratiquent depuis l'entrée du bétail sur le marché jusqu'à son arrivée à l'abattoir.

§ 1. — *Historique et régime juridique du marché*

C'est seulement par un décret en date du 6 avril 1859 que la Ville de Paris a été autorisée à créer le marché aux

bestiaux de la Villette, qui était destiné à remplacer les marchés sur lesquels s'opéraient les transactions sur le bétail. Les marchés de Sceaux et de Poissy s'étaient spécialisés dans le commerce des moutons et du gros bétail (taureaux, bœufs, veaux, vaches). Ceux de la Halle aux veaux et les Bernadins ne s'intéressaient qu'au gros bétail. Le marché de la Chapelle ajoutait au commerce du gros bétail celui des porcs et enfin le marché Saint-Germain était uniquement spécialisé dans le commerce des porcs. Les marchés de Poissy et de Saint-Germain se trouvaient en dehors du périmètre de Paris et appartenaient aux communes sur lesquelles ils étaient situés. Les autres étaient la propriété de la Ville de Paris et étaient exploités pour son compte.

La division et la dispersion des différents centres d'alimentation, l'éloignement relatif de certains d'entre eux n'étaient pas sans présenter certains inconvénients. L'importance de Paris grandissait chaque jour et la population y augmentait rapidement. Dès lors l'administration municipale se préoccupa de la création d'un marché unique placé à proximité du centre et assez vaste pour répondre aux nouveaux besoins de l'agglomération parisienne.

Le décret du 7 avril 1859 autorisa l'expropriation des terrains situés sur le territoire de la Commune de la Villette (actuellement 19^e arrondissement) pour l'établissement d'un grand marché aux bestiaux et la construction d'abattoirs. Ces terrains furent annexés à la Ville de Paris à partir du 1^{er} janvier 1860. Ainsi se trouvait réalisé l'unité de marché que l'administration municipale avait voulu établir dans l'intérêt des commerçants et des consommateurs.

Afin de compléter l'équipement économique du futur marché et d'accroître la commodité et la rapidité des transactions, on décida en 1864 la création d'un embranchement spécial destiné à relier le marché de la

Villette au chemin de fer de ceinture : c'est ainsi que prit naissance la gare de Paris-Bestiaux.

Cette même année, un décret autorisa la Ville de Paris à mettre en adjudication la construction de l'embranchement ferré, celle du marché et son exploitation, ainsi que celle des bars et restaurants qui y seraient construits. La concession devant être faite pour une période de cinquante ans, l'adjudication eut lieu en 1865 et les travaux furent confiés à la Société d'approvisionnement à laquelle s'est substituée en 1870, la Société parisienne de crédit, dite « La Régie du Marché aux bestiaux ».

La Société concessionnaire avait à charge de construire le marché pour le compte de la Ville de Paris et de l'exploiter en régie intéressée. Les travaux furent effectués assez rapidement et le marché fut ouvert le 21 octobre 1867. Les dépenses d'aménagement et de construction s'élevaient à 24:314.000 fr. et furent remboursés à la Société concessionnaire en cinquante annuités, la dernière ayant été versée le 21 octobre 1917, date de l'expiration de la concession. Les profits de la Société étaient les produits de la vente du fourrage et du fumier, ceux de la réception d'office du bétail lorsque leurs propriétaires ou destinataires ne s'étaient pas présentés pour le recevoir à l'arrivée, l'exploitation des restaurants et buvettes et enfin une redevance annuelle versée par la Ville de Paris.

Le montant de cette redevance a varié. Fixée à 140.000 fr. jusqu'en 1917, elle dut être relevée en raison des circonstances économiques et elle atteignait en dernier lieu : 234.625 fr. A partir de 1917, en effet, date à laquelle expirait la période de 50 ans, diverses prorogations de la convention furent votées par le Conseil Municipal jusqu'au 30 juin 1936.

Fin 1935, le Conseil Municipal de Paris se préoccupa d'organiser la nouvelle exploitation et écarta l'idée

d'une régie directe qui se serait révélée plus coûteuse qu'une concession. Un projet de cahiers des charges augmentant, par rapport au régime antérieur, les obligations du concessionnaire, fut établi. La concession a été confiée après adjudication à la Société Parisienne de Crédit, le 3 mars 1939, pour une durée de quinze ans. Toutefois, la Ville de Paris se réserve le droit de résilier la concession, sans indemnité à l'expiration de la cinquième ou de la dixième année, sous la condition d'en informer le concessionnaire au moins six mois d'avance.

Les obligations du concessionnaire sont notablement augmentées : il est chargé de la perception pour le compte de la Ville de Paris des droits de stationnement des véhicules, des droits de poids publics et de tous les droits ou produits municipaux. Sont à sa charge également la réception du bétail, le nettoyage, le lavage et la désinfection de l'ensemble du marché comme de celui des abattoirs, les frais d'exploitation du marché.

La rémunération du concessionnaire comprend : une redevance annuelle de 2.800.000 fr. susceptible de révision en cas de hausse ou de baisse de 10 % des salaires du personnel, le produit de la vente des fourrages, litières, fumiers, de la réception d'office du bétail, de l'exploitation des restaurants et 10 % du produit des droits de stationnement des véhicules amenés au marché. Un contrôle est exercé sur la comptabilité du concessionnaire.

Naturellement, l'exploitation même du marché doit avoir lieu sous le contrôle de l'administration municipale qui réglemente son fonctionnement général. Ce contrôle est surtout rendu nécessaire par l'importance que présente à l'heure actuelle le marché de la Villette.

§ 2. — *L'importance et le caractère du marché*

L'importance du marché de la Villette n'a fait que croître depuis sa création. Fondé au début pour subvenir aux besoins de l'alimentation de la population parisienne, il n'a pas tardé à sortir de son rôle et à devenir un véritable marché national du bétail sur pied. Il est alimenté à l'heure actuelle par des animaux venant de tous les centres d'élevage et d'engraissement qui y sont envoyés soit directement par leurs propriétaires, soit par des syndicats formés à cet effet, soit enfin par des marchands qui parcourent le pays, achètent dans les foires et à la ferme et groupent ensuite leurs animaux pour former des wagons ou des camions complets.

Chaque jour de marché à la Villette, il est présenté plus de 25.000 têtes d'animaux des diverses espèces bovine, ovine et porcine et certains jours ce chiffre est porté à 50 et 60.000 têtes. Il y a été introduit, en effet :

En :	1934	1935	1936
	—	—	—
Gros bétail	402.039	384.185	366.988
Veaux	204.861	133.676	178.048
Moutons	893.309	876.167	848.531
Porcs	201.343	179.537	156.927

Le volume des transactions est donc particulièrement élevé au marché de la Villette, surtout si l'on tient compte du fait qu'il est devenu exclusivement un marché d'animaux destinés immédiatement à la boucherie : les animaux de trait, d'engraissement, d'élevage ne peuvent s'y vendre, et le marché des vaches laitières, qui subsiste, est isolé du reste du marché et son importance est minime.

Or on estime que les abatages en France se montent annuellement à environ 2 millions et demi de têtes de gros bétail, près de 5 millions de veaux, 7 millions de moutons et 6 millions et demi de porcs. Les ventes à la Villette représentent donc respectivement 15 %, 4,5 %, 14 % et 4 % de ces chiffres.

La totalité des animaux qui sont vendus au marché de la Villette ne sont pas destinés à la consommation parisienne ; un certain nombre d'entre eux sont achetés par des marchands qui les réexpédient en province vers des centres de consommation situés dans des régions déficitaires en bétail. La Villette ajoute ainsi à ses fonctions d'approvisionnement de la région parisienne, une fonction de redistribution qui contribue à lui donner son caractère de marché national. On constate cependant une diminution du nombre des réexpéditions. En 1913, en effet, le total des réexpéditions par rapport aux introductions totales ressortait à :

- 42 % pour le gros bétail ;
- 47 % pour les veaux ;
- 34 % pour les moutons ;
- 56 % pour les porcs.

En 1933, 1934, 1935, 1936, on a constaté les pourcentages suivants :

Animaux réexpédiés		
	1933	1934
Gros bétail	99.215 (23,8 %)	95.102 (23,8 %)
Veaux	76.333 (30 %)	68.560 (33,4 %)
Moutons	151.408 (15,6 %)	142.299 (15,9 %)
Porcs	125.894 (58,6 %)	126.286 (62,7 %)
	1935	1936
Gros bétail	79.276 (20,6 %)	25.168 (20,4 %)
Veaux	65.008 (33,5 %)	62.490 (35 %)
Moutons	145.740 (16,6 %)	137.648 (16,2 %)
Porcs	118.754 (66,1 %)	112.908 (71,9 %)

Le pourcentage des réexpéditions tend donc à se restreindre, sauf en ce qui concerne les porcs. Cette particularité s'explique par le fait que la production du porc est beaucoup plus concentrée que la production des bovins ou des ovins : les porcs proviennent presque uniquement des régions de l'ouest et il est donc nécessaire d'assurer leur redistribution dans des proportions plus fortes que pour les autres catégories d'animaux.

Les réexpéditions se font surtout à destination des départements proches de Paris et des départements du Nord et de l'Est, ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

Etat des animaux réexpédiés au cours de l'année 1935

	Bovins	Veaux	Moutons	Porcs
Abattoirs de Vaugirard.....	28.689	16.970	81.122	7.266
Abattoirs particuliers :				
Seine	11.513	16.405	52.241	45.891
Seine-et-Oise	19.437	26.854	53.907	41.430
Seine-et-Marne	4.535	5.073	9.281	13.098
Marne	1.149	844	327	4.729
Oise	3.726	3.217	7.817	11.818
Aisne	615	599	548	895
Somme	61	7	848	4
Ardennes	674	397	274	83
Nord	22.115	7.796	13.870	638
Pas-de-Calais	395	—	80	—
Meurthe-et-Moselle	5.262	633	—	12
Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle.	8.837	2.884	—	3
Divers	957	299	1.147	153

Les différents tableaux ci-dessus permettent de se rendre compte cependant que la majeure partie des animaux vendus à la Villette, s'ils ne sont pas tous abattus aux abattoirs de la Villette, le sont dans une proportion relativement importante en Seine et en Seine-et-Oise, et servent donc en définitive à l'alimentation de la région parisienne.

Toutefois, si le marché de la Villette ne se borne pas à satisfaire les besoins de la consommation parisienne, étant donné les réexpéditions qui s'y effectuent, il convient de noter également qu'un grand nombre d'animaux sacrifiés à Paris ou dans la banlieue sont introduits directement aux abattoirs sans passer par le marché. Nous pourrions nous rendre compte de l'importance de ces introductions directes aux abattoirs lorsque nous étudierons ces derniers.

Dès maintenant, il est possible de souligner la double évolution du marché de la Villette qui a eu pour conséquence de le détourner peu à peu de son rôle original :

— Il n'assume plus entièrement sa fonction principale qui était d'assurer l'approvisionnement de la capitale, puisqu'un certain nombre d'animaux destinés à la consommation parisienne ne passe plus sur le marché ;

— par contre, le développement des réexpéditions en province l'a amené à dépasser son rôle primitif et il est ainsi devenu un véritable marché national du bétail sur pied.

Ce deuxième aspect de son rôle rend d'autant plus important le déroulement des opérations qui s'y pratiquent.

§ 3. — *Les commerçants et leurs opérations*

Plusieurs catégories de commerçants opèrent sur le marché de la Villette. Pour comprendre les opérations qui s'y déroulent, il est nécessaire de décrire le rôle rempli, d'une part, par les vendeurs, d'autre part, par les acheteurs.

A. — Les vendeurs

Le marché est ouvert à toute personne qui veut y amener des animaux des espèces bovine, ovine et porcine, à condition qu'il soit muni d'une carte d'identité spéciale dite carte des marchands de bestiaux, délivrée par le Service de l'Inspection de la Préfecture de Police sur la demande et aux frais des intéressés, et renouvelable chaque année.

Les cartes sont de couleurs différentes suivant les catégories d'usagers et de forme différente suivant les années et elles sont établies sur présentation de la patente ou du récépissé d'immatriculation au registre du commerce.

Toutefois, les agriculteurs, éleveurs ou herbagers peuvent être porteurs, à défaut de la carte d'identité, d'une attestation délivrée par le Maire de leur Commune certifiant leur qualité.

Les mêmes cartes d'identité sont exigées des acheteurs. Il suffit, à toute personne remplissant ces conditions préalables de se présenter le matin du marché, au tirage au sort des places et de payer les droits municipaux de marché. En fait, comme nous l'avons vu, le bétail y est vendu soit par le propriétaire lui-même, agissant pour son propre compte, soit par le marchand de bestiaux, soit enfin par un agent spécial le commissionnaire en bestiaux.

A certaines époques de l'année, en été et en automne principalement, les éleveurs et les herbagers de Normandie, viennent vendre eux-mêmes leur bétail à la Villette, mais cela est exceptionnel. Les marchands de bestiaux qui vendent directement sur le marché à leurs risques et périls les animaux qu'ils ont acheté dans les fermes ou dans les foires de province ne sont guère plus nombreux. Généralement ils se bornent à assurer le transport de leurs bêtes jusqu'à Paris. Ils jouent ainsi un rôle régulateur dans l'établissement des cours, puisqu'ils assurent au marché un approvisionnement régulier en bétail, achetant dans d'autres régions l'appoint qui leur est nécessaire si celle dans laquelle ils opèrent leur commerce présente un déficit momentané.

De par sa profession, le marchand connaît en effet les ressources propres à chaque région et les goûts et l'état d'approvisionnement des centres de consommation. Il fait ses achats en conséquence et les courants de circulation du bétail ou des viandes se modifient au fur et à mesure entre les régions qui produisent et celles qui consomment. Les marchands, qui jouent donc un rôle particulièrement important, sont des commerçants patentés, soumis à l'inscription au registre du commerce, munis d'une carte d'identité spéciale, groupés en Chambres syndicales, qui adhèrent à la Fédération Nationale du Commerce du bétail.

Les marchands de bestiaux n'opèrent que sur le gros bétail (boeufs, taureaux, vaches) et n'amènent guère que du bétail d'étable. L'importance des ventes opérées par eux est assez faible. Sur 320.000 à 380.000 têtes de gros bétail vendues, on estime à 25.000 environ la part qui leur revient. Ces 25.000 têtes forment le 1/3 environ des ventes de bestiaux, en provenance du Maine-et-Loire (20.000), de la Vendée (20.000), des Deux-Sèvres (15.000) et de la Vienne (20.000).

Les herbagers propriétaires, plus ou moins marchands de bestiaux, sont tous de la partie de la Normandie où l'on pratique l'embauche (engraissement du bétail maigre sur les herbages ou prairies naturelles), c'est-à-dire du Calvados et de l'Orne. Ils vendent environ 50.000 bœufs du Calvados et 45.000 bœufs de l'Orne d'Avril à Décembre.

Le commerce des veaux, des moutons et des porcs est exclusivement entre les mains des commissionnaires en bestiaux et, en fait, la plus grande partie du commerce du bétail sur pied est entre leurs mains.

Les propriétaires, comme les marchands de bestiaux n'accompagnent généralement pas leurs bêtes et s'en remettent aux commissionnaires du soin de les vendre pour leur compte. Ceux-ci, en effet, ont une connaissance particulière du marché et des acheteurs qui s'y présentent, et peuvent souvent réaliser les ventes dans de meilleures conditions que celles qu'obtiendraient les propriétaires ou marchands. En fait, les commissionnaires qui sont souvent eux-mêmes producteurs et marchands de bestiaux, effectuent à eux-seuls, la vente de la plus grande partie des animaux amenés à la Villette. Il arrive même que producteurs et marchands, même présents au marché, préfèrent passer par l'entremise d'un commissionnaire estimant que ses aptitudes spéciales lui permettent de vendre à meilleur prix. Ce calcul se révèle juste la plupart du temps, étant donné la grande quantité de bestiaux mis en vente à chaque marché, l'étendue des halles où se font les transactions, et la nécessité de débattre le prix avec les acheteurs.

Le commissionnaire vend pour le compte d'autrui : il est donc le seul parmi les vendeurs à n'être pas propriétaire du bétail qu'il vend. Il représente les propriétaires de bestiaux dont il épouse les intérêts ; il opère

ainsi pour le compte d'une clientèle qui l'a choisi et qui le connaît. Il assure par l'intermédiaire d'un personnel exercé et spécialisé, le débarquement des animaux et leur mise en bouverie jusqu'au prochain marché ; il les place dans les préaux le jour de la tenue du marché et procède à leur vente. Il paie les frais de débarquement, le prix du transport, les droits d'entrée, la nourriture, les assurances. Il agit en toute circonstance comme le ferait le propriétaire de l'animal : en outre, il est responsable vis-à-vis de celui-ci de la régularité de la vente et de la solvabilité des acheteurs, et doit lui adresser les fonds le soir même de la vente. Il lui fait parvenir en même temps, un bordereau qui comprend, d'un côté les frais divers qu'il a eu à solder augmentés de sa commission et, de l'autre, le prix de vente. C'est la différence entre le second et le premier chiffre qui est adressée à l'expéditeur.

Les commissionnaires qui sont théoriquement au nombre de 77, (27 pour le gros bétail, 15 pour les veaux, 18 pour les moutons, 19 pour les porcs) sont en réalité beaucoup plus nombreux par le jeu des associations qui en réunissent plusieurs. Leur nombre atteint ainsi de 110 à 140. Ils sont rémunérés par la commission qu'ils prélèvent, en contre-partie de leurs services, sur le produit de la vente. Leur commission n'est pas proportionnelle à ce produit, mais elle est fixée invariablement par tête de bétail, indépendamment de l'oscillation des cours ; son incidence est donc d'autant plus lourde pour le producteur que le prix du bétail est plus bas.

A cette somme fixe, s'ajoute une commission du croire destinée à garantir le commissionnaire des risques de non-paiement par l'acheteur ; ils sont souvent, en effet, les banquiers de leurs clients et il se fait, en espèces ou au moyen de paiements judiciaires, de gros déplacements de fonds sur le marché. Or, il est de

règle que le vendeur soit réglé le jour même tandis qu'il peut être fait crédit à l'acheteur. Les commissionnaires et leurs associés supportent, de ce fait, une immobilisation importante de capitaux et peuvent se trouver, en cas de crise, devant des risques graves de non-recouvrement.

Les opérations des commissionnaires ne sont guère contrôlées, malgré leur importance, mais ils sont soumis à une réglementation spéciale édictée par les autorités administratives de la Ville de Paris.

Cette réglementation est d'autant plus nécessaire pour prévenir et réprimer les fautes professionnelles que celles-ci sont plus faciles ; elle est cependant, au marché de la Villette, beaucoup moins rigoureuse que sur la plupart des autres marchés avec lesquels il est possible d'établir des points de comparaison.

Les intermédiaires, sur le marché de la Villette, n'ont pas à être agréés par l'Administration. N'importe qui peut s'établir commissionnaire.

Toutefois, l'exclusion du marché, temporaire ou définitive, peut être prononcée par le Préfet de Police, après avis d'une Commission de discipline, contre toute personne condamnée pour crime, vol, escroquerie, abus de confiance, ou coupable d'infractions graves vis à vis des lois générales et de celles qui réglementent le commerce du bétail. Enfin, les intermédiaires de la Villette peuvent acheter et vendre pour leur propre compte ; cependant, il leur est interdit de faire la contrepartie, c'est-à-dire, « d'acquérir pour leur propre compte soit par eux-mêmes, soit par des personnes interposées, les animaux qu'ils sont chargés de vendre ». Telle disposition n'interdit pas aux commissionnaires d'être eux-mêmes des négociants et d'acheter en province des animaux pour les vendre à la Villette, cumulant ainsi un rôle de commerçant avec un rôle de mandataire. Cela rend le contrôle très difficile et la réglementation est donc

beaucoup moins stricte que dans la plupart des autres marchés, notamment aux Halles Centrales : il est interdit aux mandataires des Halles de tenir un commerce portant sur des denrées similaires à celles dont ils opèrent la vente pour le compte d'autrui.

Les règles auxquelles doivent se soumettre les Commissionnaires ne leur interdisent pas non plus d'acheter, pour le compte d'autrui, des animaux qu'ils sont chargés de vendre pour le compte d'autrui.

Toutefois, aux termes de l'article 8 de l'ordonnance Préfectorale du 13 avril 1927, les commissionnaires, marchands de bestiaux et autres vendeurs qui réservent des animaux mis en vente par eux-mêmes pour des acheteurs non présents sur le marché, doivent apposer immédiatement la marque de l'acheteur sur les animaux réservés et être en mesure de justifier à toute réquisition d'un ordre écrit émanant de ce dernier, portant son nom et son adresse et ayant moins de trois mois de date.

C'est ainsi que parmi les acheteurs au marché de la Villette, on peut compter des commissionnaires, des négociants et des bouchers en gros.

B. — Les acheteurs

Il peut se faire, en effet, que des commissionnaires soient chargés d'acheter du bétail sur le marché pour le compte de certains négociants ou bouchers résidant dans des centres de consommation hors de Paris, déficitaires en bétail. Dans ce cas, les commissionnaires doivent avoir un ordre d'achat écrit, avant d'opérer la réexpédition de l'animal et d'assurer sa mise en route vers le lieu où il est destiné à être abattu.

Par contre, certains négociants réexpéditeurs et certains bouchers du Nord et de l'Est ou de banlieue viennent opérer eux-mêmes leur achats sur le marché et

prennent en charges les animaux qu'ils ont acquis. Il en est de même de l'Assistance Publique, de certains fournisseurs de l'armée et de quelques grandes maisons d'alimentation.

Mais les gros acheteurs du marché de la Villette sont les chevillards ou bouchers en gros, qui dirigent ensuite le bétail vers les abattoirs de la Villette ou de Vaugirard où ils les sacrifient avant de les débiter et de les vendre aux détaillants. Les chevillards sont, avec les commissionnaires, la catégorie de commerçants la plus importante qui opère sur le marché du bétail sur pied.

Les chevillards sont des intermédiaires qui n'existent guère qu'à Paris. En province, en effet, ce sont les bouchers détaillants eux-mêmes qui, en général, procèdent ou font procéder à l'abatage du bétail vivant qu'ils ont acheté. Au contraire, le rôle essentiel est joué à la Villette par le seul chevillard, aucun boucher de détail ne venant s'approvisionner en bétail sur pied. Le chevillard achète le bétail vivant et le transforme en viande de boucherie qu'il répartit ensuite selon leurs besoins, dans sa clientèle de détaillants. Il s'interpose entre le commissionnaire et le boucher de détail. En plus de son rôle technique, il remplit donc un rôle commercial. Sa rémunération dépend pour une très large part de son aptitude à apprécier le rendement et la qualité d'un animal, à prévoir le sens des variations de prix tant sur le marché du bétail sur pied que sur le marché de la viande abattue. Une part de spéculation entre donc dans son rôle étant donné surtout qu'il court certains risques.

Il achète, en effet, l'animal sur pied en tenant compte de son poids présumé (car, comme nous le verrons plus loin, aucune pesée n'est faite à la Villette), et du rendement probable en viande nette, c'est-à-dire consommable. Mais l'animal doit être abattu dans un délai

fort court, sous peine de dépérir rapidement et de perdre du poids. De plus, la marchandise doit être répartie et écoulée rapidement, surtout en été, si l'on ne veut pas s'exposer à des pertes importantes. La vente doit être faite le plus souvent le jour même de l'abatage, parfois avec perte si les bouchers détaillants, pour une raison ou pour une autre, restreignent leurs demandes.

La rémunération du chevillard est donc essentiellement variable, selon les circonstances et les conditions du marché. Elle est constitué par la différence entre le prix d'achat du bétail vivant et le prix de vente de la viande comestible et des produits industriels. La vente de la viande nette n'est pas, en effet, la seule recette du chevillard : il s'y ajoute le prix de vente de ce que l'on appelle le cinquième quartier : peau, suif, sang, triperie et abats. Cette recette est elle-même essentiellement variable.

Le nombre et l'importance des chevillards tendent à se développer, non seulement à Paris, mais aussi dans les grands centres de consommation, et cette situation semble due à l'évolution actuelle du commerce du bétail. D'une part le nombre des bouchers tend à augmenter et certains ne pourraient écouler sur leur étal toute la viande que représenterait pour eux l'achat d'un bœuf entier. D'autre part, les bouchers dans les grands centres ne savent plus acheter le bétail sur pied et préfèrent recourir à un intermédiaire spécialisé qui leur épargne ce risque commercial en même temps que le travail de l'abatage. Enfin, les détaillants trouvent parfois plus avantageux d'acheter à un boucher en gros, car le règlement se fait à huit jours de la livraison, c'est-à-dire à un moment où la viande est déjà vendue. Tout se passe dans ce cas comme si les chevillards faisaient des avances de fonds aux détaillants.

En fait, les chevillards ont, à l'heure actuelle, sur le marché de Paris, un véritable monopole, d'autant plus

qu'en raison des conditions matérielles de l'abatage du bétail et de l'étendue restreinte des abattoirs, leur nombre est pratiquement limité. On peut l'évaluer à 350 environ.

Après avoir procédé à l'achat du bétail sur le marché de la Villette, les chevillards le dirigent vers les abattoirs de la Villette et de Vaugirard, tandis que les marchands ou commissionnaires acheteurs procèdent, de leur côté, à l'embarquement du bétail vers les centres de consommation ou se font les réexpéditions.

§ 4. — *Les abattoirs*

C'est en effet aux abattoirs que se déroule le principal de l'activité des chevillards. Mais de même que tout le bétail sur pied vendu à la Villette ne prend pas le chemin des abattoirs parisiens, de même une partie du bétail sur pied qui y est sacrifié, y entre directement sans passer par le marché.

Les chevillards peuvent, aussi, s'approvisionner directement en province. Les quantités de viande abattue aux deux abattoirs parisiens de la Villette et de Vaugirard sont donc supérieures à celles qui proviendraient de la source unique du marché de la Villette. Une partie de la viande abattue arrive donc directement de province par camions ou par la gare de Paris-Bestiaux, dont la 4^e rampe communique avec les abattoirs. Leur développement s'explique pour une part, par l'augmentation des frais de manutention et des droits fiscaux sur le marché de la Villette.

Sauf pour les porcs, cependant, le pourcentage des introductions directes par rapport au total des entrées

aux abattoirs, a tendance à rester constant. Il était, en effet, en 1913, de :

18,86 % pour le gros bétail ;
 54,59 % pour les veaux ;
 39,62 % pour les moutons ;
 37,53 % pour les porcs :

et en 1935, de :

15,7 % pour le gros bétail ;
 57 % pour les veaux ;
 28 % pour les moutons ;
 92 % pour les porcs.

Ces chiffres ne donnent qu'une idée imparfaite de l'importance réelle des introductions directes. Le tableau suivant précise leur importance par nombre de têtes :

	1934		1935	
	—		—	
	ANIMAUX			
	venant du marché aux bestiaux	introduits directement	venant du marché aux bestiaux	introduits directement
	—	—	—	—
Gros bétail	311.565	50.647	310.227	58.130
Veaux	140.920	164.514	133.168	179.446
Moutons	767.837	286.769	763.087	305.089
Porcs	69.209	595.888	53.931	642.112

Il ressort tout de suite de ces chiffres que le marché de la Villette ne joue presque plus aucun rôle en ce qui concerne les porcs. Cela tient pour une part au fait qu'il est possible de faire des achats fermes en province sans voir les animaux : le rendement et la qualité des porcs sont beaucoup plus constants que ceux des autres bêtes de boucherie. Mais cette évolution tient surtout au fait que le commerce des porcs est aujourd'hui concentré en un très petit nombre de mains. Quelques maisons spécialisées détiennent aujourd'hui une sorte de mono-

pole du commerce des porcs : elles ont une clientèle fixe et également spécialisée, et tendent ainsi de plus en plus à se passer du marché de la Villette économisant de cette façon des frais de marché élevés. Il convient de noter également que les entrées directes sont surtout importantes aux abattoirs de Vaugirard, éloignés du marché aux bestiaux. Il est possible que le marché du bétail sur pied voit de plus en plus son rôle se restreindre pour les abattoirs de la rive gauche.

Les chiffres que nous avons cités ci-dessus permettent également de se rendre compte du grand nombre des animaux sacrifiés annuellement sur les abattoirs parisiens : 2.386.949 têtes en 1934 et 2.445.190 têtes en 1935.

Un tel débit n'est possible qu'en raison de l'étendue actuelle des abattoirs parisiens.

Les cinq anciens abattoirs de Paris : Montmartre, Popincourt, Roule, Villejuif, Grenelle ont été successivement désaffectés à partir du moment où, en janvier 1867, l'abattoir de la Villette fut mis en service. Les quatre premiers ont disparu et le dernier a été remplacé en 1897 par l'abattoir de Vaugirard.

A l'heure actuelle, les abattoirs de La Villette sont dotés d'une installation assez spacieuse et comprennent, répartis sur 21 hectares de terrain : 12 carrés d'abatage, dont les cours sont couvertes, sur lesquels s'ouvrent 249 échaudoirs. C'est dans ces carrés d'abatage et dans les échaudoirs qu'opèrent les chevillards.

L'abatage des animaux est presque uniquement le fait des chevillards qui opèrent généralement eux-mêmes avec l'aide de trois ou quatre garçons à leur service, le soir même et le lendemain de l'achat de l'animal sur le marché, ou le jour de sa réception.

La Ville de Paris met à leur disposition pour cette opération, les échaudoirs, qui sont des emplacements concédés par la Ville. Il existe deux catégories d'échaudoirs : les échaudoirs banaux et les échaudoirs particuliers.

Les échaudoirs banaux sont réservés à des chevillards qui se trouvent momentanément sans échaudoir et aux bouchers détaillants voulant abattre eux-mêmes le bétail qu'ils ont acheté et dont ils sont ainsi devenus propriétaires.

Le nombre de ceux qui usent de cette faculté est très limité et l'énorme majorité des échaudoirs sont des échaudoirs particuliers. Ceux-ci sont occupés par des bouchers en gros, titulaires d'échaudoirs, auxquels se joignent parfois un ou deux bouchers classés, ces derniers n'étant pas titulaires et se bornant à exercer dans un échaudoir particulier ainsi exploité en commun. Toutefois, le nombre des bouchers en gros pouvant occuper un même échaudoir est limité à deux à la Villette et à trois à Vaugirard.

Chaque échaudoir particulier doit effectuer, par mois, un minimum d'abatage variant suivant sa capacité. Si l'abatage descend au-dessous de ce minimum, il y a déclassement du titulaire ce qui ouvre la vacance du poste. Il y a mise en vacance d'un échaudoir particulier, à la suite de déclassement, de radiation, ou de mort du titulaire.

La cessation des opérations pendant un mois, le refus d'acquitter les taxes, les infractions constatées aux prescriptions légales entraînent déclassement tandis que la radiation ne peut être prononcée que pour des faits graves tels que : condamnations pour crimes, escroqueries, abus de confiance, fraude sur la marchandise, peines entraînant privation des droits civiques. Une exclusion à temps peut, en outre, être prononcée, pour des infrac-

tions aux réglemens ou manquemens aux devoirs professionnels.

La vacance d'un échaudoir est affichée dans l'abattoir et les titulaires ou bouchers classés qui veulent l'obtenir par mutation en font la demande. Les emplacements laissés libres à la suite de ces opérations sont accordés suivant la date d'inscription de leur demande aux bouchers postulants qui, remplissant les conditions requises, sont inscrits pour être classés dans un échaudoir particulier. Les demandes sont en effet inscrites suivant leur ordre d'arrivée, mais la liste des candidats n'est ouverte qu'aux postulants français ou sujets français remplissant certaines conditions d'honorabilité.

Les emplacements sont donc concédés à l'ancienneté et c'est le nombre restreint de ces emplacements qui limite en fait le nombre des chevillards et confère une sorte de privilège à ceux qui sont en place, en même temps qu'un monopole à leur corporation. Ils sont groupés dans le puissant Syndicat de la Boucherie en gros qui se charge de la défense de leurs intérêts professionnels, mais qui, en même temps, gère et administre toutes les parties communes des abattoirs, à la charge des membres de la corporation : nettoyage des cours de travail, enlèvement des fumiers et voiries, livraison des peaux, etc... Ce travail est effectué en régie depuis le 10 janvier 1932 et le Syndicat perçoit en rémunération sur tous les chevillards une redevance proportionnelle à leurs abatages.

Les bêtes après avoir été dépouillées, tant dans la cour d'abatage que dans les échaudoirs, sont mises en vente chaque après-midi dans les locaux mêmes qui ont servi à ces opérations. C'est à ce stade que nous reprendrons la description des opérations postérieures, lorsque nous étudierons le marché de la viande morte.

Nous nous contenterons, pour le moment, de retenir que la pratique des introductions directes aux abattoirs,

dont nous avons mesuré l'importance, soulève des problèmes qu'il convient d'examiner attentivement, car les agriculteurs et les éleveurs s'élèvent contre elle en les accusant de fausser le cours du bétail. Pour apprécier la valeur de ces reproches, il est nécessaire d'examiner la manière dont s'opèrent les ventes et se fixent les cours sur le marché du bétail sur pied à la Villette.

§ 5. — *Les opérations sur le marché et la fixation des cours*

A. — Les Opérations

Il se tient, à l'heure actuelle, à la Villette, deux grands marchés par semaine, le lundi et le jeudi. Les mardi et vendredi, il existe deux petits marchés pour les veaux. Enfin, le marché des porcs fonctionne tous les jours. Ce n'est que petit à petit que ces pratiques se sont établies.

Lorsque fut créé le marché de la Villette, le Préfet de la Seine prescrivit, par arrêtés des 10 octobre 1867 et 8 mai 1869 qu'il serait ouvert tous les jours à la réception et à la vente des animaux. Ce fut ensuite la Commune de Paris qui réglementa le marché, à partir du 10 mai 1871 : le mercredi et le dimanche étaient consacrés aux arrivages de bestiaux, le lundi et le jeudi étaient consacrés au grand marché des taureaux, bœufs, vaches, moutons ; le mardi et le vendredi au petit marché des veaux avec renvoi des bestiaux non vendus la veille.

Ce règlement demeura longtemps en usage, puisqu'il ne fut modifié que par les arrêtés des 31 août 1918, 14 novembre 1918, 28 avril 1919 et 29 juin 1934 qui ont fixé les jours et heures de vente actuellement suivis. Les lundis et les jeudis restent consacrés aux grands

marchés. Ceux-ci se tiennent de 10 heures à 14 heures 30 pour les taureaux ; de 10 heures 30 à 14 heures 30 pour les bœufs et les vaches ; de 10 heures 30 à 13 heures 30 pour les veaux ; de 9 heures 30 à 15 heures pour les porcs ; de 12 heures à 15 heures pour les moutons. Le mardi et le vendredi sont consacrés de 9 heures 30 à 12 heures au petit marché des veaux nouvellement arrivés et invendus de la veille. Enfin les mardi, mercredi, vendredi et samedi se tient de 9 à 15 heures un marché pour les porcs.

Pratiquement donc, à l'heure actuelle, les animaux peuvent être vendus sur le marché de la Villette, tous les jours, sauf le dimanche, en ce qui concerne les porcs ; quatre fois par semaine en ce qui concerne les veaux et deux fois par semaine en ce qui concerne le gros bétail et les moutons.

Des deux grands marchés du lundi et du jeudi, c'est celui du lundi qui est le plus important : il dépasse généralement d'un tiers ou même d'un demi le marché du jeudi ; cela tient, pour une part, au fait qu'il s'écoule un plus grand intervalle de temps entre le marché du jeudi et le marché suivant : 3 jours, au lieu de 2 entre le marché du lundi et celui du jeudi. Enfin, les bouchers et charcutiers de province qui ne peuvent être quatre jours par semaine à Paris, ont pris l'habitude de faire leurs achats surtout le lundi. C'est la coutume et l'habitude qui ont d'ailleurs petit à petit imposé la répartition des jours de marché que la réglementation n'a fait que consacrer.

Il arrive que tous les animaux présentés sur le marché ne peuvent être vendus. Ils sont alors hébergés dans les bouveries, marqués à l'encre et sont remis en vente sur le marché suivant où ils doivent obligatoirement être vendus. Ce sont les animaux dits de renvoi. Afin que l'on puisse en relever le nombre, les commissionnaires et autres vendeurs sont obligés, à la clôture des ventes,

de déclarer au Service d'Inspection le nombre et l'espèce de leurs animaux invendus.

.*

Les animaux introduits sur le marché et débarquant soit du chemin de fer, soit des camions (1) ou provenant des bouveries, porcheries ou bergeries où ils ont été hébergés, sont parqués par lots au moment des opérations, sous les grands Halls de vente. Il existe ainsi plusieurs préaux de grandeur variable : le plus important étant réservé au gros bétail, les autres de moindre importance, soit aux veaux, soit aux moutons et aux porcs.

La place de chaque lot est tirée au sort et les lots sont, en conséquence, confondus. Chaque animal porte une marque, généralement taillée dans le poil, qui porte le nom de marque marchande, grâce à laquelle son propriétaire est identifié.

Les débarquements de bestiaux commencent à 16 heures, les veilles de marché ; à 3 heures, les jours de grand marché et à 6 heures les autres jours. Le débarquement est obligatoirement effectué aussitôt après l'arrivée des trains ou camions et il est interdit de laisser les animaux séjourner après leur débarquement sur les quais de la gare ou dans les parcs de comptage. Tous les animaux débarqués doivent, en effet, être introduits sur le marché et mis en vente sous les halls afin d'éviter les transactions occultes et les marchés clandestins dans les gares, qui sont formellement interdits.

Il n'y a d'exception que pour ceux dont la feuille d'expédition spécifie la destination des abattoirs.

(1) Il résulte d'une enquête menée en 1932 que le pourcentage des animaux amenés en camions au Marché de la Villette atteignait, à cette époque, environ 10 % pour le gros bétail, 19 % pour les veaux et les porcs, 35 % pour les moutons. Dans l'ensemble, le chemin de fer couvrirait environ 80 % de la totalité des transports de bétail.

Enfin, les propriétaires, commissionnaires, débarqueurs, marchands de bestiaux sont tenus de déclarer au Service d'inspection avant l'ouverture des ventes, le nombre, l'espèce et la provenance de leurs animaux, par département, et d'acquitter immédiatement les droits de place et de séjour. De plus, aux termes d'une ordonnance récente les commissionnaires doivent être en mesure, à toute réquisition du service, de produire toutes justifications utiles au sujet de l'origine des animaux qu'ils sont chargés de vendre.

Ce sont ces diverses indications qui permettent à l'Administration de dresser les tableaux qui figurent à l'entrée des halls de vente et qui ont pour but de renseigner les commerçants sur l'importance du marché du jour ; ils indiquent le nombre de bêtes qui y figurent classés en : bœufs, taureaux, vaches, veaux, moutons et porcs. Y figurent également en nombre, et classés à part, le bétail entré au marché, celui qui, étant annoncé n'est pas encore arrivé, celui du renvoi du marché précédent et le chiffre des entrées directes aux abattoirs. Ces indications précises ne sont pas sans influencer les cours avant même le début de la vente, eu égard aux besoins de la consommation et à l'offre du bétail.

C'est le son d'une cloche qui annonce l'ouverture des transactions pour chaque marché différent. Aussitôt, vendeurs et acheteurs se répandent dans les travées où sont exposés les animaux, les apprécient, en vantent et en discutent la qualité, en marchandant le prix et finissent par se mettre d'accord en accomplissant les gestes traditionnels des marchands de bestiaux dans les foires et marchés. Les ventes sont libres et se font de gré à gré à la vue de l'animal, car le gros bétail n'est pas pesé à la Villette. Le chevillard calcule mentalement ce que peut lui rapporter l'animal abattu, et fixe son prix en conséquence. Tout se passe donc comme dans les foires de

province. Seuls les porcs sont pesés sur les bascules du marché et sont vendus au poids vif.

Aucun échange de papiers n'a lieu entre les acheteurs et les vendeurs, ce qui n'empêche pas une correction absolue de régner dans les transactions. Chaque commissionnaire vendeur est suivi d'un caissier à son service qui encaisse sur place le prix payé par l'acheteur contre le versement duquel aucun reçu n'est délivré. Chaque chevillard ou boucher acheteur possède également une marque particulière qu'il taille aussitôt la vente faite, dans le poil de l'animal, à l'opposé de la marque marchande, afin d'identifier son acquisition. Des toucheurs de bœuf et bouviers à leur Service font aussitôt prendre au bétail acheté, la direction des abattoirs ou de l'endroit d'où il sera réexpédié. Le bétail vendu doit en effet être retiré des halls de vente au plus tard une heure après la conclusion de la vente et il est formellement interdit de revendre sur place des animaux qui viennent d'être achetés sur le marché.

Les animaux ne peuvent sortir du marché, sinon pour aller aux abattoirs, et du département de la Seine sans être accompagnés d'un laissez passer délivré par le Service vétérinaire. Ce document doit mentionner les indications nécessaires sur les noms et adresses des conducteurs et du destinataire réel, le nombre d'animaux par espèces, le mode de transport et le lieu de destination. En cas d'épidémie, le laissez passer devra revenir sous cinq à 10 jours à la Préfecture de Police portant mention que l'animal auquel il se réfère a été abattu.

Les transactions se font donc sur le marché de la Villette, dans la plus grande simplicité, avec une réglementation réduite à sa plus simple expression. Ce sont des règles coutumières qui président aux transactions et en assurent la loyauté. Commissionnaires et chevillards ont les uns et les autres une grande expérience et se trompent rarement dans leurs estimations.

B. — L'établissement des cours — Leur importance

Ces méthodes cependant, si elles se révèlent pratiquement bonnes et suffisantes, paraissent ne pouvoir servir de base à l'établissement d'un cours officiel du bétail, et semblent incompatibles avec la précision et la rigueur mathématique qu'exige le calcul d'un tel cours. La Commission des cours qui fonctionne à la Villette arrive cependant à l'établir d'une manière assez satisfaisante.

L'exacte détermination des cours, après chaque marché, possède un grand intérêt, puisque ces cours ont une large publicité et déterminent pour une bonne part le prix de la viande dans toute la France. Une cotation inexacte peut porter préjudice à la fois aux producteurs et aux consommateurs. Le premier proportionne l'importance de ses envois aux cours pratiqués sur le marché, les restreignant en cas de baisse trop accentuée. Une hausse des prix en résulte et rétablit ainsi l'équilibre. La sincérité des cours est donc une nécessité si l'on veut assurer le fonctionnement régulier de la loi de l'offre et de la demande.

Le problème de la fixation des cours à la Villette, est donc très important et le rôle dévolu à la Commission des cours est considérable. Aussi sa composition a-t-elle varié si ses méthodes sont restées les mêmes.

Avant 1924, elle était composée en vertu de l'Ordonnance de police du 3 mai 1921, de l'inspecteur principal du marché, du vétérinaire délégué, contrôleur du secteur ou de son suppléant, et de représentants des vendeurs et des acheteurs.

Elle fut réorganisée au mois de janvier 1924 à la suite d'une délibération du Conseil Municipal de Paris qui avait invité l'Administration à prévoir une représentation

plus large des producteurs et éleveurs et à adjoindre un représentant des consommateurs aux membres déjà désignés.

Enfin, à la suite des critiques qui lui furent adressées par une proposition de loi de M. J. Faure, déposée au Sénat, sa composition fut encore modifiée par les ordonnances de police des 12 et 13 avril 1927 qui lui donnèrent sa composition actuelle.

Elle comprend aujourd'hui : le Directeur des Services vétérinaires de Paris président ;

le vétérinaire, chef de secteur ;

l'Inspecteur principal du marché ;

5 représentants des éleveurs, ou des Syndicats d'éleveurs, désignés par le Ministre de l'Agriculture ;

4 représentants des commissionnaires et marchands de bestiaux, désignés par la Fédération Nationale du Commerce du bétail vivant ;

3 représentants des bouchers en gros, désignés par la Fédération Nationale de la Boucherie en gros ;

1 représentant des marchands de porcs en gros désigné par le Syndicat ;

1 représentant de la boucherie de détail, désigné par le Syndicat général de la Boucherie Française ;

1 représentant de la charcuterie en détail, désigné par la Fédération Nationale de la Charcuterie Française ;

3 représentants des consommateurs désignés par la Fédération Nationale des Coopératives de consommation.

∴

En fait, cependant, l'extension du nombre des membres de la Commission n'a guère entraîné de modifications pratiques dans la fixation des cours. La plupart du temps, les représentants des producteurs, des consommateurs et des bouchers négligent de s'y rendre. Les représentants de l'Administration ne se trouvent guère

qu'en face des commissionnaires qui ont intérêt à voir coter les cours assez bas. Les bouchers, s'ils assistent aux délibérations, ont un intérêt inverse, mais ils travaillent pour leur compte et n'ont pas, comme les commissionnaires, de justifications à fournir à leurs mandants. Dans ces conditions ils ont moins d'intérêt à faire coter des cours élevés que les commissionnaires n'en ont à faire coter des cours bas.

De même, l'absence de tout document écrit qui résulte de la manière dont se font les transactions à la Villette, empêche les représentants de l'Administration de pouvoir contrôler les dires des commissionnaires ou des bouchers. La faculté, que possède la commission de faire peser des animaux en guise de contrôle, n'est guère utilisée. Aussi, la plupart du temps, les cours sont-ils fixés au jugé, les fonctionnaires se bornant, au cours du marché, à recueillir quelques renseignements oraux auprès des intermédiaires. Le cours est, en quelque sorte, fixé d'après les impressions qu'ils ont recueillies au cours de leur promenade dans les Halls de vente et de leurs conversations avec les commerçants.

Il arrive même parfois que les journalistes spécialisés, ayant une certaine habitude du marché, après échange d'impressions avec les fonctionnaires et les intermédiaires, téléphonent directement à leurs journaux les cours du jour avant même que la commission ne se soit réunie. Ils arrivent rarement à se tromper, étant donné que le cours est établi selon la méthode qu'ils emploient.

Il est de même, ce qui est plus grave, pour les négociants et marchands de bestiaux qui fréquentent le marché. Ceux-ci trouvent reproduites dans la plupart des cafés qui entourent la Villette, les indications concernant le nombre d'animaux présentés au marché qui figurent sur le tableau officiel à l'entrée des Halls de vente. D'après ces indications, ils se font une idée plus ou

moins approximative des cours qui seront pratiqués.

Il arrive que, sans même s'être rendus sur place, ils transmettent ces indications à leurs maisons de province ou immédiatement les prix d'achat du bétail vont suivre la tendance qu'ils ont indiquée. Avant que le cours officiel ne soit arrêté, parfois même avant l'ouverture des ventes, les centres de province se trouvent ainsi être influencés grâce aux moyens extrêmement rapides de communication et de diffusion que les commerçants ont aujourd'hui à leur disposition. On conçoit que, dans une certaine mesure, ces pratiques aient pour résultat d'enlever toute signification au cours officiel.

Une autre cause relative d'imprécision vient de ce que les cours officiels comportent, pour chaque catégorie d'animaux, quatre qualités différentes. Or, cette qualité prête à contestation, surtout pour le gros bétail et il est difficile de classer les animaux à ce sujet. Enfin, les cours, sauf pour les porcs qui sont pesés, ne sont pas établis au poids vif, mais au 100 kg. de viande nette, c'est-à-dire sur le poids supposé de la viande qui sera livrée au détaillant par le chevillard, après l'abatage et la disparition des sous-produits. De même que les achats, les cours se déterminent d'après le rendement probable de l'animal. On dit, par exemple que le cours d'un bœuf de 1^{ère} qualité est de 12 francs le kg. lorsque ce bœuf dont le boucher estime pouvoir retirer 400 kg. de viande, a été vendu 4.800 francs.



Les seuls cours officiels sont donc ceux qui sont établis au poids net. Cela présente certains inconvénients pour les agriculteurs et les éleveurs qui seraient mieux renseignés et pourraient établir leurs ventes sur des bases plus sûres si le prix du bétail était établi au poids vif. Ce que le cultivateur demande en effet à connaître.

c'est le prix auquel il peut vendre l'animal vivant, et il est souvent désagréablement surpris de voir qu'il existe un écart aussi considérable entre le prix auquel on lui paie le kilo du bétail et celui auquel se vend le kilo de viande abattue. Aussi certains journaux ont-ils pris l'habitude de rapporter le prix de la viande au poids vif en se basant sur les cours officiels de la Villette. En réalité, les chiffres qu'ils donnent sont établis arbitrairement et calculés à l'aide d'un coefficient de rendement notoirement inférieur à la réalité. Cette publication n'a du reste aucun caractère officiel, les seuls cours officiels étant ceux qui sont arrêtés par la Commission et qui restent affichés jusqu'à la publication des cours du marché suivant. Un extrait de ces cours doit paraître au *Journal Officiel*.

On conçoit à présent que les producteurs et certains intermédiaires soient également en droit de reprocher aux cours officiels de ne pas traduire toute la situation du marché, puisqu'ils ne tiennent pas compte des introductions directes aux abattoirs. Celles-ci diminuent en effet la signification des cours, puisqu'ils sont établis en prenant pour base les opérations d'un marché plus restreint et sans tenir compte de la totalité des transactions effectuées.

Les introductions directes jouent, cependant, autant dans le sens de la hausse que dans celui de la baisse. D'une part elles raréfient le bétail sur le marché, mais d'autre part, comme leur importance n'est pas exactement connue, il en résulte parfois des arrivages trop considérables ; les agriculteurs et éleveurs s'élèvent contre cette façon de faire, car leurs expéditions sont à peu près réglées d'avance sur les besoins prévisibles de la demande. Quoi qu'il en soit, il semble que certaines mesures doivent être prises pour améliorer encore le fonctionnement du marché et rendre exemptes de tout reproche les opérations qui s'y pratiquent : on constate

en effet, que malgré son énorme développement, le marché de la Villette n'est encore soumis qu'à une réglementation fragmentaire qui peut apparaître sinon comme insuffisante, au moins comme susceptible de grands perfectionnements.

CHAPITRE II

LES PROJETS DE RÉGLEMENTATION DU MARCHÉ

Le fonctionnement du marché de la Villette, malgré l'importance qu'il présente pour l'économie du pays, n'a fait l'objet, jusqu'ici, d'aucune mesure législative. Les Préfets de la Seine et de Police l'administrent au nom de la Ville de Paris, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés par les lois municipales générales des 18 juillet 1837 et 24 juillet 1867, et en cette matière, leur pouvoir n'est limité que par l'obligation de ne pas porter atteinte à la liberté du commerce.

La charte du marché aux bestiaux de la Villette est restée longtemps, en effet, les décrets des 7 février 1871 et 22-26 janvier 1878. Le premier, pris par le Gouvernement de la Défense Nationale édicte dans son art. 2 que « le marché aux bestiaux de la Villette sera ouvert tous les jours, comme par le passé, pour l'exposition

et la vente des animaux de boucherie et des porcs » et dans son art. 1^{er} que « le commerce des animaux pourra s'opérer librement ». Quand au décret des 22-26 janvier 1878, il se borne à déclarer dans son art. 1^{er} que « Dans la Ville de Paris, la vente en gros des denrées alimentaires s'opère sur tous les marchés, à la criée ou à l'amiable, au gré des intéressés, dans les conditions déterminées par les décrets, règlements et ordonnances de police en vigueur. *Il peut être procédé par toute personne à la vente à l'amiable.* » Après avoir posé ces principes, le titre II du décret réglemente longuement les ventes à la criée qui devront êtres faites exclusivement par des facteurs et pose des conditions assez rigoureuses à l'obtention du titre de facteur : inscription sur un registre spécial, cautionnement, contrôle de l'administration, etc... Il décrit ensuite le rôle des commis et agents des facteurs, celui des agents publics, mais il ne dit rien des ventes à l'amiable. Or les facteurs avaient disparu dès 1873 du marché du bétail sur pied et toutes les ventes depuis lors s'y pratiquent à l'amiable.

La réglementation du marché de la Villette paraissait donc très insuffisante, surtout à partir de 1896, date à laquelle parut la loi qui réglementa les opérations de vente aux Halles Centrales de Paris et fixa les obligations et les droits des différentes catégories de commerçants. Plusieurs tentatives ne pouvaient manquer de se produire pour aboutir à une réglementation satisfaisante du marché de la Villette. En 1911, l'administration élabora un projet de décret ; en 1923, M. J. Faure déposa au Sénat une proposition de loi. Enfin, les rapports du Conseil National Economique des 25 avril 1931 et 6 février 1938, celui de MM. Herriot et Tardieu en 1934, celui de M. Labbé devant le Comité National de surveillance des prix en 1937, proposèrent certaines solutions. Nous examinerons successivement ces diffé

rents projets, sous la réserve toutefois que ces derniers, beaucoup plus généraux, seront plus spécialement étudiés dans la conclusion de cette étude.

§ 1. — *Le projet de décret de 1912*

En 1911, l'opinion publique s'émut d'une hausse sensible du prix de la viande. Une commission interministérielle, chargée d'en rechercher les causes et d'indiquer les moyens de remédier à cette cherté excessive, émit le vœu qu'une réglementation nouvelle des ventes au marché aux bestiaux de la Villette soit adoptée. Parallèlement, les principales associations de producteurs d'animaux de boucherie et d'acheteurs de viande ainsi que les journaux spécialisés signalèrent le préjudice causé tant aux intérêts des éleveurs que des consommateurs par la manière dont étaient pratiquées les transactions portant sur le bétail sur pied. Dans un grand nombre d'articles, de pétitions et de mémoires ils résumèrent leurs griefs.

Depuis la disparition des facteurs, le bétail, disaient-ils, est vendu pour la plus grosse part, par l'intermédiaire des commissionnaires libres. Les opérations de ces derniers échappent, en vertu de leur situation non réglementée, au contrôle de l'administration et par suite à celui des expéditeurs eux-mêmes : ceux-ci ignorent à qui leurs animaux ont été vendus et le cours exact de la vente, étant obligés sur ce dernier point de s'en remettre aveuglément au dire de leurs mandataires. D'autre part, des revendeurs désignés sous le nom de regrattiers achètent un certain nombre de bestiaux soit au cours des opérations, soit au moment où ils sont amenés sur le marché et souvent même dès leur débarquement en

gare de Paris-Bestiaux. Ils les revendent à des intermédiaires qui souvent les revendent à leur tour, si bien qu'un animal, avant de parvenir à son acquéreur définitif a été parfois l'objet de plusieurs ventes successives. Les prix en sont considérablement élevés au grand préjudice des consommateurs, et sans aucun bénéfice pour le producteur. Enfin, l'administration n'a pas les moyens de contrôler sérieusement les prix de vente, et par suite n'est pas à même de connaître ni de publier des cours dont elle puisse garantir l'authenticité : aucune disposition du décret de 1878 ne comprend des dispositions de nature à permettre l'établissement exact des cours.

A l'appui des reproches qu'ils adressaient à l'organisation du marché, les intéressés faisaient ressortir que la réglementation en vigueur ne permettait d'obvier à aucun des inconvénients qu'ils signalaient. Le décret de 1878 prévoyait bien certaines conditions relatives à l'exercice des fonctions de facteur, mais cela était inopérant pour le marché de la Villette où ils n'existaient plus. D'ailleurs les producteurs n'avaient aucune obligation de s'adresser à eux et en fait, aucun des commissionnaires du marché de la Villette ne réunissait les conditions requises. De plus, le décret ne contenait aucune prescription interdisant la vente au regrat. Les seuls règlements qui contenaient des dispositions sur ce point étaient un arrêté du préfet de la Seine du 23 mars 1878 qui réglait certaines questions relatives aux ventes à la criée et une ordonnance de police du 30 novembre 1904 édictant certaines prescriptions relatives à la vente au regrat. Les prescriptions étaient insuffisantes pour atteindre pleinement le but que l'on se proposait : empêcher toute vente avant le marché.

Cette situation paraissait d'autant plus anormale que les Halles Centrales qui constituent pourtant un marché plus local que le marché du bétail sur pied et dont les

cours n'ont pas de répercussion aussi importante, au moins pour la viande, dans le reste du pays, venaient d'être dotées d'une réglementation appropriée à leur importance croissante par la loi du 11 juin 1896 et le décret du 7 octobre 1907. Les pouvoirs publics devaient donc faire écho à l'émotion qui se manifestait dans les milieux intéressés et l'opinion.

L'importance de la question eut justifié le dépôt d'un projet de loi, mais il apparut aux administrations intéressées qu'il convenait d'agir vite et qu'il était préférable dans ces conditions pour donner plus prompt satisfaction à des réclamations aussi instantes que justifiées, de procéder par voie de modification et d'extension du décret du 22 janvier 1878.

Un décret du 27 juin 1912 institua une commission « pour examiner les modifications à apporter au décret du 22 janvier 1878 pour faire du marché de la Villette un marché de première main ». Cette commission était composée des représentants du Ministre de l'Agriculture, Président, des Ministres de l'Intérieur, des Finances et du Commerce, des Préfectures de Police et de la Seine, du Conseil Municipal de Paris, du Syndicat des bouchers en gros et des commissionnaires en bestiaux, de deux inspecteurs d'agriculture et enfin de six agriculteurs représentant les principales régions d'élevage.

Un projet de décret fut donc élaboré et discuté par la commission au cours de ses séances.

L'idée essentielle du projet établi était de procéder à une sorte de codification concernant le marché de la Villette, résumant et complétant les dispositions du décret du 22 janvier 1878, de l'arrêté du 23 mars 1878 et de l'ordonnance du 30 novembre 1904.

Quatre groupes généraux de prescriptions étaient prévus par le projet de décret qui voulait réglementer l'exercice des fonctions de commissionnaire, assurer la parfaite loyauté des ventes et le contrôle de l'administration, interdire la vente au regrāt, établir des cours fidèles et exacts.

L'article 1^{er} pose le principe général d'après lequel le marché de la Villette est un marché de première main. Il édicte les mesures tendant à assurer l'application de ce principe en interdisant la vente au regrat, que l'on entrave par l'obligation imposée aux éleveurs vendant directement leurs produits et aux commissionnaires, de réunir leurs animaux sur des emplacements déterminés et distincts.

Les articles 2 à 6 sont relatifs aux conditions d'admission des commissionnaires ; ces conditions d'admission sont sensiblement analogues à celles que prescrivent le décret de 1878 pour les facteurs, et la loi de 1896 pour les mandataires des Halles Centrales : inscription sur un registre spécial, conditions d'honorabilité, versement d'un cautionnement de 5.000 fr., prestation de serment, sanctions disciplinaires, contrôle de l'administration sur les opérations, fixation du taux de commission.

Les articles 7 à 11 concernent la manière dont les ventes par commissionnaires doivent être opérées. Ils interdisent aux commissionnaires, comme le fait d'ailleurs le décret de 1878 pour les facteurs, de se livrer au commerce des bestiaux, de se porter acquéreurs, et de posséder des locaux de vente, étables et bouveries ; l'exception relative aux bergeries, d'ailleurs transitoire, est nécessitée par une situation de fait. Ils contiennent en outre des prescriptions tendant à assurer la régularité des transactions et en particulier (art .10) énumèrent les frais tarifés qui peuvent être réclamés par les com-

missionnaires en sus de la commission, et en prescrivent la mention et la justification.

L'art. 12 indique de quelle manière l'administration doit pouvoir contrôler la régularité des ventes. A cet effet, est prescrite la tenue par les commissionnaires, d'un registre contenant toutes les indications nécessaires. Quant à l'obligation de la remise à chaque expéditeur d'un bordereau, et à chaque acquéreur d'une facture conforme, elle a pour objet de permettre aux intéressés, s'ils le désirent, une comparaison de manière à s'assurer qu'aucune fraude n'a été commise à leur détriment.

La tenue du registre, outre qu'elle permet le contrôle de l'Administration, est destinée, en outre, à lui fournir les éléments de l'établissement des cours. C'est pour ce même motif que l'art 14 prescrit la production quotidienne d'un bordereau des ventes opérées par chaque commissionnaire dont l'exactitude pourra être vérifiée par comparaison avec le registre.

Enfin, l'art. 16 prévoit l'institution d'une commission chargée de l'établissement des cours.

Sur ce dernier point comme pour la réglementation des ventes, l'admission et le contrôle des commerçants, on peut noter une tendance très nette à se rapprocher du régime établi pour les Halles Centrales par la loi du 11 juin 1896. La logique voulait, en effet, que les prescriptions en vigueur sur les différents marchés de Paris se rapprochent dans toute la mesure ou leur destination particulière pouvait le permettre.



Tel quel, l'application du projet de décret dont nous venons de donner l'analyse rapide aurait permis d'améliorer d'une façon certaine le fonctionnement du marché.

Cependant la Commission ministérielle, après avoir tenu de nombreuses séances en 1912 et 1913, sur le rapport de M. Menant, Directeur des affaires municipales à la préfecture de la Seine et de M. Rollin, un des techniciens les plus réputés en matière de commerce du bétail, repoussa ce projet et émis l'avis que la réglementation à prendre était d'ordre exclusivement municipal : les travaux de la commission aboutirent en définitive à l'élaboration de l'ordonnance de police du 17 avril 1914 qui donna aux commissionnaires en bestiaux la faculté de se faire agréer par l'Administration à charge par eux de se soumettre à un contrôle administratif. Aucun commissionnaire n'usa de cette faculté et l'ordonnance resta sur ce point lettre morte. Le même texte cependant fut suivi d'application en ce qui concerne la réorganisation et le fonctionnement de la Commission des cours qu'il avait également prévu.

Les mesures adoptées aussi utiles qu'elles avaient été, se révélaient donc insuffisantes et il paraissait nécessaire, à la fin de la guerre, de se préoccuper à nouveau de cette question.

§ 2. — *La Proposition de Loi Faure et le Rapport Beaumont*

Les mêmes reproches que ceux qui avaient motivé la réunion de la Commission de 1912 pouvaient encore être faits à l'organisation et à la réglementation du marché de la Villette lorsque le Parlement s'émut, après la guerre, de la hausse croissante des produits d'alimentation. Ce qui frappait surtout l'opinion publique à cette époque, c'était, comme aujourd'hui, en ce qui concerne spécialement la viande de boucherie, l'important écart existant entre le prix à la production et le prix à la consommation.

En 1921, il se produisit, en effet, une baisse très importante des cours du bétail de boucherie à la production : cette baisse se manifesta également sur le marché aux bestiaux de la Villette, mais dans une plus faible mesure et une vive campagne s'engagea contre les intermédiaires que l'on accusa de ne pas faire profiter le consommateur des baisses survenues à la production. C'est alors que la Commission de l'agriculture du Sénat que présidait M. Méline, décida de faire une étude approfondie du marché de la viande en général et du marché de la Villette en particulier. Elle nomma dans son sein, au début de 1922, une sous-commission chargée de faire les enquêtes nécessaires et de mener à bien l'étude approfondie que l'on se proposait.

L'enquête fut méthodiquement dirigée par M. Massé, président de la sous-commission. Celle-ci entendit les représentants les plus qualifiés des organisations professionnelles se rattachant au marché de la viande, les directeurs des administrations chargées de le réglementer et de le contrôler, ainsi que nombre de personnalités dont la compétence pouvait rendre des services. Enfin, elle se transporta au marché de la Villette et aux abattoirs.

Les travaux qui furent effectués aboutirent au dépôt par M. Joseph Faure, le 28 juin 1923, d'une proposition de loi tendant à la réglementation du marché aux bestiaux de la Villette. L'exposé des motifs de cette proposition résume les études faites par la sous-commission. Il ne se borne pas à exposer le fonctionnement du marché aux bestiaux de la Villette et la réglementation qu'il conviendrait d'y apporter, mais il procède à une étude d'ensemble du marché de la viande : production, abattoirs et boucheries de province, transport des animaux, influence du prix du transport sur le prix de la viande, marché de la viande morte aux Halles Centrales et aux marchés de réassortiment des abattoirs de la

Villette et de Vaugirard, prix de vente de la viande au détail.

M. Beaumont qui fut chargé par la Commission de l'Agriculture de faire le rapport sur la proposition de loi de M. Faure adopta la même attitude. Dans son rapport déposé le 10 avril 1924, il étudia la viande en général, les différents modes d'abatages du bétail, la politique et l'industrie animale que doivent suivre les pouvoirs publics, l'alimentation carnée de la France, etc... Cependant, le texte des articles de la proposition Faure qui fut très peu modifiée par la Commission se borne à réglementer le marché aux bestiaux de la Villette proprement dit. Nous nous bornerons donc à étudier ici le texte définitif sur lequel la Commission de l'agriculture du Sénat s'était mise d'accord.

..

Les articles 1 à 5 de la proposition de loi traitent du marché aux bestiaux en général, fixent les jours de marché au lundi, mardi, jeudi et vendredi, posent le principe de la liberté de la vente au marché de la Villette qui doit être exclusivement un marché des animaux de boucherie et où aucune transaction ne doit pouvoir s'effectuer sur les bêtes laitières de trait ou d'élevage.

Les articles 6 à 13 sont consacrés aux droits et devoirs des commissionnaires.

Ceux-ci devront être agréés par la préfecture de la Seine qui fixera le taux de leur commission. La proposition Faure prévoyait en outre le dépôt d'un cautionnement que la Commission abandonna comme inutile étant donné que l'on ne pouvait proportionner le cautionnement au montant du chiffre d'affaire. Le commissionnaire devra satisfaire à de rigoureuses conditions d'honorabilité et se soumettre à tous les règlements administratifs et ordonnances de contrôle dont les modalités sont prévues et décrites. Cependant, un article du

texte Faure entrant dans le détail de la comptabilité des commissionnaires fut disjoint par la commission.

Enfin, le principe est posé qu'il est interdit aux commissionnaires et à leurs employés d'acquérir pour leur propre compte les animaux qu'ils sont chargés de vendre. Des sanctions et des pénalités garantissent l'application de ces règles.

Les art. 14 à 16, en y introduisant des représentants des consommateurs et des éleveurs, réorganisent la Commission des cours et décrivent les opérations qu'elle devra accomplir. Au lieu de se borner à des approximations pour fixer les cours, elle devra peser un certain nombre de sujets constituant les meilleurs types dans chaque catégorie et dans chaque qualité, en établir le prix au poids vif et calculer le prix de la viande nette après abattage des types choisis. Les cours devront être affichés aussitôt établis.

Enfin, en dernier lieu, la proposition de loi pose le principe que les réexpéditions ne pourront être effectuées que vers des abattoirs publics.

Dans ses grandes lignes, la proposition de loi Faure-Beaumont reproduit donc les dispositions que l'on avait déjà tenté d'inclure dans le projet de décret soumis à la commission interministérielle en 1912. Il ne paraît pas cependant qu'il soit opportun de modifier par une loi, texte forcément rigide, un ensemble de mesures dont la plupart n'étaient que la confirmation de la réglementation existante déjà établie par arrêtés préfectoraux et ordonnances de police. Là où un décret aurait été admissible ou même souhaitable, une loi beaucoup plus difficilement modifiable, ne paraissait pas opportune.

La proposition de loi Faure-Beaumont se borne la plupart du temps, comme le projet de décret de 1912 se l'était déjà proposé, à codifier et à donner la sanction législative au décret de 1878 et aux arrêtés du préfet

de police et du préfet de la Seine promulgués depuis lors.

De nombreux articles de la proposition de loi ne font, en effet que reproduire la réglementation déjà en vigueur ; il en est ainsi de l'art. 1 (obligations de la ville de Paris et perceptions de taxes) ; de l'art. 3 (marché exclusivement réservé aux animaux de boucherie) ; de l'art. 5 (animaux de renvoi) ; des articles 7 à 11 (règles générales qui s'imposent aux commissionnaires dans leurs opérations de vente) ; de l'art. 19 (réexpéditions).

Etant donné le manque de souplesse d'une loi il ne paraît pas qu'il soit nécessaire d'y avoir recours là où des règlements administratifs se révèlent suffisants. Pour le même motif, il paraît tout à fait contre-indiqué de régler dans une loi les tenues du marché (art. 4) ; en cette matière également, il est nécessaire de laisser subsister une liberté d'appréciation suffisante pour l'administration.

Il apparaît donc que la proposition de loi Faure-Beaumont n'innovait pas et ne se justifiait que par deux points particuliers : l'agrément des commissionnaires par l'administration, et la composition de la commission des cours.



Le but poursuivi par l'auteur de la proposition de loi est de donner aux expéditeurs de bestiaux toute garantie de sécurité en mettant à leur disposition des agents agréés par l'administration, étroitement surveillés par elle et pourvus d'une consécration officielle. A cet effet, il les soumet à une réglementation qui se rapproche de celle qui est appliquée aux mandataires, aux Halles Centrales, par la loi de 1896. Mais la loi de 1896 en faisant des mandataires des agents officiels, n'a laissé place, sous les pavillons de gros, pour effectuer les ven-

tes, à aucun autre intermédiaire. La proposition de loi Faure-Beaumont, au contraire, maintient avec juste raison au marché aux bestiaux, le principe de la liberté de vente. Toute personne, propriétaire ou représentant d'expéditeur, a le droit d'effectuer des opérations de vente, et cela sans être soumise à aucune des mesures de contrôle auxquelles seraient astreints les commissionnaires agréés. Il y a là, semble-t-il, une certaine contradiction et un désavantage certain donné aux seconds.

Enfin, il est à craindre que le système préconisé par le texte Faure-Beaumont n'ait abouti, petit à petit, à conférer un certain privilège aux commissionnaires en exercice : il aurait pu se produire pour eux ce qui s'est produit pour les mandataires aux Halles : la limitation de leur nombre. Par suite, leur charge aurait pu acquérir une valeur marchande que le successeur aurait été obligé de payer. Cela aurait pour résultat immédiat d'augmenter encore les frais qui grèvent déjà la vente du bétail. Le commissionnaire se contente de prélever une commission fixe tandis que le mandataires aux Halles prélève une remise de 3 à 10 % ad valorem.

Sans doute, le projet de loi dispose que le nombre des commissionnaires agréés n'est pas limité. Mais il se passe aux marchés aux bestiaux ce qui se passe, ainsi que nous le verrons, aux Halles Centrales et aux marchés de réassortiment : la place est matériellement limitée dans les halls de vente et par suite pratiquement, le nombre des commissionnaires ne pourra s'enfler à l'extrême. Il aurait donc fallu dans le projet de loi lui-même prévoir une disposition spéciale qui écarta ce danger. Sur ce point, d'ailleurs, la proposition de loi n'eut pas de suite.

Enfin, le projet Faure-Beaumont prévoit une nouvelle modification de la composition de la commission des cours. Cette composition ne diffère pas toutefois sensiblement de celle qui fut établie par l'ordonnance de police du 14 janvier 1924. Cependant l'administration donna des instructions au Préfet de Police, afin qu'il revisa les règlements en vigueur et y introduisit les dispositions de loi J. Faure qui étaient susceptibles d'être appliquées sans l'intervention du législateur. Ainsi furent prises les ordonnances de police des 12 et 13 avril 1927 qui ont fixé le régime actuel, ont complété l'ensemble des arrêtés préfectoraux déjà en vigueur sur le marché et ont donné d'excellents résultats.

Elles ont amélioré en particulier le mode d'établissement des cours du bétail.

La loyauté des transactions et les intérêts des expéditeurs sont à l'heure actuelle mieux sauvegardés que par le passé et on a constaté depuis 1927 une diminution très sensible des réclamations de regrat qui avaient fait l'objet de nombreuses plaintes auparavant.

La Commission des cours n'a cependant pas été mise dans l'obligation d'établir les cours suivant la méthode préconisée par la proposition de loi Faure Beaumont. Celle-ci disposait, en effet :

« La Commission des cours opérera de la façon suivante : elle prendra pour chacune de nos principales races et catégories d'animaux, un certain nombre de sujets constituant les meilleurs types de trois qualités, lesquels seront pesés vivants après vente contrôlée et les prix seront aussitôt fixés au poids vif.

« Ces mêmes animaux ou seulement quelques-uns d'entre eux une fois abattus, le prix de la viande nette sera également établi, déduction faite de la valeur du 5^e quartier ».

L'application de ces dispositions se serait révélée la plupart du temps matériellement impossible. Pour pro-

céder utilement à des pesages d'animaux, il aurait fallu que la Commission opère pendant la durée des opérations de vente et aussitôt celles-ci conclues : or les animaux sont enlevés aussitôt la vente, et les membres de la Commission sont retenus sur le marché par leurs occupations professionnelles tant que durent les opérations. D'autre part, il faudrait procéder dans un très court espace de temps à un grand nombre de pesées pour écarter les chances d'erreur. Enfin les cours en viande nette qui devraient être établis après l'abatage des animaux type ne pourrait pas être établi le jour même, car les animaux ne sont abattus que l'après-midi de leur achat, voire même le lendemain. Il en résulterait donc un certain retard qui ne serait pas sans inconvénient dans la publication des cours officiels.

Il paraît donc nécessaire tant d'améliorer le système actuellement suivi que de trouver un mode de cotation plus souple et plus rapide que celui qui était prévu par la proposition de loi Fäure-Beaumont.

..

Cette dernière, en effet, fut discutée au Sénat, mais ne fut jamais définitivement votée par le Parlement. Comme le projet de 1912, elle a eu cependant le mérite d'attirer l'attention sur le problème soulevé par le fonctionnement du marché aux bestiaux, et elle a eu pour conséquence d'améliorer encore la réglementation en vigueur en provoquant, indirectement, l'émission d'ordonnances de police. Ainsi, peu à peu, la réglementation du marché aux bestiaux prit-elle sa physionomie actuelle.

§ 3. — *Les projets récents et leurs caractéristiques*

Bien qu'elle dérive seulement encore de simples arrêtés préfectoraux, la réglementation du marché de la Villette est, à l'heure actuelle assez cohérente et suffit dans l'ensemble à sa tâche. Nous avons eu un aperçu des règles qui régissent ce marché lorsque nous avons étudié les opérations qui s'y pratiquent et les intermédiaires qui y opèrent. En effet un ensemble très complet d'ordonnances de police et d'arrêtés préfectoraux lui sont aujourd'hui applicable, ainsi que nous avons pu le constater lorsque nous avons décrit la réglementation actuelle du marché aux bestiaux et les opérations qui s'y pratiquent. Les ordonnances émanant des deux préfectures, prévoient et réglementent dans les détails le débarquement, la mise en place, l'entretien et la mise en vente des bestiaux, les droits et les obligations des commerçants, la composition et les opérations de la commission des cours, le contrôle sanitaire, la police et la circulation du marché, le fonctionnement et le contrôle des abattoirs, les concessions de postes aux chevillards, et, en un mot tout ce qui peut intéresser de près ou de loin le fonctionnement et la surveillance du marché.

Il apparaît donc que les lois ou décrets que l'on pourrait prendre n'atteindraient pas mieux leur but qu'une réglementation préfectorale qu'ils ne feraient que confirmer. Les perfectionnements que l'on peut encore espérer apporter dans le fonctionnement du marché semblent devoir provenir dans beaucoup de cas plus d'une stricte application et d'une amélioration des règles en vigueur que d'une modification radicale de ces règles.

Or, depuis la proposition de loi Faure Beaumont, aucun projet législatif ou réglementaire n'a vu le jour. Le Conseil National Economique a bien étudié au cours de sa session de 1931 le problème de la viande. Mais il se borne à étudier et à esquisser une organisation générale

du marché de la viande dans le pays et ne préconise, pour l'amélioration du marché de la Villette, aucune mesure spéciale qui ne soit d'amélioration matérielle. Le rapport Herriot-Tardieu (1934) sur la vie chère, consacre une partie spéciale au problème de la viande, mais adopte la même attitude que le rapport de 1931 du Conseil National Economique, de même que le rapport, clair et documenté de M. Labbé devant le Comité National de surveillance des prix.

La loi du 16 avril 1935 sur l'amélioration du marché de la viande, prise à la suite du rapport Herriot-Tardieu, se borne à prévoir dans son art. 14 qu'un décret devra intervenir pour réglementer le marché de la Villette et régler les conditions de fixation des cours. Toutefois rien n'est intervenu depuis cette date.

Il est à peu près certain, en effet, qu'il n'est pas besoin d'appliquer au marché aux bestiaux de la Villette une réglementation législative qui pourrait se révéler plus nuisible qu'utile. Il est cependant possible d'apporter à son fonctionnement certaines modifications et certains perfectionnements. La nécessité de réformes essentielles et fondamentales ne se fait pas sentir, mais seulement de certaines améliorations matérielles, d'un accroissement du contrôle sur certains intermédiaires, d'une modification et d'une simplification des règlements en vigueur, et enfin d'une unification administrative.

Ce sont également à ces conclusions qu'aboutit le rapport intéressant et documenté présenté par M. Ardant, Inspecteur des Finances, au Conseil National Economique, adopté par celui-ci et publié le 6 février 1938. Cependant, ce dernier a eu le mérite d'attirer également l'attention sur une série de problèmes pratiques dont les travaux antérieurs ne s'étaient nullement préoccupés, et qui tiennent non plus à l'organisation du marché de la Villette, mais à l'organisation des abattoirs. Le projet de 1912 comme la proposition Faure-Beaumont et les

rapports postérieurs n'avaient eu pour objet que de régler le marché du bétail sur pied. Il leur apparaissait, en effet, que le cout de la viande était en rapport direct avec la sincérité et la loyauté des transactions et des opérations sur le marché du bétail sur pied. Mais il n'en est pas moins vrai que les conditions d'abatage ont également une immédiate répercussion sur le prix de vente de la viande au détail. Or l'abatage de la viande à Paris tant aux abattoirs de la Villette qu'à ceux de Vaugirard, motive certaines observations et soulève certaines critiques.

■

M. Ardant, dans son rapport, a effectué des calculs dont il résulte, en effet, que le cout de l'abatage du bétail est beaucoup plus élevé à Paris qu'en province. Pour réduire les chances d'erreur et bien que la détermination du cout de l'abatage se heurte à de réelles difficultés, M. Ardant a employé deux méthodes d'approximation : la méthode directe qui consiste à examiner les diverses dépenses indiquées par les chevillards, et la méthode indirecte qui consiste à comparer le prix de la viande abattue au prix de la vente sur pied pour en déduire par différence, les frais d'abatage et le bénéfice des chevillards.

Bien que les chiffres obtenus par ces deux méthodes obligent à faire des réserves, étant donné l'inévitable imprécision des calculs effectués, il est possible de comparer les ordres de grandeur des différences qui existent entre le cout d'abatage à Paris et en province. Les calculs donnent 0,18 par kg. net à Paris, alors qu'en province, les chiffres suivants sont pratiqués :

0,068 par kilog. à Lyon ;

0,08 à 0,09 par kilog à Nancy ;

0,06 par kilog à Nantes ;

0,047 par kilog à Reims ;

0,05 par kilog à Clermont-Ferrand ;

0,05 par kilog à Angers.

Le coût élevé de l'abatage à Paris provient, d'après M. Ardant, tant du caractère vétuste des installations que des conditions du travail.

A Paris, les bouchers en gros font effectuer certains travaux qui ne se font pas en province : dégraissage extérieur de l'animal, utilisation de pièces de bois et de fils de fer pour mieux faire ressortir la carcasse. Cela confirme l'observation que nous avons déjà faite, à savoir, la diminution de la capacité professionnelle des détaillants à Paris, qui tendent à devenir uniquement des revendeurs et ne travaillent pas la viande comme leurs confrères de province. C'est à cette évolution que les chevillards doivent d'avoir pris une telle place sur le marché de la viande à Paris. Les travaux de présentation qu'ils effectuent prennent un temps considérable, plus grand que celui consacré à l'abatage. Paris est ainsi la ville où l'abatage est le plus lent.

D'autre part, le rythme des abatages à la Villette comme à Vaugirard n'est pas régulier, et cela tient pour une large part au fait qu'il existe seulement deux jours de vente au marché de la Villette : les jours où le bétail est abattu en grand nombre sont donc le mardi et le vendredi, et les détaillants ont coutume de venir s'approvisionner ce jour là en viande tuée le jour même. Il résulte de ces habitudes un certain nombre d'inconvénients. Le chevillard est obligé, en effet, de faire appel pour ces jours de gros travail à un personnel supplémentaire d'hommes de service, son personnel ordinaire ne pouvant suffire à la tâche : il en résulte un accroissement sensible des frais généraux et des dépenses de personnel. Les hommes de corvée qui ne sont employés

qu'un ou deux jours par semaine sont payés comparativement beaucoup plus cher que le personnel permanent qui suffirait à la besogne si les abatâges étaient répartis moins inégalement entre les jours de la semaine.

Enfin, il en résulte l'encombrement des échaudoirs le mardi et le jeudi, la surface de ces derniers étant restreinte. Le personnel y travaille donc dans de mauvaises conditions, ce qui a pour effet de multiplier les causes d'accident ; de fait, ces derniers tendent à augmenter à la Villette et à Vaugirard et cette augmentation coïncide avec celle des hommes de corvée qui se sont multipliés depuis 1930. « L'assurance Mutuelle, dit M. « Ardant, enregistre 2.412 journées d'hommes de cor-
« vée en 1930 ; 3.580 en 1933 ; 3.965 en 1936. Or les
« accidents sont plus fréquents et plus graves en ce qui
« concerne les hommes de corvée. En 1936, le cout
« moyen des accidents s'élevait à 417 fr. 59 en ce qui
« concerne les hommes de pied (personnel permanent) ;
« 1.987 fr. 97 en ce qui concerne les hommes de cor-
« vée. »

Les chevillards travaillent donc dans des conditions matérielles assez défectueuses, et les lois sociales sont encore venues considérablement augmenter leurs frais généraux. Selon M. Ardant leur grand nombre paraît être aussi une cause importante du cout élevé de l'abattage. Le prix de revient de la viande en est augmenté d'autant puisque les frais généraux et les bénéfices doivent être répartis sur un plus grand nombre de têtes. M. Labbé est cependant d'une opinion inverse et estime que la réduction du nombre des chevillards n'apporterait pas de solution au problème de la réduction des frais d'abattage. Toutefois il y avait en 1937, 249 échaudoirs, alors que le nombre de chevillards est de 350 environ. Un échaudoir est parfois occupé par plusieurs titulaires et il est parfois sous-loué, bien que les sous-locations d'échaudoirs soient interdites par les règlements : cet

abus entraîne naturellement une élévation du prix de revient, puisque celui qui exploite doit payer en plus de ses autres frais, un loyer.

Un certain nombre d'améliorations semblent donc devoir être apportées au fonctionnement des abattoirs, comme à celui du marché aux bestiaux. La diminution du prix de revient de la viande viendra autant de la régularité et de la sincérité des transactions effectuées à la Villette que des perfectionnements techniques qui pourront être appliqués aux méthodes de travail sur les abattoirs.

CHAPITRE III

AMÉLIORATIONS ET RÉFORMES A APPORTER SUR LE MARCHÉ DU BÉTAIL SUR PIED

C'est donc à la lumière des conclusions du rapport du Conseil National Economique, des autres travaux que nous avons mentionné et des observations que nous avons pu faire au cours de cette étude que nous sommes amenés à dresser le tableau des mesures qu'il conviendrait de prendre pour améliorer le fonctionnement tant du marché que des abattoirs de la Villette et de Vaugirard. L'idée qui doit présider à cette recherche est l'abaissement du prix de revient de la viande. Chacune des mesures proposées devra donc, avant tout, être examinée dans sa répercussion sur les cours du bétail. Certaines d'entre elles s'appliquent à l'organisation matérielle du marché, à la réglementation des intermédiaires et à la fixation des cours : d'autres à la réorganisation administrative et à la réglementation des introductions directes et des réexpéditions.

§ 1. — *Marché aux bestiaux*

A. — Les réformes matérielles

Les améliorations matérielles qui peuvent être apportées au fonctionnement du marché du bétail sur pied afin d'amener une diminution des prix pratiqués, tiennent à la réduction des frais de marché, à la réglementation des tenues de marché, enfin aux améliorations matérielles proprement dites.

Les charge et frais qui frappent le bétail sur le marché parisien sont en effet assez considérables. Il a d'abord à supporter les frais de transport du lieu de production à Paris : les chemins de fer appliquent un tarif de petite vitesse variant avec l'importance du trajet. Des chiffres ont été donnés à ce sujet par le rapport Herriot-Tardieu et par le rapport Ardant ; ce dernier l'évalue, pour un bœuf entre Brive et Paris à 465 fr., 305 ou 203 fr. selon le mode de groupage utilisé.

Enfin, l'animal supporte avant sa vente, les taxes et impôts de la Ville de Paris (taxes d'entrée et de séjour) les frais de débarquement, de conduite, de sortie de plaçage, ceux d'assurance, de nourriture et de soins, et enfin les frais de conduite aux abattoirs. Le total de ces frais est évalué à 73 fr. 20 pour le gros bétail ; 41,60 pour les veaux ; 11,85 pour les moutons et 21,80 pour les porcs. Sur ce montant, les taxes municipales ressortissent à 18 fr. pour le gros bétail, 7,60 pour les veaux, 2,85 pour les moutons et 7,60 pour les porcs. Le rapport Ardant précise que le total des frais ressortent à 1,38 % pour un bœuf évalué en moyenne à 4.000 fr., à 4,16 % pour un veau évalué en moyenne à 1.000 fr., à 3 % pour un mouton évalué en moyenne à 300 fr., et 2,36 % pour un porc évalué en moyenne à 600 francs.

Il ressort de ces chiffres que les frais sont proportionnellement plus lourds pour le petit bétail sans que l'incidence plus ou moins forte des taxes puisse expliquer intégralement cette différence. Il semble donc qu'on puisse la réduire, et une étude doit être tentée dans ce sens.

Enfin, il est possible d'agir sur les taxes et les prix de transport, ce qui serait évidemment un moyen simple de réduire le prix du bétail, mais soulève des problèmes d'ordre général qui dépassent le cadre de cette étude.

La commission perçue par les commissionnaires ne paraît pas excessive, mais s'il est exact que les chevillards les paient en général comptant, la perception de la commission du croire paraît superflue.

Enfin, il paraît possible de diminuer les frais de débarquement qui sont assez élevés du fait que des ouvriers spéciaux sont embauchés seulement de façon intermittente pour les effectuer. On peut, à ce sujet, soit interdire l'exercice isolé des professions de débarqueurs ou de conducteurs de bestiaux, soit échelonner les arrivages sur un plus long espace de temps : cela suppose une augmentation du nombre des tenues de marché.

..

Nous avons vu que la répartition des jours de marché dans la semaine tenait en grande partie aux habitudes prises par les commerçants, habitudes que la réglementation n'avait fait que consacrer. Cependant l'encombrement du marché le lundi et le jeudi pour le gros bétail n'est pas sans présenter des inconvénients. On éviterait cet écueil en augmentant le nombre de jours de marché. Cette solution aurait également l'avantage de supprimer ou de réduire l'entassement des animaux

les bousculâdes et les brutalités d'un personnel débordé deux jours par semaine.

Enfin les animaux qui sont achetés en province n'importe quel jour de la semaine dans les foires, pourraient être expédiés plus régulièrement et n'auraient pas à attendre soit dans les bouveries, soit aux abattoirs. Leur envoi serait mieux échelonné dans la semaine et pourrait contribuer à stabiliser les cours qui, dans l'état actuel des choses peuvent être influencés entre deux marchés par les intermédiaires faisant leurs commandes en province et raréfiant au besoin ou augmentant artificiellement les arrivages.

Les intéressés objectent à l'augmentation des jours de marché, que cela aurait pour conséquence de diminuer la clientèle d'acheteurs et de vendeurs et de rendre les transactions incertaines. Enfin cela heurte les habitudes prises tant par les bouchers de province que par les bouchers parisiens. Il est certain que l'acheteur de province ne peut se rendre à Paris plusieurs fois par semaine : mais il pourrait continuer à fréquenter le marché surtout le lundi comme à présent. On comprend beaucoup moins l'objection pour les bouchers en gros de Paris qui, étant sur place, peuvent augmenter facilement leurs jours de présence. Il est évident qu'on ne pourrait multiplier sans inconvénients les jours de marché à la Villette : les arrivages deviendraient trop irréguliers et il convient de laisser au moins un jour entre chaque marché au service de nettoyage et au service sanitaire, pour laver et assainir de façon complète le sol et les locaux souillés. Aussi la tenue de trois marchés par semaine pour le gros bétail paraît un maximum difficile à dépasser. Il pourrait y avoir également trois tenues de marché pour les moutons, mais il convient en tout état de cause de conserver les quatre tenues de marché qui ont lieu actuellement pour les veaux et les porcs.

En cette matière, cependant, il convient de ne pas froisser les habitudes acquises qui, de toutes façons, ne peuvent se modifier que petit à petit ; il paraît donc nécessaire de s'assurer de la collaboration et du concours des intermédiaires à la réalisation de cette réforme. Si, toutefois, elle n'est pas réalisée, il paraît nécessaire d'agrandir les halls de vente et les locaux pour abriter et soigner le bétail. Celui-ci est trop abondant pour les installations actuelles, surtout le lundi. Cette deuxième solution serait évidemment beaucoup plus coûteuse que la première.

La fixation de trois tenues de marché pour le gros bétail aurait encore un autre avantage : c'est de limiter le nombre des animaux de renvoi. On a cité parfois des renvois exagérés portant sur le quart du stock total du marché. Cela revient à dire que les commissionnaires et courtiers pour empêcher les cours de fléchir les jours de grand arrivage, préfèrent arrêter les ventes et remettre au marché suivant les animaux invendus, malgré les frais que cela occasionne. Le délai entre deux marchés leur permet, en effet, de limiter les expéditions suivantes. Un marché tous les deux jours ne le permettrait pas. Si cette solution n'est pas adoptée, il est possible de rendre le renvoi plus onéreux et d'assurer toujours strictement l'application de l'arrêté du 9 août 1921 qui stipule que les animaux invendus une seconde fois sont marqués d'une façon spéciale et envoyés d'office aux abattoirs pour y être sacrifiés dans les 24 heures.



En tout état de cause, il est nécessaire de faire observer de la manière la plus stricte la réglementation existante concernant la visite sanitaire et la tenue en bon état des locaux, cours, hangars, bouveries et quais de débarquement. Des prescriptions spéciales devraient être éga-

lement imposées aux transporteurs, Compagnies de Chemin de fer et camionneurs, pour le transport du bétail qui voyage souvent dans de très mauvaises conditions, allant jusqu'à mettre sa vie en danger.

Enfin, il paraît nécessaire, devant le développement croissant du marché, d'agrandir et de moderniser la gare de Paris-Bestiaux qui se révèle insuffisante les veilles de grand marché. Celle-ci est mal aménagée ; elle est commune aux abattoirs et au marché aux bestiaux ; les mêmes quais servent aux arrivages et aux réexpéditions. La transformation de la gare actuelle paraît s'imposer. Les courtiers et commissionnaires en verraient leur travail facilité d'autant.

B. — Réglementation des intermédiaires

Nous avons eu l'occasion d'examiner à plusieurs reprises le rôle des commissionnaires et les projets qui avaient vu le jour pour la réglementation de leur profession. Il y a des inconvénients certains à ce qu'un commissionnaire, comme c'est le cas pour presque tous, exerce en même temps le métier de négociant et puisse, ainsi, simultanément travailler pour le compte d'autrui et pour son propre compte. C'est la raison pour laquelle sur beaucoup de marchés, la législation a édicté de véritables incompatibilités.

Il semble, cependant, qu'il y aurait de graves inconvénients à réduire l'activité des commissionnaires au seul rôle de mandataire. Ils pourraient être amenés à augmenter le taux de leur commission pour compenser la réduction de leur bénéfice, et surtout pourraient être amenés à s'efforcer de s'assurer le monopole du marché et les avantages dont bénéficient les mandataires aux Halles. La création de commissionnaires agréés, qui est le complément des incompatibilités qui seraient imposées,

aurait ce grave inconvénient de conférer aux agréés un monopole de fait. Les clientèles actuellement existantes sont telles que les charges qui seraient créées avec le titre de commissionnaire agréé seraient très importantes si on ne prenait pas les dispositions indispensables pour qu'en aucun cas la qualité d'agréé ne puisse donner naissance à l'existence d'une charge transmissible : il serait nécessaire de prévoir, en tous les cas, que le titre d'agréé disparaisse avec le titulaire.

Pour toutes ces raisons, il paraît opportun de maintenir le principe de la liberté du marché et de ne pas substituer à la réglementation actuelle une autre qui risquerait de présenter de très graves inconvénients et de créer une catégorie de privilégiés.

Mais il n'en reste pas moins qu'il convient de doter l'Administration de pouvoirs de contrôle très stricts à l'égard des commissionnaires. La réglementation actuelle la laisse entièrement désarmée en face de certaines irrégularités faciles à perpétrer et qu'il convient de dénoncer.

On sait, en effet, que si les commissionnaires ont pour rôle de vendre pour le compte d'autrui, ils ne peuvent acheter pour leur propre compte le bétail qu'ils ont reçu mission de vendre. Mais il leur est loisible d'acheter le même bétail pour le compte d'autrui : on conçoit donc qu'avec la complicité d'un prête-nom, ils puissent, par un moyen détourné, acheter en réalité le bétail. L'Administration n'a aucun moyen de déceler et de poursuivre cette fraude qui est d'autant plus tentante qu'elle est extrêmement fructueuse pour ceux qui pourraient la pratiquer.

Il ne faut pas oublier, que les commissionnaires jouent souvent vis à vis de l'expéditeur le rôle de régulateur pour l'envoi du bétail. Lorsque la vente est bonne, les prix haussent, ce qui encourage les agriculteurs et négociants à augmenter leurs envois. La marchandise de-

vient plus abondante au marché suivant ce qui entraîne naturellement une baisse de cours. A ce moment, il peut arriver que le commissionnaire achète, en sous-mains, à bas prix, le bétail qu'il est chargé de vendre, et qu'il lui fasse prendre la direction des herbages et propriétés qu'il possède généralement dans la région parisienne ou en province puisque rien ne lui interdit d'être un commerçant pour son propre compte.

La baisse des prix ayant découragé les expéditeurs, ceux-ci restreignent leurs envois ce qui a pour conséquence de faire remonter les prix aux marchés suivants. C'est le moment que choisit le commissionnaire pour présenter à la vente les bestiaux précédemment achetés à bas prix et mis en réserve. Naturellement, la vente se pratique à un taux qui laisse une marge appréciable de bénéfices. Cette spéculation fort simple peut s'opérer dans l'intervalle de quelques marchés ou encore à l'occasion des baisses ou des hausses saisonnières du bétail. On conçoit aisément quels inconvénients en résultent pour le producteur dont les intérêts sont lésés, ainsi que pour la régularité des transactions et la sincérité des cours.

Ces irrégularités ne sont pas les seules que peuvent commettre les commissionnaires et qu'il est impossible à l'Administration de déceler. Les méthodes pratiquées sur le marché font comprendre qu'il ne reste aucune trace des ventes qui y sont effectuées : on ne peut identifier avec certitude, dans le nombre des têtes de bétail vendues par les commissionnaires, quelles sont celles qui appartiennent à tel ou tel expéditeur.

Or, les commissionnaires règlent, en général, leurs mandants « à la moyenne » et leur adressent une somme d'argent globale pour tout le bétail qu'ils les ont chargés de vendre. Il peut se faire que le commissionnaire, au cours d'un marché, mélange des bêtes qui lui ap-

partiennent, de moins bonne qualité, avec celles des expéditeurs.

L'Administration n'est pas armée pour déceler de telles pratiques et les condamner ; il apparaît donc nécessaire d'instituer un contrôle sur les opérations des commissionnaires et de soumettre ces derniers à certaines obligations.

Il convient tout d'abord d'éviter l'achat et la mise en réserve par le commissionnaire aux fins de spéculation du bétail qu'il est chargé de vendre. A cet effet, une mesure très simple peut être prise, c'est de prescrire en tout temps une formalité qui n'est actuellement exigée qu'en période d'épidémie ou de fièvre aphteuse. Pendant ces périodes le laissez-passer, qui doit accompagner chaque animal destiné à être vendu sur le marché, doit faire retour sous huit jours à la Préfecture de Police, portant mention que l'animal qu'il accompagnait a bien été abattu. Il est à remarquer que cette formalité était exigée dans tous les cas jusqu'en 1933 ou un arrêté a autorisé la réexpédition, en période normale, sous couvert du laissez-passer. En faisant de cette formalité une règle constante on évite dans une large mesure l'accaparement et la mise en réserve du bétail acheté sur le marché par des intermédiaires peu scrupuleux.

Enfin, il paraît utile, pour éviter les autres irrégularités que nous avons signalées, d'obliger les commissionnaires à garder trace des ventes qu'ils effectuent sur un livre spécial qui serait tenu à la disposition de l'Administration : cela permettrait de rechercher le nom des propriétaires du bétail, de vérifier les envois et les ventes effectuées ainsi que les prix auxquels se seraient conclues les opérations.

Parallèlement, les vendeurs pourraient avoir la faculté de communiquer à l'Administration, le bordereau de vente que le commissionnaire leur aura adressé. Ainsi

pourrait-on, par confrontation, et par analogie avec ce qui existe aux Halles, contrôler la gestion des commissionnaires. Cela offrirait en outre, l'avantage pour l'Administration de connaître exactement les prix de vente pratiqués. Elle pourrait en tirer des indications intéressantes pour la fixation des cours.

C. — L'établissement et la diffusion des cours

La commission des cours verrait, en effet, sa tâche grandement facilitée et l'exactitude de ses travaux mieux garantie, si l'on obligeait tout acheteur et tout vendeur sur le marché à inscrire, sur un registre spécial, pour tout achat ou vente, le nom du vendeur ou de l'acheteur, la quantité achetée ou vendue, le prix de chaque animal et sa qualité. Ce registre serait soumis au contrôle de l'Administration qui pourrait ainsi apprécier après coup, si les indications fournies à la commission des cours correspondent à la réalité.

D'autre part, pour remédier aux défaillances que nous avons signalées, il conviendrait d'agir sur les membres de la commission des cours pour qu'ils assistent aux séances avec plus de régularité : il serait possible de publier la liste des présents, ce qui signalerait aux groupements et professions intéressés, les défaillances de leurs représentants. Enfin, il pourrait être institué un jeton de présence et une amende pour les absents.

Les méthodes suivies pour l'établissement des cours auraient en outre besoin d'être améliorées. Nous avons été amenés, cependant, à renoncer au pesage préalable des animaux avant leur vente, en vue d'établir les cours au poids vif, tant pour des raisons d'impossibilité matérielle que d'inopportunité. Le poids n'est en effet qu'un des éléments dont il est tenu compte pour déterminer la valeur d'un animal. C'est la qualité et le rendement en viande nette qui jouent un rôle prépondérant, et

l'habitude de l'estimation exacte de ces caractéristiques d'un animal fait préférer aux bouchers l'achat au jugé à l'achat au poids vif.

Cependant, à côté du cours en viande nette, le cours en poids vif donnerait aux producteurs des éléments intéressants. Le système envisagé par la commission du Sénat qui aurait consisté à peser chaque jour un certain nombre d'animaux avant et après abattage, afin d'en déduire les cours au poids vif et en viande, aurait été, à cet égard, un progrès. Nous avons vu qu'il se heurtait aussi à de très grandes difficultés matérielles. Il paraît donc préférable de s'en tenir aux méthodes actuelles de cotation en viande nette et à l'établissement des cours tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, surtout si les mesures que nous avons préconisées ci-dessus sont appliquées. Elles auraient en effet, pour conséquence, d'accroître les moyens d'investigation des agents de l'Administration siégeant à la commission.

••

Il paraît cependant nécessaire de donner aux cultivateurs et producteurs, sur les cours du marché, des renseignements qu'ils puissent plus facilement comprendre et qui offriraient des garanties d'exactitude plus grandes que ceux qui leur sont donnés officieusement par les journaux. Il suffirait, pour cela de traduire officiellement en poids vif les cours officiellement établis en viande nette. Pour opérer cette conversion, il est seulement nécessaire de connaître le rendement moyen en viande nette des animaux par espèce et par qualité. Ainsi qu'ils l'ont déjà fait en 1916, les services du Ministère de l'Agriculture pourraient établir un barème qui serait périodiquement révisé au moyen de sondages et d'expériences de découpages. On pourrait ainsi établir des barèmes saisonniers qui tiendraient compte des différences de ren-

dement qui existent suivant les époques de l'année. On ne saurait trop cependant, rappeler la nécessité de reviser périodiquement et assez fréquemment les barèmes et d'insister sur le fait qu'en tout état de cause ils ne traduisent qu'une approximation, un ordre de grandeur et non des chiffres rigoureux.

En appliquant ces barèmes, il serait facile de faire figurer sur les cours officiels, à côté des prix en viande nette, tels qu'ils existent actuellement, les prix au poids vif au marché de la Villette. Il serait même possible d'aller plus loin dans cette voie pour donner aux cultivateurs et producteurs des renseignements encore plus complets. On pourrait établir un *prix au poids vif à la production par région de production*. Il suffirait de tenir compte des frais fixes payés pour les animaux sur le marché de la Villette, de la perte de poids qu'ils sont susceptibles de subir au cours de leur acheminement du lieu de production vers Paris, et enfin d'un prix moyen de transport pour chaque région. Les éléments d'appréciation qui sont les plus nécessaires aux cultivateurs ne sont pas, en effet, les prix nationaux, mais les *prix régionaux*. Du fait que seuls sont diffusés, aujourd'hui, des cours nationaux, les producteurs comme les consommateurs se trouvent souvent lésés pour le grand profit des intermédiaires. Ceux-ci ont tendance à tenir compte, pour le bétail qu'ils achètent, d'une marge de frais plus considérable qu'elle n'est en réalité et de réduire leurs offres en conséquence. Les bouchers détaillants, au contraire, ont, en province tendance à rapprocher leurs prix de vente de ceux pratiqués à Paris, alors que dans des pays de production, les frais supportés par le bétail qu'ils abattent ne peuvent être comparés à ceux supportés par le bétail vendu à la Villette. Il y a là une anomalie des plus graves qu'il convient de supprimer.

Les réformes générales tenant à la cotation des cours

doivent encore être complétés par certaines améliorations à apporter au fonctionnement des abattoirs.

§ 2. — *Les abattoirs*

Nous avons vu que le prix de vente la viande était directement influencé dans le sens de la hausse par les mauvaises conditions de travail aux abattoirs et les habitudes particulières au marché de Paris.

Une simplification du travail de présentation de la viande effectué aujourd'hui par les chevillards permettrait de réduire considérablement le temps de travail de leur personnel. On peut essayer d'agir sur les intéressés pour se mettre d'accord sur cette simplification voire même interdire aux chevillards d'effectuer certains travaux qui sont purement du ressort du boucher de détail. Mais, en cette matière, on n'arrivera à aucune solution satisfaisante sans restaurer le sentiment de fierté du travail chez le boucher détaillant, et sans exiger de lui des capacités professionnelles qui sont encore le fait de la plupart des bouchers provinciaux.

De même pour régulariser le système des abatages éviter les encombrements du mardi et du vendredi et les accidents qui surviennent aux hommes de corvée, il ne faut compter que sur une modification des habitudes des commerçants. Cette question est liée d'ailleurs à celle des tenues de marché, sur le marché aux bestiaux, que nous avons examinées. Il est certain que s'il existait trois tenues de marché par semaine au lieu de deux, il existerait également trois jours de grand abatage, plus égaux entre eux, et que le rythme du travail serait plus régulier. Encore faudrait-il que les bouchers de détail prennent l'habitude de venir s'approvisionner plusieurs jours par semaine. La réduction des « pointes » d'abatage aurait une influence heureuse, tant sur le coût de l'abatage que

sur les charges financières des abattoirs. Leur capacité et leurs aménagements matériels n'auraient pas à être calculés pour les besoins exceptionnels d'une ou deux journées par semaine. C'est en cette matière une entente entre les intéressés sous l'égide de l'Administration, qui peut avoir les meilleurs résultats.

Il n'en est pas de même, par contre, pour les inconvénients qui tiennent à la gestion et au grand nombre des chevillards. Plusieurs mesures administratives qui seraient du plus heureux effet, peuvent, à cet égard, être prises.

Nous avons vu que, bien que les sous-locations d'échaudoirs soient interdites, il en existait un assez grand nombre ($1/3$ environ). En cette matière, le règlement doit être strictement appliqué, et il n'est pas possible que l'administration, si elle le désire, ne puisse mettre fin à ces pratiques. Des sanctions doivent être prévues et rigoureusement appliquées en cas d'infraction. Il convient dans le même ordre d'idée, d'interdire également la formation de sociétés souvent fictives pour l'exploitation des échaudoirs.

Les dispositions réglementaires prévoient aussi que le chevillard doit abattre par mois un nombre minimum de bêtes sous peine de se voir retirer la concession de son échaudoir : 120 têtes de gros bétail ; 360 veaux ; 1.440 moutons. Cette disposition n'est pas appliquée, les bouchers en gros qui ont dépassé le minimum faisant bénéficier leurs collègues de leurs excédents. L'administration, qui s'en est révélée incapable jusqu'ici, doit être tenue d'appliquer strictement ce règlement et de mettre fin aux abus de ce genre. Cela aurait pour avantage de réduire le nombre de chevillards et peut-être même le nombre des échaudoirs. Il en résulterait une économie certaine de frais généraux sur l'ensemble du marché.

Enfin, il convient de revenir sur le dernier règlement de la préfecture de la Seine (9 avril 1934) qui stipule

que les nominations aux emplacements des abattoirs se font exclusivement dans l'ordre d'arrivée des demandes. Ainsi, à l'heure actuelle, il n'est plus nécessaire d'avoir exercer le métier ni de justifier de capacités professionnelles ou de l'accomplissement d'un stage pour être nommé titulaire d'échaudoir. Beaucoup de chevillards, actuellement, en effet, ne travaillent plus manuellement et ont donc tendance à ne plus exercer que le rôle commercial aux dépens du rôle technique de leur métier. Leur rémunération est cependant calculée en tenant compte des deux aspects de leur rôle. Il paraît nécessaire d'éviter que le chevillard, d'artisan, se transforme en marchand, voire même en simple rentier, puisqu'il lui arrive de sous-louer son échaudoir. Il paraît donc nécessaire, non seulement d'obliger les chevillards à exploiter eux-mêmes, mais aussi à participer effectivement au travail de l'abatage sous peine de se voir retirer la concession.

Parallèlement, il serait souhaitable que les chevillards n'aient pas le monopole de l'abatage comme ils tendent à le faire aujourd'hui. On pourrait inciter de plus nombreux détaillants à abattre eux-mêmes, ce qui aurait pour résultat, par la concurrence, d'influer sur le prix de l'abatage. Mais, en cette matière comme en beaucoup d'autres, c'est l'éducation professionnelle des détaillants qui est à incriminer.

§ 3. — *Réglementation des introductions directes et des réexpéditions*

Enfin, il est nécessaire également de fournir aux commerçants des indications supplémentaires qui ne leur sont pas actuellement fournies, bien que leur connaissance influe de façon certaine sur les cours. Il s'agit

tant des introductions directes aux abattoirs que des réexpéditions.

Nous avons vu, en effet, que la pratique des introductions directes aux abattoirs comme celle des réexpéditions contribuait à faire dépasser au marché de la Villette son rôle primitif qui était d'assurer l'approvisionnement de la région parisienne .

La pratique des introductions directes aux abattoirs en influant sur les cours pratiqués sur le marché, peuvent avoir, en effet, une répercussion sur le prix de vente du bétail sur tout le territoire français. Certains ont donc estimé qu'il importait à la sincérité des cours établis que tout le bétail introduit aux abattoirs passe obligatoirement par le marché de la Villette pour y être vendu avant d'y être abattu. Si les introductions directes sont nombreuses, en effet, la demande sur le marché aux bestiaux peut se trouver fort inférieure à l'offre. Les commissionnaires sont donc obligés de reporter le bétail et de l'écouler à tout prix au 2^e marché. La baisse qui en résulte ne profite pas au consommateur, car les prix de détail ne suivent les prix de gros qu'avec 15 jours de retard. Or, au marché suivant, les cours antérieurs se rétablissent, si bien qu'il y a pour les bouchers en gros, possibilité de spéculation.

Quelle que soit la valeur de ces arguments, il paraît excessif de prohiber de manière absolue les entrées directes aux abattoirs. On ne peut obliger les producteurs ou les bouchers à payer les taxes diverses et les commissions qu'ils auraient à régler sur le marché, s'ils ont la possibilité de se servir d'une autre méthode moins coûteuse. De même on ne peut laisser les abattoirs sans approvisionnement les jours qui ne correspondent pas à un marché. Il semble que la liberté pour les bouchers en gros d'acheter directement leur bétail en province, doit être maintenue.

Par contre, cependant, il est nécessaire de prohiber à

Paris, toutes vente ou achat qui ne seraient pas effectués sur le marché. La répression de la vente au regrat doit continuer à faire l'objet des préoccupations de la Préfecture de Police qui doit veiller à interdire toute transaction occulte, notamment dans les gares.

Enfin, étant donné que les introductions directes ont sur les cours une influence qu'il ne paraît pas possible de nier, il est nécessaire de pallier à leurs inconvénients en fournissant aux producteurs et aux acheteurs des indications sur leur montant et sur leurs cours. Chaque jour de marché on affiche déjà le nombre des introductions directes ; il paraît nécessaire de l'afficher tous les jours, ainsi que la quantité de viande foraine introduite aux Halles Centrales ou aux marchés de rassortiment.

Enfin, il conviendrait surtout de dégager les cours des introductions directes. M. Ardant propose à ce sujet, dans son rapport d'« imposer à toute personne qui introduit des animaux à Paris ou dans la banlieue, l'obligation de déclarer le prix d'achat au kg. et la quantité de bêtes achetées ainsi que le lieu de l'achat et les frais de transport. La commission des cours dégagerait de ces renseignements les cours des animaux introduits directement : les renseignements fournis pourraient être contrôlés par l'administration. Cette mesure pourrait, à titre d'essai, être appliquée aux porcs ».

Nous avons vu, en effet, que la grande majorité des porcs étaient introduits directement aux abattoirs sans passer par le marché ; il semble même que le cours des introductions directes qui serait dégagé dans ces conditions, serait pour les porcs plus exact que celui qui est établi par la commission des cours.

En outre, les indications qui seraient fournies à l'administration à l'occasion des introductions directes pourraient également servir à contrôler les renseignements recueillis pour dégager le prix du bétail vif à la production dans chaque région.

Comme celle des introductions directes, la pratique des réexpéditions doit attirer l'attention. On ne peut guère relever aucun avantage à l'actif de cette dernière, et il semble absurde et paradoxal que le bétail vivant soit envoyé à Paris pour y être vendu et réexpédié ensuite parfois même dans la région d'où il est venu. Cette pratique présente des inconvénients sanitaires certains et les germes de maladie que le bétail a pu recueillir au milieu des animaux exposés à la Villette sont propagés par lui dans son trajet de retour.

Enfin, les réexpéditions accroissent dans des proportions souvent considérables, les prix de revient du bétail : des frais de transport, de marché, de commission, qui pourraient être évités, grèvent le prix de la viande à la consommation. Il en résulte surtout — inconvénient majeur — que c'est Paris qui établit seul les prix pratiqués dans toute la France, sur les marchés locaux, autour des villes ou dans les foires des pays de production.

Les réexpéditions sont donc des errements certains et sont de fâcheuses anomalies dans l'organisation actuelle du marché de la viande en France. Elles s'expliquent par l'importance du marché de la Villette où les bouchers sont à peu près sûrs de trouver la qualité qu'ils désirent, et par la situation géographique de Paris, situé entre les régions productrices du Centre et de l'Ouest et les régions de consommation du Nord et de l'Est. Enfin elles ont en grande partie pour cause la centralisation excessive du réseau ferroviaire et la convergence des voies ferrées vers Paris : il arrive ainsi que faire passer le bétail par Paris demande un temps plus court que de l'adresser directement des centres de production aux centres de consommation.

Il ne semble pas possible, toutefois, d'interdire tout à fait les réexpéditions, car beaucoup d'entre elles sont destinées à des abattoirs suburbains. Il paraît cependant

nécessaire de les discipliner et de les éviter dans la mesure du possible, tant que l'on n'aura pas créé à Paris un grand marché de viande morte qui ait pour conséquence de les rendre inutiles.

Il semble qu'en cette matière, le seul remède soit de faciliter les liaisons directes entre pays de productions et de consommation. Mais cela pose le problème de l'organisation des marchés de province et nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet lorsque nous étudierons en conclusion, les idées générales qui doivent se dégager de cette étude.

§ 4. — *Réorganisation administrative*

Enfin, l'ensemble des améliorations dont nous avons été amené à demander la réalisation doit être complétée par une certaine réorganisation administrative des services qui ont dans leur attribution la réglementation, la surveillance et le contrôle du marché aux bestiaux. Il semble qu'il soit nécessaire d'établir en particulier une centralisation des services aujourd'hui trop nombreux et dispersés. Il ne semble pas qu'une telle réforme soit difficile à réaliser.

La gestion du marché suppose à l'heure actuelle l'intervention de nombreux services relevant de la préfecture de police ou de la préfecture de la Seine sans qu'il soit possible la plupart du temps d'apercevoir les raisons de la répartition des tâches entre les deux administrations. En général, le préfet de la Seine préside à l'administration et le préfet de police à la police proprement dite. Du premier relève un corps de fonctionnaires appartenant à la direction des affaires municipales auquel sont confiées les perceptions de taxes et des droits municipaux, les concessions d'emplacement, les poids publics, la désinfection, l'aménagement des lo-

caux, la réglementation des heures d'ouverture et de clôture des ventes etc.,. Du second dépendent le service vétérinaire, l'inspection des viandes, les fonctionnaires chargés d'assurer la police proprement dite et la circulation : c'est ainsi la préfecture de police qui assure l'ordre sur les lieux de vente, veille à la loyauté des transactions, établit les mercuriales et surveille l'exécution de toutes les mesures sanitaires que rend nécessaire l'agglomération sur un seul point d'un nombre considérable d'animaux.

Cette réorganisation dans le sens de la centralisation, qui paraît nécessaire doit englober également les mesures du même ordre qui doivent être prises sur le marché de la viande abattue dont il convient à présent d'aborder l'étude.

DEUXIÈME PARTIE

LES MARCHÉS DE LA VIANDE MORTÈ

Les opérations de vente de la viande morte à Paris se pratiquent sur différents marchés qui sont : les échau-doirs de la Villette et de Vaugirard ou marchés de la cheville, les marchés de rassortiment ou criées des abat-toirs de la Villette et de Vaugirard et enfin les Halles Centrales.

Après avoir examiné l'importance respective de ces différents marchés et leurs modalités d'approvisionnement nous étudierons les opérations qui s'y pratiquent et le statut des différents commerçants qui y participent.

Nous examinerons enfin les réformes ou améliorations qu'il y aurait lieu d'apporter tant au fonctionnement de ces marchés qu'au statut juridique des différentes catégories de commerçants.

CHAPITRE PREMIER

LES DIFFÉRENTS MARCHÉS ET LEUR IMPORTANCE

§ 1. — *Le marché de la cheville*

Nous avons vu que le bétail provenant tant du marché de la Villette que de l'extérieur (introductions directes) est abattu et préparé grossièrement par les chevillards et leurs équipes de travailleurs dans les abattoirs mêmes.

La viande morte est mise en vente par le chevillard le jour où elle a été abattue et à l'intérieur des échaudoirs, d'où le nom de marché de la cheville donné à ce premier marché de la viande morte.

Un grand nombre de bouchers de détail, tant de Paris que de banlieue ou même de province, viennent s'approvisionner sur ce marché et la plus grande partie de la viande abattue par les chevillards est ainsi acquise directement par eux. Cependant, le marché de la cheville alimente également, pour une part, les marchés de rassortiment ou criées des abattoirs, ainsi que les pavillons de la viande aux Halles Centrales. Dans ce cas, les chevillards confient aux commerçants qui opèrent sur ces différents marchés le soin d'écouler la viande qu'ils n'ont

pu vendre eux-mêmes ou de vendre les morceaux détachés des animaux qu'ils ont abattus.

Les approvisionneurs des criées achètent aux chevillards la viande ferme et la revendent ensuite pour leur propre compte tandis que les facteurs des criées et les mandataires des Halles se bornent à la vendre à la commission pour le compte des chevillards.

La viande vendue sur le marché de la cheville prend donc plusieurs directions mais l'importance de chacun de ces débouchés est différente. Le tableau suivant, établi pour l'année 1933, permet de s'en rendre compte.

Viande écoulée aux marchés de la cheville des Abattoirs de la Villette et de Vaugirard (en kgs.)			
	Bœuf	Veau	Mouton
Vers les boucheries de détail.....	39.500.000	9.900.000	10.557.000
Hors Paris	33.000.000	6.500.000	7.000.000
Vers les criées des abattoirs.....	9.000.000	2.000.000	1.640.000
Vers les Halles Centrales.....	20.700.000	246.000	652.800
Totaux	102.200.000	18.646.000	19.849.800

Ces chiffres font ressortir la grande importance des transactions effectuées sur le marché de la cheville et montrent que la plus grande partie de la viande abattue par les chevillards est livrée directement aux bouchers de détail de Paris ou de province, derniers intermédiaires avant le consommateur.

Cependant au cas où la viande est livrée aux commerçants des criées ou des Halles on voit que ces commerçants s'interposent entre le chevillard et le boucher de détail, constituant une nouvelle série d'intermédiaires.

§ 2. — Les marchés de rassortiment et les Halles

Sans avoir l'importance du marché de la cheville, les marchés de rassortiment des abattoirs et les Halles Centrales n'en constituent pas moins de grands marchés

d'approvisionnement en viande abattue. Les viandes qui proviennent des abattoirs parisiens ne sont en effet qu'une partie souvent restreinte des quantités totales de viande morte qui sont vendues sur ces marchés. On remarque un important apport de viandes foraines, c'est-à-dire de viandes abattues en province dans des boucheries ou des abattoirs locaux, ou encore dans des tueries particulières.

L'apport des viandes foraines jadis appelées viandes à la main s'est considérablement élargi.

Il n'en rentrait que 325.000 kg. au début du XIX^e siècle et 9 millions de kg. en 1850. En 1900 les entrées de viandes foraines atteignaient : 57.000 millions de kg. et en 1933 plus de 62 millions de kg. rien que pour les Halles Centrales. Si l'on ajoute celles qui sont reçues par les marchés de rassortiment, les viandes foraines représentent, avec les quelques deux millions de kg. expédiés directement aux bouchers de détail, plus de 75 millions de kg., soit environ 45 % des quantités mises à la disposition des consommateurs parisiens. Pour les Halles Centrales, enfin ces arrivages de l'extérieur constituent les 3/4 du total des viandes qui y sont vendues.

Les viandes foraines sont également veudues par les facteurs, les mandataires ou les approvisionneurs qui, dans ce cas, représentent les bouchers provinciaux ou on fait leurs achats auprès d'eux.

Les Halles Centrales et, à un moindre degré, les marchés de rassortiment ont donc deux sources d'approvisionnement : la viande provenant des abattoirs parisiens et la viande foraine.

L'examen de la quantité de viande reçue en 1933, tant sur les marchés de rassortiment qu'aux Halles Centrales permet de mesurer l'importance respective de ces deux sources .

Quantité reçue par les marchés de rassortiment en provenance :	Bœuf kg.	Veau kg.	Mouton kg.
Des abattoirs parisiens	9.000.000	2.000.000	7.000.000
De l'extérieur	5.000.000	5.900.000	550.000

Quantité reçue par les Halles Centrales en provenance de :	Bœuf kg.	Veau kg.	Mouton kg.
Des abattoirs parisiens.....	20.700.000	246.000	652.800
De l'extérieur	10.000.000	12.244.000	40.000.000

Les chiffres figurant sur les tableaux ci-dessus permettent de faire certaines constatations : On remarque en effet que ce sont les abattoirs parisiens qui fournissent tant aux criées qu'aux Halles les 2/3 environ de leur approvisionnement en gros bétail. Par ailleurs, les criées reçoivent un important contingent de viandes foraines en ce qui concerne la viande de veau ; les 3/4 environ de la viande de veau qui y est vendue provient de l'extérieur. Par contre, le phénomène est inverse sur les criées pour la viande de mouton : le contingent venu de l'extérieur est infime par rapport à celui qui provient des abattoirs.

Par contre, pour les Halles les envois de viandes foraines sont dans tous les cas très importants .

En 1935 les arrivages de viande aux Halles provenaient des marchés forains à raison de 75 %, des abattoirs de Paris à raison de 22,5 % et des étals de Paris et de la banlieue à raison de 2.50 %. Les envois de viandes foraines sont limités sur le marché des Halles pour le gros bétail puisqu'ils n'atteignent que le 1/3 du chiffre total, mais, par contre pour la viande de veau et de mouton ils forment la quasi-totalité de l'approvisionnement. C'est dire que le gros bétail voyage surtout vivant et qu'il est abattu à Paris.

Dans l'ensemble le marché des viandes foraines et surtout celui des Halles est très peu important pour le

gros bétail. Il représente en contre-partie une grande part de l'approvisionnement de Paris en veaux (plus de 500.000 têtes), en moutons (700.000 têtes) et en porcs. Le commerce de ce dernier échappe presque totalement aux marchés officiels. Il est fait dans la proportion de 82 % du total par des maisons, dites de gargot, indépendantes des pavillons des Halles.

Les abattoirs parisiens font donc face à une grande partie des besoins de la consommation parisienne, pour le gros bétail, mais par contre ils ne font face qu'à une partie relativement faible de ces mêmes besoins pour la viande de veau et de mouton.

Enfin, il convient de noter que les bouchers de détail qui n'ont pu, dans l'intervalle de deux marchés écouler toute leur marchandise l'apportent ou la rapportent sur le marché de rassortiment ou aux Halles Centrales pour tenter de l'écouler.

Les quantités ainsi rapportées sur le marché sont assez peu importantes. On calculait en 1913 qu'elles représentaient par rapport au total de la viande reçue aux marchés de rassortiments 1 % à la Villette et 0,10 % à Vaugirard.

En 1933, elles se sont chiffrées cependant pour l'ensemble des marchés de rassortiment et des Halles à : 4.000.000 de kg. pour le gros bétail, 980.000 kg. pour la viande de mouton et 120.000 kg. pour la viande de veau. Ce fait explique que l'on ne peut obtenir le total des quantités de viandes vendues sur les marchés de la viande morte en additionnant seulement les quantités venant des abattoirs et celles provenant de l'extérieur.

Les tableaux ci-dessous montrent l'importance des marchés de la viande morte des criées et des Halles à Paris en faisant ressortir pour les années 1930 à 1934 les quantités de viandes qui y ont été vendues :

MARCHE DE RASSORTIMENT DE L'ABATTOIR DE LA VILLETTE

Années	Quantités vendues par espèces de viande				
	Bœuf kgs.	Veau kgs.	Mouton kgs.	Porc kgs.	Total kgs.
1930.....	12.201.724	6.588.504	1.796.370	1.282.374	21.868.972
1931.....	11.155.540	6.372.000	1.738.232	1.571.539	20.837.311
1932.....	13.608.292	6.940.967	2.126.497	1.855.663	24.531.419
1933.....	16.010.693	8.022.017	2.117.375	1.815.710	27.965.795
1934.....	18.182.759	8.448.668	2.013.826	2.383.147	31.028.400

MARCHE DE RASSORTIMENT DE L'ABATTOIR DE VAUGIRARD

Années	Quantités vendues par espèces de viande				
	Bœuf kgs.	Veau kgs.	Mouton kgs.	Porc kgs.	Total kgs.
1930.....	1.759.782	799.014	151.675	133.716	2.844.187
1931.....	1.538.815	749.425	164.380	147.030	2.599.650
1932.....	1.768.194	821.963	182.184	116.509	2.888.850
1933.....	1.887.186	847.907	166.646	109.104	3.010.843
1934.....	1.859.211	844.628	143.510	125.006	2.972.355

MARCHE DES HALLES CENTRALES

Années	Quantités vendues par espèces de viande				
	Bœuf kgs.	Veau kgs.	Mouton kgs.	Porc kgs.	Total kgs.
1930.....	28.252.469	35.894.422	12.495.368	7.542.488	84.184.748
1931.....	28.337.738	36.350.121	14.427.681	9.105.780	88.221.322
1932.....	31.040.774	38.908.706	14.251.793	9.630.732	93.832.007
1933.....	33.114.269	40.340.893	13.786.250	9.888.632	97.130.046
1934.....	34.333.294	41.650.053	12.375.841	11.453.072	99.812.260

Il ressort de ces tableaux que les marchés de la viande morte sont d'importance très inégale. Au premier rang vient le marché des Halles qui est le plus important après celui de la cheville et qui acquiert son importance du fait du considérable apport de viande foraine qui y est effectué. Les quantités de viande qui y sont vendues sont trois fois plus importantes que celles qui sont vendues sur l'ensemble des marchés de rassortiment.

Enfin, de ces deux derniers, seul celui de la Villette présente une réelle importance. Celui de Vaugirard n'est, en quelque sorte, que le complément de l'abattoir du même nom.

..

Sur les marchés de rassortiment comme aux Halles Centrales, et auprès des facteurs, des mandataires ou des autres commerçants viennent s'approvisionner des

bouchers de détail de Paris, de banlieue ou de province, certains restaurateurs, certaines administrations militaires et civiles et mêmes certains particuliers sous des conditions quantitatives déterminées.

La viande arrive donc ainsi au stade de la consommation. Cependant, comme cela se passe également sur le marché de la cheville, la plus grande partie de la viande écoulée l'est à destination des boucheries de détail. On a pu évaluer comme suit en 1933 la destination prise par la viande vendue aux criées et aux Halles :

Viande vendue sur les criées et aux Halles (en kgs.)	Bœuf	Veau	Mouton
Vers les boucheries de détail	35.000.000	34.250.000	11.890.000
Hors Paris	12.000.000	14.000.000	4.000.000
Total.....	47.000.000	48.250.000	15.890.000

La différence qui existe entre le total des viandes de chaque catégorie vendues sur les criées et aux Halles, et les totaux figurant au tableau ci-dessus est constituée par les viandes achetées par les restaurateurs et les particuliers ou les administrations.

On voit donc que ce sont les boucheries de détail parisiennes qui absorbent la majorité de l'approvisionnement en viandes des Halles et des criées.



En résumé, la viande qui vient d'être abattue, est vendue sur le marché de la cheville à destination des bouchers de détail de Paris et de province, des marchés de rassortiment ou des Halles. Les marchés de rassortiment et les Halles sont approvisionnés par la cheville d'une part, par les viandes foraines de l'autre. Ils approvisionnent à leur tour, les bouchers de détail de Paris ou de province et certains particuliers. Les transactions qui s'effectuent ainsi sur les marchés de la

viande morte sont très importantes car leurs cours déterminent dans une certaine mesure le prix de vente de la viande au détail. C'est ce qui explique que les prix pratiqués aux Halles, qui est le marché de gros et de demi-gros de la viande morte le plus important, ont une large diffusion dans toute la France et il arrive que certaines transactions locales soient influencées par eux. Tandis que les cours pratiqués au marché aux bestiaux de la Villette ont une grande influence sur les cours du bétail sur pied dans l'ensemble du pays, les cours pratiqués aux Halles influent sur le prix de vente de la viande au détail. C'est dire que le problème de l'organisation et du fonctionnement des marchés de la viande morte à Paris revêt une importance analogue à celle de l'organisation et du fonctionnement du marché du bétail sur pied. Les améliorations qui seront apportées à l'un et l'autre marché apparaissent donc comme complémentaires les unes des autres.

Nous étudierons successivement l'organisation et le fonctionnement des marchés de la viande morte et le statut des commerçants qui y opèrent avant d'examiner les réformes qui pourraient y être apportées.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION, LE FONCTIONNEMENT, LA RÉGLEMENTATION ADMINISTRATIVE ET LE RÉGIME JURIDIQUE DES MARCHÉS DE LA VIANDE MORTE

Le marché de la cheville, les Halles Centrales et les criées des abattoirs, qui constituent les marchés de la viande morte à Paris sont soumis à une réglementation extrêmement différente tant en ce qui concerne le régime des ventes qui y sont effectuées que les obligations des commerçants qui y opèrent.

C'est ainsi que le marché de la cheville est soumis à un minimum de réglementation tandis que les deux autres et surtout celui des Halles Centrales présentent un caractère opposé.

SECTION I

LE MARCHE DE LA CHEVILLE

§ 1. — *Caractères généraux et description*

Le marché de la cheville se distingue des autres marchés de la viande morte en ce sens qu'il est exclusi-

vement un marché de gros. Les chevillards y procèdent à la vente directe du bétail qu'ils viennent d'abattre et de préparer, mais il ne vendent que les animaux entiers, ou coupés en deux pour le gros bétail.

Les bêtes à vendre sont accrochées sur des poutres appelées « pantès » à l'intérieur des échaudoirs sauf les moutons qui sont accrochés à l'extérieur, à des chevilles, devant l'échaudoir dans la cour d'abatage.

Le marché se tient tous les jours sauf le dimanche. Il a lieu également le samedi, bien qu'il n'y ait pas d'abatage ce jour-là. Toutefois, il y a seulement deux grands marchés par semaine, le mardi et le vendredi qui sont également les jours de grande tuerie, lendemain des gros marchés de bétail sur pied à la Villette.

Le marché a lieu l'après-midi, de deux heures à quatre heures : une cloche annonce le début et la fin des transactions qui ne doivent pas avoir lieu en dehors des heures fixées réglementairement.

Les ventes ne peuvent se faire que dans les échaudoirs spécialement désignés par l'administration et les bouchers, autres que les bouchers titulaires ou classés qui peuvent être autorisés à occuper momentanément les échaudoirs banaux, ont interdiction absolue de faire acte de commerce dans ces échaudoirs.

Enfin, le marché de la cheville est réservé uniquement à la vente des viandes qui viennent d'être abattues sur place. L'article 10 de l'ordonnance du 9 avril 1934 qui est en la matière le texte fondamental précise que l'introduction dans les abattoirs de viandes mortes venues de l'extérieur est formellement interdite. Celles-ci ne peuvent être introduites que sur les marchés de rassortiment.

Il a paru nécessaire d'éviter au marché de la cheville l'apport de viandes foraines qui auraient pour résultat de fausser le cours et de rendre plus difficile la tâche

de contrôle de l'administration, puisqu'il tombe sous le sens que, dans une certaine mesure, le cours de la viande morte sur le marché de la cheville est en corrélation avec celui des animaux vifs sur le marché aux bestiaux.

La vente de la viande doit être obligatoirement effectuée au poids de la viande nette, c'est-à-dire que la viande doit être pesée en présence de l'acheteur. Le poids de la viande nette s'entend de la totalité de l'animal ou du demi-animal, défalcation faite des abats, des issues et de la tête qui sont d'ailleurs, en fait, toujours séparés du corps de l'animal .

C'est là la différence essentielle qui existe entre les transactions opérées sur le marché aux bestiaux, et celles opérées sur le marché de la cheville. On conçoit, dès lors, la part d'éducation professionnelle et parfois de spéculation qui entre dans les opérations des chevillards qui achètent le bétail vif au jugé et revendent la viande morte après pesée.

Les ventes s'opèrent de manière très simple, Il n'y a pas de hall central de vente ce qui rend la concurrence moins efficace et le prix s'établit à l'amiable d'un commun accord entre vendeurs et acheteurs. L'acheteur passe dans les échaudoirs et débat le prix de la viande avec le chevillard ou son représentant. Les ventes se concluent oralement mais leur règlement se fait généralement à 8 jours de la livraison. Elles se font, comme au marché aux bestiaux, sans aucun échange de papier et le chevillard doit seulement donner à son acheteur une facture libellée à l'encre et portant le poids et le prix de la viande qu'il a achetée.

Cette formalité est exigée par la Préfecture de Police depuis le décret-loi du 8 août 1935, réglementant le prix maximum de la vente au détail. La facture sert, en effet, de preuve aux bouchers détaillants qu'ils ont bien

acheté à un prix correspondant la viande qu'ils vendent au détail aux consommateurs (1).

§ 2. — *Obligations et contrôle des chevillards*

Il n'existe donc aucun contrôle officiel sur les transactions et les chevillards ne sont tenus à aucune prescription spéciale et à aucun contrôle administratif en ce qui concerne leurs opérations commerciales.

Toutefois, peuvent seules être vendues et livrées les viandes qui portent le cachet de l'Inspecteur des viandes attestant de leurs qualités sanitaires. Ces fonctionnaires passent dans les échaudoirs après l'abatage et avant la vente. Les cas douteux sont tranchés par les vétérinaires qui apposent un cachet sur la viande jugée saine ou au contraire consignent les viandes douteuses.

A p art ces prescriptions d'ordre sanitaire les chevillards ne sont astreints à aucune formalité spéciale en ce qui concerne leurs ventes et l'administration n'a aucun pouvoir de vérification ou de contrôle sur leurs livres ou leurs comptabilités : ils sont considérés comme commerçants libres du fait qu'ils vendent une marchandise leur appartenant généralement. Ils doivent seulement tenir un livre d'échaudoir d'un modèle agréé par l'Administration et dont le but est surtout fiscal. Sur ce livre sont inscrites, chaque jour, les introductions de bétail vivant avec indication des vendeurs (commissionnaires ou expéditeurs), le nombre des animaux abattus et leur poids en viande nette.

(1) Il est à remarquer que ce contrôle est la plupart du temps inopérant, car il est impossible d'identifier exactement la viande vendue et de dire de façon certaine que les morceaux vendus appartiennent à un animal visé par la facture. Les détaillants peuvent faire passer à un prix élevé sous le couvert de leur facture des pièces détachées de qualité inférieure achetées séparément aux Halles et aux criées.

Avant le 5 de chaque mois ils doivent remettre au Chef de Service de l'abattoir, un relevé de leurs abatages du mois certifié conforme à leur livre d'échaudoir et sont tenus de se prêter à la vérification de leurs déclarations.

Quant à leurs acheteurs, nous savons que ce sont surtout des bouchers détaillants qui achètent ferme et prennent immédiatement livraison de la viande, et quelques approvisionneurs qui achètent également ferme en venant faire leurs achats dans les échaudoirs. Enfin, si en fin de vente les chevillards n'ont pas écoulé toute leur marchandise ils demandent aux facteurs des marchés de ras-sortiment ou aux mandataires aux Halles de venir en prendre livraison et de se charger de l'écouler sur ces derniers marchés pour leur compte, moyennant une commission.

Après la clôture des transactions, les livraisons de la viande continuent à s'effectuer, tandis que se réunit la Commission des cours.

§ 3. — *La Commission des cours*

La Commission des cours du marché de la cheville n'a pas été réorganisée en 1927 comme celle du marché aux bestiaux. Elle est toujours soumise aux prescriptions de l'ordonnance de 1921 et comprend l'Inspecteur, Chef de Marché, le vétérinaire et des représentants des vendeurs et des acheteurs.

La Chambre Syndicale des Bouchers en gros délègue pour y assister 6 de ses membres, deux spécialistes dans le commerce de la viande de gros bétail, deux dans celui de la viande de veau et deux dans celui de la viande de mouton.

En outre, des représentants des bouchers de détail doivent être également désignés pour assister aux séances. La composition de la Commission apparaît donc en théorie comme satisfaisante puisqu'elle doit comprendre

des représentants de l'Administration des vendeurs et des acheteurs.

En fait, on relève à son actif les mêmes défauts que ceux que nous avons constatés pour la Commission des cours du marché des bestiaux. Les représentants des intéressés, notamment ceux des bouchers détaillants, s'abstiennent régulièrement d'y assister si bien que la Commission est le plus souvent réduite à deux personnes : l'Inspecteur et le vétérinaire. Elle ne se réunit en fait que les jours de fort marché : les mardi et vendredi, une demi-heure après la clôture des opérations de vente afin de permettre aux intéressés d'y assister.

Les cours qui sont établis ce jour-là sont maintenus dans l'intervalle des deux grands marchés, les transactions qui ont lieu les autres jours n'étant pas assez importantes pour amener une modification sensible au moins en temps normal.

Les cours sont fixés par les mêmes méthodes que celles qui sont utilisées sur le marché aux bestiaux. Les fonctionnaires recueillent au cours de leur passage dans les échaudoirs, une impression d'ensemble sur l'orientation du marché : ils interrogent les diverses catégories de commerçants et recueillent ainsi des renseignements qui leur permettent de dégager approximativement le cours moyen pratiqué pour chaque catégorie, et pour chaque qualité dans chaque catégorie.

On ne se contente pas, en effet, de fixer un cours pour le gros bétail, le veau et le mouton, car la valeur d'un animal est extrêmement variable suivant sa qualité. Aussi de façon à serrer de plus près la réalité, on établit un cours respectivement pour le bœuf, la vache, le taureau, le veau, le mouton et pour quatre qualités : extra, première, deuxième, troisième, pour chacune de ces catégories. C'est ainsi 20 chiffres qui sont arrêtés. En outre, les cours sont établis au kilog de viande nette, c'est-à-

dire déduction faite du cinquième quartier(peau, abats, tête, etc...).

La méthode employée pour fixer le cours au marché de la cheville est donc extrêmement empirique comme l'est encore, malgré des essais de perfectionnement, celle qui est employée sur le marché aux bestiaux. Il est évident que l'on ne peut aboutir à une précision extrême, mais à une approximation qui suit d'ailleurs de près la réalité étant donné l'habitude et la connaissance du marché que possèdent les fonctionnaires qui, en fait, établissent les cours. Cependant, au marché de la cheville il existe certains indices et certains moyens de contrôle qui permettent dans une certaine mesure de vérifier la véracité des dires des commerçants. Les cours pratiqués sur le marché de la cheville suivent en effet sensiblement les cours qui ont été établis la veille, également au kilog de viande nette, sur le marché aux bestiaux, le bénéfice des chevillards étant presque exclusivement siéurs postes devenus vacants continuent à être exploités.



Il serait évidemment possible, au marché de la cheville, d'avoir des indications beaucoup plus précises que celles dont peut disposer la Commission des cours sur le marché aux bestiaux. La vente de la viande a lieu au poids dans les échaudoirs tandis qu'elle a lieu à l'œil pour les animaux vivants. En fait, la Commission du marché de la cheville ne dispose pas légalement de ce moyen de contrôle puisqu'elle n'a aucun droit de se faire communiquer les factures données par le chevillard à son acheteur.

Du reste, les cours du marché de la cheville ne sont pas aussi importants que ceux du marché aux bestiaux ou que ceux des Halles Centrales. Ils ne sont pas publiés, ni même largement diffusés comme ces derniers.

et n'exercent donc qu'une influence assez limitée sur le prix de vente de la viande au détail, au moins en dehors de Paris. Dans la région parisienne, en effet, ils ont une influence certaine, car les groupements professionnels et les bouchers détaillants viennent couramment les consulter et se basent sur eux pour fixer leur prix de vente.

Enfin, ils ont pour les pouvoirs publics une valeur incontestable car ils leur permettent, s'ils veulent s'en donner la peine, d'être fixés sur la corrélation constante qui existe entre les transactions qui s'établissent sur le marché de détail vivant d'une part, et sur le marché de la viande morte d'autre part. Ils sont une indication précieuse et un moyen de contrôle dont il n'est pas besoin de souligner l'importance. Leur sincérité et leur exactitude est ainsi particulièrement nécessaire.

Il apparaît donc qu'ils permettent indirectement d'apprécier l'activité et les opérations commerciales des chevillards qui sont, ainsi que nous l'avons vu, considérés, à l'égal des bouchers de détail, comme des commerçants libres, non soumis à un contrôle administratif exceptionnel. Il n'en est pas de même des facteurs, des approvisionneurs et des mandataires qui sont soumis à un régime juridique déterminé et à certaines obligations ainsi que le fait ressortir l'étude des autres marchés de la viande morte : les criées des abattoirs et les Halles Centrales.

SECTION II

LES MARCHES DE RASSORTIMENT OU « CRIEES »

L'étude des marchés de rassortiment ou criées des abattoirs de la Villette et de Vaugirard soulève des questions plus complexes que celles du marché de la cheville étant donné le caractère des commerçants qui y opèrent et les questions d'organisation matérielle du marché. Il convient de noter que la réglementation est

la même à la Villette qu'à Vaugirard, ce qui explique que nous nous bornerons à étudier le marché de rassortiment de la Villette, celui-ci présentant une beaucoup plus grande importance.

§ 1. — *Historique, description et caractères généraux*

Lorsque fut ouvert en 1867 le marché aux bestiaux de la Villette récemment construit, il apparut rapidement nécessaire d'autoriser l'établissement d'un petit marché de la viande morte à proximité des abattoirs.

Les marchés de rassortiment sont nés, de cette manière, en raison des nécessités d'approvisionnement. Au moment où le marché de la cheville se développait, une spécialisation nouvelle devenait nécessaire. Certains bouchers détaillants pouvaient en effet ne pas avoir une clientèle suffisante pour écouler un animal entier, ce qui leur aurait interdit le marché de la cheville pour leurs achats. Certains pouvaient désirer aussi acheter une bête entière à la cheville et de plus quelques morceaux de choix, tous semblables, pour répondre au désir de sa clientèle, morceaux découpés dans plusieurs animaux. Il devenait donc nécessaire pour ces commerçants d'avoir à proximité des échaudoirs, où ils pourraient faire le gros de leurs achats, un marché de viande coupée comme aux Halles, où ils puissent s'approvisionner en pièces détachées afin de ne pas être obligés de se rendre aux Halles pour compléter leur approvisionnement.

Un décret du Gouvernement de la Défense Nationale en date du 7 février 1871 en même temps qu'il autorisait la réouverture du Marché du bétail sur pied et du marché de la viande abattue aux Halles Centrales, prévoit « qu'une autre vente en gros à la criée des viandes abattues pourrait être installée au marché de la Villette. » Ce qui distingue donc les marchés de rassortiment du marché de la cheville c'est qu'ils sont des marchés où

l'on peut s'approvisionner en pièces détachées d'un minimum de 7 kilogs comme aux Halles.

Le marché prit naissance immédiatement à la Villette et ne tarda pas à se situer définitivement dans le périmètre des abattoirs. Le même phénomène se produisit à Vaugirard où le marché de rassortiment vit le jour en 1898. Dès lors, les deux marchés se développèrent avec des fortunes à peu près égales, chacun d'entre eux restant proportionné à l'importance des abatages effectués aux abattoirs auxquels ils correspondaient.

A la Villette, cependant, le marché de rassortiment devenait rapidement important et le volume d'affaires qui s'y traitait ne tarda pas à pouvoir soutenir la comparaison avec celui qui s'effectuait aux Halles Centrales. Les emplacements se révélèrent insuffisants pour la foule des vendeurs et des acheteurs qui s'y rencontraient, si bien qu'en 1930 la Ville de Paris décida de reconstruire les halls de vente, de les aménager de façon plus moderne et surtout de les agrandir. Les travaux furent rapidement effectués et le marché de rassortiment prit ainsi sa physionomie actuelle.

..

Les deux marchés de rassortiment, celui de la Villette et celui de Vaugirard sont, comme le marché aux bestiaux et comme les Halles Centrales des marchés municipaux. Ils sont réservés, depuis leur création, à la vente en gros ou en demi-gros des viandes abattues.

Leur but est de mettre en présence vendeurs et acheteurs qui sont d'une part les facteurs et les approvisionneurs et, d'autre part, les détaillants, les restaurateurs et certaines administrations ou particuliers. Les ventes s'opèrent dans des emplacements concédés par la Ville de Paris, de dimension et d'importance variables et qui sont répartis en principe périodiquement entre les com-

merçants qui y opèrent, selon le volume des affaires qu'ils traitent. Les postes se présentent comme des couloirs donnant sur deux allées centrales, dans le grand hall de vente qui constitue le marché de rassortiment. A l'intérieur de chacun d'eux et de chaque côté de l'étroit passage qu'ils forment sont installés de longues tringles d'acier portant des crochets où sont accrochées les viandes.

L'importance des postes se mesure au plus ou moins grand nombre de crochets qui y figurent. A l'intérieur de ces postes, les facteurs ou approvisionneurs préparent la viande qui leur est apportée, la travaillent et la découpent, au besoin, en lots qui ne peuvent être inférieurs à 7 kilogs. C'est cette préparation que l'on fait subir à la viande au marché de rassortiment qui le distingue du marché de la cheville ou aucune coupe n'est effectuée.

La viande est apportée aux titulaires des postes avant l'ouverture du marché, généralement le matin : elle provient soit du marché de la cheville soit de l'extérieur. Le Service sanitaire fonctionne à l'entrée du marché et examine les viandes avant leur présentation aux ventes. Sur chaque lot figure une fiche portant la date, le poids et le numéro d'entrée, ce qui permet au facteur d'identifier aisément l'expéditeur.

Le marché de rassortiment est ouvert chaque jour, sauf le dimanche, pour le travail de 8 h.30 à 18 h. mais les ventes ne peuvent avoir lieu que de 14 h. à 17 h., et comme à la cheville ou au marché aux bestiaux, le début et la fin des transactions est annoncé par la cloche. Les acheteurs se présentent dans les postes et discutent des prix. Les transactions se concluent très simplement à l'amiable, la réunion dans un seul hall des postes de vente permettant à la loi de l'offre et de la demande de jouer le plus parfaitement possible.

Les opérations de ventes des commerçants ne sont

pas encore strictement réglementées sur les marchés de rassortiment. En effet, la tentative de réglementation qui s'est traduite par les décrets des 3 mai 1929 et 29 avril 1930 est restée jusqu'à ce jour lettre morte, les décrets, à la suite des circonstances sur lesquelles nous reviendrons, n'ayant encore jamais été qu'imparfaitement appliqués. C'est pourquoi nous étudierons le statut juridique des commerçants qui opèrent sur les marchés de rassortiment, selon la situation de fait qui les régit aujourd'hui et qui résulte encore du décret du 22-26 janvier 1878, et non selon la situation de droit qui résulterait des décrets de 1929 et de 1930.

§ 2. — *Les commerçants et leur statut*

Le décret de 1871 qui avait prévu la création du marché de rassortiment de la Villette spécifiait, dans son article 3, que la vente sur ce marché serait faite par des agents publics spéciaux désignés par l'Administration Municipale. Aussi un arrêté du Maire de Paris du 20 février 1871 désigna-t-il pour vendre à la criée de La Villette les courtiers institués par la loi du 18 juillet 1866. Cependant, ce régime fut temporaire et le décret du 22-26 janvier 1878 y mit fin en édictant une réglementation générale des marchés en gros de denrées alimentaires et en créant une catégorie nouvelle de commerçants appelés facteurs.

Le décret du 22-26 janvier 1878, avant l'intervention de la loi de 1896 sur les Halles Centrales, devint la Charte, à Paris, de tous les marchés de vente en gros de denrées alimentaires. Il précise que ces ventes en gros « s'opèrent à la criée ou à l'amiable au gré des intéressés dans les conditions déterminées par les décrets, règlements et ordonnance de police en vigueur » et il ajoute « il peut être procédé par toute personne à la vente à l'amiable ».

Ces principes étant posés, le décret se borne à régler, dans son article 14, les ventes effectuées à la criée par les facteurs, ces derniers ayant le monopole des ventes à la criée.

Quant aux ventes à l'amiable, dont on prévoyait qu'elles pourraient être effectuées par toute personne, elles furent effectuées, de concert avec les facteurs, par une catégorie de commerçants qui prit immédiatement naissance et qui est connue sous le nom d'approvisionneurs. Petit à petit, les ventes à la criée disparurent et les ventes à l'amiable sont seules à l'heure actuelle effectuées par les deux catégories de commerçants, la criée ne servant plus qu'à désigner les marchés de rassortiment.

A. — Les facteurs

Les facteurs sont les seuls intermédiaires officiels qui exercent leurs fonctions aux marchés de rassortiment. Ce sont des commerçants auxquels la Ville de Paris, par l'intermédiaire du Préfet de la Seine, a confié la vente à la commission de la viande morte sur ces marchés. Afin de leur permettre d'exercer leurs fonctions la Ville leur concède un emplacement dont ils deviennent concessionnaires mais non propriétaires.

Une première conséquence apparaît donc immédiatement : c'est que le marché n'étant pas indéfiniment extensible, le nombre des emplacements est limité et par suite, en fait, sinon en théorie, le nombre des facteurs est également limité. Dès lors, il apparaît normal que la Ville de Paris exige de ces commerçants qu'elle investit officiellement du droit d'opérer les ventes, certaines conditions, tant en ce qui concerne la concession du titre de facteur que le contrôle sur leurs opérations et les sanctions qu'il est nécessaire de prévoir. Aussi le décret des 22-26 janvier 1878 a-t-il surtout pour but de poser à cet égard des règles générales.

Nul ne peut exercer les fonctions de facteur sans avoir été préalablement inscrit en cette qualité sur un registre ouvert à cet effet au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris. Nul ne peut être inscrit sur ce registre s'il n'est Français âgé de 26 ans, jouissant de la plénitude de ses droits civils ou s'il est failli non réhabilité. En outre, l'inscription sur le registre ne peut être faite sans l'observation de certaines formalités.

Le postulant doit justifier de sa moralité, de sa capacité professionnelle par la production d'une attestation de cinq commerçants de la place faisant partie de la liste des électeurs consulaires de Paris, et enfin doit verser à la Caisse de la Ville un cautionnement de 10.000 francs, soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat ou en Obligations de la Ville de Paris. L'admission est prononcée, après enquête, par le Tribunal de Commerce, en Chambre du Conseil et le postulant doit prêter serment en audience publique devant le même tribunal, de remplir avec honneur et probité, les devoirs de sa profession. Le Greffier procède ensuite à l'inscription sur le registre et délivre un certificat constatant l'admission, la prestation de serment et l'inscription.

Cette inscription sur la liste des facteurs ne permet pas à l'intéressé d'exercer « ipso facto » ses fonctions. Il est nécessaire, en effet, qu'un poste lui soit concédé pour lui permettre d'exercer sa profession sur les marchés de rassortiment. Or, les emplacements y sont limités et le nombre des candidats dépasse en général celui des emplacements disponibles. Dans ces conditions, les candidats facteurs sont amenés à prendre rang selon la date de leur inscription sur le registre et les demandes sont satisfaites dans l'ordre chronologique, à mesure que les vacances se produisent. Nul facteur ne peut, en effet, exercer ses fonctions avant d'avoir fait viser, par le Préfet de la Seine et le Préfet de Police et enregistrer dans chacune des deux Préfectures, le certificat délivré par le

Greffe du Tribunal constatant l'inscription sur le registre. C'est donc l'administration qui, en dernière analyse, opère la concession des postes dans l'ordre des inscriptions reçues. Ces diverses considérations confirment donc bien le caractère d'intermédiaire officiel présenté par les facteurs, d'autant plus que, pratiquement, comme nous l'avons vu, le nombre de ceux qui peuvent, à un moment donné, exercer leurs fonctions, est limité.

..

Les facteurs titulaires d'emplacements de vente bénéficient donc d'incontestables avantages : en revanche, ils sont soumis à certaines règles d'incompatibilité et doivent observer certaines prescriptions, à vrai dire, restreintes, dans les opérations de vente qu'ils effectuent.

Ils ne peuvent « en aucun cas et sous aucun prétexte » dit le décret de 1878 « faire soit directement soit indirectement le commerce des denrées qu'ils sont chargés de vendre. Ils ne peuvent à quelque titre que ce soit, sinon comme commissionnaires ou représentants des producteurs, être intéressés aux ventes où ils opèrent officiellement ». Ces dispositions signifient donc très nettement que les facteurs ne peuvent faire des opérations commerciales pour leur propre compte : ils doivent se borner à être des intermédiaires entre le boucher en gros ou l'expéditeur de viande et l'acheteur. Ils sont considérés comme les mandataires du vendeur et effectuent, pour le compte de ces derniers, les opérations de vente.

Les facteurs sont responsables envers leurs mandants de la marchandise que ceux-ci leur ont expédiée ou confiée et sont tenus de leur remettre une facture de la viande qu'ils ont vendue pour leur compte et de leur en payer ou expédier le montant aussitôt après la clôture du marché. Ils peuvent, cependant, mais sous leur propre responsabilité, faire crédit à leurs acheteurs, ce

qui se produit pour les deux tiers des ventes, mais cela ne saurait motiver le moindre retard dans le paiement des m^{an}dants ni servir de base à un recours contre eux. La facture qu'ils adressent à leurs commettants fait le décompte de frais qu'ils ont assumé pour la mise en vente et la vente de la viande et fait également mention de leur commission. C'est le montant du solde qui est adressé à l'expéditeur.

La commission calculée sur le montant des ventes effectuées est, en effet, le seul mode de rémunération des facteurs puisqu'ils ne peuvent effectuer d'opérations commerciales pour leur propre compte. Le taux de celle-ci est librement débattu entre les facteurs et le propriétaire de la viande qu'ils vendent. Le décret de 1878, venant peu de temps après la guerre de 1870, avait prévu cependant que le maximum du taux de la commission serait fixé par une délibération du Conseil Municipal de Paris sur proposition du Préfet de Police et après avis du Préfet de la Seine. On craignait, à cette époque, que les facteurs, qui étaient en principe des intermédiaires obligatoires, n'élèvent abusivement le taux de la commission. Toutefois, le 13 mars 1882, par un arrêté du Préfet de Police, l'Administration Municipale, après une délibération du Conseil Municipal, a renoncé à ce droit, estimant qu'il valait mieux laisser aux intéressés le soin de déterminer les conditions de leurs relations commerciales. On pouvait craindre, en effet, que le chiffre officiel ne soit fixé trop haut et que les facteurs ne soient amenés systématiquement à imposer en toute circonstance le prix maximum. La loi de 1896 a d'ailleurs sanctionné le principe de la liberté en ce qui concerne les Halles Centrales ce qui rendait difficile la reprise d'un procédé contraire sur les marchés de rassortiment.

Malgré les garanties imposées aux facteurs, il a paru nécessaire toutefois de prévoir un certain contrôle de leurs opérations tant dans l'intérêt des expéditeurs que dans l'intérêt général du marché.

Les facteurs à la différence des mandataires aux Halles, ne sont pas obligés de tenir des livres déterminés et leurs livres ne sont pas soumis à vérification. Cependant, ils doivent tenir une feuille de vente sur laquelle ils inscrivent toute la marchandise qu'ils ont reçue et son poids. Au fur et à mesure des opérations, ils doivent inscrire en regard, le prix et la quantité vendue et le nom des acheteurs. Le lendemain de chaque marché, cette feuille de vente est transmise au Service de la Préfecture et constitue en quelque sorte un procès-verbal détaillé des opérations des facteurs affirmé et revêtu de leur signature. Ce procès verbal décrit le poids vendu par catégorie de viande, le prix fixé pour chaque catégorie, le poids et le prix total. Enfin, le facteur délivre à son acheteur une facture contenant indication du poids et du prix et garde un double de cette facture.

Tout expéditeur ayant fait vendre des marchandises sur les marchés de rassortiment a la faculté de transmettre à la Préfecture de Police le compte du facteur pour le faire vérifier et en faire constater la concordance avec le procès verbal de vente. Pratiquement, d'ailleurs, étant donné l'imprécision de la réglementation, le contrôle de l'Administration s'est révélé souvent inopérant à ce sujet. Les facteurs ne sont, en effet, soumis au contrôle de leur comptabilité que sur la réclamation de leurs expéditeurs ou mandants.

Par ailleurs, les facteurs, ainsi que leurs commis et agents dont ils sont responsables, sont tenus de se conformer à toutes les prescriptions des règlements administratifs et des ordonnances de police concernant les marchés où ils opèrent. En cas d'infraction à ces prescriptions, ou de manquements à leurs devoirs profes-

sionnels, la discipline de ces agents appartient au Préfet de Police et les peines qui peuvent leur être infligées après leur comparution devant un Conseil de Discipline sont l'avertissement, la suspension pour un temps n'excédant pas un mois et la radiation définitive. Toutefois, cette dernière peine ne peut être prononcée sans un arrêté du Ministre de l'Intérieur qui est transmis au Président du Tribunal de Commerce.

La plupart de ces prescriptions imposées aux facteurs sont d'une efficacité restreinte. Elles n'en constituent pas moins un début de réglementation d'ordre gouvernemental, réglementation à laquelle échappent les approvisionneurs.

B. — Les approvisionneurs

Pour s'établir sur les marchés de rassortiment, les approvisionneurs utilisent la liberté absolue de vente à l'amiable qui est prévue par l'article 1^{er} du décret du 22-26 janvier 1878. Absolument libre en théorie la situation des approvisionneurs est réglée en fait par des arrêtés préfectoraux.

La réglementation à laquelle ils sont soumis leur laisse la possibilité non seulement d'acheter et de vendre ferme mais encore de vendre à la commission ; alors que sur le marché des Halles Centrales les approvisionneurs ne peuvent vendre, en principe, que des denrées dont ils sont propriétaires, sur les marchés de rassortiment, ils ne sont pas soumis à cette obligation.

Dès lors, étant donné que les ventes à la criée ont rapidement disparu et que les facteurs vendent aujourd'hui seulement à l'amiable, les fonctions des facteurs et des approvisionneurs en vinrent pratiquement à se confondre. Mais tandis qu'aux Halles Centrales les facteurs, devenus mandataires après la loi de 1896, éliminaient les approvisionneurs, sur les marchés de rassor-

timent, au contraire, le factorat ne s'est développé que lentement.. Il n'y avait aucune condition à l'exercice des fonctions d'approvisionneur et pratiquement ces fonctions devenaient identiques à celles des facteurs. On s'explique dès lors, les raisons pour lesquelles les approvisionneurs sont demeurés longtemps nécessaires à l'approvisionnement des marchés de rassortiment. De nombreux commerçants préféraient éviter l'accomplissement de toutes les formalités qui entouraient la délivrance du titre de facteur.

D'autre part, aucun contrôle n'est exercé sur les opérations des approvisionneurs qui sont seulement tenus d'observer les prescriptions d'ordre général touchant l'ordre public, la circulation, la sécurité et la salubrité du marché. En fait, les fonctions d'approvisionneur sont la plupart du temps exercées par des candidats facteurs en attendant leur nomination et la concession d'un poste.

Certains trouvent avantage à rester approvisionneurs ainsi qu'en témoignent le nombre considérable des approvisionneurs à Vaugirard où il leur serait aisé d'obtenir la concession d'un poste de facteur. Sur ce dernier marché de rassortiment, en effet, on ne compte que 3 facteurs contre 14 approvisionneurs sur 24 postes. Par contre, à la Villette, on rencontre 31 facteurs et 17 approvisionneurs pour les 48 postes du marché. Ces derniers opèrent cependant une assez grande partie des ventes qui sont effectuées sur les marchés de rassortiment.

§ 3. — *La fixation des cours*

Les méthodes de vente pratiquées tant par les facteurs que par les approvisionneurs, semblent rendre difficile sur les marchés de rassortiment, comme au marché aux bestiaux ou au marché de la cheville, l'établissement

d'un cours précis et sincère. Les mêmes défauts s'y retrouvent et les mêmes méthodes sont employées pour l'établir.

En théorie sur les marchés de rassortiment, les cours qui sont fixés chaque jour sont établis par une commission comprenant des représentants des intéressés et de l'Administration. Deux facteurs sont désignés par la Chambre Syndicale pour assister aux séances. En fait, comme au marché de la cheville ce sont les fonctionnaires qui établissent seuls les cours. Encore faut-il noter aux marchés de rassortiment l'abstention du service vétérinaire. Les représentants des intéressés s'abstiennent régulièrement d'assister aux séances de la commission qui se réunit en principe à 17 heures à la fin de chaque marché et après la clôture des opérations de vente.

Comme au marché de la cheville, les inspecteurs recueillent, au cours de leurs déplacements dans les postes et le hall de vente, des indications et des renseignements auprès des vendeurs ce qui leur permet de dégager la tendance du marché et leur permet ensuite, par approximation, de fixer les cours. Cependant, les fonctionnaires chargés de cette mission disposent d'un certain nombre de documents qui leur permettent dans une certaine mesure de contrôler les renseignements qu'ils ont recueillis. Tandis que sur le marché de la cheville, aucun document écrit ne peut guider leur travail, ils disposent, aux marchés de rassortiment, des feuilles de vente, procès-verbaux résumés des opérations, qui leur sont remis par les facteurs. Ils trouvent un autre élément de contrôle possible dans les cours établis sur le marché de la cheville.

Cependant, l'utilisation de ces renseignements et de ces moyens de contrôle est très difficile et reste souvent inefficace. Les procès-verbaux de vente ne sont qu'un résumé des opérations portant seulement le poids et le prix par catégorie de viande vendue : bœuf, veau ou

mouton. Les cours de la cheville se bornent à coter pour chaque catégorie de viande, le cours de quatre qualités, et il en ressort les prix au kg. de viande nette pour chacune de ces qualités. Les cotations aux marchés de rassortiment sont beaucoup plus complexes. Il faut faire intervenir, non plus seulement le prix global d'un animal mais le prix par morceau de l'animal. Il est évident que les différentes parties d'un animal qui peuvent se vendre séparément aux marchés de rassortiment atteignent des prix très différents. Ce n'est plus seulement la qualité de l'ensemble de l'animal qui est en jeu mais la qualité de chacun des morceaux qui le constituent. Aussi les comparaisons sont-elles très délicates et sujettes à caution.

Les cours des marchés de rassortiment sont beaucoup plus compliqués et détaillés que ceux des autres marchés. C'est ainsi qu'ils tiennent compte pour chaque catégorie d'animaux, bœuf, veau, mouton, porc, de chacune de leurs parties : collet, longe, poitrine, cuisse, globe, filet, etc... et que les prix sont fixés par qualité dans chacune de ces parties. Il y aura, par exemple, 3 prix correspondant aux différentes qualités pour la poitrine de bœuf, et ainsi de suite si bien que le nombre des cotations est très grand.

Un tel système, aussi compliqué qu'il soit, apparaît cependant nécessaire si l'on veut serrer de près la réalité et si l'on veut donner des indications valables sur l'ensemble des transactions pratiquées sur le marché. Une fois de plus, apparaît le caractère complexe du problème de la viande du fait des différences considérables de prix qui existent entre les prix de vente des différentes parties d'un même animal.

Les cours établis au marché de rassortiment ne sont pas utilisés par la presse qui ne les diffuse pas et se borne à reproduire les cours des marchés de la viande morte aux Halles. Les cours des marchés de rassortiment

suivent d'ailleurs dans l'ensemble ceux des Halles diminués de 0 fr. 75 montant du droit d'octroi au kg. qui a été acquitté par la viande des Halles mais non par celle des marchés de rassortiment.

La viande est, en effet, considérée comme en entrepôt dans l'enceinte des abattoirs de la Villette et le droit est acquitté par les acheteurs lorsqu'ils prennent livraison de la viande, à la sortie de l'enceinte. Toutefois, des différences apparaissent souvent entre les prix cotés aux Halles et ceux cotés aux criées, compte tenu de la différence due au droit d'octroi. Elles s'expliquent souvent par des différences de qualité étant donné tant l'impossibilité dans laquelle on se trouve de classer les viandes dans telle ou telle catégorie, que les chevauchements de qualités. Il apparaît donc nécessaire d'apprécier avec une certaine souplesse les prix établis aux Halles Centrales, dernier marché de la viande abattue que nous ayons à examiner.

SECTION III

LE MARCHÉ DE LA VIANDE AUX HALLES CENTRALES

Si le marché des Halles Centrales est, après le marché de la cheville, le plus important des marchés de la viande abattue, il est également celui où la réglementation est la plus complète.

Les commerçants qui opèrent au marché de rassortiment sont déjà soumis à certaines obligations. Celles-ci ne sont cependant pas, de loin, aussi complètes que celles auxquelles sont tenus les commerçants des Halles. La réglementation du commerce de la viande aux Halles s'intègre dans le cadre de la réglementation générale

de ce marché qui constitue le centre auquel les commerçants parisiens viennent s'approvisionner en denrées de tout ordre. Nous nous bornerons à étudier le marché de la viande proprement dit car une étude générale du marché des Halles déborderait le cadre de cette étude. Après avoir décrit les opérations qui s'y pratiquent en ce qui concerne la viande, nous passerons en revue les obligations des commerçants qui y opèrent et la fixation des cours.

§ I. — *Historique et description*

Avant la loi du 11 juin 1896 qui est encore de nos jours la charte des Halles Centrales, le régime qui leur était applicable découlait également du décret du 23 janvier 1878 auquel restent encore soumis en fait les marchés de rassortiment. Il s'y rencontrait également des facteurs et des approvisionneurs dont les opérations tendaient pratiquement à se confondre. Cependant, le régime du factorat s'y développait plus rapidement qu'aux criées.

Ce régime apparut vite insuffisant aux Halles Centrales qui prenaient de l'extension à mesure qu'augmentait l'importance de l'agglomération parisienne. Peu à peu le marché des Halles tendait à devenir un véritable marché national et recevait des denrées souvent expédiées hors de Paris, en France et à l'étranger. Le régime du décret de 1878 ne tarda pas à se trouver dépassé par les faits et une foule de commerçants libres se développaient au mépris de toute logique, coudoyant sur les mêmes emplacements les facteurs surveillés.

La loi du 11 juin 1896 mit fin à cette anarchie. Son rôle essentiel fut de créer un marché officiel sévèrement contrôlé, afin d'assurer dans les meilleures conditions possibles la sécurité des transactions et la fixation des

cours. De nouveaux pavillons furent ouverts au public et les Halles Centrales prirent peu à peu leur physionomie actuelle.

Aujourd'hui le commerce de la viande occupe deux pavillons sur les dix qui sont consacrés aux ventes. Dans ces deux pavillons opèrent les mandataires ; cependant une partie du pavillon 3 est réservée au commerce du détail de la viande. Contraire aux prescriptions générales en vigueur sur le marché des Halles la vente au détail a été cependant tolérée à titre « transitoire », dit la loi du 11 juin 1896.

En effet, les Halles Centrales restent au moins en principe, un marché de gros et de demi-gros et l'art. 2 du décret du 8 octobre 1907 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 11 juin 1896 précise « que toute vente au détail, c'est-à-dire d'une quantité de marchandise inférieure au minimum de lot fixé par le préfet de police, est formellement interdite dans les Pavillons et annexes ». Enfin, la loi du 11 juin 1896 affirme encore que les Halles sont un marché de première main, c'est-à-dire un marché où sont vendues des marchandises qui proviennent seulement des producteurs, des expéditeurs, ou des abattoirs municipaux de la ville de Paris (art. 35 du décret du 8 octobre 1907).

Les denrées alimentaires devaient en effet arriver aux Halles, dans l'esprit du législateur, sans être grevées du bénéfice de marchands, dont on pouvait se passer. La création de mandataires est, sur le plan pratique, la traduction de cette idée.

Cependant, en dehors des mandataires et des bouchers de détail, « tolérés » provisoirement, la viande est encore vendue par une catégorie de commerçants appelés commissionnaires qui opèrent en boutique le long des voies comprises dans le périmètres des Halles ; péri-

mètre fixé par arrêté du préfet de la Seine depuis le 1^{er} juin 1909.

Il n'existe pas, comme pour les autres denrées vendues aux Halles, de marché à l'air libre pour la viande ce qui permet d'éviter la présence d'une grande quantité d'autres intermédiaires qui, malgré la réglementation en vigueur se sont développés sur le marché libre : approvisionneurs, répartiteurs, terrassiers, etc... Cela tient pour la plus grande partie au caractère de la marchandise, plus sensible que les légumes, les fruits et les primeurs aux poussières et aux intempéries.

A l'intérieur des Pavillons, les mandataires opèrent les ventes de la même manière que les facteurs des criées les opèrent aux marchés de rassortiment. Dans les grands halls de vente qui constituent les Pavillons ils disposent de postes où la viande est accrochée et à l'intérieur desquels se présentent les acheteurs pour discuter les prix.

*
* *

Les ventes s'y font selon les mêmes principes que sur les marchés de rassortimnt, mais ce sont des agents de la préfecture de police à la différence de ce qui se passe sur ces derniers, les forts, qui opèrent aux Halles Centrales sous la surveillance et d'après les instructions des inspecteurs principaux des pavillons, les diverses manutentions de la viande, à un tarif déterminé, fixé par le préfet de police. A son arrivée dans les pavillons, la marchandise doit être accompagnée d'une lettre de voiture ou d'un récépissé de chemin de fer à l'adresse d'un mandataire ou d'une quittance des droits d'octroi accompagnée d'une déclaration de l'expéditeur. Ces documents permettent aux forts de vérifier si les marchandises sont de première main, et leur indiquent le poste dans lequel ils doivent les livrer. Les mandataires et

leurs agents installent et préparent la viande avant l'ouverture du marché.

La viande est vendue tous les jours, mais les jours de forte vente et de gros arrivages sont comme aux marchés de rassortiment : le mardi et le vendredi.

Les opérations préliminaires à la vente : débarquement, mise en place, etc... doivent avoir lieu de 3 heures à 8 heures entre le 12 avril et le 30 septembre et de 2 à 4 heures entre le 12 octobre et le 31 mars. Un contrôle sanitaire rigoureux est exercé sur la viande avant sa mise en vente, qui ne peut avoir lieu si elle ne porte pas le cachet des services sanitaires.

Les opérations de contrôle sont effectuées par des inspecteurs vétérinaires aidés de surveillants vétérinaires. Enfin, un laboratoire est installé dans le Pavillon 5 et peut servir à des examens ou à des analyses plus approfondies de la qualité sanitaire des viandes présentées au marché.

Les transactions s'ouvrent à la cloche à 6 heures, à toute époque de l'année, et doivent être terminées à 11 heures ou à 13 heures selon l'importance des arrivages.

Les ventes à la criée ont presque complètement disparu et c'est la vente à l'amiable qui se pratique en règle générale. Les acheteurs se présentent devant les postes et discutent les prix. Pour établir son offre, le mandataire se base sur les cours de la veille, sur l'importance des arrivages, sur la température plus ou moins favorable à la conservation de la viande. Un autre élément d'appréciation lui est, à l'heure actuelle, donné par les prix pratiqués par les commissionnaires qui commencent leurs transactions avant l'ouverture du marché officiel. Lorsque l'accord est conclu sur le prix, la viande vendue est immédiatement marquée au nom de l'acheteur.

Le prix de toute vente doit être énoncé à haute voix de façon que les acheteurs soient perpétuellement tenus

au courant des prix pratiqués ce qui, joint à la réunion dans un même endroit de toute la marchandise à vendre, facilite le fonctionnement régulier de la loi de l'offre et de la demande. Après les ventes, les paiements se font généralement au comptant par les acheteurs.

Les marchands de viande au détail et les commissionnaires qui opèrent soit dans les pavillons, soit dans leurs boutiques, pratiquent d'une manière un peu différente, les opérations de vente qu'ils traitent.

Les premiers vendent directement au public, dans des conditions analogues aux marchands au détail qui se rencontrent sur tous les marchés en plein vent de la ville de Paris. Les commissionnaires vendent dans leur établissement comme des commerçants ordinaires en boutique. Ces différences ne sont pas les seules qui existent entre ces catégories de commerçants et les mandataires, ces derniers étant soumis à une réglementation très stricte.

§ 2. — *Les commerçants et leur statut*

A. — Les mandataires

La loi du 11 juin 1896 pose en principe que toute personne peut exercer la fonction de mandataire mais elle exige que les intéressés répondent à un certain nombre de conditions. Précisées par le décret de 1907, ces conditions ont été accrues par le décret du 10 avril 1925 et du 18 novembre 1930.

Les personnes aspirant au titre de mandataire doivent être françaises, majeures, en possession de leurs droits civils et n'avoir jamais subi de condamnations pénales ou disciplinaires portant atteinte à l'honorabilité. Elles doivent, en outre, être inscrites sur une liste spéciale, dressée par le Tribunal de Commerce et justifier, avant

leur nomination par le préfet de police, d'une part, avoir accompli depuis moins de 5 ans, un stage d'un an dans un poste de mandataire de la spécialité qu'elle a choisie, et d'autre part, la concession d'un poste par la ville de Paris et le versement d'un cautionnement de 5.000 francs.

Les demandes d'inscriptions sur la liste spéciale sont déposées au Greffe du Tribunal de Commerce. Elles sont communiquées au préfet de police qui procède à une enquête au vu de laquelle le Tribunal décide s'il y a lieu de lui donner suite. Dans ce cas, le candidat est appelé à subir un examen tendant à établir qu'il possède les qualités professionnelles et les connaissances juridiques et commerciales nécessaires à l'exercice de la profession de mandataire. Le préfet de police transmet au Tribunal de Commerce le résultat de l'examen avec son avis motivé et si le Tribunal accueille définitivement la demande, il est procédé à l'inscription du candidat sur la liste de sa section, dans l'ordre déterminé par la date de sa demande.

Les listes des candidats sont révisées tous les 5 ans. Si dans cet intervalle, il est survenu des faits portant atteinte à l'honorabilité des inscrits, leur radiation peut être prononcé par le Tribunal sur la demande du préfet de police.

Chaque candidat inscrit sur la liste peut prétendre en principe, à obtenir un poste. La vacance d'un poste qui peut résulter de décès, démission, destitution de son titulaire est déclarée par un arrêté du préfet de police. Cet arrêté est affiché dans le Pavillon pendant deux jours francs et les candidats désireux d'obtenir le poste se font connaître. Toutefois, à la différence de ce qui se passe pour les postes de facteurs aux marchés de rassortiment, ce n'est pas l'ordre d'inscription sur la liste des candidats qui est suivi, pour l'attribution du poste. Celle-ci

est faite dans l'ordre suivant déterminé par l'art. 20 du décret du 8 octobre 1907.

- 1° à un mandataire exerçant dans le même pavillon, au mandataire ou au candidat mandataire *ayant acquis* la clientèle du mandataire dont le poste est vacant ;
- 2° aux candidats mandataires.

Ce sont ces dispositions qui confèrent aux mandataires en exercice le droit de céder leur clientèle et de vendre leur charge et qui constituent ce que l'on a appelé le privilège des mandataires, analogue, dans une certaine mesure, au privilège des Officiers Ministériels. Le nombre des postes étant limité (il est seulement de 30 pour la viande), les charges acquièrent souvent une valeur considérable, parfois hors de proportion avec l'étendue d'une fortune privée. C'est ce qui explique que de nombreux postes de mandataires sont exploités, avec l'autorisation de l'administration, sous la forme de Société à participation par des mandataires ou candidats-mandataires. Enfin, ce droit de cession de clientèle, reconnu aux mandataires est à l'origine des discussions qui opposent les facteurs des marchés de rassortiment et l'administration, discussions sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir.

Un mandataire ne peut sous-louer l'emplacement qui lui est ainsi attribué ; il doit l'occuper en personne, mais peut toutefois, après autorisation, l'échanger avec celui d'un autre mandataire. Enfin, les mandataires peuvent être contraints de changer d'emplacement par décision de l'autorité administrative. Les emplacements n'ont pas tous la même superficie et un mandataire dont les affaires se développent peut un jour se trouver à l'étroit. Aussi, les dispositions réglementaires prévoient-elles qu'il peut être procédé à des répartitions à raison des modifications survenues sur le marché, à condition que

trois années au moins se soient écoulées depuis la dernière répartition. Le préfet de la Seine attribue alors à chacun des mandataires un emplacement proportionnel à l'importance des marchandises qu'ils ont vendues pendant les trois années précédant la répartition.

Enfin, le préfet de police détermine pour chaque Pavillon l'étendue du poste minimum qui doit comprendre la surface minima indispensable à l'exercice du contrôle et à la vente des marchandises.

Un poste est retiré à un mandataire lorsqu'après trois années d'exercice en cette qualité, le montant de ses affaires, qui est apprécié par le montant des droits d'abri qu'il paie, est inférieur à la moitié de la moyenne des affaires conclues par un poste minimum.

Mis en possession de leurs postes et pendant toute la durée de l'exercice de leurs fonctions, les mandataires sont soumis à certaines obligations très strictes. Le législateur a voulu donner aux expéditeurs et aux commerçants des garanties nombreuses de manière à assurer la loyauté des transactions, la sincérité et la liberté des prix. Aussi, la réglementation des mandataires aux Halles, qui sont considérées comme la Bourse des denrées, peut être comparée par certains points à celle des agents de change opérant à la Bourse des Valeurs.

Il est expressément interdit aux mandataires (art. 3 de la loi de 1896) d'acquérir pour leur propre compte des denrées qu'ils sont chargés de vendre ou des denrées similaires, et, d'une manière générale, d'en faire le commerce par eux-mêmes ou par personnes interposées, et cela en dehors des Halles. Ils ne doivent posséder à Paris ou ailleurs, aucun magasin ou entrepôt, et ils sont rémunérés seulement par une commission librement débattue entre eux et leurs mandants. Ils ne peuvent non plus, employer comme crieurs ou vendeurs des personnes exerçant le commerce des denrées qu'ils sont chargés de vendre.

Les mandataires doivent se conformer aux indications que leur donnent les expéditeurs, qui peuvent leur fixer un prix de vente minimum. Ils sont responsables des marchandises qui leur sont adressées et sont tenus, sauf convention contraire, d'adresser aux expéditeurs le montant de la vente le jour même ou le lendemain : les crédits qu'ils accordent aux acheteurs restent à leur charge. Ils sont donc commissionnaires « du croire » vis à vis de l'expéditeur et sont responsables du paiement des marchandises qu'ils sont chargés de vendre. Le mandataire n'adresse à son mandant que le solde net de la vente c'est-à-dire le montant du prix de vente diminué des frais tarifés : transport, douane, octroi, salaire des forts, et du montant de la commission. Les différents frais doivent être justifiés sur demande, la commission étant le seul mode de rémunération des mandataires.

..

En dehors de ces prescriptions générales, les mandataires sont tenus d'observer certaines règles pratiques destinées tant à faciliter le contrôle de l'administration qu'à offrir des garanties aux expéditeurs.

Les règles pratiques se résument principalement dans l'obligation pour les mandataires de tenir des livres et des registres afin de rendre possible le contrôle. Toutes les ventes doivent être inscrites sur un livre à souche coté et paraphé par l'Inspecteur principal du pavillon où opère le mandataire, et visé par le commissaire spécial des Halles. A chaque souche correspondent deux volants détachables portant le même numéro d'ordre que la souche. Sur cette dernière sont inscrits : le N° du livre, la date et le N° de la vente, le nom de l'expéditeur, la nature de la marchandise vendue, son poids, le mode et le prix de vente, ainsi que le nom de l'acheteur.

Le volant N° 2 attaché à la souche en reproduit toutes les mentions et indique en outre, le détail des frais tarifés et le montant de la commission perçue par le mandataire : il est destiné à l'expéditeur auquel il sert ainsi de pièce justificative et de facture et il doit lui être expédié le jour même de la vente. Toutefois, dans le cas où plusieurs ventes seraient faites le même jour par le même mandataire au nom du même expéditeur, les volants peuvent être remplacés par un bordereau récapitulatif, reproduisant toutes les indications qui figuraient sur les volants, collationné sur le registre à souche et certifié conforme par le mandataire. Enfin, tout expéditeur peut, pendant un délai de trois ans, transmettre à la Préfecture de Police aux fins de vérification, les volants ou bordereaux qui leur ont été adressés.

L'administration dispose en effet, de droits de contrôle et de vérification étendus. Un premier contrôle est effectué par les forts à qui l'on doit remettre, avec la marchandise vendue, le volant N° 1 apposé sur la marchandise dès la conclusion de la vente. Il sert ainsi de bulletin de sortie et doit indiquer le N° du livre, la date et le N° de la vente, le prix de la marchandise et le nom de l'expéditeur. Aussitôt après la clôture du marché, les syndics des forts ou leurs adjoints réunissent les bulletins de sortie conservés par les forts après la livraison de la marchandise à la grille du pavillon ou de l'annexe 2, les classent et les déposent au bureau de l'Inspecteur principal.

En outre, tout mandataire doit tenir un autre registre, également coté et paraphé par le commissaire spécial des Halles, sur lequel sont totalisées au jour le jour, les opérations effectuées pour le compte de chaque expéditeur : il doit porter pour chaque compte la date, le nom et l'adresse de l'expéditeur, la nature et le poids de marchandises, le nombre des ventes, leur produit brut, les frais tarifés, la commission et enfin le produit net des

ventes et toutes les autres indications que les mandataires pourraient juger nécessaires pour leur comptabilité.

Enfin, un résumé des opérations de chaque poste indiquant, par espèces, les quantités de denrées vendues, ainsi que le produit total des ventes, est remis chaque jour à l'Inspecteur principal du pavillon et au représentant du préfet de la Seine pour servir au contrôle général et à celui des perceptions municipales. Naturellement, les livres à souche, registres, et toutes pièces justificatives, doivent être communiqués à toute réquisition aux agents de la Préfecture de Police ou à ceux qui sont désignés à cet effet.

Par la comparaison des indications faites sur les bulletins de sortie, le résumé des opérations de chaque poste d'une part, et de celles portées sur les registres et livres à souche d'autre part, les agents de l'administration peuvent exercer un contrôle très efficace et complet sur les opérations des mandataires. Les expéditeurs de leur côté, ont toute garantie sur la sincérité des ventes et des prix pratiqués durant les opérations, d'autant plus qu'ils peuvent à tout instant demander la vérification de leurs bordereaux.

Cependant ces derniers pourraient craindre que par le jeu de la resserre qui permet de mettre de côté et de présenter aux marchés suivants les marchandises qui n'ont pas trouvé d'acquéreurs, les mandataires ne puissent fausser les cours, les faisant monter ou baisser à leur gré selon qu'ils présentent plus ou moins de marchandises à la vente. Aussi, la resserre a-t-elle été réglementée de manière assez stricte par le décret du 17 novembre 1925.

Une déclaration écrite de resserre portant le nom et l'adresse de l'expéditeur, la nature et le poids de la marchandise, le motif de la resserre doit être remis aux

agents des deux préfectures. Une commission est chargée de contrôler l'état des marchandises invendues et en même temps d'empêcher la constitution des ressers abusives et fictives, qui sont interdites. Elle comprend, sous la présidence de l'Inspecteur principal de police du pavillon, un représentant du Service de l'Approvisionnement de la préfecture de la Seine, un mandataire, deux représentants, l'un du commerce de détail, l'autre des consommateurs désignés par le préfet de police, et un vétérinaire sanitaire. En cas de resserre reconnue injustifiée la décision de la commission est notifiée au mandataire intéressé avec invitation à ce dernier d'avoir à aviser l'expéditeur de retirer sa marchandise dans un délai de 48 heures. Si les marchandises ne sont pas retirées elles sont vendues d'office à un autre mandataire.

Les garanties ainsi données aux expéditeurs et à l'administration sont encore accrues dans une certaine mesure par les sanctions auxquelles s'exposent les mandataires au cas de manquement à leurs devoirs professionnels et à leurs obligations légales.

Après avoir comparu devant une commission de discipline, les mandataires peuvent être frappés de sanctions diverses : avertissements, suspension d'un mois au maximum et radiation définitive. Les deux premières sont prononcées par le préfet de police ou le préfet de la Seine suivant la nature de l'infraction, la dernière, sur leurs propositions, par le ministre de l'Intérieur. La radiation est d'ailleurs, en général, précédée par une suspension.

L'application de ces différentes mesures disciplinaires ne fait pas obstacle à l'application des peines de droit commun. Les mandataires, convaincus d'avoir faussé ou tenté de fausser les enchères et proclamé un cours supposé, d'avoir altéré le prix réel d'une vente ou le montant des frais portés sur les registres réglementaires peu-

vent être punis des peines prévues par l'art. 406 du Code Pénal.

Cet ensemble très complet de prescriptions légales et d'obligations auxquelles sont soumis les mandataires assurent le fonctionnement régulier du marché officiel de la viande. Par contre, ils ont pour cette catégorie de commerçants eux-mêmes certains inconvénients : ils ont pour conséquence une augmentation de leurs frais généraux et les obligent à une certaine rigueur vis à vis de leurs expéditeurs et de leur clientèle. Il existe, en effet, une différence frappante entre les conditions de travail et les multiples obligations des mandataires et celle des autres commerçants qui opèrent également aux Halles Centrales des transactions sur la viande.

B .— Les commissionnaires

Les commissionnaires qui sont actuellement au nombre de 21 pour la viande, reçoivent au même titre que les mandataires de la marchandise appartenant à des tiers ; comme eux, ils la vendent en gros et en demi-gros tantôt pour le compte de leurs expéditeurs, moyennant une commission, mais tantôt aussi pour leur propre compte quand il l'ont acheté. Les fonds de commerce des commissionnaires situés dans le périmètre des Halles atteignent des prix souvent excessifs et ne confèrent qu'une surface de vente assez réduite. L'emplacement peut toutefois être agrandi par un étalage et par un contre-étalage.

Les commissionnaires étant chez eux, en propriété privée, ne sont astreints à aucun contrôle ni soumis à aucune réglementation. Ils peuvent être seulement poursuivis à la suite de plaintes formulées en raison de délits réprimés par la loi pénale, comme n'importe quel autre commerçant libre. Ils ne sont pas tenus non plus comme

les mandataires de commencer ou de terminer les ventes à heure fixe, si bien que les cours qu'ils pratiquent sont extrêmement variables. Comme ils se modifient d'heure en heure selon les arrivages, la température ou la physionomie du marché, ils pèsent parfois sur le marché officiel avant même qu'il ne soit ouvert. De même, les commissionnaires peuvent retenir la marchandise et la vendre en fin de marché, au moment où elle sera devenue rare, à un prix plus élevé. Or, les pénalités prévues par la loi de 1896 pour ceux qui ont tenté de fausser les cours ou les dispositions réglementant la resserre ne s'appliquent qu'aux mandataires.

Aucune disposition n'interdit non plus aux commissionnaires d'acheter et de vendre pour leur propre compte et par suite de mettre en réserve leurs marchandises achetées à bas prix, le jour où les cours sont bas, et de les revendre aux marchés suivants à un prix élevé, lorsque les cours se relèvent. Ils ne sont soumis à aucune discipline, à aucun contrôle de l'administration ni à aucune des obligations des mandataires vis à vis de leurs expéditeurs ou des pouvoirs publics. Ainsi les commissionnaires du marché libre qui font en pratique, les mêmes opérations que les mandataires du marché officiel font-ils à ceux-ci une grande concurrence. Les chiffres prouvent qu'une sensible partie de la viande vendue aux Halles échappe au marché officiel et par suite fausse la sincérité des cours qu'y sont pratiqués. On estime en effet à un minimum de 12 % du total de la viande vendue aux Halles celle qui est vendue par les commissionnaires.

C. — Les marchands de détail

Bien que la vente au détail soit en principe prohibée aux Halles Centrales et soit en définitive contraire à

la loi de 1896, nous avons vu qu'une partie du pavillon 3 des Halles est réservée à la vente de la viande au détail.

Aussi paradoxal que cela soit, bien que ce mode de vente ne devait être toléré qu'à titre provisoire, l'administration continua jusqu'en 1934 à recevoir l'inscription des demandes de places de vente au détail et à concéder des emplacements dans les pavillons des Halles.

Un avis de la commission supérieure des Halles émis le 1^{er} octobre 1934 lors de sa dernière session, a eu pour conséquence de faire suspendre à partir du 20 décembre 1934 toute nouvelle inscription de demandes de places et depuis le 12 juillet 1935 aucun emplacement n'est plus concédé. Mais les marchands de détail qui opèrent sous les pavillons des Halles et sont encore au nombre de 57, sont soumis à la réglementation qui s'applique à l'ensemble des marchands au détail sur les marchés ouverts de Paris. Aux termes de cette réglementation qui est fixée par le règlement du 16 janvier 1914, les ayants-droits des titulaires de place (conjoint, enfants, gendres, brus, petits-enfants) peuvent faire valoir leurs droits de succession. Il est vraisemblable, dans ces conditions, que les marchands de détail mettront encore longtemps à disparaître des Halles Centrales.

Comme les commissionnaires, les marchands de détail ne sont soumis à aucune des rigoureuses prescriptions que la loi de 1896 et les décrets qui l'ont complétée imposent aux mandataires. Ils sont complètement assimilés aux titulaires de place sur n'importe quel marché de la ville de Paris et aucune obligation ni aucun contrôle supplémentaire ne leur sont imposés du fait qu'ils exercent sur le marché des Halles Centrales, à l'intérieur même des pavillons de vente.

Précisons seulement que les détaillants, tant aux Halles Centrales que dans les marchés de quartier de la ville de Paris doivent avoir obtenu une permission déli-

vrée par la préfecture de la Seine. Cette permission est accordée sous certaines conditions d'âge et d'honorabilité et le placement des postulants se fait rigoureusement suivant leur ordre d'inscription.

Cependant, un poste n'est vācant et par suite concessible que lorsque l'ancien titulaire ne possède pas d'ayants-droits aptes à lui succéder ou lorsque ceux-ci renoncent à la succession.

Or, comme nous l'avons vu, ces ayants-droit sont assez nombreux pour que les titulaires de places puissent paraître, ici aussi, comme des privilégiés étant donné le nombre limité des places disponibles.

Enfin, signalons qu'aucune règle spéciale si ce n'est celles du droit commun ne leur est applicable, qu'aucun contrôle particulier ne leur est imposé. Il en est ainsi pour tous les titulaires de places sur les marchés de Paris, y compris ceux des Halles.

On conçoit donc que de cette manière, aux Halles, puissent se pratiquer, étant donné la présence des commissionnaires du marché libre et celle des marchands, des prix très différents sur les mêmes morceaux de viande.

Or, il n'est tenu compte pour l'établissement des cours officiels des Halles que des opérations pratiquées sur le marché officiel, par les mandataires. Ceux-là ne paraissent donc pouvoir donner que des indications générales.

§ 3. — *La fixation des cours*

A l'égal de ce qui se passe pour les marchés aux bestiaux de la Villette et pour les marchés de rassortiment, la vente de la viande aux Halles donne lieu chaque jour à l'établissement d'un cours.

Le décret du 8 octobre 1907 portant règlement d'Administration Publique précise, en effet, dans son article 51 que les cours pratiqués doivent être affichés cha-

que jour dans chaque pavillon après la clôture des ventes. Ceux-ci sont établis dans chacun des Pavillons par une Commission composée de l'Inspecteur Principal du pavillon et de 3 mandataires désignés par leurs collègues. Ils comprennent un maximum, un minimum et un cours moyen pour chaque catégorie de viande. La cotation de la viande présente, en effet, aux Halles, les difficultés que nous avons déjà rencontrées lors de l'étude de la fixation des cours sur les marchés de rassortiment. Le prix diffère non seulement selon la qualité mais aussi selon les morceaux c'est-à-dire selon les différentes parties des animaux. Les cours de la viande aux Halles sont, par suite, aussi nombreux que ceux du marché de rassortiment.

Pour chaque catégorie de viande, gros bétail, veau, mouton et porc, on classe séparément les différents morceaux : aloyau, train, bavette, collet, épaule, reins, filet, etc.... On détermine ensuite pour chacun de ces morceaux trois cours : minimum, moyen et maximum pour chaque qualité : première, deuxième et troisième. Pour le filet de bœuf par exemple, il y aura ainsi 9 cours différents puisqu'il y aura 3 cours pour chacune des trois qualités.

La méthode qui préside à l'établissement des cours aux Halles Centrales est à peu près la même que celle qui est usitée sur les différents marchés de la viande que nous avons déjà étudiés. Cependant, l'Administration possède ici des pouvoirs de vérification et de contrôle étendus. Elle a, à sa disposition, une série de documents qui lui sont remis par les mandataires, comportant notamment l'indication des prix pratiqués par catégorie de viande vendue.

..

En fait, ces documents peuvent servir dans certains cas de moyen de contrôle mais sont rarement utilisés

pour l'établissement proprement dit des cours quotidiens.

D'autre part, les cours qui sont affichés après leur fixation à l'intérieur de chaque pavillon sont des cours bruts ; c'est-à-dire qu'ils correspondent aux prix payés par l'acheteur. Il s'y incorpore, outre le prix de la viande, tous les frais qu'elle supporte : taxes, frais de marché, de transport, de commission. Ils ne renseignent donc que d'une manière assez peu précise le public, les vendeurs et les cultivateurs sur les prix réellement pratiqués, et nous pouvons relever ainsi à leur actif les défauts que nous avons relevés à l'encontre des cours du marché aux bestiaux de la Villette.

Enfin, les cours officiels ne traduisent que dans ses grandes lignes la tendance des prix sur le marché des Halles. Toutes les opérations pratiquées par les commissionnaires leur échappent et n'entrent pas en ligne de compte pour leur établissement. Or, les quantités de viande vendues par les commissionnaires sont assez importantes.

Ces différents facteurs contribuent à enlever aux cours de la viande aux Halles une partie de leur signification. Il est d'une grande importance cependant que les mercuriales traduisent le plus exactement et le plus sincèrement possible la physionomie du marché. Les cours ainsi établis sont, en effet, ceux que les mandataires doivent transmettre obligatoirement, sous peine de sanctions, à leurs expéditeurs ; ils sont pour ces derniers un moyen de contrôle et de leur exactitude dépend la sauvegarde de leurs intérêts.

La sincérité et l'exactitude des cours établis aux Halles sont d'autant plus nécessaires qu'ils reçoivent une très large diffusion. La presse, la T.S.F. les font connaître sur toute l'étendue du territoire et ils servent souvent de base aux transactions locales dont ils influencent les prix. Les bouchers des grandes villes et parfois ceux des cen-

tre moins importants, régulent leurs prix de vente sur les cours des Halles.

Les marchés de la cheville et les marchés de rassortiment de Paris conservent le caractère de marchés parisiens ; ils sont alimentés exclusivement et presque exclusivement par la viande provenant des abattoirs. Il n'en est pas ainsi du marché des Halles Centrales qui reçoit surtout de la viande abattue en province et assure son écoulement. Les Halles Centrales sont ainsi devenues un véritable marché national de la viande morte où viennent même parfois s'approvisionner des réexpéditeurs de province.

Cependant, les cours de la viande aux Halles ont une influence moindre sur les marchés provinciaux et sur les transactions locales que les cours pratiqués pour les autres denrées, fruits et légumes par exemple. Pour ces denrées, il n'existe que le cours des Halles qui puisse servir d'indication générale aux producteurs.

Il n'en est pas de même pour la viande : les cultivateurs ou les marchands locaux possèdent déjà une base de comparaison qui leur paraît plus sûre et plus facile à consulter, à savoir les cours du marché du bétail sur pied à la Villette. Ils préfèrent s'y référer plutôt qu'au cours des Halles qui voit ainsi son influence se restreindre. Nous serons amenés à le montrer lorsque nous examinerons les réformes et améliorations qu'il convient d'apporter dans tous les domaines sur l'ensemble des marchés de la viande morte.

CHAPITRE III

LES PROJETS DE RÉFORME ET DE RÉGLEMENTATION

Dans l'étude de la réglementation des marchés de la viande morte une chose surtout apparaît frappante, c'est la diversité de cette réglementation. Aux trois grands marchés de la viande morte correspondent trois régimes différents, aussi divers dans leurs inspirations qu'inégaux dans leur sévérité. L'un, le marché de la Cheville, qui est uniquement un marché de gros, n'est soumis qu'à un minimum de réglementation, à vrai dire, suffisant, étant donné la simplicité des opérations qui s'y pratiquent.

Quant aux autres marchés, ceux des marchés de rassortiment et des Halles Centrales, bien qu'étant tous deux des marchés de gros et de demi-gros, ils sont soumis à un régime nettement différent. Rien dans la nature des choses ne peut expliquer cette dualité de législation et cette différence de sévérité dans la réglementation des intermédiaires. Les opérations qui sont pratiquées par les facteurs sont exactement les mêmes que celles qui sont pratiquées par les mandataires. Les dif-

férences, qui s'expliquent si l'on considère, d'une part, le marché de la Cheville et, d'autre part, les autres marchés ne s'expliquent plus si l'on considère, d'une part, les marchés de rassortiment et, d'autre part, les Halles Centrales.

En réalité, pour comprendre ces différences, il est nécessaire de se souvenir qu'elle ne sont que le fait d'une évolution historique différente : Halles Centrales. Marché aux bestiaux, Marché de rassortiment ont été en effet soumis jusqu'en 1896 à une législation commune qui était celle du décret du 23 janvier 1878. Les facteurs réglementés qu'il créait ont rapidement disparus du Marché aux bestiaux, ils ont subsisté aux Marchés de rassortiment et, enfin, ils ont été, aux Halles Centrales, transformés en mandataires par la loi de 1896.

A cette époque, il semble bien que l'on n'ait pas songé à la dualité de réglementation que l'on créait ou du moins que l'on n'y ait attaché que fort peu d'importance. Aux Halles Centrales, le factorat s'était considérablement développé, en même temps que grandissait l'importance des Halles dans l'alimentation générale de la Région Parisienne. Dans toutes les catégories de denrées : viande, fruits, légumes, fromages, beurres... des facteurs exerçaient leurs fonctions. Il a donc paru nécessaire de donner un nouveau statut à ce factorat, et de doter l'ensemble des Halles Centrales d'un régime administratif, réglementaire et juridique approprié à l'importance nationale qu'elles tendaient à prendre. La loi du 11 juin 1896 est née de ces préoccupations.

Si le législateur n'a pas étendu à cette époque cette législation aux marchés de rassortiment qui naissaient à peine, c'est que cela ne semble pas lui avoir paru nécessaire. Par rapport au volume total des affaires conclues aux Halles Centrales, sur toutes les catégories de denrées, le volume des affaires traitées au marché de rassortiment de la Villette, où ne s'effectuait qu'un nombre

restreint de transactions sur la viande, était tout à fait insignifiant. Le factorat ne s'y développait que très lentement et il ne retenait pas l'attention des contemporains pour lesquels il n'existait qu'un seul véritable marché de gros dans la capitale : celui des Halles Centrales. Aussi ne parut-il pas nécessaire d'englober le marché de rassortiment de la Villette dans la réglementation nouvelle. Ce fut beaucoup plus une omission volontaire qu'un oubli bien que M. Hourticq ait soutenu cette thèse devant la Commission Supérieure des Halles en 1934. En effet, le décret du 23 avril 1897, dans son article 62, intervenant à la suite de la loi du 11 juin 1896 porte abrogation du décret du 23 janvier 1878, « en ce qui concerne les Halles Centrales ». Il n'est donc pas échappé au législateur qu'il existait d'autres marchés de gros analogues aux Halles, mais ils paraissaient si peu importants qu'il ne semblait pas utile de les soumettre à une nouvelle législation.

Quoi qu'il en soit, c'est donc une différence de degré dans le volume d'affaires des Halles et du Marché de rassortiment de la Villette qui a entraîné une différence de nature dans leur régime juridique.

Avec le temps cependant cette différence commençait à paraître anormale. Le marché de rassortiment de la Villette se développait régulièrement et son volume d'affaires commençait à devenir important. Un nouveau marché analogue : celui de Vaugirard naissait et se développait au sud de Paris. Tout se passait comme si les Pavillons de gros de vente de la viande aux Halles Centrales possédaient deux importantes annexes, l'une au nord et l'autre au sud de la Ville. Dès lors, il devenait anormal qu'une différence de régime juridique existât entre ces marchés où se pratiquaient des opérations identiques.

Pendant de longues années, tout le problème des réformes à apporter aux marchés de la viande morte a

paru tenir dans l'histoire de la lutte soutenue par les facteurs des marchés de rassortiment pour obtenir l'unification de la législation. Seul, ce problème paraît avoir ému les milieux compétents, l'Administration, le Parlement et parfois même l'opinion publique durant trente années.

Ni les améliorations à apporter au marché de la Cheville ni celles à apporter à la vente de la viande ou au régime général des Halles Centrales n'ont retenu longuement l'attention. Il est nécessaire de parvenir en 1936 pour trouver trace de ces préoccupations par le dépôt du projet Maulion au Sénat. Il convient donc que nous passions d'abord en revue les épisodes de la lutte qui, depuis plus de trente ans, agite les commerçants des marchés de rassortiment.

SECTION I

LES PROJETS DE REGLEMENTATION DES MARCHES DE RASSORTIMENT

§ 1. — *Position de la question et projet de décret de 1924*

La loi de 1896 et le R. A. P. de 1907, en édictant des mesures très strictes et très complètes pour régler les opérations des mandataires et pour permettre le contrôle de l'Administration, avait eu pour premier résultat de souligner les insuffisances du décret de 1878 auquel restaient soumis les marchés de rassortiment.

L'Administration ne possède sur les opérations des facteurs qu'un droit de contrôle limité et en pratique assez peu efficace. Elle ne peut vérifier leur comptabilité que sur plainte d'un expéditeur et ils ne sont astreints à la tenue d'aucun des livres qu'exige la loi de 1896 pour les

mandataires. Enfin, dès l'origine, il paraissait nécessaire à l'Administration de faire disparaître la dualité de réglementation qui existait entre approvisionneurs et facteurs, ces deux catégories de commerçants effectuant en fait les mêmes opérations de vente à l'amiable, les approvisionneurs travaillant eux-mêmes le plus souvent à la commission, comme les facteurs. Or, à la différence de ce qui s'était passé pour les Halles, le nombre des approvisionneurs restait important sur les marchés de rassortiment.

Il semble, au premier abord, que les intéressés, facteurs et approvisionneurs, auraient dû se montrer hostiles à un projet de réglementation qui augmenterait leurs obligations et les soumettrait à un contrôle très strict de l'Administration. Il n'en était rien, cependant, car en fait, il n'était pas question, pour eux, de leur étendre une réglementation qui ne leur donnerait aucun avantage. Approvisionneurs et facteurs demandaient purement et simplement leur assimilation aux mandataires des Halles, c'est-à-dire qu'ils demandaient à bénéficier, en contrepartie du contrôle auquel ils se soumettaient, des avantages dont bénéficiaient les mandataires : à savoir le droit de présenter leur successeur et donc le droit de céder leur clientèle. Le décret de 1878 ne leur reconnaissait pas ce droit qui avait été accordé aux mandataires par les lois et décrets de 1896, 1897 et 1907. Or, nous avons souligné l'identité absolue des opérations pratiquées par les facteurs sur les marchés de rassortiment et par les mandataires sur le marché des Halles. Dès lors, il paraissait logique et naturel, du point de vue des intéressés, de se voir étendre dans son intégralité, avec ses inconvénients certes, mais avec un avantage essentiel, le régime des mandataires aux Halles.

Aussi, loin de protester contre une réglementation plus sévère et plus adaptée aux circonstances nouvelles des marchés de rassortiment, les facteurs et les approvisionneurs furent-ils les premiers à la demander. En 1922,

les Syndicats des facteurs et des approvisionneurs des marchés de rassortiment de la Villette demandèrent officiellement aux Ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture à être soumis à des dispositions analogues à celles qui régissent les ventes en gros aux Halles Centrales. Les intéressés basaient leur demande sur le fait que les opérations qu'ils effectuaient étaient exactement les mêmes que celles des mandataires à la vente en gros des viandes aux Halles Centrales ; comme eux ils pratiquaient des ventes à la criée ou à l'amiable et comme eux ils ne devaient opérer qu'à la commission.

Cette demande fut accueillie favorablement par l'Administration qui n'était pas sans désirer le perfectionnement de la législation en vigueur sur les marchés de rassortiment. Les Préfectures de la Seine et de Police avaient attiré à maintes reprises l'attention de l'Administration Supérieure sur les abus dont les transactions effectuées dans les criées étaient l'objet, faute d'une réglementation assez serrée. Aussi les deux Préfectures se mirent au travail. Dans le courant de 1923 et de 1924, avec la collaboration des intéressés, elles élaborèrent un projet de réglementation par décret dont la préoccupation principale était de rapprocher le plus possible le régime juridique des marchés de rassortiment de celui des Halles Centrales.

*
**

Les points essentiels du projet étaient les suivants :

Les ventes sur les marchés de rassortiment ne sont plus effectuées que par des facteurs. Les approvisionneurs actuellement en exercice, sont maintenus à titre transitoire, jusqu'à extinction : mais jusque-là ils seront soumis aux mêmes règles que les facteurs en ce qui concerne l'attribution des postes par voie de répartition ou par suite de vacances. Leur successeur devra obligatoirement être un facteur en exercice ou un candidat facteur régulière-

ment inscrit. Les facteurs peuvent vendre les marchandises qui leur sont adressées à la criée ou à l'amiable. Ils ne peuvent être rémunérés que par une commission et il leur est interdit de faire des achats fermes. Au contraire, les approvisionneurs jusqu'à leur disparition ne peuvent faire que des ventes à l'amiable et seulement acheter et revendre ferme pour leur propre compte ; il leur est interdit de travailler à la commission.

Les conditions de nomination des facteurs deviennent analogues à celles des mandataires aux Halles et toutes les obligations de ces derniers leur sont imposées : interdiction de faire du commerce eux-mêmes, de posséder une boutique en ville, etc... Par contre, les règles en vigueur aux Halles pour la répartition des emplacements, l'attribution des postes, la formation de sociétés sont étendues aux facteurs qui se voient ainsi reconnaître le droit de cession de clientèle.

En outre, pour éviter des inconvénients qui s'étaient révélés aux Halles, des règles plus sévères que celles existant sur ce marché sont édictées pour la formation des sociétés constituées pour l'exploitation d'un poste, et la Préfecture de Police est appelée à contrôler les cessions partielles ou totales de clientèle. Enfin, un contrôle actif analogue à celui qui existe aux Halles est établi sur les opérations des facteurs et des approvisionneurs.

Le 23 novembre 1924, le Préfet de la Seine communiquait le projet de décret ainsi élaboré au Conseil Municipal de Paris qui l'approuvait après examen dans sa séance du 30 décembre suivant. C'est donc dans les premiers jours de 1925 que les deux Préfectures transmirent le projet au Ministre de l'Intérieur en lui demandant de bien vouloir le revêtir de sa signature.



Or, à cette date, le Conseil d'Etat était consulté par le Ministre de l'Intérieur sur un projet de réglementation

du commerce de la triperie dont les droits et l'existence avaient été maintenus à titre transitoire dans les pavillons de vente aux Halles par la loi de 1896. Cette affaire, qui n'avait rien à voir avec celle des marchés de rassortiment, allait cependant avoir sur l'évolution du problème une influence décisive. Le projet de réglementation de la triperie élaboré sur la demande des commerçants intéressés donnait, en effet, à ce commerce un statut sensiblement analogue à celui dont jouissaient les autres commerces des Halles. Or, le Conseil d'Etat avait disjoint du projet qui lui était soumis l'article relatif au droit de cession de clientèle. La perplexité fut grande au Ministère de l'Intérieur où l'on se disposait à accorder par décret ce même droit aux commerçants des marchés de rassortiment. Consulté, à nouveau, sur le même projet, le Conseil d'Etat répondait par note du 26 janvier 1926 que le commerce de la triperie n'ayant été maintenu aux Halles qu'à titre transitoire par la loi du 11 juin 1896, il ne pouvait lui être attribué un règlement consolidant sa situation précaire en accordant aux tripiers le droit de cession de clientèle, que si un texte législatif, en modifiant la loi de 1896, venait accorder expressément aux intéressés le droit que l'Administration se disposait à leur accorder.

Sans doute, les termes de cette note ne sauraient être appliqués aux marchés de rassortiment dont la réglementation par décret ne requiert par l'intervention du Conseil d'Etat et dont la situation vis-à-vis de la loi de 1896 est différente de celle de la triperie. Mais il n'en restait pas moins que, par analogie, il paraissait difficile d'accorder aux uns ce que, dans le même temps, on était obligé de refuser aux autres. En outre, si l'on reprenait, sous une autre forme, le raisonnement du Conseil d'Etat, on pouvait se demander s'il était possible d'appliquer par décret, à une catégorie de personnes ignorée par la loi, des dispositions semblables à celles que prévoyait le rè-

glement d'Administration Publique de 1907. Il apparaissait qu'accorder le droit de cession de clientèle c'était créer de nouvelles charges cessibles et une véritable attribution nouvelle d'un droit de propriété. Une loi semblait nécessaire pour sanctionner une telle mesure.

Il était évidemment dans le pouvoir du Ministre de l'Intérieur de transformer en projet de loi tout ou partie du projet de réglementation élaboré. Toutefois, aucun d'entre eux ne put s'y résoudre hésitant à présenter au Parlement et à encourir devant lui l'impopularité de la création du droit de cession. Les idées avaient évolué depuis 1896, et il paraissait difficile de faire adopter par le Parlement un projet de loi accordant à des commerçants, déjà privilégiés par leur installation sur le domaine municipal, un nouveau privilège analogue à celui, déjà impopulaire, des mandataires aux Halles.

Il est vrai que, pour combattre cette crainte, les Préfets de la Seine et de Police insistaient sur le fait que les cessions de poste s'opéraient couramment par des moyens détournés, d'autant plus onéreux, et assuraient que la réglementation de cette pratique, transformée en un droit reconnu, mais limité, ne pouvait avoir aucun effet fâcheux sur les cours. Mais cette argumentation, de valeur incertaine, difficile à prouver, ne pouvait être utilement employée par un Ministre en cas de débat sur la « vie chère », car on n'aurait pas manqué d'accuser le nouveau droit de cession d'avoir pour répercussion une hausse du prix de la viande. Il n'était pas douteux qu'en cas de débat parlementaire, les critiques de ceux qui reprocheraient au Gouvernement d'avoir fait un véritable cadeau, aux frais des consommateurs, à des commerçants déjà privilégiés, auraient un succès plus facile que la défense du Ministre. Assurément, on pourrait répondre à ces critiques que l'on ne faisait que régulariser et réglementer un état de choses existant, mais on risquait de s'entendre rétorquer qu'une véritable réforme

consiste non à réglementer des abus, mais à les supprimer.

Hésitants devant un débat parlementaire, les Ministres de l'Intérieur hésitaient encore plus à prendre d'eux-mêmes la mesure réclamée par les intéressés et à passer outre à l'avis du Conseil d'Etat, qui s'était refusé, pour le commerce de la triperie, à instituer le droit de cession par voie réglementaire. D'ailleurs, signer le décret tel qu'il était présenté par l'Administration était presque impossible. Des pourvois en Conseil d'Etat ne manqueraient pas d'être introduits, soit par des contribuables, soit surtout par tous ceux qui auraient voulu exercer dans l'avenir la profession de facteur. L'annulation des décrets aurait été certaine, d'autant plus que le Conseil d'Etat, sortant par une exception remarquable des raisons d'ordre juridique dans lesquelles il s'enferme habituellement, avait, à l'occasion du projet de décret de la triperie, appelé l'attention du Gouvernement sur « les
« inconvénients qui, dans les circonstances actuelles,
« pourraient résulter de la concession à une nouvelle
« catégorie d'intermédiaires du droit de cession de
« clientèle. »

Ces diverses considérations décidèrent les Ministres de l'Intérieur qui se succédèrent à laisser le projet de décret en suspens, parce qu'ils ne voulaient ni le signer avec l'article proposé sur le droit de cession, ni le signer sans cet article, dont la suppression devait causer un mécontentement d'autant plus fort parmi les intéressés, qu'il constituait pour eux le seul avantage d'un texte dont toutes les autres dispositions contenaient des obligations, des limitations, des contrôles et des sanctions dont ils étaient exempts jusque-là.

Il y avait, en quelque sorte, un équilibre entre les avantages et les inconvénients qui devaient résulter pour eux de la nouvelle réglementation, et les intéressés voyaient entre ces deux parties du décret une corrélation

d'autant plus étroite que sa rédaction était la reproduction à peu près intégrale du décret de 1907, applicable aux Halles, où se trouve inscrit le droit de cession.

§. — *Les décrets inappliqués de 1929 et 1930
et les diverses tentatives de réglementation*

Ce fut M. Tardieu qui, le premier, peu de temps après son arrivée au Ministère de l'Intérieur au début de 1929, se détermina à prendre enfin une décision. Il paraissait essentiel de mettre fin à une situation d'attente qui durait depuis cinq ans et de doter les marchés de rassortiment d'une réglementation appropriée. Toutefois, ayant étudié l'affaire, M. Tardieu estima que la question du droit de cession échappait au Ministre et qu'elle était du ressort du Parlement.

Dans ces conditions, le décret fut signé et promulgué dans les termes même où il était proposé par les deux Préfectures mais allégé des dispositions relatives au droit de cession de clientèle et au droit d'association dont bénéficient les mandataires. Ce fut le décret du 3 mai 1929.

Nous en avons déjà analysé les principales dispositions : il suffit de rappeler qu'il étendait aux marchés de rassortiment le régime en vigueur aux Halles Centrales et qu'il soumettait, en particulier, les facteurs, seule catégorie de commerçants qui subsistait, à toutes les obligations des mandataires aux Halles.

Son article 1^{er} est copié sur l'article 1^{er} de la loi du 11 juin 1896 et, pour le reste, il reproduit presque intégralement le décret du 7 octobre 1907. Les facteurs sont absolument assimilés aux mandataires en ce qui concerne le contrôle des Préfectures, la tenue des livres spéciaux et en tout ce qui a trait aux devoirs de ces commerçants. Par contre, le décret du 3 mai 1929 reste muet sur le

droit de cession de clientèle comme sur le droit d'association. Aussi, dès les premières mesures prises pour son application souleva-t-il un mécontentement général parmi les titulaires de postes. En attribuant ceux-ci automatiquement aux candidats facteurs, il mettait obstacle à toutes les cessions pratiquées jusque-là « sous le manteau » par les facteurs titulaires. Lettres et motions des Chambres Syndicales des facteurs assermentés et des approvisionneurs, démarches de parlementaires et de conseillers municipaux affluèrent au Cabinet du Ministre.

Cependant, un mouvement inverse se produisit parmi ceux qui, n'étant en possession d'aucune place dans les marchés de rassortiment, mais en instance pour en obtenir une, voyaient dans les dispositions du décret relatives à la suppression des approvisionneurs, à la mise en vacance des postes dont les titulaires étaient décédés et à la nouvelle répartition des emplacements, la possibilité d'obtenir satisfaction rapidement. Une inconciliable opposition d'intérêt se faisait jour, l'un des groupes luttant pour demeurer en place et consolider sa position, l'autre pour occuper les places des bénéficiaires le plus rapidement possible. Facteurs et candidats facteurs se dénonçaient à l'envi et s'accusaient réciproquement de vouloir, par les mesures qu'ils réclamaient, accroître la vie chère en provoquant une hausse du prix de la viande. Il est à noter, d'ailleurs, que cette violente opposition d'intérêt n'existait qu'à la criée de la Villette où tous les emplacements étaient occupés et donnaient des bénéfices appréciables, et non à Vaugirard, beaucoup moins achalandé, où des places demeuraient libres.

Les deux préfets chargés de l'application du décret rendirent compte au Ministre de l'hostilité à laquelle le texte se heurtait et des lacunes que révélait sa rédaction, notamment par l'absence de dispositions transitoires relatives aux situations acquises. Le 15 juillet 1929, le Préfet de Police annonça qu'il suspendait, sauf ordre contraire.

la mise en vigueur du décret et les deux Préfets insistèrent à nouveau pour que le droit de cession fut reconnu aux facteurs.

..

M. Tardieu maintint sa décision de ne pas modifier la position prise en ce qui concerne le droit de cession et répondit qu'il y avait lieu de commencer à faire entrer en application celles des dispositions du décret qui ne soulevaient pas d'hostilité et de prescrire les mesures préparatoires à l'exécution de l'ensemble de la réglementation. Toutefois, il décida de l'amender petit à petit et de le compléter progressivement par des retouches successives. C'est ainsi que fut pris le décret rectificatif du 19 avril 1930 destiné à aménager certains intérêts en séparant en deux sections, l'une pour la Villette et l'autre pour Vaugirard, la liste des candidats facteurs et en permettant aux facteurs assermentés associés aux facteurs en exercice de ne pas être assimilés à des candidats facteurs, leur donnant la possibilité de refuser successivement l'attribution des postes libres aussi longtemps que le poste offert ne serait pas celui dans lequel ils sont associés. Cette mesure n'apaisa pas les esprits et le 20 octobre 1930, le Préfet de la Seine demandait que l'on rapporta les textes instituant le nouveau régime devant les difficultés que ne cessait de soulever leur application.

Telle était la situation à l'arrivée au Ministère de l'Intérieur en qualité de S.-S. d'Etat de M. Cathala au début de 1931. Les décrets de 1929 et de 1930 étaient attaqués devant le Conseil d'Etat par les intéressés, pour le motif que le décret du 7 février 1871 était un décret ayant valeur législative puisqu'il était un décret-loi du Gouvernement de la Défense Nationale et que dans ces conditions, il ne pouvait être modifié par décret. La Haute Assemblée, se bornant à répondre à la question

qui lui était posée, déclarait dans sa décision du 30 juin 1933 que les dispositions du décret du 7 février 1871, purement réglementaires, pouvaient valablement être modifiées par décret.

Dans le même temps, M. Cathala, dès son arrivée au pouvoir, fut interpellé sur cette question devant la Chambre par M. Marsais, député, qui déclara devant la Chambre, le 5 février 1931 que « malgré des engagements réitérés et formels » jamais il n'avait pu obtenir « un commencement d'application » des décrets de 1929 et de 1930.

Le S. S. E. à l'Intérieur ne lui ayant donné que des apaisements qu'il estimait insuffisants, M. Marsais entama, pendant l'été 1931, dans le « Populaire », une violente campagne de presse, demandant l'application immédiate de la réglementation. Il dévoilait que, malgré les interdictions de la loi, les postes de facteurs se vendaient à la Villette et que des associations financières illégales s'étaient fondées pour l'exploitation des postes. Il citait des meuniers, des nageurs, des restaurateurs, etc... titulaires de postes. Enfin, il accusait l'Administration « de laisser les morts vendre de la viande à la Villette » et cela malgré l'illégalité d'une telle situation. L'Administration avait été en effet contrainte, pendant la période de suspension des décrets, sans vouloir préjuger de la décision définitive qui interviendrait, de faire gérer les postes de certains facteurs décédés, au nom de ces derniers, et au profit de leurs ayants droit.

..

Devant l'émotion soulevée au Parlement dans le grand public et parmi les commerçants des criées, M. Cathala décida de constituer une commission qui mettrait face à face les représentants des Chambres Syndicales intéressées, les députés et conseillers municipaux, soutenant les

deux groupes, des délégués des deux Préfets et un conseiller juridique (1).

La commission qui siégea d'octobre à décembre 1931 était chargée d'étudier et de résoudre l'ensemble des questions posées par les décrets de 1929 et 1930. Les facteurs titulaires de postes, partisans du droit de cession, et les candidats facteurs qui en étaient adversaires, y trouvèrent des avocats aussi convaincus qu'éminents. Malgré de nombreuses séances, la commission n'arriva pas à l'entente complète et des incidents divers marquèrent ses travaux. Tant et si bien qu'elle finit par adopter, à la majorité seulement, certains de ses membres refusant de s'associer à cette décision, le projet de réglementation des deux Préfectures, étendant purement et simplement aux marchés de rassortiment le régime des Halles Centrales.

Soutenus principalement par M. Marsais, les candidats facteurs refusèrent de se soumettre à cette décision et l'agitation ne fit que croître à la Villette. Cependant, les événements obligèrent le Ministre de l'Intérieur à prendre immédiatement d'importantes décisions qui allaient pour un temps y ramener la paix.

L'urgence de ces décisions provenait de ce que le bâtiment de la criée de la Villette venait d'être reconstruit sur des bases modernes. Le nouveau bâtiment était beaucoup plus vaste que l'ancien et la place disponible permettait de doubler le nombre des postes précédem-

(1) Cette commission, instituée par arrêté en date du 8 octobre 1931, était composée de MM. Villar, Directeur-Adjoint au Ministère de l'Intérieur, président; Fiancette et Marsais, députés; Chériot, Contenot et Lhenry, conseillers municipaux de Paris; Aubert, ancien Président du Conseil de l'Ordre des Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation; Mossé, Directeur à la Préfecture de la Seine; Ménard, Sous-Directeur à la Préfecture de Police; Barthélemy, Président de la Chambre Syndicale des Facteurs à la Criée de la Villette; Duplessis, Président de la Chambre Syndicale des Approvisionneurs à la Criée de la Villette; Dupuy, Président de la Chambre Syndicale des Facteurs à la Criée de Vaugirard; Millemann, Président de la Chambre Syndicale des Candidats et Postulants Facteurs à la Criée de la Villette; Gerbois, chef de bureau à la Préfecture de la Seine, Secrétaire.

ment existants. Une nouvelle répartition s'imposait donc, pour laquelle M. Cathala donna, le 30 décembre 1931, toutes instructions utiles au Préfet de la Seine. Cette décision permit de satisfaire l'ensemble des intéressés, tant facteurs titulaires que candidats facteurs. En effet, par une importante compression des services administratifs et une habile utilisation des locaux, tous les facteurs titulaires purent être placés et tous les candidats facteurs purent recevoir un poste. Les réclamations de ces derniers qui avaient surtout pour cause leur désir d'obtenir un emplacement furent apaisées par l'application immédiate des principes posés par les décrets de 1929 et de 1930, à l'occasion de la répartition provoquée par le nouvel aménagement de la criée. Tous les candidats facteurs inscrits furent appelés d'après leur ordre d'inscription et reçurent un poste.

En même temps, M. Cathala, tous les postes ayant été attribués, décida qu'aucune nouvelle inscription n'aurait lieu sur la liste des candidats facteurs, afin de ne pas créer de situation nouvelle, avant qu'une décision définitive n'intervienne sur la réglementation des marchés de rassortiment. Loin d'être éliminées, en effet, les difficultés n'étaient que momentanément apaisées : la question de l'application définitive des décrets de 1929 et de 1930 et celle du droit de cession restaient toujours pendantes ; la solution du problème n'était que momentanément remise.

..

Il était nécessaire, en effet, de penser à l'avenir. La Commission réunie en 1931 avait émis l'avis, ainsi que nous l'avons vu, qu'il fallait étendre aux marchés de rassortiment le régime des Halles. Au cours de la discussion, les facteurs avaient fait connaître qu'ils accepteraient, si le droit de cession leur était accordé, que la Ville de Paris prélève une taxe spéciale sur le produit

de la cession des postes ou des parts de poste et, pour éviter toute controverse, ils admettaient que la cession des postes ait lieu à la suite d'une adjudication publique. Aussi un nouveau projet de décret fut-il élaboré, reprenant les dispositions des décrets déjà existants et les propositions de la Commission, accordant le droit de cession de clientèle et créant un prélèvement spécial au profit de la Ville de Paris. Cependant, cette dernière mesure ne parut pas à la Commission, à l'Administration et aux Préfets, susceptible d'être autorisée par un simple décret.

L'établissement d'un prélèvement apparaissait justifié puisque la clientèle cédée par les facteurs n'avait pu être constituée que grâce à la concession, par la Ville de Paris, d'un poste aux criées. Mais ce prélèvement ne pouvait entrer légalement dans aucune des catégories de revenus communaux autorisés. Il apparaissait comme une nouvelle taxe municipale dont l'établissement ne pouvait être autorisé que par une loi.

Devant cette difficulté un projet de loi fut établi sur cette question spéciale : il autorisait, dans un article unique, la Ville de Paris à opérer un prélèvement sur le produit des cessions de postes et précisait que le taux de ce prélèvement serait fixé par le Conseil Municipal sous réserve de l'approbation du Préfet de la Seine. Cette procédure offrait aux yeux du Ministre de l'Intérieur un autre avantage. L'adoption du projet de loi par le Parlement aurait pour effet d'autoriser indirectement les cessions de clientèle et c'est ce dernier qui supporterait éventuellement l'impopularité de cette mesure. De fait, il fut décidé d'attendre l'adoption de ce projet pour mettre en vigueur l'ensemble de la nouvelle réglementation élaborée.

Ce calcul se trouva cependant déçu : après avoir reçu l'adhésion du Ministre de l'Agriculture, le projet de loi se heurta à l'opposition du Ministre du Budget, qui

refusa son contre-seing. Le Ministre faisait valoir que la Ville de Paris avait déjà le droit de percevoir une taxe de 1,25 % additionnelle au droit d'enregistrement sur les mutations de propriété à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle situés sur le territoire de la Ville de Paris et que, dans le cas où il se fut agi d'établir une contribution d'une valeur plus élevée, la mesure eût présenté des inconvénients au point de vue du rendement des produits budgétaires auxquels les contributions de cette nature s'ajoutent. L'importance de la contribution fiscale, déjà lourde, aurait été telle qu'elle aurait provoqué une fraude importante d'autant plus difficile à dépister qu'elle se pratiquait déjà en fait sur les cessions occultes de clientèle pratiquées aux marchés de rassortiment.

Enfin, il ajoutait à juste titre qu'il paraissait difficile d'envisager l'institution d'une taxe spéciale sur les transmissions de clientèle dont il s'agissait, tant que le droit de céder leur charge n'aurait pas été préalablement reconnu aux facteurs. C'était justement cette reconnaissance préalable que les Ministres de l'Intérieur hésitaient à accorder. Une fois de plus tout était remis en question.

Cependant l'effet apaisant de la répartition des postes effectuée en janvier 1932 tendait à se dissiper. Quelques postes de facteurs redevenaient vacants par suite du décès de leur titulaire. Dans l'incertitude juridique du lendemain, l'Administration autorisa provisoirement les héritiers à continuer leur exploitation. Mais cette situation ne pouvait que difficilement se prolonger et une nouvelle répartition de postes parut bientôt nécessaire. De nouvelles personnes sollicitaient la reprise des inscriptions de candidatures sur la liste des facteurs. Cependant, les Ministres successifs hésitaient toujours à prendre des responsabilités jugées par eux comme devant

être marquées du sceau de l'impopularité et de l'inégalité.

∴

C'est dans ces conditions qu'au courant de 1934, on résolut de soumettre une fois de plus cette épineuse question à l'examen d'une nouvelle commission. Cette dernière, créée par un arrêté du 13 juin 1934, fut chargée « d'examiner les réclamations formulées par les diverses catégories de commerçants exerçant une profession sur les marchés d'approvisionnement de la Ville de Paris ». En fait, on espérait qu'elle pourrait apporter une solution définitive aux problèmes que posait le statut juridique des Marchés de rassortiment de la Villette et de Vaugirard. Elle ne comprenait pas, à la différence de la commission de 1931, de représentants des intéressés, mais elle procéda à leur audition dans l'ensemble des séances qu'elle tint. M. Hourticq, auditeur au Conseil d'Etat, rapporteur de la commission, déposa ses conclusions au début de 1935. La logique de son argumentation juridique ne pouvait que le conduire aux mêmes conclusions que celles qui avaient été adoptées par la commission de 1931. Il fit ressortir que, comme le décret de 1878 qui s'appliquait à tous les marchés de gros de Paris, la loi de 1896 aurait dû prétendre à la même universalité. La commission adopta son point de vue et demanda que la loi de 1896 et le décret du 8 octobre 1907 soient complétés afin de réaliser la fusion du statut des Halles et celui des marchés de rassortiment.

Cependant, cette solution ne fut adoptée qu'à la majorité des voix. Elle souleva l'opposition de M. Hendlé, Président de la Commission et des deux représentants du Ministre de l'Intérieur qui estimaient qu'il n'était pas opportun de créer un nouveau corps de privilégiés, même si la logique stricte le commandait.

§ 3. — *La réglementation en cours d'élaboration*

L'Administration Centrale d'accord avec les deux Préfectures, poursuit pendant l'étude du projet dans le sens indiqué par la Commission. Au milieu de 1935, un projet fut élaboré qui adaptait, dans tous ses détails, le texte de la loi du 11 juin 1896 aux marchés de ras-sortiment. Ne voulant pas user de la procédure des décrets-lois, le Ministre de l'Intérieur décida, avant de déposer définitivement ce projet au Parlement, de consulter les Administrations intéressées sur l'opportunité de son dépôt. Les Préfectures de la Seine et de Police, le Ministre du Commerce et le Ministre de l'Agriculture confirmèrent une fois de plus l'avis favorable qu'ils avaient donné aux conclusions de la Commission.

Cependant, usant ainsi d'atermoiements successifs, le Ministre de l'Intérieur ne se sent pas l'audace de déposer le projet de loi envisagé. A plusieurs reprises, le Préfet de Police et le Préfet de la Seine attirèrent l'attention sur la nécessité de régler au plus tôt, dans un sens ou dans l'autre, une situation préjudiciale aux intérêts de tous. Prétextant toujours l'étude du projet, le Ministre de l'Intérieur donne l'ordre de surseoir à la répartition des emplacements demandés par des facteurs et des candidats de plus en plus nombreux. La liste des inscriptions de candidatures demeure toujours close. Plusieurs postes devenus vacants continuaient à être exploités par les héritiers contrairement aux dispositions du décret de 1929. A la date du 27 novembre 1935, le Conseil d'Etat donne gain de cause à une requête de la Chambre Syndicale des candidats facteurs lui demandant d'annuler la décision du 30 décembre 1933 par laquelle le Préfet de la Seine refusait de déclarer la vacance du poste précédemment occupé par M. Picard, décédé. La Haute Assemblée déclare, dans son arrêt, que les candidats facteurs ont intérêt à ce que les postes

vacants soient régulièrement pourvus de titulaires, que le délai de 4 mois donné à l'Administration par l'article 15 du décret du 3 mai 1929 a été dépassé et « que la modification envisagée de la réglementation ne saurait justifier la violation du décret en vigueur ». D'autres pourvois similaires ont la même conclusion.

Parrallèlement démarches, interpellations et questions écrites se succèdent. Des délégations, des élus municipaux et départementaux, des parlementaires prennent à de fréquentes reprises le chemin du Ministère de l'Intérieur. En 1936, M. Millemān, Président de la Chambre Syndicale des postulants facteurs insiste à nouveau pour l'application des décrets et remet au Ministre une liste sur laquelle on relève, du fait de l'indécision de l'Administration Centrale, 14 décisions irrégulières du Préfet de la Seine.

Cependant, l'indécision se prolonge avec tous ses inconvénients dont les principaux sont l'ajournement de mesures de contrôle pourtant urgentes, et l'illégalité. Chaque jour, chaque mois retarde l'indispensable décision. Incapable de déposer le projet de loi, comportant l'extension du régime des Halles aux marchés de rasortiment, l'Administration se révèle également incapable de donner l'ordre d'appliquer sans modifications les décrets de 1929 et de 1930. On ne trouve rien de mieux, dans la seconde moitié de 1936 que d'essayer de constituer une nouvelle commission pour discuter à nouveau ce qui avait déjà été mille fois discuté. Des négociations furent engagées avec les Chambres Syndicales intéressées qui furent inviter à désigner leurs représentants à cette Commission.

Toutefois, après les prises de contact, qui prirent un certain temps, et par un excès de scrupules, on décida de demander son avis sur l'opportunité de cette Commission à M. Cahen-Salvador, Secrétaire Général du Conseil National Economique. A la suite de cette consul-

tation, le projet de commission fut abandonné et l'on décida en définitive de saisir de l'affaire le Conseil National Economique qui procédait à une étude d'ensemble des marchés de la viande. Cette Haute Assemblée fut donc, au milieu de 1937, saisie du dossier des marchés de rassortiment. Il était permis de penser qu'une solution allait enfin intervenir.

..

De fait, le rapport du Conseil National Economique rédigé par M. Ardant, dont nous avons déjà fait mention, est un travail très complet et très documenté sur l'ensemble du marché de la viande. Il était juste de lui demander d'examiner et de donner un avis sur une question qui, pendante depuis si longtemps, intéressait le fonctionnement et le contrôle des marchés de rassortiment. Le Conseil National Economique adopta le rapport et les conclusions de M. Ardant dans sa séance du 20 décembre 1937 et ces documents parurent en annexe au « Journal officiel » du 6 février 1938.

A la suite de son rapporteur, le Conseil National Economique se montra très catégorique : il demanda l'application pure et simple de la réglementation en vigueur et se prononça contre l'octroi des droits de cession de clientèle et d'association aux facteurs. Il a estimé en effet, que si un privilège avait été jadis concédé à une catégorie de commerçants, ce n'était pas une raison suffisante pour l'étendre, sous prétexte d'analogie, à une autre catégorie de commerçants, même exerçant des fonctions similaires. Si l'on accordait le droit de cession et d'association aux facteurs des criées, il paraîtrait difficile de ne pas l'accorder aux tripiers et aux marchands d'abats en gros des Halles Centrales et ultérieurement à d'autres intermédiaires encore.

Le droit de cession comme celui d'association présente, en effet, de multiples inconvénients. S'il n'est

pas démontré qu'ils aboutissent à une hausse des prix puisqu'en fait les clientèles se vendaient déjà sous le manteau et que des sociétés existaient, il est incontestable qu'ils facilitent certains abus. Le droit d'association permet aux intéressés de tourner plus facilement les dispositions qui les obligent à exercer eux-mêmes : il facilite la commercialisation des charges de facteurs alors qu'il convient avant tout de faire respecter les règles de capacité professionnelles imposées à des commerçants spécialisés. Les mandataires ou les facteurs ne doivent pas être seulement des possesseurs de capitaux ou leurs représentants mais avant tout des professionnels.

Aussi le Conseil National Economique prend-t-il soin de préciser expressément que la réglementation de 1929 et de 1930 doit être appliquée sans avoir pour contrepartie l'octroi aux facteurs des droits de cession de clientèle et d'association. Les facteurs devront ainsi être soumis sans compensation à toutes les obligations des mandataires aux Halles. Enfin, le Conseil National exprime l'avis qu'il ne paraît pas opportun de limiter le droit de vente sur les criées aux seuls facteurs, mais qu'encore il convient de réserver des emplacements aux coopératives de producteurs afin de leur faciliter les contacts directs avec la clientèle des acheteurs.

Les Préfectures de Police et de la Seine, le Ministre de l'Agriculture ont été saisis par le Ministre de l'Intérieur des propositions du Conseil National Economique et ont fait connaître à l'administration centrale leurs observations et suggestions par l'application définitive du nouveau statut. Dans ses séances des 20 décembre 1938, et 30 janvier 1939, le Conseil National Economique siégeant avec les représentants des Administrations intéressées, confirma purement et simplement ses premières conclusions, en émettant toutefois l'avis que, pour le moment, la création d'une équipe de forts, semblable

à celle qui existe aux Halles Centrales, ne paraît pas nécessaire. Des frais nouveaux qui n'auraient pas manqué d'avoir une fâcheuse influence sur le prix de la viande sont ainsi évités aux commerçants des criées. Le contrôle que les forts exercent aux Halles sera assumé par les agents actuellement chargés du contrôle des marchés de rassortiment.

..

Il a paru cependant nécessaire de rédiger un nouveau décret, reprenant les dispositions des décrets antérieurs et les suggestions du Conseil National Economique. Il semble que ce décret, actuellement en cours d'élaboration, sera un document très complet qui pourra être considéré comme la charte des marchés de rassortiment. Il aura pour caractéristique principale d'admettre comme vendeurs sur les marchés de rassortiment, en dehors des facteurs titulaires et des approvisionneurs maintenus transitoirement jusqu'à extinction, les Sociétés Coopératives Agricoles et les Sociétés d'intérêt collectif Agricole constituées conformément aux dispositions de la loi du 5 août 1920, et bénéficiant des statuts définis par la loi du 16 avril 1935. Ces dispositions répondent aux préoccupations des pouvoirs publics qui désirent favoriser l'organisation corporative de l'agriculture, et encourager l'abatage en province par des sociétés d'intérêt collectif agricole, ayant constitué ou amélioré des centres d'abatage, et auxquelles on donne ainsi la possibilité d'écouler directement leurs marchandises sur le marché parisien. Le décret en cours d'élaboration permettra à un certain nombre d'entre elles, après autorisation du Ministre de l'Agriculture et si elles remplissent certaines conditions, d'occuper périodiquement certains postes qui leur seront réservés aux marchés de rassortiment.

Enfin, les dispositions nouvelles réglementent, jusqu'à leur disparition définitive, les opérations pratiquées

par les approvisionneurs qui ne peuvent vendre à la commission et qui sont soumis à un contrôle strict. Ce contrôle ne se différencie de celui exercé sur les facteurs que par le fait que la tenue de livres à souche n'est pas exigée, alors que toutes les obligations des mandataires aux Halles y compris les incomptabilités commerciales, sont étendues aux facteurs. Enfin, facteurs comme approvisionneurs, ont interdiction absolue de sous-louer tout ou partie des emplacements de vente qui leur sont attribués, de céder leur clientèle et de fonder des associations ou sociétés commerciales de quelque nature qu'elles soient.

Toutefois, sur ce dernier point, il est permis de se demander si l'on maintiendra une interdiction absolue ou si l'on autorisera, sous certaines conditions de contrôle très strictes, la formation de sociétés en commandite simple dont les facteurs auraient seuls la gestion et qui auraient pour but exclusif un apport de capitaux.

Enfin, pour remplacer le contrôle exercé par les forts aux Halles Centrales sur la réception et la livraison des marchandises, les Services des deux Préfectures ont imaginé un système qui permet de se passer de leur concours. Toutes les viandes amenées sur les marchés doivent être déclarées par écrit aux Agents de la Préfecture de la Seine au moment de leur introduction. Elles sont pesées avant leur mise en vente et l'étiquette de pesage est fixée sur chaque lot. Après les conclusions de chaque vente, le facteur ou son employé indique sur l'étiquette du pesage, le prix au kilog, le nom de l'acheteur, et il délivre à ce dernier une note d'achat, divisée en deux parties, contenant chacune des indications suffisantes pour établir la concordance avec l'étiquette de pesage et le volant N° 1 du livre à souches. Au moment où l'acheteur prend livraison de la marchandise, le facteur ou son employé dépose, immédiatement, dans une boîte de contrôle placée à cet effet dans chaque poste,

l'étiquette de pesage et l'une des parties de la fiche d'achat, l'autre partie restant entre les mains de l'acheteur. Aussitôt après la clôture du marché, les Inspecteurs chargés du contrôle réunissent aux fins de vérification, par poste, les bulletins de livraison et les volants N° 1.

Enfin, les ventes opérées par les Sociétés Coopératives Agricoles et les Sociétés d'Intérêt Collectif Agricole sont soumises à un contrôle assez strict analogue à celui exigé pour les approvisionneurs : tenue de livres d'entrée, étiquettes de pesage et fiches d'achat. Un de leurs représentants sera adjoint aux deux facteurs, à l'Inspecteur du marché et au vétérinaire, pour l'établissement des cours. Il est permis de penser que le décret actuellement en cours d'étude sera enfin appliqué sans faiblesse et que de cette façon le problème du statut juridique des commerçants des criées touche à sa solution. En prévision de l'application du nouveau régime, le Ministre de l'Intérieur a, dès maintenant, donné l'ordre de reprendre l'examen des dossiers de candidature aux postes de facteurs et de rouvrir la liste d'inscription.

Les marchés de rassortiment, sauf en ce qui concerne les règles d'attribution des postes, les règles d'association et le régime des forts seront ainsi facilement assimilés aux Halles Centrales.

Bien que le régime administratif de ces dernières soit infiniment plus satisfaisant que celui que connaissait jusqu'ici les criées, il n'est pas sans soulever quelques critiques que nous sommes appelés à examiner à présent en nous limitant, bien entendu, le plus strictement possible, au problème de la viande.

SECTION II

LES PROJETS D'AMELIORATION DE LA REGLEMENTATION DES HALLES

§ 1. — *Les origines des projets de réforme*

La loi du 11 juin 1896 et le décret du 8 octobre 1907 paraissent avoir doté les Halles d'un régime assez satisfaisant pour que, pendant longtemps, la question de la modification de la réglementation en vigueur ne se soit pas posée. De fait, les décrets qui sont intervenus depuis 1907, ceux des 10 avril 1925, 17 novembre 1925, 16 novembre 1930 n'ont modifié que des points de détail de la législation fondamentale, en la complétant sur certains points. De 1896 à 1937 on ne relève aucun projet, aussi bien d'origine gouvernementale que d'origine parlementaire, qui se propose de remettre en question dans son ensemble la réglementation des Halles. Seules, des questions beaucoup plus spéciales retiennent l'attention de l'Administration et celle de la Commission Supérieure des Halles : notamment les problèmes relatifs à la circulation, à l'agrandissement et à la multiplication des pavillons, au déplacement de l'ensemble du marché, à la création et à l'aménagement d'un palais de la fleur, etc... Cela est si vrai que nous avons vu, à propos des marchés de rassortiment, que la seule préoccupation que l'on retrouve est d'étendre à d'autres marchés la réglementation en vigueur aux Halles, réglementation considérée comme une sorte de modèle.

Il fallut une circonstance extérieure pour que fortuitement et par voie de conséquence, la question de la réorganisation du marché des Halles et la modification de sa réglementation se trouva posée dans son ensemble.

Le marché des Halles était, en effet, rapidement devenu insuffisant et les pavillons se trouvèrent vite dans

l'impossibilité d'abriter toutes les transactions qui s'opèrent aujourd'hui aux Halles Centrales. Autour du marché officiel, concentré pour la presque totalité dans les pavillons, s'est ainsi développé sur le carreau, dans le périmètre des Halles, un gigantesque marché officieux, important surtout pour les fruits, les légumes et les fleurs, où se mêlent et opèrent des catégories de commerçants que le législateur de 1896 n'avait pas prévu.

Ce sont notamment des producteurs, des commissionnaires, des approvisionneurs, des répartiteurs, etc... Or, la loi de 1896 dispose dans son article 1^{er} que le carreau forain, c'est-à-dire les emplacements qui se trouvent dans le périmètre des Halles, est réservé aux propriétaires de légumes et de fruits vendant leur propre marchandise.

Le décret du 8 octobre 1907 a cependant donné au mot propriétaire un sens plus étendu en conférant aux approvisionneurs, vendant des denrées qu'ils ont achetées et dont ils sont devenus propriétaires, droit de cité sur le carreau. Il permettait donc au marché libre de se développer sans entraves, alors que le marché officiel, seul, était au contraire sévèrement réglementé. Aussi l'article 61 fit-il l'objet d'un recours pour excès de pouvoir de la part des mandataires, des commissionnaires du marché libre et des cultivateurs de la banlieue. Les requérants faisaient valoir que l'article 61 du décret du 8 octobre 1907 était en contradiction avec les termes de l'article 1^{er} de la loi de 1896 qui, d'une part, faisait des Halles Centrales un marché de première main et, d'autre part, réservait le carreau forain aux cultivateurs vendant leurs propres produits. Par son arrêt du 7 juillet 1911, le Conseil d'Etat, faisant droit aux conclusions de la requête, annulait les dispositions de l'article 61 relatives aux approvisionneurs.

Mais l'arrêt du 7 juillet 1911 fut attaqué par les approvisionneurs par voie de tierce opposition, et le Conseil d'Etat ne se prononçait définitivement sur le fond

que par un arrêt du 5 février 1926 qui confirmait purement et simplement sa décision de 1911.

Depuis cette époque cependant, les arrêts du Conseil d'Etat n'ont jamais été appliqués par l'Administration. Par sa large contribution dans les apports de fruits et de légumes, l'aprovisionneur joue, en effet, un rôle de tout premier plan dans l'approvisionnement de Paris, et sa disparition ne manquerait pas de jeter un trouble profond sur le marché. Actuellement, le nombre des approvisionneurs fréquentant régulièrement le marché est de 600 environ et le carreau forain opère à lui seul les 4/5 des transactions qui se font quotidiennement aux Halles Centrales sur les fruits et légumes.

Aussi, dès 1911, était-il apparu que l'application de la décision du Conseil d'Etat pouvait présenter de grands inconvénients. La Commission Supérieure des Halles, saisie de la question, avait conclu à une modification de la loi de 1896 dans le sens du maintien des approvisionneurs sur le carreau. Conformément à ces conclusions, un projet de loi fut déposé par le Gouvernement en 1912 et en 1924, mais aucune décision législative n'était encore intervenue quand, en 1934, les mandataires et les commissionnaires demandèrent au Ministre de l'Intérieur des indemnités pour le préjudice subi par suite de la non-exécution de la décision du Conseil d'Etat.

Le Ministre de l'Intérieur saisit alors la Commission Supérieure des Halles Centrales, qui n'avait pas été réunie depuis 1926. Cette dernière conclut au bien fondé de la requête des mandataires et le 1^{er} mars 1935 un décret du Ministre de l'Intérieur réservait le carreau aux seuls cultivateurs qui amènent leurs produits pour les vendre eux-mêmes. Il en résultait l'exclusion pure et simple des approvisionneurs. A l'annonce de ces mesures, une grande émotion se manifesta dans les milieux agricoles et, le 30 mars 1935, la Chambre des Députés

adoptait, selon la procédure d'urgence et à l'unanimité, une proposition de loi de M. Trémintin qui tendait à légaliser l'existence des approvisionneurs sur le carreau forain et à consacrer l'état de fait existant avant le décret du 1^{er} mars 1935. Dès lors, le Gouvernement décida de surseoir à l'exécution de ce décret jusqu'à ce que le Parlement ait définitivement statué sur le texte voté par la Chambre.

La proposition de loi Trémintin fut transmise au Sénat le 2 avril 1935 et la Commission d'Administration Générale désigna M. Maulion comme rapporteur. Celui-ci décida de ne pas limiter son étude au seul problème des approvisionneurs et d'aborder, dans son ensemble, la question de la réorganisation du marché des Halles Centrales. C'est dans ces conditions, qu'un projet de réglementation générale des Halles, vit le jour, pour la première fois depuis 1896. Il convient à présent d'étudier le projet et d'examiner les mesures qu'il propose pour remédier aux défauts qu'il constate.

Nous nous efforcerons de limiter le plus possible notre examen aux mesures qui peuvent avoir une répercussion sur le marché de la viande à Paris, n'abordant des questions plus générale que lorsqu'elles seront nécessaires à la compréhension de l'ensemble.

§ 2. — *Le projet Maulion*

Le projet Maulion examine en détail le fonctionnement du marché et est amené à proposer certaines réformes tendant d'abord à l'extension des obligations des commerçants des Halles, mandataires et commissionnaires, puis à l'accroissement du pouvoir de contrôle de l'Administration, et enfin à la réorganisation administrative.

A. — Les obligations nouvelles des commerçants
et le renforcement du contrôle

La réglementation à laquelle sont soumis les mandataires est dans l'ensemble sévère. M. Maulion constate cependant, que certaines défaillances existent et que les inspecteurs des Halles ne peuvent, malgré leur diligence, tout voir et tout contrôler. La plupart des irrégularités que l'on peut relever à l'encontre des mandataires tiennent au défaut et retard dans les paiements, à l'inobservation des règlements pour la tenue des livres et, enfin, à des opérations commerciales irrégulières. Pour n'en être pas fréquentes, certaines de ces irrégularités peuvent en effet se relever. Les services administratifs ne possèdent aucun moyen qui leur permettent de contrôler et de suivre quotidiennement les paiements effectués par les mandataires à leurs expéditeurs. En fait, le contrôle des paiements n'est exercé qu'en cas de plainte de l'expéditeur alors qu'il est souvent trop tard pour agir efficacement.

De même, le règlement à la moyenne, la majoration ou la diminution du prix réel sur le relevé adressé à l'expéditeur peuvent être pratiqués, malgré l'interdiction de la loi. Il n'est pas tenu de double du bordereau récapitulatif des ventes que la loi de 1896 autorise à adresser à l'expéditeur si plusieurs ventes ont été effectuées le même jour pour son compte.

Enfin, les dispositions du décret de 1907 qui autorisent la formation de sociétés à participation entre mandataires et candidats mandataires pour l'exploitation d'un même poste a donné lieu à certains abus. Or, nombreuses sont les commandites, les sociétés en nom collectif, à responsabilité limitée qui se forment entre des mandataires et tiers qui ne sont pas mandataires ou candidats mandataires. L'administration ne connaît pas ces sociétés qui se juxtaposent mais ne se substituent pas

à la société en participation. La jurisprudence en admet la légalité (Cour de Paris, 15 juin 1899 ; Cour de Cassation, 30 avril 1900 D. 1901-I-317). Cette situation est une cause d'abus et donne la possibilité à des personnes non mandataires qui n'en présentent aucune des garanties et qui échappent aux sanctions disciplinaires, de s'ingérer dans les affaires du poste et de compromettre par leur agissement les intérêts des expéditeurs. Enfin, ces sociétés sont critiquables en raison des tractations auxquelles elles donnent lieu lors des cessions des parts d'intérêts.

Les dispositions nouvelles prévues par le projet Maullion tentent de remédier à ces inconvénients. Il prévoit que le détail des ventes sera adressé à chaque expéditeur, par l'intermédiaire des volants détachés de la souche du livre du poste, en même temps que le bordereau récapitulatif, lequel devra être tenu en double et soumis au contrôle de l'Administration. Il dispose enfin, que les sociétés constituées pour l'exploitation d'un poste ne seront licites qu'à condition que les bailleurs de fonds ne s'immiscent en rien dans la gérance du poste. Ces sociétés devront donc être uniquement des sociétés en commandite et un article des statuts devra formellement interdire aux commanditaires de prendre une part quelconque dans la gestion.

Ces différentes mesures très simples paraissent pouvoir être mises en application sans inconvénients et auront pour résultat de remédier à certains abus ou, tout au moins, de les rendre plus difficiles. Toutefois, il ne servirait à rien de rendre encore plus sévère la réglementation du marché officiel, si des mesures n'étaient pas prises pour remédier aux abus beaucoup plus flagrants et importants auxquels donne lieu le fonctionnement du marché libre, qui n'est soumis en fait à aucune réglementation précise.

Les commissionnaires, ainsi que nous l'avons vu, ne sont astreints à aucun contrôle ni soumis à aucune réglementation. Ils sont considérés comme n'importe quel autre commerçant libre. Cependant, ils vendent en gros et en demi-gros, tantôt pour leur compte, tantôt pour le compte d'un tiers, moyennant une commission, et ils sont établis dans le périmètre des Halles Centrales. Ils vendent, achètent, revendent, soldent et règlent comme ils l'entendent. Ils s'efforcent de vendre le plus cher possible, pour s'assurer la clientèle de l'expéditeur et encaisser la commission la plus élevée, et comme ils ne sont soumis à aucune des obligations des mandataires, ils font à ceux-ci une concurrence sérieuse. Les cours qu'ils pratiquent varient d'heure en heure et leurs ventes ne se font jamais à prix fixes. Aucune discipline, aucune prescription spéciale, malgré le caractère très particulier de leur commerce, ne leur est applicable.

Cette anomalie n'a pas échappé à certaines personnalités et notamment au Conseil d'Etat, note M. Maullion dans son rapport. La Haute Assemblée administrative l'avait souligné lors de la préparation du décret du 11 novembre 1925 et le Conseiller d'Etat Hendlé, rapporteur du projet, disait qu'il y aurait peut-être lieu de rechercher « si en présence d'une situation de fait confondant à la fois les pavillons des Halles Centrales et leurs pourtours, il ne conviendrait pas de considérer l'ensemble des deux marchés comme formant un marché global » et d'envisager des mesures législatives permettant d'étendre à tous les marchés de gros de Paris les règlements qui actuellement ne peuvent s'appliquer qu'au marché officiel des Halles. Enfin, une réorganisation des marchés de gros devrait permettre le contrôle des stocks de denrées dans tous les magasins et réserves, non seulement ceux du marché, mais encore partout où s'exerce l'activité des commissionnaires en gros, qui constituent parfois des stocks invisibles facilitant toutes

les spéculations et entravant le jeu normal de l'offre et de la demande.

La nécessité de réglementer la profession et les obligations des commissionnaires ne semble pas pouvoir faire de doute et le projet Maulion prévoit l'adoption de quelques mesures destinées à remédier à quelques-uns des nombreux inconvénients constatés. Le principe de la liberté du commerce interdit évidemment de les soumettre à toutes les obligations des mandataires et il convient de les laisser libres en particulier, de vendre à la commission ou d'acheter ferme et de régler leurs expéditeurs selon les modalités qu'ils désireront.

Mais certaines mesures simples peuvent être prises pour les soumettre à un minimum de contrôle et de réglementation. M. Maulion prévoit qu'aucun commerçant en gros ou demi-gros situé dans le périmètre des Halles ne pourra exercer son commerce qu'après en avoir obtenu l'autorisation après une enquête administrative. Pour éviter que cette disposition ne soit tournée par des commerçants en transportant leur activité en dehors du périmètre aucun commerce nouveau de gros ou demi-gros en denrées alimentaires ne pourra être créé dans une zone de protection autour de ce périmètre. Ces dispositions ont pour but d'exiger du commissionnaire le maximum de garanties de moralité et d'honorabilité. Les mandataires ou les employés du marché officiel suspendus ou renvoyés par l'Administration ne pourront plus, de cette façon, tourner en dérision les sanctions prises contre eux en venant s'établir commissionnaires dans le marché libre et y continuer les pratiques qui ont motivé ces sanctions. Dans le même sens, le projet Maulion prévoit que les personnes frappées de sanctions par l'Administration dans l'exercice de leurs fonctions commerciales, ne pourront à aucun titre être employées par les commerçants, mandataires ou commissionnaires établis dans le périmètre des Halles.

Enfin, il a paru nécessaire d'interdire aux commissionnaires, comme la loi de 1896 le dispose pour les mandataires, d'acquérir pour leur propre compte soit directement soit indirectement, les denrées qu'ils ont reçu mandat de vendre. Cette disposition a pour but d'éviter la spéculation par la constitution des resserres abusives et toutes autres pratiques du même ordre ayant pour conséquence de léser les intérêts des consommateurs et des expéditeurs.

Cependant, comme les commissionnaires conservent la faculté d'acheter et de vendre pour leur propre compte, il était à craindre que cette disposition ne soit inopérante. Aussi, pour ce qui concerne les marchandises achetées par lui, le projet prévoit que le commissionnaire devra fournir à l'administration toutes les justifications utiles : facture acquittée ou récépissé du transporteur attestant que l'expédition a été faite contre remboursement. D'autre part, afin que les expéditeurs qui donnent mandat à un commissionnaire de vendre pour leur compte moyennant une commission, aient toutes garanties sur la loyauté des transactions effectuées en leur nom, le projet Maulion astreint les commissionnaires à la tenue du livre à souche prévu pour les mandataires par la loi de 1896, ainsi qu'à l'établissement du bordereau de vente en double exemplaire dont l'un doit être, avec les volants concernant chaque vente, adressé à l'expéditeur.

C'est le système déjà en vigueur pour les mandataires qu'il étend aux commissionnaires en ce qui concerne les expéditions et les réceptions de marchandises. Afin qu'elles ne puissent être vendues en gare ou en cours de route, tous les titres de mouvement les accompagnant seront remis au Service du contrôle au fur et à mesure de leur arrivée.

L'ensemble de ces dispositions établit une réglementation sérieuse des opérations des commissionnaires et

constituerait sans aucun doute un progrès très net sur l'état de chose antérieur : la loyauté et la sécurité des transactions en serait accrue et le jeu de l'offre et de la demande soustrait dans une certaine mesure à l'influence de la spéculation qui demeure importante sur le marché libre.

..

Enfin, le projet Maulion prévoit la disparition rapide par voie d'autorité du commerce de détail sous les pavillons en laissant à la ville de Paris le soin d'accorder à la situation nouvelle le règlement du 16 janvier 1914, ou d'aménager un marché de détail dans le quartier des Halles. En tout état de cause, il paraît en effet nécessaire que les pavillons soient intégralement occupés par les mandataires et réservés à ceux-ci ainsi que le prévoit d'ailleurs la loi de 1896.

Toutes ces dispositions concernant les commerçants et leurs obligations sont complétées par un ensemble de mesures destinées tant à réorganiser administrativement les Halles Centrales qu'à assurer une publicité plus grande aux transactions qui s'y opèrent et à les traduire de manière plus exacte dans les cours.

B. — La réorganisation administrative et l'établissement des cours

Il ne nous appartient pas, dans le cadre de cette étude, qui se limite volontairement à une petite partie du vaste problème des Halles, et ne veut étudier que les marchés de la viande, d'examiner et d'analyser dans ses détails la nouvelle réorganisation administrative proposée par le Sénat.

Il nous suffira d'indiquer que M. Maulion constate les défauts relevés dans le fonctionnement administra-

tif des Halles et que les principaux lui paraissent être à juste titre la dispersion des Services administratifs et le défaut de concordance de l'organisation actuelle du marché, placé sur le plan municipal et local, avec le caractère et les exigences nationales de ce marché. C'est pourquoi il propose en quelque sorte d'élever sur le plan national l'organisation des Halles Centrales en concentrant aux mains d'un seul organisme, dépendant uniquement du pouvoir central et appelé le Comité Supérieur des Halles, tous les pouvoirs qui appartiennent à l'heure actuelle au préfet de la Seine et au préfet de police. Aux côtés de ce Comité Supérieur siègerait un organisme consultatif, dont l'organisation serait calquée sur celle du Conseil National économique, le Comité interprofessionnel des Halles, où seraient représentées toutes les catégories de commerçants, de producteurs, d'usagers et de transporteurs intéressés par le fonctionnement des Halles Centrales.

Quelle que soit la solution définitive à laquelle on pourra s'arrêter, il est certain qu'une réorganisation administrative s'impose dans le sens de la centralisation et de la simplification. Comme au marché aux bestiaux de la Villette ou aux marchés de rassortiment, la gestion des Halles Centrales provoque l'intervention de services nombreux et dispersés, qui dépendent tantôt du préfet de la Seine, tantôt du préfet de police, sans qu'il soit possible de percevoir, la plupart du temps, les raisons de la répartition des tâches entre ces deux administrations. Le Service des perceptions municipales, celui des poids publics, celui du nettoyage dépendent du préfet de la Seine, tandis que le commissariat spécial des Halles, le corps des inspecteurs du marché et des vétérinaires, le service des forts, la réglementation de la circulation dépendent du préfet de police. Mais la discipline des mandataires dépend de l'un ou de l'autre selon la nature des infractions ou des irrégularités commises.

Le préfet de la Seine fixe les emplacements de vente et le préfet de police qui a la charge de la circulation ne peut les modifier sans l'intervention de son collègue. Il semble qu'un certain hasard ait présidé à la répartition de ces fonctions et un regroupement s'impose tant aux Halles que sur les autres marchés de la viande.

Cette réorganisation administrative apparaît d'autant plus opportune que le marché des Halles ne peut pas être considéré aujourd'hui, étant donné que les cours qui s'y pratiquent ont une très large diffusion, comme un marché Municipal ordinaire. C'est en tenant compte de l'influence que ces cours peuvent avoir sur les transactions locales et les marchés provinciaux que le Sénat a été amené à demander également quelques modifications dans les pratiques actuellement suivies pour leur établissement.



Nous savons en effet, que les cours qui sont portés à la connaissance du public sont des cours bruts c'est-à-dire qu'il s'y incorpore le total des frais supportés par la viande avant sa mise en vente définitive. Or, ce que le public et ce que les cultivateurs ont intérêt à connaître c'est le cours net, ou au moins le montant approximatif des frais à déduire des cours bruts qui sont publiés. Aussi, le projet de M. Maulion prévoit-il que les cours ne pourront être publiés ou adressés à l'expéditeur qu'avec l'indication que ce sont des cours bruts et qu'ils sont grevés, en dehors des frais de transport, d'un ensemble de frais dont la moyenne sera fixée par le Comité Supérieur des Halles. Les cours pratiqués y gagneront certainement en clarté mais encore faut-il en assurer la sincérité en évitant toutes manœuvres spéculatives et en renseignant le public et les acheteurs d'une manière plus exacte.

C'est pourquoi le projet prévoit l'extension au marché libre des obligations jusqu'ici imposées au seul marché officiel. Toute marchandise pénétrant dans le périmètre du marché à destination de quelque commerçant que ce soit, devra être accompagnée d'un titre de mouvement remis, au fur et à mesure des arrivées, au Service de contrôle. Aussi, sera-t-il possible au moment de l'ouverture du marché et avant le début des ventes, de faire publier et d'afficher les quantités totales de chaque denrée qui se trouvent dans le périmètre. Comme d'autre part, les déclarations des resserres sont rendues obligatoires pour toutes les catégories de commerçants, il sera facile de renseigner le public sur les ressources totales du marché, arrivages et resserres totalisées dans toute l'étendue du périmètre.

Enfin, les commerçants du marché libre n'auront pas plus le droit que ceux du marché officiel de vendre avant ou après les heures légales d'ouverture et de clôture des transactions. Ainsi toute l'offre se trouvant en même temps en présence de toute la demande, et les quantités mises en vente étant connues, le jeu normal de la loi économique se trouve régularisé.

L'application de ces mesures qui réaliseraient déjà un incontestable progrès suppose naturellement un accroissement du contrôle et une augmentation des pouvoirs de l'administration, surtout à l'égard des commerçants du marché libre. Comme les mandataires, les commissionnaires seront soumis à la réglementation générale du marché officiel, tenus aux déclarations de resserre et aux vérifications de comptabilité. Ils devront dresser, ainsi que les mandataires, chaque jour, un état indiquant de façon exacte et complète, les marchandises par eux reçues, vendues et resserrées ainsi que le prix total des ventes. De cette manière, le contrôle des prix sera assuré de manière plus efficace, la spéculation rendue plus difficile, la sincérité des transactions mieux

garantie, la clarté et la publicité des cours officiels mieux établies. Le renforcement des sanctions et leur application aux commerçants qui jadis y échappaient viennent compléter l'ensemble des mesures prévues par le projet Maulion et contribuer à en assurer l'efficacité.

C. — Discussion et état actuel du projet

Tel quel, le projet Maulion, adopté par le Sénat au cours d'une assez longue discussion en novembre 1937, et renvoyé à l'examen de la Commission de l'Administration Générale de la Chambre apparaît comme un effort sérieux pour adapter aux conditions nouvelles la réglementation actuelle des Halles Centrales. Il apporte une importante contribution à l'œuvre de moralisation du marché qu'il paraît nécessaire de poursuivre.

De fait, s'il a soulevé certaines polémiques et certaines discussions inévitables, parmi les intéressés et leurs défenseurs, il paraît être considéré avec faveur par l'ensemble de l'opinion et notamment par les milieux du commerce et de l'agriculture des diverses régions de France. M. Beaumont, Sénateur, dans l'avis qu'il a présenté sur ce projet au nom de la Commission d'agriculture du Sénat, fait ressortir qu'il répond dans ses grandes lignes aux maux dénoncés par les Chambres d'Agriculture de France à la suite d'une enquête qui fut décidée en 1933 par l'Assemblée permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture.

Cependant le projet Maulion qui fut adopté dans ses grandes lignes par le Sénat donna lieu au sein de cette Assemblée à des discussions assez vives, les élus parisiens ayant tendance à défendre le point de vue des commerçants intéressés et le caractère municipal du marché. Il est probable que la même discussion opposera devant la Chambre, les élus provinciaux et les élus de

la Seine lorsque cette Assemblée sera appelée à se prononcer. Le rapport sur le projet a été confié par la Commission de l'Administration Générale à M. Trémintin. La proposition de loi de mars 1935 est à l'origine de l'étude générale actuellement entreprise. Mais la Commission de l'Administration Générale se trouve également en présence d'un autre projet déposé par M. Lambin au nom du groupe socialiste. Cette dernière proposition de loi reprend dans ses grandes lignes les dispositions prévues par le projet Maulion mais en les aggravant considérablement. Elle demande également la coordination et la centralisation des administrations s'occupant des Halles. Mais elle étend considérablement les obligations de tous les commerçants du marché officiel comme du marché libre, les détermine et les décrit dans leurs moindres détails : elle impose à tous la tenue de livres semblables à ceux des mandataires. Elle aggrave les obligations de ces derniers en réglementant plus étroitement encore les sociétés et en supprimant, en fait, le droit de cession de clientèle. Au cours des 100 articles qu'elle comprend, elle énumère, avec un grand luxe de détail, toutes les prescriptions auxquelles devront obéir les comptabilités et les opérations des intermédiaires.

Il est vraisemblable toutefois, que la Chambre des Députés suivra plus volontiers le projet Maulion que le projet Lambin. L'application du second présente de nombreuses impossibilités matérielles et écraserait véritablement toutes les catégories de commerçants du marché sous les contrôles, les vérifications et la multiplicité des formalités qu'ils auraient à accomplir. Enfin, il paraît tout à fait inopportun de prévoir dans une loi, toujours difficile à modifier ou à abroger, les innombrables formalités matérielles, la manière de tenir les livres et la comptabilité, la façon de régler les expéditeurs, etc... Il s'agit là, de mesures d'application qui relèvent beau-

coup plus du décret ou de l'arrêté préfectoral que de la loi.

Si une nouvelle réglementation des Halles doit être élaborée par le législateur elle devra tenir compte des nécessités pratiques de l'approvisionnement du marché de Paris et présenter une certaine souplesse nécessaire au bon fonctionnement des opérations multiples qui s'y déroulent ; une organisation trop stricte du régime des transactions est par suite à éviter, car elle risquerait d'aller à l'encontre du but qu'elle se proposerait.

Une seule idée paraît être à retenir dans le projet présenté par le groupe socialiste : c'est qu'il est nécessaire d'adapter la réglementation des Halles au caractère de marché national qu'elles possèdent aujourd'hui. Le projet Maulion est également inspiré par cette idée mais semble répondre beaucoup mieux aux nécessités immédiates comme aux possibilités pratiques.

On ne saurait trop insister, en effet, sur le fait que le marché des Halles Centrales a cessé d'être un marché purement local. Sa bonne organisation et son fonctionnement régulier intéressent autant les milliers de producteurs, de paysans et de marchands provinciaux qui l'approvisionnent, que les consommateurs parisiens. Dès lors, les intérêts des commerçants des Halles et des commerçants parisiens ne sauraient en aucune façon intervenir, de manière prépondérante, dans le règlement du problème des Halles. En cette matière, Paris doit céder le pas à la province d'autant plus que les intérêts des consommateurs parisiens, loin d'être en opposition avec ceux des expéditeurs provinciaux, se confondent la plupart du temps avec ces derniers.

En ce qui concerne plus spécialement le problème de la viande, le projet de M. Maulion a pour conséquence d'améliorer de façon sensible le fonctionnement du marché. Il s'intègre dans l'ensemble des mesures dont nous poursuivons l'étude et qui sont destinées à améliorer le

fonctionnement de l'ensemble des marchés d'approvisionnement de la viande à Paris. Il constitue une importante contribution à la réforme et aux améliorations qu'il convient d'apporter au fonctionnement du marché de la viande morte aux Halles Centrales. Sur les marchés de rassortiment, les mêmes améliorations sont poursuivies par le décret élaboré par l'administration afin de remplacer les décrets non appliqués de 1929 et de 1930.

Toutefois, ces deux projets ont pour but et auront pour résultat de doter les Halles et les criées d'une réglementation qui leur est nécessaire et que seule une loi ou un décret peuvent leur donner. Or, nous ne pouvons pas négliger dans notre étude les mesures d'organisation matérielle ou les perfectionnements d'ordre pratique qui peuvent être adoptés pour l'ensemble des marchés de la viande morte, aussi bien pour celui de la cheville que pour ceux des criées et des Halles. En prenant pour base tant l'étude de l'organisation actuelle de ces marchés et l'examen des diverses réformes que l'on a proposé d'y apporter, que des observations d'ordre pratique ou matériel, il convient à présent de résumer et de concrétiser d'une manière générale l'ensemble des réformes et transformations qu'il paraît désirable de réaliser et d'introduire sur l'ensemble des marchés d'approvisionnement de la viande morte à Paris

CHAPITRE IV

LES RÉFORMES A APPORTER SUR LE MARCHÉ DE LA VIANDE MORTE

Le décret actuellement à l'étude qui a pour but de doter les marchés de rassortiment de la Villette et de Vaugirard d'une réglementation définitive est un progrès très net dans le sens de l'unification administrative et juridique des deux marchés de la viande abattue que sont les criées et les Halles. Ainsi sera à peu près rétablie dans les faits, l'unité de réglementation qui existait avant l'intervention de la loi du 11 juin 1896.

Enfin, le projet de réforme des Halles, actuellement en instance devant le Parlement aura pour conséquence d'étendre à des commerçants qui n'y sont pas encore soumis, certaines obligations : il en résultera au sein même du marché des Halles, une tendance à l'unité et à la simplification que l'on ne saurait trop encourager. Toutefois, doter les marchés de la viande morte d'un statut juridique satisfaisant et mettre les prescriptions administratives en accord avec les nécessités nouvelles, ne constitue pas toute la tâche de réorganisation et d'amélioration qu'il convient d'y réaliser.

Si le fractionnement des marchés où se négocie la viande abattue est un fait dont il faut tenir compte, il n'en est pas moins vrai qu'une vue d'ensemble est nécessaire dans la recherche des améliorations et des réformes que l'on peut y apporter. Le problème n'est pas seulement d'aboutir au parfait fonctionnement des marchés dont nous avons étudié la réglementation et décrit les opérations : il est nécessaire d'étudier les mesures de réforme en se préoccupant avant tout de leur répercussion sur le prix de la viande. C'est ce problème qui doit rester au premier plan des préoccupations de ceux qui s'attachent à l'étude des marchés d'approvisionnement de la viande à Paris.

Les projets de réglementation des criées et des Halles que nous avons étudiés ne sont donc pas les seuls à envisager. Il reste à les compléter par un ensemble de mesures, le plus souvent d'ordre matériel, qui pourront permettre un fonctionnement meilleur du marché, l'établissement de prix de vente plus sincères et plus exacts. Nous serons donc amenés à examiner sur quels points les projets que nous avons étudiés sont à compléter, d'abord sur chacun des grands marchés de la viande morte, ensuite en considération de l'ensemble du problème de la vente de la viande abattue à Paris.

SECTION I

LES MESURES A PRENDRE SUR CHACUN DES MARCHES DE LA VIANDE MORTE

De l'étude de la réglementation et du fonctionnement actuel des différents marchés de la viande morte à laquelle nous avons procédé, il résulte que des améliorations et des réformes, d'importances diverses, doivent être apportées sur chacun d'entre eux. Elles diffèrent

selon les marchés, mais on peut les classer cependant sous quelques rubriques très générales : elles concernent principalement, ainsi que le fait remarquer le rapport de M. Ardant, devant le Conseil National Economique, les conditions matérielles de la vente, les frais supportés par la viande mise en vente, la réglementation des intermédiaires et enfin les conditions de la fixation des cours.

Nous examinerons ces différentes questions successivement pour les trois marchés de la viande morte : la cheville, les criées et les Halles.

§ I. — *Les réformes à apporter sur le marché de la cheville*

Si le marché de la cheville est, ainsi que nous l'avons vu, le marché de la viande le plus important et le moins réglementé, il est aussi celui dont le fonctionnement soulève le moins de problèmes et le moins de critiques. Il doit ses qualités au fait qu'il reste uniquement un marché de gros et qu'il met en contact sans aucun intermédiaire le boucher de gros ou chevillard, propriétaire de la viande qu'il vient d'abattre et le détaillant. Aussi, en ce qui le concerne, le problème soulevé par les frais de mise en vente de la viande, important pour les autres marchés, est nul puisque la marchandise est vendue sur le lieu même où elle a été abattue et qu'elle ne donne lieu à aucune manipulation ou transport une fois qu'elle a été préparée pour la vente.

Seules, les conditions matérielles de la vente aux échaudoirs peuvent soulever certaines critiques : en effet, celle-ci ne se faisant pas dans un hall central, la concurrence joue moins pleinement entre les acheteurs qui ne peuvent comparer les viandes comme si elles étaient rassemblées à peu de distance. Toutefois, cet inconvénient est assez minime, les bouchers de détail ne manquant

pas de faire leur tour de marché avant de fixer leur choix. Beaucoup plus importante apparaît la nécessité de faire respecter strictement l'heure de clôture des ventes afin que les vendeurs ne soient pas tentés de maintenir abusivement leurs prix, comme cela se pratique parfois. Enfin, il serait souhaitable que l'administration de la ville de Paris s'efforça dans la mesure du possible, d'augmenter la surface des emplacements de vente et de les moderniser par un ensemble de mesures pratiques qu'il appartient aux techniciens de fixer.

L'agrandissement des emplacements de vente, leur amélioration matérielle et leur augmentation permettraient d'accorder aux chevillards la faculté de vendre en demi-gros. Une telle mesure permettrait, sans nul doute, d'alléger le prix de la viande car on éviterait dans certains cas le transport, onéreux, vers les criées et les Halles de la marchandise qui pourrait ainsi être directement vendue aux échaudoirs : les dépenses de transport, les commissions des mandataires et facteurs, qui représentent une fraction notable du prix de la viande, pourraient être évitées. On tendrait ainsi à la spécialisation des marchés de rassortiment et des Halles dans la vente des viandes foraines. Ainsi que le fait ressortir M. Ardant dans son rapport une mesure de ce genre a déjà été réalisée en fait à Lyon et ne paraît pas avoir soulevé d'inconvénients.

Enfin, il paraît souhaitable que les chevillards soient soumis à quelques obligations supplémentaires. C'est ainsi que le livre d'échaudoir où ne sont inscrits pour le moment que le nom des vendeurs des animaux, le nombre des animaux abattus et leurs poids en viande nette, pourrait être utilement complété par l'inscription du prix d'achat, du nom des acheteurs, des prix de vente et des quantités vendues.

La faculté qui serait donnée à l'administration de prendre connaissance de ces documents pourrait lui per-

mettre, en dehors du contrôle de la comptabilité des chevillards de vérifier les déclarations des intéressés quant aux prix pratiqués. L'établissement des cours y gagnerait en sincérité et en précision.

La fixation de ces derniers soulève, en effet, certaines critiques, ainsi que nous l'avons noté en examinant le rôle et le fonctionnement de la Commission des cours au marché de la cheville. En premier lieu, il serait souhaitable que les intéressés ne s'abstiennent pas d'y assister comme ils le font régulièrement. Mais il est important surtout que les fonctionnaires qui, en fait, établissent les cours, soient dotés de moyens de contrôle sur pièces qu'ils ne possèdent pas à l'heure actuelle puisqu'ils ne peuvent se faire communiquer ni matériellement, ni légalement, les factures que le chevillard remet à son acheteur. L'obligation qui serait faite aux chevillards de communiquer à l'administration sur demande, le livre d'échaudoir complété par les indications dont nous avons parlé, permettrait de remédier à cet inconvénient. Ce moyen de contrôle, ajouté aux autres, tel que l'examen des cours du marché aux bestiaux, permettrait d'améliorer sensiblement la méthode de travail de la commission et d'établir un cours plus sûrement exact et sincère.

§ 2. — *Les réformes à apporter sur les marchés de rassortiment*

Sur le marché de rassortiment de la Villette également des améliorations matérielles sont nécessaires. Malgré sa reconstruction relativement récente, le bâtiment de la criée de la Villette est devenu à nouveau insuffisant. Ce phénomène est dû à l'augmentation des quantités de viandes foraines reçues par les marchés parisiens. La mesure qui consisterait à donner aux chevillards l'auto-

risation de vendre en demi-gros après agrandissement et aménagement du marché de la cheville, aurait pour premier effet de désencombrer les criées. Mais cela même serait sans doute insuffisant, les envois de viandes foraines ne pouvant que se développer si, comme il est rationnel, l'abatage en province sur les lieux de production est encouragé. Un agrandissement des bâtiments des criées paraît donc nécessaire.

Enfin, le bâtiment de la Villette est très chaud en été, ce qui n'est pas sans présenter de graves inconvénients pour la conservation de la viande. Son équipement frigorifique doit être amélioré, le seul frigorifique en usage étant d'utilisation difficile, en raison de sa situation en sous-sol. Enfin, il paraît désirable que la salle où se pratiquent les ventes soit réfrigérée. Les risques de pertes influent fâcheusement, en été, sur le prix de la viande.

La vente de la viande aux marchés de rassortiment est influencée, de manière fâcheuse, par les frais élevés de transport et de manutention. Dès lors, une politique d'abaissement du prix de la viande devra s'efforcer, dans la mesure du possible, de réduire ces frais par une organisation plus rationnelle du marché. Des échaudoirs à la criée de la Villette, c'est-à-dire d'un bâtiment très voisin à un autre, le transport de la viande coûte 17 fr. pour un demi-bœuf, 6 fr. pour un veau et 1 fr. pour un mouton. La viande abattue aux abattoirs de la Villette et vendue à la criée de ce même marché revient à 4 et 5 % de plus que si elle avait été vendue dans les échaudoirs.

Quant à la viande foraine, elle supporte naturellement des frais encore plus élevés, car elle est transportée en camion, des gares où elle arrive à Paris jusqu'aux marchés de rassortiment. Elle n'emprunte pas la gare de Paris-bestiaux toute proche, celle-ci étant réservée au bétail sur pied, et n'étant pas prolongée jusqu'au

marché de rassortiment. D'après M. Ardant, le transport d'une tonne de viande abattue de la gare d'Austerlitz aux marchés de rassortiment ou aux Halles coûte de 100 à 130 fr. Ces prix sont particulièrement élevés et il convient, dans la mesure du possible, de les éviter.

L'autorisation de vendre en demi-gros donnée aux chevillards aurait pour effet, ainsi que nous l'avons vu, de réduire les frais supportés par la viande abattue à Paris. En ce qui concerne les viandes foraines, il paraît essentiel soit de rapprocher les marchés de rassortiment de la voie ferrée, soit de rapprocher la voie ferrée des marchés de rassortiment. La meilleure solution paraît être, en l'état actuel des choses, de prolonger les voies qui aboutissent à la gare de Paris-bestiaux et de les porter jusqu'en face de la criée de la Villette. Il n'y aurait plus, dès lors, qu'à transporter la viande des quais de débarquement jusqu'à ses emplacements de vente ce qui éviterait tous frais de camionnage dans Paris. Il paraît nécessaire sans vouloir préjuger de la solution qui lui sera donnée, de procéder, dès maintenant, à l'étude de cette question. En attendant la réalisation de cette mesure, qui serait la solution la meilleure, un abaissement des tarifs de camionnage dans Paris paraît devoir être recherché, par les réseaux et leurs correspondants.

Enfin, la réduction des frais de marché et des taxes fiscales pourrait être évidemment envisagée. Ces mesures soulèvent toutefois des problèmes d'ordre général qui dépassent le cadre de cette étude.

..

La réduction des frais supportés par la viande, avant qu'elle ne soit définitivement mise en vente, doit être complétée, sur les marchés de rassortiment, par la réglementation plus étroite des intermédiaires qui y opè-

rent, l'augmentation de leurs obligations envers l'administration et leurs mandants, et enfin par la pratique d'un contrôle plus strict sur leurs opérations. Nous ne citons que pour mémoire, cette catégorie d'amélioration, celle-ci ayant déjà été étudié lors de l'examen des projets de réglementation du statut juridique des marchés de rassortiment. L'application de la réglementation actuellement en cours d'élaboration paraît devoir donner toute satisfaction sur ce point.

C'est également par l'application de cette nouvelle réglementation qu'il sera possible de doter la commission des cours des marchés de rassortiment de moyens d'investigation plus étendus et de facilités de contrôle plus grandes.

A l'heure actuelle, les fonctionnaires qui, en fait, établissent les cours, et qui sont chargés de contrôler les prix de vente, ne disposent que d'éléments de comparaison et d'investigations insuffisants. Les procès-verbaux de leurs opérations qui leur sont remis par les facteurs ne donnent que des indications incomplètes. Lorsque la nouvelle réglementation sera en usage, ils disposeront, comme aux Halles Centrales, des volants de contrôle portant, pour chacune des ventes effectuées, le nom de l'expéditeur, la nature de la marchandise vendue, son poids, le mode et le prix de vente ainsi que le nom de l'acheteur. Des sondages leur permettront donc de vérifier efficacement les déclarations et dires des intermédiaires en vertu desquels les cours sont, en définitive, établis.

Enfin, il paraît naturellement souhaitable que les intéressés assistent aux séances de la Commission des cours et surtout que les cours ne soient établis définitivement qu'avec le concours du service vétérinaire, comme cela se pratique au marché de la cheville. Une application plus stricte de la réglementation en vigueur paraît à cet égard, nécessaire. Le peu d'importance pra-

tique, pour le public, des cours pratiqués sur les marchés de rassortiment, fait apparaître ces réformes comme suffisantes.

§ 3. — *Améliorations à apporter
sur le marché des Halles*

On retrouve aux Halles Centrales une bonne part des problèmes soulevés par la vente de la viande sur les marchés de rassortiment. Sur ce dernier marché cependant ces inconvénients apparaissent plus graves et les remèdes plus difficiles à apporter.

A. — *Améliorations matérielles
et problème des frais de vente*

Au point de vue matériel, en particulier, les Halles sont devenues encore plus insuffisantes que les criées. L'afflux des viandes foraines est la cause de cet état de choses. Il apparaît donc de toute nécessité d'ouvrir le plus tôt possible au public les deux pavillons supplémentaires dont la construction est en cours ; enfin la suppression du commerce de boucherie en détail sous les pavillons permettra de libérer, à un peu plus longue échéance, des emplacements qui sont indispensables à l'extension et au développement du marché. Les pavillons eux-mêmes sont susceptibles de recevoir certains perfectionnements : l'outillage y est rudimentaire et rend nécessaire de nombreuses manipulations de la marchandise. Leur modernisation s'impose au même titre que leur agrandissement. A l'heure actuelle, les conditions matérielles défectueuses qui règnent sur le marché des Halles ne favorisent ni la bonne présentation ni la conservation de denrées périssables comme la viande.

Les magasins du marché libre présentent des condi-

tions plus défavorables encore du fait de l'exiguïté des locaux et de la mauvaise aération des resserres. Enfin, il suffit de citer pour mémoire le légendaire encombrement des Halles, pour s'apercevoir de l'ensemble considérable de problèmes que pose l'organisation matérielle des Halles Centrales. Son amélioration générale ne peut résulter que d'une étude d'ensemble que nous nous bornons à indiquer car elle dépasse nettement le problème de la vente de la viande, celle-ci ne représentant qu'une faible part dans le total des transactions annuellement effectuées sur le marché parisien. Qu'il suffise de souligner seulement qu'une réorganisation matérielle des Halles s'impose, ainsi que le déclare M. Beaumont, Sénateur, dans son rapport sur le projet Maulion, présenté au nom de la Commission d'Agriculture du Sénat. Elle s'impose pour permettre d'économiser des frais de manutention, améliorer la circulation et la livraison des marchandises, agrandir un marché insuffisant et réaliser de meilleurs conditions d'hygiène et d'urbanisme. Les mandataires à la vente de la viande aux Halles ont insisté devant les Commissions du Sénat sur la nécessité de plus grands emplacements de vente pour permettre une meilleure aération et présentation de la marchandise. De même, l'insuffisance de l'installation frigorifique actuelle se fait sentir.

Le projet de réorganisation de M. Maulion qui se borne à étudier la réglementation administrative et juridique du marché n'a pas pénétré dans ces détails matériels qui nécessitent une étude toute différente. La ville de Paris et les pouvoirs publics intéressés au perfectionnement des méthodes de vente aux Halles Centrales doivent sans tarder entreprendre cette étude. Bien des suggestions ont déjà été émises, bien des projets ont déjà été élaborés tendant soit au déplacement des Halles, soit à leur agrandissement. Il serait souhaitable que l'on arrive sur ce point à une décision définitive.

La situation des Halles Centrales au centre de Paris dans un quartier fort peuplé, les nombreuses manipulations et transbordements que les marchandises ont à subir avant d'être déposées sur leurs emplacements de vente, expliquent en effet que les frais supportés par la viande avant sa mise en vente sont, ici également, très élevés. D'où qu'elle vienne, des abattoirs parisiens ou de l'extérieur, elle ne peut éviter le camionnage dans Paris, particulièrement onéreux. D'après les chiffres donnés par M. Ardant, à la suite de l'enquête à laquelle il a procédé, le transport de la viande des abattoirs jusqu'aux Halles représenterait 70 francs la tonne, celui des gares aux Halles représenterait, suivant les cas, de 60 à 120 francs la tonne. Ce sont là des frais très élevés qui s'incorporent au prix de la viande et contribuent à le majorer.

Dans le cas des Halles Centrales, situées comme elles le sont, ces frais sont encore plus difficile à éviter qu'aux criées. Il ne faut pas oublier, en effet, que les $\frac{3}{4}$ de la viande vendue aux Halles est de la viande foraine, c'est-à-dire acheminée directement depuis les centres de province. La faculté donnée aux chevillards de vendre en demi-gros dans les échaudoirs ne ferait donc qu'éviter le transport d'une faible partie du tonnage total vendu chaque jour. Aussi, est-ce surtout vis à vis des Halles Centrales que l'absence de liaison directe avec les réseaux ferrés entraîne de graves inconvénients et de lourdes charges. Parmi tous les projets qui ont été étudiés, celui dont la réalisation serait le mieux accueilli par toutes les catégories de producteurs et de commerçants serait l'arrivée directe du chemin de fer dans les Halles. Il semble toutefois, que cette solution soulève d'insurmontables difficultés.

La solution inverse qui consisterait à déplacer les Halles pour les mettre dans un vaste espace à déterminer au contact du rail et de la voie fluviale, paraît encore

plus accessible. Mais elle soulève également d'insurmontables problèmes économiques, financiers et politiques étant donné les énormes intérêts qui ne manqueraient pas de faire pression sur le Conseil Municipal de Paris. Il est pourtant peu de grandes villes étrangères dont les marchés peuvent être comparés avec celui de Paris, qui n'aient réalisé une telle amélioration.

Quoi qu'il en soit, et dans l'état actuel des choses, c'est uniquement vers la réduction maxima des frais de transport dans Paris que l'on doit tendre, ainsi que l'on doit le faire pour le problème semblable qui se pose en ce qui concerne les criées. M. Ardant cite dans son rapport le cas de l'ancien réseau Paris-Orléans qui avait traité avec un correspondant qui percevait la somme de 60 fr. la tonne pour le transport Gare-Halles. De tels accords sont à généraliser pour toutes les gares et tous les marchés. Ils permettraient de réduire dans une certaine mesure les frais très élevés que supporte la viande avant sa vente. Naturellement, l'abaissement des frais de marché et des taxes fiscales concourraient au même but. Nous ne le citons ici que pour mémoire.

B. — Réglementation des intermédiaires

Comme sur les criées l'effort de réduction des frais de transport et des frais de marché doit s'accompagner d'un ensemble de réformes visant les intermédiaires et tout spécialement ceux du marché libre. L'adoption de la réglementation nouvelle prévue par M. Maulion réaliserait dans ce sens un progrès certain. L'analyse qui en a été précédemment faite permet de ne pas revenir trop longuement sur cet ensemble de réformes dont la réalisation paraît nécessaire. Les modifications à la tenue des livres et à la rédaction des bordereaux de vente, la réglementation nouvelle et plus sévère des sociétés cons-

tituées pour l'exploitation des postes, sont, en ce qui concerne les mandataires, suffisantes pour remédier aux défauts constatés.

Mais l'effort de réglementation et de contrôle doit porter surtout sur les commissionnaires du marché libre. Il paraît anormal qu'à côté d'un marché officiel sévèrement réglementé pour donner toutes garanties aux expéditeurs, on laisse subsister un marché libre, faisant les mêmes opérations, mais sur lequel n'est exercé aucun contrôle et qui n'est soumis pratiquement à aucune réglementation. Avec le système actuel les commissionnaires sont en fait les maîtres des prix. Toute facilité de spéculer leur est laissée et ils règlent souverainement l'arrivée et la resserre des marchandises, l'achetant pour leur compte quand les prix baissent, pour la revendre à un meilleur moment. Il est certain que la liberté du marché libre paralyse souvent et rend en fait inopérantes les garanties que la loi de 1896 a voulu donner aux producteurs et aux expéditeurs en réglementant le marché officiel. En exigeant des commissionnaires des garanties de moralité et d'honorabilité, en les soumettant à un contrôle assez sévère de l'administration en ce qui concerne leurs opérations de vente, en les astreignant à la tenue du livre à souche exigé des mandataires, le projet Maullion donne au marché libre un minimum de réglementation nécessaire à la moralité et à la bonne tenue de l'ensemble du marché des Halles. Les intéressés ne manqueront évidemment pas de faire appel à la liberté du commerce : il est aisé de leur répondre qu'étant placés dans le périmètre des Halles, où ils jouissent de facilités exceptionnelles ils doivent également échapper au droit commun en ce qui concerne leurs obligations. Ils pratiquent trop souvent des opérations absolument identiques à celles des mandataires pour qu'il ne soit pas juste de les soumettre à des obligations analogues à celles de ces derniers.

Il est évident, enfin, que les bouchers de détail doivent être au plus tôt éliminés des pavillons ainsi que le prévoit le projet adopté par le Sénat. Leur disparition est d'autant plus souhaitable que, comme nous l'avons vu, les emplacements se révèlent insuffisants. En libérant le pavillon III, ils permettraient au commerce réglementé de la vente de la viande en gros et demi-gros, sous les pavillons, de prendre l'extension à laquelle il aspire.

D'ici là, toutefois, il paraît nécessaire de prévoir une réglementation très stricte du commerce de la viande en détail aux Halles et de soumettre les commerçants qui la pratiquent à un contrôle plus sévère. Il paraît indispensable, en particulier, de réglementer sévèrement leurs prix de vente. On constate qu'ils sont les mêmes et qu'ils sont parfois plus élevés que ceux des détaillants de quartier, dont les bouchers de détail aux Halles n'ont pourtant pas les charges, puisque les frais de transport sont pour eux, réduits au minimum. La viande achetée en gros et vendue au détail, sur place, aux Halles, accuse parfois à la vente des prix doubles et même triples de ceux pratiqués à l'achat.

Les indications qui peuvent être données aux commerçants du reste de Paris et au public par les cours officiels, affichés dans les pavillons, se trouvent ainsi dépourvues d'une partie de leur signification puisqu'aux Halles même certains commerçants pratiquent des prix qui s'en écartent sensiblement.

C. — Le problème de l'établissement des cours

Le problème de l'établissement des cours aux Halles se trouve être, en effet, particulièrement complexe, si l'on veut que les barèmes qui sont publiés traduisent avec sincérité et exactitude les conditions du marché.

Actuellement, les cours qui sont arrêtés à la fin de chaque marché, ne dégagent en fait que la moyenne des prix pratiqués dans les pavillons. Les transactions importantes qui sont effectuées sur la viande en dehors des pavillons n'entrent pas en ligne de compte pour leur établissement, puisque les commerçants du marché libre échappent à toute obligation et à tout contrôle. Ils ne traduisent donc que d'une manière imparfaite la situation réelle du marché de chaque jour.

Le projet Maulion qui prévoit le recensement et l'affichage avant l'ouverture des ventes, pour chaque denrée, des quantités qui se trouvent mises en vente dans le périmètre, représente un progrès certain, puisque cette mesure met les acheteurs et les vendeurs à même de connaître, comme au marché aux bestiaux de la Villette, l'ensemble de l'offre sur un marché déterminé. L'obligation pour tous les vendeurs de viande, mandataires ou commissionnaires de déclarer leurs ressers et le recensement par l'administration de tous les envois qui leur sont destinés permettra ainsi aux acheteurs de contracter leurs achats en toute connaissance de cause. Cependant, il serait souhaitable de compléter encore ces mesures en modifiant la composition des commissions chargées, pour chaque denrée, d'établir les cours, ainsi que leurs méthodes de travail.

Etant donné que l'on tend à réglementer le marché libre, il paraît nécessaire que l'on tienne compte, dans l'établissement des cours, des transactions qui seront pratiquées aussi bien chez les commerçants du périmètre que sous les pavillons. A cette seule condition, il sera possible de dire que les cours traduisent la situation d'ensemble du marché. Ils auront été fixés en considération de toutes les transactions sans exception qui auront été effectuées, un jour déterminé, sur une denrée déterminée, la viande par exemple.

La chose est assez facile à réaliser, au moins en ce qui concerne la viande, car le nombre des commerçants qui la vendent reste assez limité et circonscrit à deux catégories de commerçants : mandataires et commissionnaires, à l'exclusion des approvisionneurs. Le corollaire de cette mesure serait l'entrée officielle des représentants des commissionnaires dans la commission des cours. Une base plus large et plus exacte serait ainsi donnée aux mercuriales établies.

Parallèlement, il peut paraître souhaitable, ainsi que le demandent les associations agricoles et les Chambres d'Agriculture, que les producteurs et les expéditeurs soient représentés dans les commissions.

Toutefois, étant donné la méthode pratiquée, il est probable que l'augmentation du nombre des membres de la Commission des cours n'aurait pas grande influence. Si même les nouveaux membres y assistaient régulièrement, ce qui peut paraître aussi douteux que désirable étant donné les exemples fournis par le marché aux bestiaux ou le marché de la cheville, ils ne pourraient donner que des impressions supplémentaires analogues à celles qui sont recueillies par les fonctionnaires lorsqu'ils interrogent les intermédiaires pour donner une base aux cours qu'ils vont fixer. Ceux-ci ne sont pas, la plupart du temps, déterminés au vu de livres et de pièces comptables que l'administration a à sa disposition, mais d'après les déclarations orales des mandataires. Tout se borne, en général, à une apposition de signatures par les membres de la commission au bas de la feuille des cours dressés par les fonctionnaires. C'est donc une méthode d'approximation qui est employée : elle peut donner des résultats satisfaisants, étant donné la grande habitude du marché que possèdent ceux qui établissent ces cours. Il n'en reste pas moins que ces derniers sont établis sur la base de renseignements souvent incomplets.

Les fonctionnaires ne peuvent évidemment relever dans le court espace de temps qu'ils ont pour le faire, les prix différents des milliers de ventes qui ont lieu, chaque jour, dans les pavillons. Il serait nécessaire, toutefois, qu'ils procèdent le plus souvent possible, à des sondages pour vérifier les déclarations orales qui leur sont faites. Cela sera encore plus nécessaire si, dans l'avenir, les opérations pratiquées par les commissionnaires entrent en ligne de compte pour l'établissement des cours.

*
* *

Enfin, des critiques plus graves encore peuvent être faites à l'encontre des cours établis aux Halles, et ces critiques ne sont graves que parce que les cours des Halles, en raison du caractère national de ce marché, exercent une certaine influence sur l'ensemble du commerce dans le reste du pays. Or les cours officiels sont des cours bruts : ils comprennent tous les frais dont la marchandise a été grevée pour parvenir jusqu'à Paris et y être vendue. Dès lors, s'ils sont pris, grâce à leur diffusion, comme base de transaction dans tout le pays, ils ont pour conséquence de tendre à uniformiser les prix au taux le plus élevé, dans des centres qui peuvent être des centres de production et où les conditions de vente sont en tous les cas très différentes. C'est pourquoi le projet Maulion prévoit, à juste titre, que ces cours ne pourront être publiés qu'avec l'indication qu'ils sont des cours bruts et qu'ils sont grevés, en dehors des frais de transports, d'un ensemble de frais dont la moyenne sera donnée.

Cette question fut déjà étudiée en 1925 dans des conférences qui se sont tenues au Ministère de l'Intérieur. Il avait été décidé qu'il y avait lieu d'établir et de publier à côté des cours bruts exprimant non seulement la valeur intrinsèque de la marchandise, mais encore tous

les frais dont elle est grevée pour sa vente à Paris, des cours nets obtenus par défalcation des frais dont il s'agit : frais de transport, droits de douane, d'octroi, frais de camionnage dans Paris, frais de décharge, droits d'abri, commission des mandataires, etc...

Cependant, les dispositions prises dans ce sens n'ont pas donné le résultat attendu, car, malgré les interventions nombreuses faites auprès d'eux, les divers journaux et organes de publicité ont continué à ne tenir compte que des cours bruts, laissant complètement de côté les cours nets.

Une commission administrative d'études constituée par le préfet de police au début de 1929, pour rechercher les améliorations à apporter dans la réglementation des Halles, a repris ce projet et a proposé une autre solution. Elle décida de laisser de côté les frais de transport et d'établir des « cours nets gare Paris », obtenus en retranchant des cours bruts, les frais de camionnage dans Paris et les divers frais des Halles. Ce sont ces seuls cours nets qui auraient été publiés à l'avenir, dans les mercuriales. Aucune publicité officielle ne serait plus donnée aux cours bruts, surchargés de tous les frais nécessités par la vente de la marchandise à Paris, et le public se trouverait ainsi plus exactement renseigné sur la valeur réelle des denrées .

Comme la précédente, cette tentative de réforme souleva naturellement de nombreuses oppositions et, pour des raisons restées obscures, elle ne fut pas réalisée. Ces essais ont eu du moins pour résultat de démontrer l'hostilité des commerçants des Halles, soutenus par les journaux professionnels et la grande presse, à toute réforme du mode de cotation des cours. L'argument qui a été donné contre ces essais de transformation c'est que les cours nets n'étaient établis que par une suite d'approximation. Cette allégation est évidemment insuffisante, car une approximation faite dans les meilleures conditions

d'impartialité et d'exactitude vaut beaucoup mieux que l'ignorance et l'obscurité. Les producteurs comme le public ont un intérêt essentiel à connaître le cours net qui est, au fond, le prix véritable de la marchandise, dégagé de tous les frais qui s'y ajoutent et qui s'incorporent au cours brut. Il n'est pas admissible que des prix essentiellement parisiens soient diffusés dans le reste du pays et servent de base aux transactions locales.

Il est donc nécessaire de reprendre aujourd'hui l'étude de cette question, plus brûlante encore qu'en 1925, puisque depuis cette époque la T.S.F. s'est développée de façon considérable et a accru les facilités de diffusion des cours. L'expérience qui a été tentée en 1925, montre que le projet Maulion est insuffisant et qu'il est nécessaire de n'autoriser que la publication des cours nets, celle des cours bruts restant interdite. Faute de cette précaution, il est probable que seuls les cours bruts continueront à être diffusés. La réalisation de la réforme est d'autant plus facile aujourd'hui qu'il est beaucoup plus aisé d'agir sur les postes de radio et que les journaux seront, même s'ils le désirent, dans l'impossibilité de publier des cours différents de ceux qui seraient diffusés.

Parallèlement, il est facile d'établir comme la Préfecture de Police l'a fait en 1929, des tableaux donnant, pour chaque espèce de denrée, à côté du cours brut, le cours net « Gare-Paris » et le montant des frais supportés dans Paris par la marchandise. Ces tableaux, portés à la connaissance des expéditeurs leur permettraient de vérifier si le mandataire ou le commissionnaire n'a pas indûment majoré les frais parisiens. Il serait souhaitable enfin d'aller encore plus loin dans cette voie, et d'aboutir à un système analogue à celui que nous avons préconisé pour le cours du marché aux bestiaux. A savoir, l'établissement d'un cours net par région : ce cours serait obtenu par la déduction du cours brut, non seu-

lement des frais parisiens, mais encore des frais de transport approximatifs depuis la région dont il s'agit jusqu'à Paris. Des barèmes faciles à établir et constamment tenus à jour rendraient possible le calcul de ces cours dont la publication et la diffusion pourraient être obligatoires à côté de celle du cours net Gare-Paris. Ainsi, les consommateurs, et surtout les agriculteurs et producteurs de province, posséderaient des éléments d'appréciation extrêmement importants qui leur font entièrement défaut aujourd'hui.

Cette réforme paraît nécessaire pour toutes les denrées : elle aura cependant peut-être moins d'importance pour la viande que pour les autres, étant donné qu'en ce qui la concerne, c'est surtout le cours de la Villette qui paraît essentiel.

L'étude des réformes générales qu'il convient de réaliser pour améliorer et réorganiser l'ensemble du marché de la viande abattue à Paris illustrera ce point de vue.

SECTION II

REFORMES ET AMELIORATIONS GENERALES DONT EST SUSCEPTIBLE L'ENSEMBLE DU MARCHE DE LA VIANDE ABATTUE A PARIS

Les diverses réformes que nous avons été amené à préconiser pour chacun des marchés actuels de la viande abattue à Paris font ressortir une certaine analogie. Si l'on met à part le problème de la réglementation des intermédiaires pour ne retenir que les autres aspects proprement économiques de ces réformes, il apparaît

que les marchés de la viande abattue souffrent d'abord du manque de place, ensuite de leur situation qui les éloignent de la voie ferrée, enfin de la diversité des cotations de cours puisqu'il est établi pour une marchandise de même nature, trois cours différents, un pour chaque marché.

Dès lors, si l'on envisage l'ensemble de ces trois problèmes, on est conduit à rechercher s'il ne serait pas possible, par l'adoption d'une mesure générale, de les résoudre tous les trois. Il convient d'agrandir des marchés devenus insuffisants sous l'afflux des viandes foraines qui semble destiné à grossir encore, de leur donner un accès direct à la voie ferrée pour éviter les transbordements multiples et le camionnage dans Paris, et enfin de réaliser autant que possible une unité de marché qui permettrait un meilleur jeu de la loi économique et l'établissement d'un cours unique plus sincère et exact.

§ 1. — *Le problème du marché unique et ses avantages pratiques*

Dès lors, le problème du marché unique de la viande abattue à Paris se pose irrésistiblement. Certaines des corporations intéressées l'ont déjà préconisé ainsi que le rapport Herriot-Tardieu de 1934. De fait, il semble que ce soit la solution la meilleure à l'ensemble complexe de problèmes que pose l'organisation des marchés de la viande morte à Paris.

La Ville de Paris est la seule des grandes capitales modernes où la vente d'une denrée de première importance, comme la viande soit dispersée en trois ou quatre marchés différents. De multiples inconvénients en résultent : il suffit de les souligner et d'examiner de quelle façon la création d'un marché unique de la viande permettrait de les éviter.

Le premier avantage de cette création serait qu'elle permettrait l'établissement du marché de la viande abattue dans un endroit spécialement choisi où l'on pourrait réunir les conditions qui font défaut actuellement aux Halles comme aux marchés de rassortiment. Il ne paraît pas opportun, en effet, dans l'état actuel des choses, d'entreprendre, sans centraliser le marché de la viande morte, les travaux énormes qu'entraînerait la prolongation de la voie ferrée jusqu'à la criée de la Villette et encore moins jusqu'aux Halles. Il ne servirait à rien d'accroître encore les facilités d'approvisionnement et d'accès à des marchés déjà trop encombrés et nettement insuffisants.

Le déplacement des marchés de la viande morte des Halles et des criées paraît donc la condition préalable de la réforme. Cela aurait pour avantage de libérer aux Halles, où la place fait défaut, des pavillons qui deviendraient disponibles pour la vente des autres denrées, aux marchés de rassortiment les quelques 2.000 M2 des bâtiments actuels qui pourraient être annexés aux bâtiments des abattoirs en vue d'agrandir les échaudoirs. Ainsi que nous l'avons vu, l'agrandissement et la modernisation des échaudoirs paraissent nécessaires surtout si, comme il est désirable, on accorde aux chevillards, le droit de vendre en demi-gros la viande qu'ils ont abattue. De cette manière, on peut espérer que la spécialisation de marchés tendrait à devenir plus étroite, la vente de la viande abattue sur place restant de plus en plus localisée au marché de la cheville, celle de la viande foraine se concentrant dans le marché unique de la viande abattue qu'il s'agit de créer.

Actuellement, la plus grande partie des viandes foraines dirigées vers Paris, se vend aux Halles où elles atteignent les 3/4 des arrivages. Mais les pavillons sont devenus nettement insuffisants ce qui explique que la proportion des viandes foraines tend à se développer aux

marchés de rassortiment. Il semble pourtant qu'à l'origine, les criées aient été exclusivement réservées à la vente des viandes abattues aux abattoirs voisins. Il y aurait avantage à centraliser, sur le même marché, la plus grande quantité possible de viandes foraines, sans les mélanger avec les viandes des abattoirs qui supportent, semble-t-il, moins de frais. Mais il n'est plus possible de les centraliser toutes aux Halles et actuellement, dans la proportion d'1/3 du total des ventes qui y sont effectuées, des viandes foraines sont également vendues aux criées. La création d'un marché unique de la viande paraît donc, là encore, nécessaire.

Naturellement, l'emplacement de ce dernier reste à déterminer mais comme il ne peut être question de déplacer les abattoirs, il paraît désirable que l'emplacement de ce futur marché soit recherché à proximité de la Villette et en contact direct avec la voie ferrée.

La Chambre syndicale des facteurs à la criée de la Villette, dans la petite brochure qu'elle a publiée en réponse au rapport de M. Ardant devant le Conseil National Economique, propose que le marché unique dont elle demande la réalisation soit créé à proximité de la gare de Paris-Bestiaux, sur un emplacement appartenant à la Ville de Paris. Cet emplacement, qui sert actuellement de dépôt de pavés, a une superficie de : 20.000 M², ce qui paraît le minimum nécessaire pour recevoir à la fois le commerce de la viande effectuée aux Halles et celui effectué sur les marchés de rassortiment. Quel que soit l'emplacement choisi, s'il est vaste, bien équipé et en contact direct avec la voie ferrée, il permettra de remédier à tous les inconvénients dus à la situation actuelle des Halles et des criées : vétusté des installations, insuffisance des emplacements et surtout frais de transport et de manipulation élevés qui ont pour con-

séquence immédiate l'élévation des prix de la viande et la hausse du coût de la vie.

*
**

La création d'un marché unique de la viande morte ne présenterait pas seulement des avantages d'ordre pratique; elle permettrait de régulariser et d'unifier les cours de la viande abattue et de mettre fin à certaines anomalies dues à la dualité actuelle des marchés : elle conviendrait mieux au caractère national, que tend dans une certaine mesure à prendre, par l'intermédiaire des Halles, le marché de la viande abattue à Paris.

Actuellement en effet, le cours des Halles, qui tend à être considéré par le public, comme l'indice du cours de la viande abattue à Paris, ne correspond pas à la réalité du marché. Non seulement les transactions effectuées par les commissionnaires lui échappent, mais encore toutes celles qui sont opérées au marché de rassortiment, sans parler de celles, de nature un peu différente, qui sont effectuées au marché de la cheville. Des éléments très différents entrent dans la détermination des cours au marché de rassortiment et au marché des Halles, si bien qu'aucune comparaison utile n'est possible et, par suite, aucun contrôle réciproque entre les barèmes établis sur les deux marchés n'est praticable.

Les prix pratiqués sur l'un ou l'autre marché, réagissent cependant les uns sur les autres, car les heures de vente ne sont pas les mêmes dans les deux cas, puisque celles des Halles sont le matin, celles des criées l'après-midi. On assiste ainsi à des différences de cours très importantes sur des marchandises de même qualité, même sur un marché déterminé, puisque l'acheteur et le vendeur sont dans l'ignorance des quantités totales mises en vente. La diversité des marchés crée donc des

cours anormaux et nuit à leur régularité, puisque ceux-ci varient sur chaque marché en considération de l'approvisionnement journalier, plus ou moins régulier, de chacun de ces marchés, et non en considération des quantités totales mises en vente sur l'ensemble des marchés de la ville.

D'ailleurs, tant aux Halles qu'aux criées, la viande mise en vente provient, ainsi que nous l'avons vu de deux sources principales : la viande foraine d'une part, et la viande abattue à Paris provenant des abattoirs d'autre part. Il tombe sous le sens que ces deux catégories de viande, à qualité égale, n'ont pas supporté, jusqu'à leur arrivée au marché où elles seront vendues, des frais équivalents. Cela est vrai surtout aux criées, où les abattoirs sont proches du Hall où se pratiquent les ventes. On constate cependant, ainsi que le fait remarquer le rapport Herriot-Tardieu, que l'unification des prix de vente définitifs de la viande tend à se faire au niveau le plus élevé. Cela paraît paradoxal en même temps qu'onéreux pour le consommateur. Ainsi que le fait remarquer ce même rapport, si l'organisation actuelle était rationnelle, « la Villette devrait n'être que le marché du bétail sur pied et l'abattoir. Toute la viande qui en sort devrait aller chez le boucher détaillant, jamais aux Halles. Celles-ci devraient constituer le marché unique de la viande abattue ».

Cependant, comme il est impossible, faute de place, de centraliser aux Halles toute la viande abattue, vendue à Paris, la seule solution logique consisterait évidemment à créer un vaste et unique marché de la viande morte.

Enfin, les cours établis sur les marchés de la viande abattue qui sont déjà inexacts et incomplets aux criées et aux Halles, pour les raisons que nous venons d'indiquer, sont difficilement comparables entre eux. Ils ne peuvent donner que des éléments d'appréciation très im-

parfaits sur la situation réelle, au point de vue des prix, de l'ensemble du marché. C'est ainsi que dans les prix de la viande vendue aux Halles, c'est-à-dire dans les cours, s'incorpore le droit d'octroi que cette viande a payé avant d'être présentée sur le marché. Or, ce droit est assez élevé : il est actuellement de : 75 fr. les 100 kg. Par contre le droit d'octroi n'est payé qu'à la sortie des criées, c'est-à-dire qu'il n'entre pas en ligne de compte pour l'établissement des cours au marché de rassortiment. Or, c'est le cours des Halles qui est diffusé par la presse et la radio dans le reste du pays. Il est cependant, si l'on peut dire, le cours le plus parisien, c'est-à-dire celui qu'il conviendrait le moins de diffuser. Ceci confirme la nécessité de l'adoption de la réforme que nous avons préconisée pour la diffusion du cours des Halles. Aujourd'hui, il semble que ce soit une véritable tromperie vis à vis des producteurs et consommateurs de province de porter à leur connaissance, comme base d'appréciation, un cours qui ne correspond qu'à des réalités parisiennes et nullement à des réalités nationales.

La création du marché unique de la viande permettrait de remédier à tous ces inconvénients : elle aurait pour résultat de concentrer toute la demande en face de toute l'offre ; elle permettrait à l'Administration de porter à la connaissance des vendeurs comme des acheteurs les quantités totales mises en vente, pour chaque catégorie de viande. Elle aboutirait à l'établissement d'un cours unique, plus exact et plus sincère, plus utilisable aussi parce qu'il serait plus conforme aux réalités du marché.

*
**

Il serait facile de faire supporter à ce cours unique, les corrections nécessaires pour qu'il donne aux mar-

chés provinciaux des indications exactes sur lesquelles on puisse véritablement se baser pour les transactions locales. Les frais de transport de la gare au marché seraient presque inexistantes puisque la voie ferrée aurait accès direct au marché. Seuls seraient à déduire pour avoir le cours net Gare-Paris, les frais d'ordre fiscal et la commission de l'intermédiaire. Enfin, les barèmes dont nous avons parlé permettraient d'établir facilement, pour chaque région, le prix approximatif de revient de la viande après déduction des frais de transport.

Le cours de la viande abattue ainsi dégagé a une certaine importance, mais surtout vis à vis des consommateurs des villes. Ce sont seulement, en effet, les bouchers des villes de grande et moyenne importance qui calquent leurs prix de vente sur les cours pratiqués aux Halles. Ce sont eux qui continueraient à calquer ces mêmes prix de vente sur le cours plus sincère et exact qui serait dégagé sur le marché unique de la viande abattue. Le cours des Halles, ou cours de la viande abattue est loin d'avoir la même importance pour le producteur de bétail, c'est-à-dire pour l'ensemble de la population paysanne, et les bouchers de campagne. Ce cours apparaît comme trop complexe et trop sujet à variation. Il dégage les cours des différents morceaux de chaque animal ce qui n'est d'aucune utilité à la campagne où, la plupart du temps, tous les morceaux se vendent au même prix. Le seul cours important pour le consommateur et le producteur rural est le cours du bétail sur pied, c'est à dire le cours de la Vilette.

Ce dernier est beaucoup plus simple et correspond plus exactement aux réalités paysannes puisqu'il dégage un cours moyen de vente par animal sans se préoccuper des différentes parties de cet animal. Le cours du marché aux bestiaux de la Vilette est le grand régulateur des prix de vente à la production tandis que le cours

de la viande abattue influence seulement les transactions dans les villes.

Dans ces conditions, la cotation plus exacte et plus claire du cours du bétail sur pied à la Villette apparaît comme beaucoup plus importante encore que celle du cours de la viande abattue aux Halles. Quoi qu'il en soit, l'effort doit porter sur les deux marchés et l'on ne saurait trop insister sur la nécessité de publier un cours par région, dégagé non seulement de tous les frais parisiens, mais encore de la moyenne des frais de transport de cette région à Paris. Il est évident que cette réforme essentielle doit être immédiate, tant pour le bétail sur pied que pour la viande abattue, et qu'il n'est pas besoin d'attendre la création profondément désirable d'un marché unique de la viande morte pour améliorer déjà sensiblement ce qui existe. C'est immédiatement, également, que peuvent être entreprises dans le cadre actuel des marchés de la viande abattue, les simplifications d'ordre fiscal et la réorganisation administrative qui apparaissent nécessaires.

§. 2 — *L'organisation fiscale des marchés de la viande morte*

L'organisation fiscale du marché de la viande abattue à Paris est aujourd'hui assez complexe, grâce, d'une part au grand nombre de taxes diverses supportées par la viande depuis son abatage jusqu'à sa livraison aux bouchers détaillants, et d'autre part, à la diversité des modes d'assiette et de perception de ces taxes. Il convient, à cet égard, de distinguer entre la viande abattue à Paris et la viande foraine.

La viande abattue à Paris supporte la taxe d'abatage d'Etat dont le montant est de : 0,35 par kg. de poids net pour le gros bétail, de 0,45 pour les autres catégories, la

taxe d'abatage municipale qui est de 5 fr. au 100 kg. de viande nette, les droits d'octroi qui sont de 75 fr. au 100 kg. de viande nette (85 fr. pour les porcs), la taxe de cheville et le droit de lavage de tripée perçus par tête de bétail abattu : elles sont respectivement de 3.75 et de 1 fr. pour le gros bétail ; de 1.25 à 0.25 pour le veau ; de 0.35 et 0.10 pour les moutons.

L'ensemble des taxes et impôts qui viennent d'être énumérés frappent les viandes vendues au marché de la cheville. Si ces mêmes viandes, abattues à Paris, sont vendues non plus au marché de la cheville mais aux marchés de rassortiment ou aux Halles, elles supportent, en plus, les droits afférents à ces marchés soit un droit d'abri ou d'usage de 4 fr. 50 par 100 kg. et un droit de pesage de 1 fr. par 100 kg.

Quant aux viandes foraines, elles ne supportent évidemment pas l'ensemble des taxes qui frappent la viande abattue à Paris. Elles supportent seulement la taxe d'abatage d'Etat et les taxes locales qui ont été perçues au lieu où s'est opéré l'abatage en province, les droits d'octroi et les droits d'abri et de pesage perçus aux marchés de rassortiment et aux Halles. Cette situation permet de constater une fois de plus le paradoxe du cours unique qui s'établit aux criées et aux Halles, pour des viandes dont la provenance est distincte et qui supportent des frais extrêmement différents, puisque les unes ont été abattues à Paris et les autres en province.

Le paradoxe est encore plus grand, si l'on prend en considération la différence qui existe pour la perception de l'octroi entre les criées et les Halles.

*
**

On sait, en effet, que les droits d'octroi frappant les viandes adressées aux Halles Centrales sont perçus à

l'entrée et payé par les mandataires qui en récupèrent le montant sur les expéditeurs. Aux criées des abattoirs, au contraire, c'est l'acheteur qui en supporte la charge, car ces droits ne sont perçus qu'à la sortie, l'ordonnance du 23 décembre 1846 ayant constitué les abattoirs en entrepôts réels considérés comme situés hors Paris.

Il résulte de ces différences de perception que l'expéditeur de viandes a intérêt à les diriger sur les criées des abattoirs puisqu'il y gagne le montant des droits d'octroi. L'expérience semble prouver en effet, que, le plus souvent, l'acheteur paye aussi cher à la criée qu'aux Halles, bien qu'il ait ensuite à déboursier le montant de ces droits. Un tel résultat apparaît comme inadmissible et est un facteur incontestable de hausse des prix puisque ceux-ci tendent à s'unifier sur le cours le plus haut, c'est à dire celui des Halles.

Dans ces conditions, il apparaît nécessaire, en attendant que la création du marché unique de la viande abattue vienne résoudre automatiquement ce problème, d'unifier, en ce qui concerne la perception des droits d'octroi, le régime des criées et des Halles. Une première simplification d'ordre fiscal consisterait donc à découvrir un système pratique qui permettrait de faire supporter à la viande dirigée vers les criées, le paiement des droits d'octroi avant sa mise en vente.

Plusieurs moyens peuvent être envisagés dans l'état actuel de la réglementation. Cependant, avec la réglementation nouvelle prévue par le décret en préparation qui a pour effet de soumettre les commerçants des criées à des obligations analogues à celles des mandataires des Halles, il sera très facile de percevoir en bloc, sur chaque commerçant, à la fin de chaque marché, le total des droits d'octroi que doit supporter la viande qu'il a vendue. Les agents de l'Administration disposeront en effet, des livres ou seront inscrits les ventes effectuées et le poids des marchandises vendues. Ils disposeront aussi d'un bulle-

tin de pesage et d'une note d'achat que les commerçants seront tenus de fournir à l'Administration. Dans ces conditions il sera facile de percevoir, journellement ou hebdomadairement, les droits d'octroi sur l'ensemble de la viande vendue par les commerçants des criées et, comme ce seront ceux-ci qui seront appelés à payer, en dernier lieu, les droits dont il s'agit, ils seront amenés à en tenir compte dans la fixation des prix de vente. Une fiche ou un cachet spécial, pourrait, à la sortie de l'enceinte, permettre de distinguer les viandes vendues aux criées de celles provenant des échaudoirs.

Ainsi sera unifié, de la manière la plus simple, en ce qui concerne la perception des droits d'octroi, le régime des Halles et celui des criées. Les choses se passeront comme si toute la viande mise en vente sur ces marchés avait déjà supporté en fait les droits d'octroi avant sa présentation aux acheteurs.

Il sera possible, par la suite, de comparer plus efficacement le cours établi aux Halles avec le cours établi aux criées puisque des éléments sensiblement semblables entreront en ligne de compte pour leur établissement. Après avoir mis fin à cette inégalité de traitement, il convient, au surplus, de simplifier les diverses taxes fiscales qui sont en outre supportées par la viande abattue.

*
**

Parmi les différentes taxes que nous avons énumérées, nous en avons constaté que deux : la taxe de cheville et le droit de lavage de tripée étaient perçues par tête. Il paraît donc nécessaire de réunir ces deux taxes en une seule, dont le montant pourrait être, pour chaque tête de bétail de chaque catégorie, sensiblement égal au total actuel des deux taxes.

Enfin, il serait peut-être possible d'aller plus loin, dans la voie de la simplification, en réunissant ces taxes à la

taxe d'abatage, qu'elle soit nationale ou municipale, ainsi qu'aux droits d'octroi. Il est à noter d'ailleurs que les taxes de cheville et de tripée sont perçues par le service de l'octroi, lors de l'entrée des animaux aux abattoirs. Bien entendu, cette réforme ne pourrait s'appliquer que pour la viande abattue à Paris, puisque la viande foraine n'a à supporter, sur le territoire de la ville, que les droits d'octroi et les droits de marché : droit d'usage et droit d'abri.

A l'heure actuelle, sur les abattoirs et les marchés de rassortiment, puisqu'il ne s'agit, en cette matière, que d'eux seuls, l'assiette et la perception des diverses taxes est assez complexe. L'octroi et la taxe municipale d'abatage sont assises sur le poids de viande morte, tandis que la taxe d'abatage d'Etat était assise sur le poids vif de l'animal jusqu'au décret-loi du 12 novembre 1938. Depuis cette date, cette dernière est également assise sur le poids de viande nette, ce qui a réalisé une simplification notable.

Mais, tandis que l'octroi et la taxe municipale d'abatage sont assis et perçus par les Services de la Préfecture de la Seine à la sortie de l'enceinte de la Villette, la taxe d'Etat l'est par les services du chiffre d'affaires d'après les déclarations des bouchers en gros. La diversité de ces régimes n'a pas seulement pour effet de compliquer l'Administration, mais elle détermine aussi une insuffisance de contrôle qui facilite la fraude.

Dès lors, l'unification des régimes de l'assiette, de la perception et du contrôle de ces trois taxes paraît présenter de grands avantages. Elle permettra à la fois de réduire le personnel administratif et d'améliorer le contrôle. En cette matière il convient seulement de choisir, comme base d'unification, les modalités d'assiette et de contrôle qui permettront, tant de réduire l'évasion fiscale, que de diminuer les obligations et formalités auxquelles sont soumis les assujettis. Ainsi, que le fait res-

sortir M. Ardant, dans son rapport devant le Conseil National Economique, il convient donc d'écarter les systèmes qui prendraient pour base, soit la déclaration du poids net par le chevillard, soit le poids vif réel par le pesage des animaux avant abatage. Le meilleur régime paraît être d'étendre celui qui est actuellement en vigueur pour les droits d'octroi : asseoir l'impôt unique qui remplacerait les taxes actuelles sur le poids net de la viande, à la sortie des abattoirs. L'unification de l'assiette permettrait d'unifier également le régime de perception.

Cependant, l'adoption de ces simplifications devra s'accompagner d'un renforcement du contrôle, d'autant plus nécessaire que l'impôt unique réalisé aura remplacé toutes les autres taxes. Les fonctionnaires de l'Etat devront surveiller strictement les opérations d'assiette et de perception qui pourraient continuer à être effectuées par les agents de la ville.

Toutefois, en l'état actuel de la réglementation et de l'aménagement matériel des criées, ce système paraît présenter de sérieux inconvénients.

La perception de l'impôt se faisant à la sortie de l'enceinte, une première difficulté apparaît pour les viandes foraines introduites aux marchés de rassortiment. Ce dernier est, en effet, situé dans l'ensemble des abattoirs. Or, les viandes foraines ont déjà supporté, à l'endroit où elles ont été abattues, la taxe d'abatage d'Etat et les taxes locales. On ne peut donc leur faire supporter, en dehors des frais de marché, que les droits d'octroi.

La solution du problème paraît assez délicate. Il est certain que la réforme serait facilitée par l'adoption de la nouvelle réglementation à l'étude des marchés de rassortiment. Grâce aux documents dont ils disposeront, les agents de l'administration connaîtront la provenance de la marchandise vendue. Cependant, ce ne sont pas les seuls inconvénients présentés par ce système d'uni-

fication des taxes à la sortie des abattoirs. Dans l'état actuel du marché de la viande abattue, en effet, il convient de ne pas oublier qu'il existe deux endroits bien distincts, en dehors du marché de la cheville, où s'opèrent les transactions sur les viandes mortes : les Halles et les criées. Dès lors, reporter la perception des diverses taxes à la sortie du marché de rassortiment, pour la viande qui y aura été vendue, a pour résultat d'aggraver encore l'inégalité que nous avons signalée et qui existe aujourd'hui du fait de la différence dans le mode de perception des droits d'octroi, entre les Halles et les criées.

La viande abattue à Paris n'aurait plus à supporter aucune taxe avant son introduction sur les marchés de rassortiment et, sur ces mêmes marchés, seraient également vendues des viandes foraines qui auraient déjà supporté au moins quelques-unes d'entre elles. Cela aboutirait incontestablement à une hausse du prix de la viande car en cette matière l'expérience montre que les cours tendent à s'unifier aux prix les plus élevés.

Dès lors, la seule solution paraît être d'isoler le marché de rassortiment des abattoirs. L'unification des taxes et la perception de la taxe unique à la sortie de l'enceinte, doit s'appliquer seulement à la marchandise venant directement du marché de la cheville, donc des échandoirs. Cette taxe unique devra être perçue sur toute la viande qui proviendra des abattoirs, que cette viande ait déjà été achetée par un boucher détaillant ou qu'elle soit destinée à être transportée pour être vendue aux Halles ou sur les criées. Cela implique que toute la viande abattue dans les échandoirs et destinée à être vendue sur un marché de demi-gros, devra préalablement sortir de l'enceinte avant qu'il puisse être opéré sur elle aucune transaction commerciale. Ce n'est qu'une fois les droits perçus qu'elle serait mise en vente et il y aurait égalité de charges supportées par la viande mise en vente qu'elle

le soit aux criées ou aux Halles, qu'elle soit foraine ou abattue à Paris.

En cette matière encore, la nécessité d'un marché unique de la viande abattue, laissant bien entendu à part le marché de la cheville, se fait nettement sentir. En l'état actuel des choses, et tant que le marché de rassortiment restera dans l'enceinte des abattoirs, il paraît difficile, du point de vue de l'intérêt général, d'unifier et de simplifier le régime actuellement en vigueur pour la perception des taxes fiscales. Le seul progrès qui peut être fait en la matière, dès l'application de la nouvelle réglementation des criées, c'est, ainsi que nous l'avons signalé, de supprimer l'inégalité qui subsiste entre les Halles et les criées pour la perception des droits d'octroi. Le problème de l'isolement matériel des marchés de rassortiment et des abattoirs auxquels ils correspondent soulève, en effet, certaines difficultés financières qui paraissent, pour le moment, difficiles à résoudre. Plutôt que d'entreprendre de vastes travaux pour corriger les défauts de ce qui existe, il apparaît plus opportun d'étudier la création du marché unique de la viande abattue qui aurait pour résultat de résoudre et de simplifier considérablement les divers problèmes que nous avons examinés et dont la complexité nous est clairement apparue.

§ 3. — *Conclusions sur le marché unique et la réorganisation administrative*

Tant au point de vue de l'aménagement matériel que de celui de la loyauté des transactions ou de l'unification des régimes administratifs et fiscaux en vigueur, la solution du marché unique paraît la meilleure. Sur ce marché, seraient centralisées toutes les viandes foraines et seraient acceptées les viandes qui n'auraient pu trouver preneur au marché de la cheville, malgré la faculté

de vendre en demi-gros qui pourrait être accordée aux chevillards. Quelle que soit leur provenance, les viandes pénétrant sur ce marché unique auraient supporté, avant d'être vendues, une part à peu près égale de charges et de droits fiscaux. Le cours qui pourrait être dégagé serait incontestablement plus sincère et plus régulier.

Les avantages de cette solution apparaissent considérables, par rapport aux critiques que l'on peut lui faire. Elle aurait dit-on pour inconvénients d'isoler le marché de la viande de celui des autres denrées alimentaires, ce qui rendrait plus difficile l'approvisionnement des restaurants ou des maisons d'alimentation générale qui font actuellement aux Halles l'ensemble de leurs achats. Mais la quantité de viande vendue à cette catégorie d'acheteurs est infime par rapport au total des transactions. Enfin, Paris est un des rares marchés mondiaux où la vente d'une denrée comme la viande, nettement distincte, ne s'opère pas dans un marché unique spécialisé.

Plus délicat et plus sérieux apparaît le problème soulevé par la différence qui existe actuellement entre les facteurs des criées et les mandataires des Halles du point de vue de l'étendue de leurs droits. Les seconds jouissant de droit de cession de clientèle et d'association se trouveraient remplir, sur le même marché, les mêmes fonctions que les premiers qui n'en jouissent pas. Le problème ne paraît pas insoluble étant donné que c'est la seule différence qui subsiste entre les deux catégories de commerçants et que, par ailleurs, l'unité de la réglementation est pratiquement réalisée aujourd'hui.

Il est certes possible d'adopter un régime qui permette, au moins pendant une période transitoire, de respecter les droits acquis en attendant une unification générale possible.

Le système du marché unique ne procure pas seulement les avantages généraux dont nous avons parlé. La simplification qu'il permet de réaliser dans l'administration complexe des marchés de la viande n'est pas non plus négligeable. Cette simplification sera d'autant plus importante que le regroupement et la centralisation des services qui interviennent actuellement dans la gestion des marchés de la viande morte sera plus efficace.

Comme sur le marché du bétail sur pied, des administrations et des services très divers apparaissent sur les marchés de la viande abattue. La gestion des abattoirs par exemple, suppose l'intervention d'un nombreux personnel relevant soit de la Préfecture de Police, soit de la Préfecture de la Seine. L'Inspection des viandes, le service vétérinaire, la police proprement dite et la circulation dépendent de la première, tandis que la perception des taxes, le nettoyage, les concessions d'emplacement sont de la compétence de la seconde. Il en est de même, en ce qui concerne les marchés de rassortiment et les Halles, pour lesquels une répartition des attributions sensiblement analogue à celle qui existe pour les abattoirs, est observée. Cependant, la discipline des intermédiaires dépend de l'une ou l'autre Préfecture selon les infractions commises. Déjà cette situation était apparue préjudiciable et digne de réforme à la Commission de réforme instituée par décret du 3 août 1922 et présidée par M. Louis Marin. En ce qui concerne plus spécialement la viande, ce dernier déclare dans son rapport que « alors que la police sanitaire des animaux, le contrôle de la salubrité des denrées sont assurés par divers services dépendent de la Préfecture de Police, les étals de la boucherie et de la charcuterie ressortissent à la Préfecture de la Seine. » Dans ces conditions, il arrive souvent que les activités des deux préfectures se doublent inutilement et que des conflits d'attribution surgissent. Il en résulte divers inconvénients d'ordre pratique et des

difficultés d'administration qui sont encore aggravées par le fait que le même hasard semble avoir présidé à la répartition des tâches entre les administrations centrales.

Le Ministère de l'Agriculture intervient pour les questions sanitaires et les questions économiques générales, le Ministère des Finances pour la perception des taxes et les problèmes fiscaux, le Ministère de l'Intérieur pour l'administration et la réglementation générale, et la révocation des commerçants. Il est certain qu'un regroupement et une centralisation des services s'imposent tant sur le plan municipal que sur le plan général. Divers projets ont été envisagés, à ce sujet, tant par M. Maulion, que par M. Ardant.

Les modalités de la réforme doivent, de toute façon, faire l'objet d'une étude d'ensemble qui doit avoir pour but de simplifier et de centraliser.

L'administration sera ainsi rendue plus facile et le contrôle de l'Etat pourra parallèlement s'exercer d'une manière plus efficace. Ce contrôle apparaît plus nécessaire depuis que les marchés parisiens de la viande morte comme celui du bétail sur pied ont dépassé le cadre de leurs destination primitive pour devenir de véritables marchés nationaux. Ainsi le problème de leur organisation et de leur fonctionnement ne peut se séparer de celui, plus général, de l'organisation d'ensemble du marché de la viande en France.

CONCLUSION

Les problèmes que soulève l'organisation rationnelle et le fonctionnement des marchés d'approvisionnement de la viande à Paris sont loin d'être des problèmes purement parisiens. Ils intéressent le commerce du bétail et de la viande sur l'ensemble du territoire national et influencent dans une certaine mesure la vie paysanne toute entière. Cela est si vrai que l'on constate que, si les prix payés pour le bétail à la production sont très variables selon les régions, ces différences s'expliquent, beaucoup moins par des différences de qualité entre les animaux, que par l'éloignement plus ou moins grand où se trouvent les régions productrices des centres de consommation et principalement du marché parisien. Si cela paraît profondément regrettable, il est cependant nécessaire de tenir compte de cette constatation lorsque l'on cherche à dégager les directives générales d'une politique d'organisation du marché de la viande en France. Le problème essentiel à résoudre se trouve être ainsi un problème de répartition et de distribution beaucoup plus qu'un problème de production.

Au surplus, si le but d'une politique de la viande en France doit être de provoquer, autant que possible, un abaissement du prix de vente à la consommation, elle ne saurait avoir pour conséquence, en l'état actuel de

l'agriculture française, un abaissement du prix de vente à la production. Les prix de vente à la production sont très nettement inférieurs en valeur or à ce qu'ils étaient avant la guerre. On peut dire d'une manière certaine que la hausse des prix à la production est loin d'avoir suivi la hausse des prix à la consommation. De même, on constate que la baisse des prix qui s'est produite entre 1927 et 1935 sur la vente de la viande au détail a été accompagnée d'une baisse beaucoup plus forte, à la production. La première pouvait se chiffrer à 31 % pour les bovins, 10 % pour les ovins et 13 % pour les porcins, tandis que la seconde pouvait s'évaluer dans l'ensemble à près de 50 % pour la même période. Le rapport Herriot-Tardieu de 1934 estime qu'à cette date les prix à la production étaient inférieurs en valeur or d'environ 20 % aux prix de 1913 alors que les prix de revient de l'Agriculture étaient majorés des coefficients 6, 7 et même 8.

Il apparaît donc de façon très nette qu'une nouvelle compression des prix à la production est impossible et doit être écartée de manière absolue. Elle porterait à l'agriculture française un coup mortel et contribuerait à désorganiser l'économie paysanne déjà atteinte par l'évolution économique de l'après guerre. Il n'en résulte pas, toutefois, que les pouvoirs publics, étant donné le poids considérable de la viande dans les budgets familiaux modernes, doivent se désintéresser du prix de revient à la consommation. Une politique d'abaissement du prix de la vie ne peut se concevoir sans une action sur le prix de la viande. Le problème est donc de réduire dans toute la mesure du possible l'écart parfois considérable qui sépare le prix à la production du prix à la consommation. Ainsi seront ménagés, de manière plus satisfaisante, à la fois les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs. Il convient par conséquent de faire porter l'effort sur une réduction des frais supportés par la viande depuis son

départ de la ferme jusqu'à son arrivée dans les centres de consommation.

Ainsi posé le problème apparaît très vaste et mériterait une longue et minutieuse étude qu'il ne nous appartient pas d'aborder dans le cadre réduit de ce travail. Nous nous bornerons donc à quelques développements d'ordre général et à quelques indications qui nous permettront de dégager les grandes lignes d'une politique de la viande dans un pays comme la France.



Il apparaît en premier lieu, si l'on tente de réduire l'écart existant entre le prix à la production et le prix à la consommation, qu'il est nécessaire de dégager cet écart dans toute la mesure du possible, même aux yeux les moins avertis, en l'occurrence ceux des petits producteurs et ceux des consommateurs. En cette matière, l'on ne saurait trop souligner, une fois de plus, la mauvaise influence exercée par la diffusion très large des cours du bétail à la Villette et des cours de la viande abattue aux Halles, cours établis selon les méthodes que l'on connaît.

Ces cours ainsi diffusés sont des prix parisiens, c'est-à-dire des prix maxima dans lesquels s'incorporent une série de frais, de taxes, de bénéfices que ne supportent pas le bétail ou la viande vendue sur les marchés provinciaux.

Dans leur rapport sur la vie chère, MM Herriot et Tardieu soulignent ce phénomène et ajoutent : « qu'il est regrettable que les transactions locales se trouvent ainsi, sinon toujours réglées, du moins grandement influencées par des conditions particulières au seul marché parisien ». M. Charles Gide soutient la même idée lorsqu'il expose dans son livre sur « La cherté et la coopéra-

tion » que « le parasitisme n'est pas le seul vice de l'organisation commerciale : il y en a bien d'autres, par exemple l'usage de prendre pour fixer le cours, le prix du marché de Paris qui est généralement le prix maximum. Dans n'importe quel village de montagne, vous paierez le beurre au prix de Paris, c'est-à-dire que vous paierez les frais d'un transport et de reventes qui n'ont pas existé ».

S'il apparaît normal, en effet, que le consommateur parisien paie avec la viande qu'il achète l'ensemble des frais qu'elle a supporté pour venir jusqu'à lui, il est inadmissible que le consommateur provincial, même dans une ville située dans un centre de production les supporte également plus ou moins. Enfin, ainsi que nous l'avons souligné, le producteur de bétail souffre de la méthode de cotation actuelle : il est dans l'impossibilité de reconnaître si un marchand lui offre, pour les bêtes qu'il vend, la rémunération normale qu'il est en droit d'en retirer et il n'est pas rare qu'il soit souvent frappé par l'énorme différence de prix qu'il remarque entre le morceau de viande consommable qu'il achète à la ville voisine et le bétail qu'il a vendu précédemment.

Ce phénomène s'explique aisément car le marchand de bestiaux tient compte dans ses achats de l'ensemble des frais qui seront supportés par le bétail jusqu'à sa distribution à la consommation à Paris, tandis que le boucher provincial trop souvent se borne à reproduire le cours parisien, même s'il a acheté ses bêtes à la foire voisine.

Il est certain que la solution ne semble pas, comme certains l'ont proposé, dans la suppression totale de la publicité donnée aux cours pratiqués à Paris. Elle est dans la diffusion obligatoire, sous peine de sanctions, d'un cours net officiel Gare Paris, et d'un cours moyen à la production évalué par région et par saison ainsi que nous l'avons préconisé tant pour les

cours du marché aux bestiaux que pour les cours des Halles. L'intérêt des producteurs de viande semble commander impérieusement cette réforme qui ne pourra également manquer d'avoir un effet très appréciable sur le prix de vente de la viande au détail au consommateur de province, au moins si celui-ci habite dans une région de production. Il pourra dégager de manière plus claire le prix auquel le boucher de province a payé le bétail au producteur et les pouvoirs locaux en tireront des indications précieuses pour l'établissement des barèmes locaux qu'une législation récente a rendu obligatoire. Parallèlement l'affichage des prix auquel il est nécessaire de veiller de façon rigoureuse, complète heureusement la tâche de défense du consommateur et le contrôle de la sincérité des prix par les pouvoirs publics.

Toutefois, l'écart qui existe entre le prix à la production et le prix à la consommation ne peut évidemment être réduit en valeur absolue par une modification dans la cotation et la diffusion des cours. Tout au plus, sera-t-il réduit dans certains centres provinciaux du fait de la plus grande exactitude des cours diffusés. Il paraît nécessaire de poursuivre la réalisation d'une série de mesures générales qui pourraient avoir comme conséquence la diminution du prix de la vente à la consommation. Seul, un effort de compression des prix de revient ou une modification dans le bénéfice des intermédiaires peut tendre à cette fin. Une amélioration et un adoucissement du régime fiscal, une propagande bien conçue pour la revalorisation du cinquième quartier et des morceaux dits de basse, une réduction du prix des transports peuvent être envisagés.



En dehors des divers droits et taxes qu'elle supporte sur le marché de Paris et qui sont, ainsi que nous l'avons

vu, relativement élevés, la viande est soumise sur l'ensemble du territoire, dans certaines communes, aux droits d'octroi, et partout aux taxes d'abatage, l'une la plus importante perçue par l'État, les autres par les communes. L'abaissement de taux ou la suppression complète de ces différents impôts soulève des problèmes d'ordre général qu'il ne nous appartient pas d'apprécier. Il nous suffira d'indiquer l'influence que les mesures qui pourraient être prises dans ce sens auraient sur l'abaissement du prix de vente de la viande à la consommation.

Un grand nombre de communes sont restées attachées aux droits d'octroi, cependant que certaines autres, parmi lesquelles des grandes villes comme Lyon l'ont supprimé. Il est certain que ces droits, lorsqu'ils existent, pèsent d'un poids assez lourd sur le prix de la viande au détail. Aussi les corporations intéressées n'ont-elles pas manqué de réclamer la suppression totale du droit d'octroi pour la viande en arguant du fait que cette denrée est devenue de première nécessité à l'égal du pain et du lait qui, eux, en sont la plupart du temps exonérés. Il en est ainsi à Paris et cependant la viande occupe dans le budget familial une place plus grande que celle du lait. Le Comité National de la viande estime que la répercussion du droit d'octroi est très lourde et qu'elle représente 6 à 10 % du prix de revient de la viande à l'étal du boucher parisien. Il suffit cependant de souligner que les droits d'octroi sur la viande représentent une recette annuelle de près de cent millions de francs pour la Ville de Paris pour s'apercevoir des difficultés que soulèveraient sa suppression. Une recette de remplacement devrait être trouvée et la charge ne serait que déplacée pour le consommateur. Enfin, même si une réduction pouvait être envisagée il ne semble pas qu'elle puisse dépasser 10 % ce qui n'aurait pratiquement aucune répercussion sur le prix de la viande. En cette matière,

les nécessités budgétaires locales sont parfois impérieuses et l'on ne peut que se borner à indiquer des solutions. On est conduit à une conclusion semblable en ce qui concerne les taxes d'abatage municipales que les communes possédant un abattoir public et soumises ou non à l'octroi peuvent instituer. Le décret-loi du 14 juin 1938 relatif aux finances locales, fixe toutefois les maxima que ces taxes ne doivent pas dépasser : 0 fr. 05 par kilogramme de viande nette pour les communes soumises à l'octroi ; 0 fr. 15 pour celles qui n'y sont pas soumises.

La taxe d'abatage d'Etat soulève des problèmes un peu différents en ce sens qu'elle s'applique à toutes les viandes quelles qu'elles soient. Sa répercussion sur le prix de la viande est beaucoup plus générale et dans l'ensemble beaucoup plus lourde. Instituée par l'article 143 de la loi du 13 juillet 1925 elle a remplacé l'impôt sur le chiffre d'affaires qui était perçu sur les opérations des divers échelons du commerce du bétail et de la viande. Depuis son institution, elle n'a cessé d'augmenter et elle a, aux dires des intéressés, une très lourde incidence sur les prix de revient de la viande. C'est également l'opinion soutenue par M. Labbé dans son rapport devant le Comité National de surveillance des prix qui faisait ressortir qu'elle était plus lourde encore pour les animaux de qualité inférieure, puisqu'elle était payée au poids vif et que le rendement en viande nette d'un animal de basse qualité est nettement inférieur au rendement en viande nette d'un animal de bonne qualité. Il y discernait une des raisons principales de l'absence de corrélation entre le prix de la viande sur pied et celui de la viande abattue. Aussi les corporations intéressées demandaient-elles avec juste raison que la taxe soit établie au kilogramme de viande nette au lieu d'être établie au kilogramme vif. Le décret-loi du 12 novembre 1938 relatif aux mesures fiscales est venu leur donner satisfaction sur ce point. Mais l'atténuation fiscale que l'on pouvait atten-

dre cette mesure a été compensée par un relèvement de la taxe en valeur absolue : elle est actuellement de 0 fr. 35 par kilog pour le gros bétail et de 0 fr. 45 pour le veau, les ovins et les porcs. Elle continue donc à peser d'un poids assez lourd dans le prix de revient de la viande et il serait souhaitable, sinon de l'alléger, au moins de la proportionner au cours de la viande afin de la rendre encore plus équitable.

Quoiqu'il en soit, en l'état actuel des finances publiques, il paraît difficile d'attendre d'un abaissement des impôts et de taxes une réduction sensible du prix de la viande. Beaucoup plus efficace semble devoir être une action bien conduite en faveur de la revalorisation du cinquième quartier et des morceaux de basse.



Le prix d'achat d'un animal se fixe en effet d'après le poids réel ou présumé des quatre quartiers de viande consommable, c'est-à-dire de la viande nette. Il n'est pas tenu compte du prix du cinquième quartier constitué par les abats, le cuir et le suif, qui constituent non loin de la moitié du poids de l'animal vivant. Or, le cinquième quartier a une valeur qui constitue, en général, le plus clair du bénéfice du boucher en gros. Dès lors, plus son produit est élevé, plus le cours de la viande abattue diminue, par rapport à celui de la viande sur pied et plus le consommateur s'en trouve généralement avantagé. M. Labbé calculait qu'en octobre 1936, le produit du cinquième quartier représentait à peu près le double des frais et de la taxe d'abatage. L'incidence de ce facteur sur le prix de la viande à la consommation apparaît donc considérable.

Or, la dépréciation du cinquième quartier est apparue très sensible depuis la guerre. De 1930 à 1934, en parti-

culier, la chute a été très profonde. Pour un bœuf de poids moyen le prix du cinquième quartier qui ressortait environ à 500 fr. en 1928 n'était plus que de 200 fr. environ en octobre 1934, date à laquelle MM. Herriot et Tardieu déposaient leur rapport. Il faut y voir une des raisons pour lesquelles la baisse du bétail à la production pendant cette période n'a pas été suivie d'une baisse correspondante à la consommation.

Il est vrai que depuis 1936, une hausse très sensible s'est manifestée surtout en ce qui concerne les cuirs, dont les prix ont doublé. Mais cette hausse est, pour une part, la conséquence de la hausse générale des prix depuis cette date et le coefficient d'augmentation par rapport à l'avant-guerre est à peine de 3 en moyenne. En conséquence, d'importants progrès restent à réaliser. Les différents travaux et études consacrés à l'amélioration du marché de la viande restent d'accord à ce sujet.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne le cuir, M. Labbé recommande d'attirer l'attention des éleveurs sur les inconvénients du crottage, de l'aiguillon et des clôtures en fil de fer barbelé, qui provoquent une dépréciation ou une déchirure des cuirs, et de faire voter une loi rendant le dévarronnage obligatoire. Une action similaire doit être entreprise pour revaloriser les autres éléments du cinquième quartier : les abats et les suifs.

Cette action qui doit être menée par les pouvoirs publics et les groupements professionnels devra s'accompagner d'une propagande bien conçue pour l'éducation du consommateur. Celui-ci qui a toujours tendance à se plaindre du prix de la viande est pour une bonne part responsable de sa cherté, au moins de la cherté de certains morceaux. La faveur du public des grandes villes qui peu à peu impose malheureusement ses goûts à la campagne va, en effet, à l'époque actuelle, presque exclusivement à ce que l'on appelle la viande de « haute » susceptible d'être rôtie ou grillée. L'évolution de la vie fami-

liale, le travail de la femme mariée, la vie de plus en plus trépidante des grandes villes, la mode elle-même, font délaisser de plus en plus les morceaux dont la cuisson est longue et difficile, bien que leur qualité alimentaire soit certainement égale à celle de la viande dite de première catégorie, de cuisson facile et rapide. Cela a pour résultat de provoquer une hausse très sensible de la viande de haute et un écart très considérable des prix entre elle et la viande dite de basse. Cette dernière est difficilement écoulée par le boucher qui fait valoir qu'il est obligé de prendre tout son bénéfice sur les morceaux les plus demandés. Une augmentation de la demande des morceaux de basse et leur revalorisation aurait pour conséquence, sans doute, un abaissement du prix des viandes de première catégorie.

Il est certain que l'éducation du consommateur est loin d'être faite et qu'elle ne peut s'accomplir que très lentement ; il semble toutefois qu'il soit possible, aux grandes collectivités publiques ou privées, telles que l'armée, l'enseignement, l'assistance publique, les cités universitaires, les grandes usines ou les foyers divers d'acheter ce qu'elles ont la possibilité de préparer à moindre frais au lieu des grillades qu'elles s'obstinent à commander. Il en est de même pour la fabrication des conserves de viande où il paraît possible d'utiliser des bas morceaux, aussi sains que des morceaux dits de choix, mais provenant d'animaux de qualité parfois médiocre.

La revalorisation du cinquième quartier et des morceaux de basse aurait certainement une influence heureuse pour réduire les écarts de prix existants entre la production et la consommation d'une part, et entre les différentes parties d'un même animal, d'autre part. Cette action peut être complétée, dans une certaine mesure, par l'amélioration des transports du bétail et de la viande

abattue et, autant que possible, par l'abaissement de leur prix.

..

Trop souvent, en effet, les conditions matérielles du transport du bétail laissent à désirer. Il en est ainsi surtout lorsque le trajet est long quel que soit le mode de transport utilisé : camion ou chemin de fer. Il arrive trop fréquemment que des animaux meurent ou sont détériorés et blessés au cours du voyage, par suite des heurts, des cahots, du manque d'air et des modalités d'embarquement et de débarquement défectueuses. Les pertes consécutives aux accidents de cette nature ne manquent pas d'avoir une répercussion sur le prix de vente du bétail et il paraît nécessaire d'édicter une réglementation du transport du bétail qui conduise au perfectionnement ou à un meilleur aménagement du matériel mis à la disposition des expéditeurs. En cette matière, c'est surtout sur la S.N.C.F. qu'il paraît possible d'agir, en l'invitant à réduire la durée des transports et à augmenter le confort des wagons, qui devraient être mieux adaptés à leur destination. Le chemin de fer paraît en effet préférable au camion, qui devrait être surtout utilisé pour le ramassage des bestiaux dans une région déterminée et pour les transporter à la gare de départ.

Le problème est le même en ce qui concerne le transport des viandes abattues qui, lui non plus, n'est pas exempt de critiques. M. Labbé estime que sur les 52.813.000 kilogs acheminés vers les Halles en 1935, la moitié au maximum a été transportée en wagons isothermes et que sur les 21.580.000 kilogs reçus la même année par la route, bien peu ont fait l'objet de conditions particulières de transport. Aussi, le pourcentage des pertes reste-t-il assez élevé : les viandes impropres à la consommation qui ont été saisies ont atteint une

proportion de 0.77 % en 1929 et de 0.30 % en 1935. Il paraît donc nécessaire de multiplier le nombre des wagons isothermes et d'en réduire le prix de location, tout en poursuivant l'aménagement dans les abattoirs locaux ou cantonaux qu'il convient de réorganiser, de chambres froides destinées à l'entreposement des viandes préparées pour l'expédition. Plus le pourcentage des pertes dues aux transports sera réduit pour le bétail sur pied comme pour les viandes abattues, plus le prix de vente à la consommation sera favorablement impressionné.

Il est également possible de réduire les frais de transport supportés par la viande ou le bétail en s'efforçant d'obtenir un abaissement des tarifs au moins en ce qui concerne les Chemins de Fer dont l'utilisation paraît préférable, en tout état de cause, à celle du camion. En cette matière, comme en matière fiscale, la solution reste subordonnée à des considérations financières d'ordre général qu'il ne nous appartient pas d'apprécier. Il convient de souligner cependant que les tarifs de transport de la viande se sont trouvés majorés de manière souvent excessive. MM. Herriot et Tardieu font ressortir dans leur rapport que les coefficients d'augmentation par rapport à l'avant-guerre atteignent pour certaines catégories jusqu'à 19 et sont en moyenne de 7 alors que le coefficient moyen d'augmentation pour les produits agricoles est de 4,70. Or, depuis 1934, date à laquelle ont été calculés ces chiffres, les transports ont été très sensiblement augmentés. Le Comité National de la viande prétend que, en tenant compte du prix net revenant au producteur, la charge résultant des transports apparaît 15 fois plus lourde qu'en 1913. Aussi s'associe-t-il à la suggestion de MM. Herriot et Tardieu qui proposaient de ramener à un coefficient uniforme d'augmentation la tarification des transports de viande.

Il paraît possible cependant, même si l'action sur les

tarifs paraissait difficile en raison des circonstances actuelles, de rechercher dès maintenant le moyen de faire bénéficier plus largement les producteurs et les consommateurs des avantages inhérents au groupage.

Les grosses expéditions bénéficient, en effet, par rapport aux envois isolés ou plus faibles de considérables avantages de tarifs. Les cultivateurs sont donc amenés la plupart du temps à recourir à un groupeur qui achète leurs produits et les groupe avec ceux d'autres producteurs avant leur expédition. Il convient en cette matière de diminuer les prélèvements opérés par les groupeurs et de faire contrôler leur exploitation et leurs tarifs par l'Etat. Enfin, les producteurs eux-mêmes pourraient obtenir d'excellents résultats s'ils se réunissaient dans des associations qui centraliseraient leurs expéditions et leur permettraient de ne plus avoir recours au groupeur.

Par ailleurs, il peut paraître anormal que les frais de transport supportés par la viande soit inégaux, selon que celle-ci est transportée vivante ou abattue. Il semble nécessaire d'unifier autant que possible les tarifs afin de rétablir l'égalité à ce sujet entre les diverses catégories de viande.

A l'heure actuelle en effet, les mandataires des Halles prétendent que la viande morte, seule marchandise qu'ils vendent, supporte, à égalité de poids en viande nette, un ensemble de frais plus onéreux que la viande transportée vivante et abattue à Paris. Les statistiques semblent leur donner raison ainsi que les calculs les plus sincères que l'on ait pu faire à ce sujet. C'est ainsi que M. Labbé s'est attaché, dans son rapport devant le Comité National de surveillance des prix, à calculer, par kilog de viande nette, le montant des frais intermédiaires supportés par la viande entre la production et la consommation, tant pour la viande morte que pour la viande sur pied.

Pour un transport de 350 km., distance moyenne qui

sépare le lieu de l'expédition et le pavillon des Halles, compte tenu des taxes municipales parisiennes d'usage, d'abri et de pesage, ainsi que des frais de manipulation et de la commission des mandataires, 100 kilogs de viande abattue supportent un ensemble de frais s'élevant à 85 francs. Pour un même transport de 350 km., un bœuf vivant d'un poids moyen de 700 kilogs, qui donne 350 kilogs de viande nette, compte tenu des taxes municipales parisiennes de place et de séjour, des frais de débarquement et des prélèvements du marchand de bestiaux et du commissionnaire, supporte un ensemble de frais s'élevant à 245 francs. Le kilog de viande nette abattu en province et vendu à Paris, supporte donc un ensemble de frais s'élevant à 0 fr. 95 tandis que le même kilog de viande nette transporté sur pied et abattu et vendu à Paris ne supporte qu'un ensemble de frais s'élevant à 0 fr. 70.

Il convient d'ajouter toutefois que ces chiffres, valables en 1937, date du rapport Labbé, ne le sont plus en 1939 où les taxes municipales et les tarifs de transport se sont sensiblement relevés. Il convient, en conséquence, de leur faire subir une augmentation de 15 à 25 %. Mais cela n'atténue pas l'inégalité de traitement qui existe entre ces deux catégories de viande, et la différence entre les frais supportés par un même kilog de viande nette dans l'un ou l'autre cas, apparaît fort sensible.

Il est évident que les frais de transport n'interviennent que pour une part dans les calculs ci-dessus mais il paraît nécessaire de rechercher, de toute façon, à rétablir l'égalité entre les charges à supporter par les viandes foraines et par les viandes d'abattoir. Cette réforme n'aurait pas seulement un simple intérêt d'ordre immédiat qui pourrait se traduire par un abaissement du prix à la consommation. Elle aurait aussi pour conséquence d'orienter

l'ensemble du marché de la viande en France vers une organisation générale plus rationnelle.

*
**

Il peut paraître souhaitable, non seulement d'assurer l'égalité entre les viandes foraines et les viandes d'abattoir, mais encore de favoriser l'expédition de la viande abattue afin d'encourager l'abatage en province. Le transport de la viande sur pied semble présenter de multiples inconvénients et il paraît tout à fait irrationnel de transporter à Paris du bétail vivant, venant souvent de points très éloignés du territoire national, pour l'exposer à la Villette et parfois le réexpédier, toujours vivant, vers un centre de consommation, où enfin il sera abattu. En admettant même que les bêtes soient abattues à Paris, elles n'en ont pas moins supporté les fatigues d'un long voyage dans des conditions matérielles et sanitaires souvent défectueuses, privées de soins et de nourriture. La mise en mouvement des wagons qui les transportent et qui sont souvent mal désinfectés multiplie les dangers d'épidémie à travers le pays. Enfin, le bétail transporté vivant subit avant sa présentation au marché et son abatage une perte en poids et en qualité qui n'est nullement négligeable. Au contraire, un animal abattu à la sortie de la ferme ou du pâturage a un rendement de 8 à 10 % plus élevé et donne une viande plus saine et de meilleure conservation que s'il a pâti de longs jours, en particulier de la soif.

Il apparaît donc assez nettement que l'abatage sur place au lieu de production, et l'expédition vers les centres de consommation de la viande abattue, est techniquement et souvent sanitairesment supérieur à l'acheminement du bétail sur pied. « L'abatage au centre de production, déclare M. Rouy, semble être la formule de

l'avenir. Le marché de la viande abattue a doublé en vingt ans à Paris. »

Le développement de l'abatage en province est non seulement rationnel : il semble qu'une législation qui orienterait nettement l'organisation du marché de la viande en France vers cette formule aurait d'heureuses conséquences sur le prix de vente de la viande à la consommation et réduirait encore l'écart qui subsiste avec le prix de vente à la production.

Les intermédiaires qui interviennent dans le commerce de la viande sont moins nombreux lorsque celle-ci est abattue en province que lorsque le bétail est transporté sur pied, au moins lorsqu'il s'agit du marché parisien qui est le débouché principal. Les producteurs seraient ainsi en rapport beaucoup plus direct avec les consommateurs, surtout s'il était possible de donner la forme coopérative aux centres d'abatage qu'il apparait utile de créer. Enfin, les frais d'abatage sont sensiblement moins élevés en province qu'à Paris. MM. Herriot et Tardieu n'hésitent pas à déclarer que « la formule de l'abatage en province et de l'envoi à Paris de la viande, substitué à l'expédition du bétail sur pied, permettrait un sérieux abaissement du prix de revient et, par suite, du prix de vente à la consommation ».

L'intérêt et l'avantage de cette solution est apparu de bonne heure à certains esprits qui ont pensé que le meilleur moyen d'organiser rationnellement et économiquement le marché de la viande était de favoriser la création en province, dans les centres de production, d'abattoirs régionaux, qui constitueraient des centres d'abatage, d'entrepôt et d'expédition de la viande morte. Cependant cette idée, qui est juste, fut appliquée au début selon des principes qui l'étaient beaucoup moins. Les premières expériences qui furent tentées coïncidèrent avec la crise de prospérité qui suivit la guerre à une époque où l'industrialisme des États-Unis

tendait à devenir un modèle pour les hommes d'affaires européens. Des sociétés financières établirent à grands frais dans certaines régions d'élevage, des abattoirs industriels régionaux sur le modèle de ceux qui fonctionnaient dans le nouveau monde. Ils étaient destinés à drainer le bétail d'une région déterminée et, par voie de conséquence, à faire disparaître les multiples abattoirs communaux et les tueries particulières de la région où ils étaient construits. Cependant ces établissements, dont la création s'était révélée fort coûteuse, durent, après une courte période, fermer leurs portes ou se transformer. L'échec de l'expérience fut total : il était inévitable, car ses réalisateurs avaient omis de penser qu'il ne pouvait y avoir aucune comparaison possible entre un énorme marché continental comme celui des États-Unis et le marché français. La puissante et coûteuse organisation qu'entraîne tout abattoir industriel exige, pour rester économique, que l'établissement travaille à plein rendement et d'une manière continue. Or, il n'existe pas en France de régions agricoles dont la production animale soit constante et uniforme et puisse, durant toute l'année, satisfaire sans à coups en quantité et en qualité les besoins sensiblement réguliers d'un abattoir industriel régional. Les établissements que l'on avait créés se virent ainsi contraints, pour alimenter leur exploitation qui nécessitait un personnel nombreux et des frais élevés, de faire venir d'autres régions souvent fort éloignées les bestiaux nécessaires à leur fonctionnement. Comme ils se trouvaient, en outre, situés loin des centres de consommation, il en résultait, rien que du fait des prix de transport accumulés, une augmentation sensible du prix de revient. Dès lors, ils se trouvaient dans des conditions illogiques et contraires aux raisons mêmes de leur existence.

Il ne faut pas cependant, tirant argument de cet échec, s'empresse de conclure que la généralisation et l'organisation plus rationnelle de l'abatage au centre de production doit être écartée. Il en résulte simplement que la création en province d'abattoirs industriels à gros rendement présente de multiples inconvénients et se heurte à des impossibilités de fonctionnement, nullement que le principe de l'abatage en province et de l'expédition de la viande abattue vers les centres de consommation ait perdu de ses avantages et doive être abandonné. La technique commerciale des achats et des abatages sur place est rationnelle et d'un réel intérêt économique : elle mérite d'être expérimentée sur une nouvelle échelle, plus modeste, et plus conforme aux nécessités et aux possibilités économiques du marché français. L'abatage au centre de production, lorsqu'il existe, est actuellement pratiqué de manière défectueuse. Il convient de l'organiser d'abord sur des bases plus satisfaisantes : il pourra ensuite être progressivement et rationnellement développé.

Dans la plupart des cas l'abatage, lorsqu'il a lieu au centre de production, s'effectue aujourd'hui dans des tueries particulières appartenant aux bouchers expéditeurs, et qui sont au nombre de plusieurs milliers sur l'ensemble du territoire. Les inconvénients de ce système sont faciles à apercevoir. Les règles sanitaires de l'abatage sont souvent mal observées et l'inspection des viandes, même lorsqu'elle est pratiquée, l'est de manière insuffisante ou par des personnes n'ayant aucune qualification pour remplir cet office.

L'installation matérielle des locaux est la plupart du temps défectueuse, et les viandes non refroidies au départ s'altèrent facilement en cours de route, donnant lieu à des pertes fréquentes qui font monter les prix. La dispersion des tueries rend nécessaire le groupage des viandes et leur expédition à la gare la plus proche par des Com-

pagnies de transports dont les prélèvements, ainsi que nous l'avons vu, sont parfois excessifs. Enfin, cette même dispersion et la multiplicité des lieux d'abatage rendent difficile le contrôle fiscal : les services du Ministère des Finances estiment que la fraude sur ce chapitre atteint 20 % environ, du fait d'abatages non contrôlés.

Un regroupement et une centralisation des abatages s'impose donc. Si la création en province de grands abattoirs industriels paraît vouée à un échec certain, il n'en est pas de même de la formule consistant à moderniser les abattoirs municipaux, et à regrouper en un établissement bien équipé les tueries particulières existant dans un rayon déterminé. Il apparaît donc nécessaire de centraliser les abatages dans des abattoirs communaux ou intercommunaux, que l'on pourrait doter plus aisément d'une chambre froide et d'une installation matérielle suffisante pour remédier aux défauts actuellement constatés. Une telle solution améliorerait également et faciliterait les transports locaux et souvent il serait possible de relier directement, au moins dans certains centres et dans certaines agglomérations, l'abattoir à la voie ferrée. Dans ce dernier cas, on rejoindrait le système préconisé en 1935 à la suite du rapport Herriot-Tardieu par la Société d'Exploitation des wagons frigorifiques du réseau de l'Etat qui suggérait la création d'abattoirs de gares qui travailleraient en régie pour le compte des producteurs ou des marchands de bestiaux, supprimeraient les prélèvements opérés par les groupeurs et permettraient, grâce à la centralisation qu'ils opéreraient, l'expédition à moindre frais de wagons complets vers les centres de consommation. Au sein de ces abattoirs intercommunaux ou de ces abattoirs de gare, il serait facile de créer des frigorifiques dont l'utilité est évidente dans la plupart des cas, du point de vue de la bonne conservation de la viande transportée.

Le programme de réorganisation du marché de la viande pourrait se réaliser par étapes et le problème de son financement ne paraît pas soulever de difficultés insurmontables. Il conviendrait d'abord de déterminer soigneusement de centres d'expédition qui devraient posséder un abattoir intercommunal, de transformer les abattoirs déjà existants, pour leur permettre de jouer leur nouveau rôle, puis de créer les abattoirs intercommunaux avec chambre froide et raccordement à la voie ferrée dans les centres désignés qui n'en posséderaient pas encore, et enfin de supprimer les tueries particulières dans un rayon assez vaste à déterminer, autour du centre d'expédition. Bien entendu la viande devra non seulement y être abattue, mais encore y être préparée selon les usages des centres de consommation. Une augmentation du nombre des wagons isothermes et réfrigérants, la mise au point d'un matériel roulant mieux adapté notamment au transport du gros bétail abattu, devront être les corollaires nécessaires de cette organisation nouvelle dont le résultat, par l'importante économie qu'elle permettra de réaliser, sera d'accroître les expéditions de viande morte aux dépens de celle du bétail sur pied.

∴

Le législateur semble avoir compris l'intérêt de cette formule qui transforme par étapes et oriente petit à petit vers une organisation plus rationnelle le marché de la viande en France. En cette matière en effet, il convient de se garder des improvisations hâtives et de poursuivre des projets trop grandioses du genre de ceux des abattoirs industriels à gros rendement. La loi du 16 avril 1935, votée à la suite du rapport Herriot-Tardieu, est venue apporter un début de réalisation à la réforme que nous préconisons. Le but de la loi du 16 avril 1935 est avant

tout de revaloriser le cours du bétail à la production en vue d'assurer aux éleveurs une rémunération convenable, et de provoquer une augmentation de la consommation de la viande pour décongestionner l'offre sur le marché. Pour ce faire, il était nécessaire, d'une part d'agir sur la production pour éliminer le cheptel excédentaire et améliorer la qualité du troupeau français, et d'autre part d'agir sur la répartition de la viande pour décentraliser les marchés et améliorer les conditions d'approvisionnement des centres de consommation. Le second de ces objectifs, qui nous intéresse plus particulièrement, doit être poursuivi par l'adoption de certaines mesures en faveur des consommateurs, autant que par l'encouragement qu'il convient de donner aux expéditions de viande abattue.

La loi du 16 avril 1935 prend donc résolument parti pour le système de l'abatage au centre de production et de l'expédition de la viande morte. Aussi favorise-t-elle la construction d'abattoirs locaux, sous certaines conditions, et la création d'organismes de répartition. En cette matière, en effet, s'il est nécessaire de lutter contre la dispersion des tueries particulières, il convient de se garder également d'une centralisation excessive et de créer seulement à bon escient des centres d'abatage. La législation nouvelle prévoit que des prêts, des subventions et le concours technique du génie rural pourront être accordés pour la construction et l'aménagement d'établissements qui seraient des centres d'abatage d'expédition ou de réception de la viande, en vue d'assurer sa répartition plus rationnelle et dans le but de diminuer les frais généraux qui la grèvent entre la production et la consommation.

Des subventions sont également prévues en faveur de Coopératives ou d'Associations de consommateurs. Un décret du 27 août 1935, avec juste raison, a précisé les conditions que devront remplir les abattoirs subven-

nables : ils doivent ou devront être installés à proximité d'une gare, remplir certaines conditions hygiéniques et être pourvus d'une installation frigorifique. Les subventions peuvent aller selon les cas jusqu'à 50 % de la dépense. Une trentaine d'établissements dont 5 ou 6 nouvellement créés auraient été déjà subventionnés au 1^{er} avril 1938.

Ces dispositions sont donc de nature à favoriser la création d'abattoirs intercommunaux et à amener la centralisation et le regroupement des centres d'abatage. Toutefois, de ce dernier point de vue, la législation se heurte à un obstacle qu'elle n'a pas prévu : l'hostilité à peu près générale des Municipalités à l'extension du périmètre des abattoirs. L'article 2 de la loi du 8 janvier 1905 précise, en effet, que la mise en activité de tout abattoir légalement établi dans une Commune suivant les dispositions de la loi du 25 mars 1890, entraînera de plein droit la suppression des tueries et triperies particulières situées dans un périmètre déterminé par un arrêté préfectoral : « Toutefois, dit la loi, l'extension du périmètre au delà des limites d'une Commune sera subordonnée à une entente entre les Conseils Municipaux intéressés sur l'établissement ou l'usage commun de l'abattoir ». Or, très souvent, les Municipalités, pour des raisons purement locales, s'opposent à ce que leur territoire soit englobé dans le périmètre de contrôle initial de l'abattoir et, de ce fait, il devient souvent impossible de donner à un centre d'abatage le rayon d'action nécessaire pour qu'il puisse remplir son véritable rôle. L'intérêt général demande donc la modification des règles en vigueur et il semble que l'on puisse, sans inconvénient, fixer par voie d'autorité le périmètre futur des abattoirs selon les avis des services locaux d'agriculture, des Conseils Départementaux d'hygiène et des chambres d'agriculture en passant outre, s'il y a lieu, à l'avis des municipalités.

Enfin, la loi du 16 avril 1935 a voulu éviter que ce soient des Sociétés privées souvent suspectes, à juste titre, vis à vis des producteurs et des consommateurs qui puissent bénéficier de la nouvelle législation. Le législateur a pensé que si la construction et l'aménagement d'abattoirs locaux et intercommunaux devaient être encouragés, il convenait de favoriser certaines administrations ou collectivités publiques, des Sociétés Coopératives ou des groupements de producteurs. D'une part, le contrôle est sur elles plus facile et d'autre part, ces organismes ont un intérêt, inverse à celui d'une Société privée dont le seul but est de faire des bénéfices, à maintenir l'ordre et la stabilité dans le fonctionnement général du marché de la viande. Il échappe ainsi aux variations de prix d'origine spéculative et à la constitution des stocks abusifs établis en vue de maintenir des prix de vente élevés à la consommation.

C'est pourquoi la loi du 16 avril 1935 précise de manière formelle que les établissements subventionnables devront être créés ou aménagés par des Communes, des Syndicats de Communes, des Chambres d'agriculture, des Sociétés Coopératives Agricoles, des Sociétés d'intérêt collectif agricole ou des Associations d'éleveurs groupés en Sociétés placées sous le contrôle de l'Etat. Il est prévu, par ailleurs, que les Communes, les syndicats de Communes et les Chambres d'agriculture pourront exploiter, en régie, les établissements dont il s'agit, mais qu'elles pourront également en concéder l'exploitation, notamment à des Sociétés d'intérêt collectif agricole qui sont habilitées à faire toutes opérations de vente et d'achat nécessaires au bon fonctionnement de l'organisme dont elles auront la charge. Or, ces Sociétés qui sont actuellement régies, outre la loi du 16 avril 1935, par la loi du 5 août 1920 et par le décret du 18 septembre 1935, sont, avant tout, des Sociétés composées de cultivateurs, puisque leur capital social est formé au

moyen de parts souscrites par les sociétaires, et que la moitié au moins des parts constituant ce capital initial ou augmenté, doit être souscrite et détenue par des sociétaires agriculteurs. Elles peuvent recevoir, abattre, débiter, vendre les animaux qui leur sont livrés, tant par les membres de la Société que par d'autres personnes. Elles peuvent construire, louer, ou utiliser des bâtiments parcs ou abattoirs, créer ou exploiter des entrepôts frigorifiques, fabriquer des conserves de viande.

Comme, par ailleurs, des centres d'abatage et de réception subventionnables peuvent être également créés et aménagés par des sociétés coopératives agricoles ou par des associations d'éleveurs, on s'aperçoit de la tendance très nette de la législation à favoriser la gestion par les cultivateurs et les producteurs eux-mêmes de leurs propres intérêts. Les diverses dispositions de la loi du 16 avril 1935 ont donc pour effet, de favoriser les abatages au centre de production en mettant les cultivateurs à même de se passer, dans certains cas, de nombreux intermédiaires qui grèvent le commerce du bétail et de la viande en France. La législation s'oriente ainsi vers l'organisation rationnelle de la répartition du bétail et de la viande entre les centres de consommation en même temps qu'elle favorise la décentralisation du marché.

De ce dernier point de vue cependant, la loi du 16 avril 1935 est loin de remédier à l'ensemble du désordre et de la mauvaise organisation qui continue de sévir sur le marché de la viande en France, depuis la vente de l'animal sur pied jusqu'à l'achat de la viande au détail. Sa caractéristique principale est aujourd'hui une centralisation excessive et qui ne fait chaque jour que s'aggraver. Nous avons noté à plusieurs reprises au cours

de cette étude, la plupart du temps pour la déplorer, l'influence considérable que les prix parisiens exercent sur l'ensemble du commerce du bétail en France. Ce phénomène n'a pas seulement pour conséquence d'amener sur toute l'étendue du territoire français un renchérissement général et une uniformité de plus en plus grande du prix de vente de la viande, mais il a pour effet de provoquer petit à petit la suppression des marchés locaux et des foires régionales. Dès lors que les prix s'établissent le plus généralement selon des cours pratiqués à Paris et non selon des considérations économiques locales ou régionales, l'utilité des marchés provinciaux diminue et l'influence qu'ils pouvaient avoir se restreint. Ils s'amenuisent et s'étiolent ; les transactions s'y font moins nombreuses et, par une nouvelle source, se tarit encore un peu plus la vie commerciale jadis active de nos provinces. Dans le domaine économique comme dans le domaine administratif et intellectuel, Paris tend à concentrer toute la vie du pays et, par suite, dans la plupart des cas, à l'appauvrir et à la diminuer.

L'évolution est frappante en ce qui concerne le commerce du bétail sur pied et l'on assiste à la disparition progressive des foires et des marchés locaux au profit presque exclusif du grand marché de consommation et de réexpédition parisien. D'une enquête récente menée par M. Aveline, Président de la Chambre d'Agriculture de l'Orne, auprès des Chambres d'Agriculture, il résulte que dans la plupart des Départements on constate, sinon la disparition, au moins le considérable affaiblissement des foires et marchés du bétail. Dans l'Aude, en 1913, se vendaient 4.400 têtes de gros bétail et 17.200 bovins. En 1933, les chiffres correspondants n'étaient plus que 925 et 1.430 ! A Besançon, on ne vendait plus que 268 têtes de gros bétail en 1933, contre 3.017 en 1913. Dans le Puy-de-Dôme, en le même espace de 20

ans, les foires ont perdu de 30 à 35 % de leur importance.

Si tous les départements ne trahissent pas une évolution aussi accentuée, il est incontestable que pour tous la régression est sensible. Elle s'accroît à mesure que l'influence des cours parisiens se fait plus grande par la rapidité de plus en plus grande de leur diffusion. La pratique des achats à l'étable sur la base du cours de la Villette se développe et se généralise ; naturellement ils se font à un prix inférieur à ceux qui sont pratiqués sur les foires, sans que cette baisse à la production se traduise par une baisse correspondante à la consommation. Le ramassage à la campagne, dans les fermes, par les bouchers, les marchands et les groupiers, enlève toute sincérité aux cours locaux et les font même disparaître, en même temps que périssent les foires et les marchés actifs d'autrefois. Ni les producteurs ni les consommateurs ne trouvent leur bénéfice à cette évolution.

En même temps que disparaissent les foires et les marchés locaux, on assiste à la concentration des marchés dans les grandes agglomérations ou dans leurs environs et surtout à Paris. L'importance du marché du bétail sur pied à la Villette ne cesse de croître, tandis que les conditions particulières qui l'affectent et les cours qui s'y pratiquent dominent de plus en plus l'ensemble du marché du bétail français. Le système des voies de communication ferroviaires et routières qui toutes convergent vers Paris et privent les provinces de communications directes entre elles, accentue encore cette tendance au développement excessif de l'influence parisienne. Le phénomène est surtout sensible pour le commerce de la viande car il n'y a plus en réalité pour le bétail sur pied qu'un seul marché important celui de la Villette, qui dépasse d'ailleurs par son ampleur tous les autres marchés européens similaires.

Il n'en est pas de même pour les autres produits de

première nécessité tels que : les grains, les farines, les vins, le charbon, les cafés, pour lesquels des transactions importantes s'opèrent dans de nombreuses villes. Entre les cours cotés pour une même marchandise sur les différentes places, s'établit normalement un équilibre qui constitue une garantie pour l'acheteur et le vendeur. La multiplicité des marchés empêche les hausses factices et les baisses injustifiées à moins, évidemment, qu'un seul groupe de capitaux ou d'entreprises n'arrive à dominer entièrement le marché. Il n'en est pas de même en ce qui concerne le bétail vivant et il y a là une situation dont on doit tenir compte et contre laquelle le monde agricole devrait être unanime à protester. L'agriculteur chez lequel un marchand se présente, le dernier cours de la Villette en poche, ne peut plus discuter sur le prix. Celui-ci est à peu près fixé d'avance, et c'est l'acheteur qui l'impose en faisant subir aux cours officiels une réduction correspondante à son bénéfice et à ses frais.

*
*

Il y a là une situation éminemment préjudiciable aux producteurs comme aux consommateurs, au moins aux consommateurs provinciaux. Le principal effort doit donc porter, avant tout, sur une décentralisation du marché du bétail sur pied que l'on doit soustraire de plus en plus à l'influence de Paris. C'est pourquoi, en dehors de la correction qu'il faut de toute nécessité faire subir aux cours officiels parisiens et de la modification des principes de cotations actuels, il paraît nécessaire d'encourager et de favoriser par tous les moyens possibles l'abatage aux lieux de production, d'accroître les expéditions de viande abattue vers les centres de consommation pour diminuer d'autant les expéditions du bétail sur pied. S'il est normal que Paris reste le grand marché de la viande morte, puis qu'il est le grand centre consommateur, il ne

paraît pas du tout nécessaire qu'il tende à devenir pour cela l'unique marché du bétail sur pied. La généralisation du système de l'abatage au centre de production doit avoir pour résultat de combattre la centralisation excessive du marché du bétail vivant : des foires, et des marchés locaux bien achalandés, l'augmentation des transactions locales sont le corollaire obligatoire de son développement, puisque le bétail doit être sacrifié dans des abattoirs communaux ou intercommunaux. Les éleveurs et les producteurs y trouveront une amélioration sensible de leurs conditions de vente surtout si, comme le demandent certains groupements professionnels et certaines Chambres d'Agriculture, l'achat à l'étable se trouve un jour réglementé ou prohibé.

Des cours régionaux pourront se dégager dans certains centres d'élevage particulièrement importants où les Sociétés Coopératives agricoles, les Sociétés d'intérêt collectif agricole, ou les organismes d'exploitation des centres d'abatage locaux seront amenés à faire leurs achats.

Les consommateurs provinciaux bénéficieront également des avantages de ce système surtout si des cours régionaux arrivent à se dégager par opposition aux cours parisiens. Une certaine distribution de la viande morte interviendra pour faire face aux besoins de la consommation locale avant l'expédition vers les Centres de consommation. Les consommateurs locaux paieront la viande à un prix plus équitable qui ne sera plus comme aujourd'hui le même, ou à peu près, dans une région de production et dans une région déficitaire en bétail. La hausse des prix de détail de la viande serait ainsi très certainement combattue d'une façon plus durable et plus générale, sinon plus efficace, que par la pratique, dont certains attendaient des résultats surprenants, de la vente directe du producteur au consommateur. Bien que fort intéressantes et dignes d'encouragement les expériences qui ont déjà été tentées à ce sujet ne paraissent pas sus-

ceptibles de grands développements, surtout dans l'état d'esprit actuel des populations rurales ; elles peuvent surtout donner des résultats locaux et momentanés dont l'importance n'est pas à négliger, mais dont on ne peut attendre les résultats d'ensemble et l'orientation générale nouvelle qu'il convient de rechercher. D'ailleurs, la loi du 16 avril 1935 et la pratique de l'abatage au centre de production ont pour résultat de faciliter l'économie de certains intermédiaires, et de réaliser ainsi le contact plus direct entre producteurs et consommateurs.

Dès lors, on aperçoit l'importance que présente, si l'on s'efforce de donner au marché du bétail et au marché de la viande en France l'orientation générale que nous venons d'esquisser, l'aménagement matériel des centres de consommation et principalement des marchés d'approvisionnement de la viande à Paris. Si le marché du bétail sur pied de la Villette perd petit à petit de son importance, celle des marchés de la viande morte ne ferait que croître. Les Halles et les marchés de rassortiment se révéleraient encore plus insuffisants qu'ils ne le sont aujourd'hui et il apparaît de toute nécessité, en créant autant que possible le marché unique de la viande abattue, d'augmenter ses capacités d'absorption et d'améliorer son aménagement technique et matériel. Ce problème reste, du point de vue qui nous préoccupe, un des plus importants qui soit : les pouvoirs publics doivent s'attacher à le résoudre pour le plus grand bien des producteurs et des consommateurs.

F I N

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — L'importance de la consommation de la viande en France et la nécessité de l'organisation de ses marchés. Plan	15
CHAPITRE PRELIMINAIRE. — Mécanisme du marché de la viande en France et à Paris	23

PREMIERE PARTIE

Le Marché du Bétail sur pied

CAPITRE PREMIER. — La description du marché et les opérations qui s'y pratiquent.	31
§ 1. — Historique et régime juridique du marché	31
§ 2. — L'importance, le caractère et l'évolution du marché . .	35
§ 3. — Les commerçants et leurs opérations	39
A. Les vendeurs	39
Propriétaires et marchands de bestiaux	39
Commissionnaires	41
B. Les acheteurs	44
Acheteurs divers	44
Chevillards	45
§ 4. — Les abattoirs	47
Introductions directes. Importance des abattages	47
Rôle des chevillards	49
§ 5. — Les opérations sur le marché et la fixation des cours . .	52
A. Les opérations	52
Les tenues de marché	53
Les opérations de vente	54
B. L'établissement des cours et son importance	57
La commission de cours	57
Méthodes d'établissement des cours	58

	Pages
CHAPITRE II. — Les projets de réglementation du marché.	63
§ 1. — Le projet de décret de 1912	65
Les origines	65
L'économie du projet	68
Le sort du projet	69
§ 2. — La proposition de loi Faure et le rapport Beaumont ..	70
Les origines	70
L'économie du projet	72
La question de l'agrément des commissionnaires	74
La réforme de la commission des cours	76
§ 3. — Les projets récents et leurs caractéristiques	78
Rapports Herriot-Tardieu, Rapports Labbé et travaux	
L'évaluation du coût de l'abattage et le rapport Ardant.	78
du Conseil National Economique	80
CHAPITRE III. — Améliorations et réformes à apporter au marché	
du bétail sur pied	85
§ 1. — Marché aux bestiaux	86
A. Les réformes matérielles	86
Réduction des frais de marché.....	86
Réforme des tenues de marché	87
Améliorations matérielles	89
B. Réglementation des intermédiaires	90
Les commissionnaires	90
C. L'établissement et la diffusion des cours	94
Réforme des méthodes de cotation.....	94
Nécessité de traduire les cours en cours au poids vif	95
§ 2. — Les abattoirs	97
Rationalisation du travail	97
Gestion de chevillards	98
Concession des échaudoirs	98
§ 3. — Réglementation des introductions directes et des réex-	
péditions	99
Les introductions directes	100
Les réexpéditions	102
§ 4. — Réorganisation administrative	103

DEUXIEME PARTIE

Les marchés de la viande morte

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Les différents marchés et leur importance.	107
§ 1. — Le marché de la cheville	107
Caractéristiques et importance	107
§ 2. — Les marchés de rassortiment et les Halles	108
Les sources de leur approvisionnement	109
Importance respective des trois marchés	111
Destination de la viande morte	112
CHAPITRE II. — L'organisation, le fonctionnement, la réglementation administrative et le régime juridique des marchés de la viande morte.....	115
Section I. — Le marché de la cheville.	115
§ 1. — Caractères généraux et description	115
§ 2. — Obligations et contrôle des chevillards	118
§ 3. — L'établissement des cours	119
La commission et sa méthode	119
Discussion	121
Section II. — Les marchés de rassortiment.	122
§ 1. — Historique, description et caractères généraux ..	123
§ 2. — Les commerçants et leur statut	126
A. Les facteurs	127
Nomination et concession des postes	128
Obligations et rémunération des facteurs	129
Contrôle administratif	131
B. Les approvisionneurs	132
§ 3. — L'établissement des cours	133
Section III. — Le marché des Halles Centrales.	136
§ 1. — Historique, description et caractères généraux ..	137
Historique	137
Caractères du marché	138
Les ventes	139
§ 2. — Les commerçants et leur statut	141

	Pages
A. Les mandataires	141
Inscription et concession des postes	141
Obligations et rémunération des mandataires	144
Le contrôle administratif	145
Les sanctions	147
B. Les Commissionnaires	149
C. Les marchands de détail	150
§ 3. — La fixation des cours	152
La commission et ses méthodes	152
Importance du cours dégagé et critiques	153
CHAPITRE III. — Les projets de réforme et de réglementation....	157
Section I. — Les projets de réglementation des marchés de rassortiment.	160
§ 1. — Position de la question et projet de décret de 1924	160
Le désir des intéressés	161
Le projet de 1924	162
Hésitations de l'Administration supérieure et abandon du projet	163
§ 2. — Les décrets inappliqués de 1929 et de 1930 et les nouvelles tentatives infructueuses de réglemen- tation	167
Les décrets et leur suspension à la suite des protestations soulevées ..	167
La lutte contre les décrets	169
La commission de 1931	170
Nouvelle tentative	172
La Commission de 1934	175
§ 3. — La réglementation en cours d'élaboration	176
Nouveaux atermoiements et difficultés croissantes ..	176
L'avis du Conseil National Economique	178
Le projet en cours d'élaboration	180
Section II. — Les projets d'amélioration de la réglemen- tation des Halles Centrales.	183
§ 1. — Les origines des projets de réforme	183
§ 2. — Le projet Maulion	186
A. Nouvelles obligations des commerçants et ren- forcement du contrôle	187
Les mandataires	187
Les commissionnaires	189
Les marchands de détail	192
B. Réorganisation administrative et établissement des cours	192
C. Discussion et état actuel du projet	196
CHAPITRE IV. — Les réformes et améliorations à apporter sur les marchés de la viande morte.....	201
Section I. — Les mesures à prendre sur chacun des marchés de la viande morte.	202

	Pages
§ 1. — Marché de la cheville	203
Amélioration des conditions matérielles de la vente	203
Obligations des chevillards	204
Etablissement des cours	205
§ 2. — Marchés de rassortiment	205
Amélioration matérielle	205
Réglementation des intermédiaires et établis- sement des cours	207
§ 3. — Marché de la viande aux Halles Centrales	209
A. Amélioration matérielle et problème des frais de vente	209
B. Réglementation des intermédiaires	212
C. Le problème de l'établissement des cours	214
Insuffisance du cours et des méthodes actuels	215
Nécessité de dégager les cours nets	217
Section II. — Réformes et amélioration générales dont est susceptible l'ensemble du marché de la viande abattue à Paris.	220
§ 1. — Le problème du marché unique de la viande abattue et ses avantages.....	221
Avantages pratiques	221
Unification et régularisation des cours	224
Le cours unique, brut et net	226
§ 2. — L'organisation fiscale des marchés de la viande morte	228
Les diverses taxes	228
Le problème des droits d'octroi	229
Simplification et unification des taxes.....	231
§ 3. — Conclusion sur le marché unique et la réorgani- sation administrative	235
CONCLUSION. — Schéma d'une organisation d'ensemble des marchés de la viande en France.	
Prix à la production et prix à la consommation	239
A. La diminution du prix de vente à la consommation	241
Le système fiscal	243
La révalorisation du 5 ^e quartier et des morceaux de basse	246
Le problème des transports	249
B. Orientation du marché de la viande vers une organi- sation plus rationnelle	253
L'abatage au centre de production	253
Regroupement et centralisation des abatages en pro- vince	256
L'orientation de la législation	258
La décentralisation nécessaire	262

BIBLIOGRAPHIE

A. — OUVRAGES GENERAUX

- Baudier.** — Le commerce du bétail et de la viande en France. (Thèse Paris 1914.)
- Félix et Raiga.** — Le régime administratif de la Ville de Paris et du Département de la Seine. (Paris 1922.)
- Ch. Gide.** — La lutte contre la cherté et la Coopération. (1926.)
- Cambazard.** — Le prix de la viande. Un aspect du problème de la vie chère. (Thèse Dijon 1933.)
- Dr Mathieu.** — De l'évolution du marché de la viande depuis la période d'avant-guerre jusqu'à nos jours. (Vigot, éditeur.)
- Roux.** — Etude sur le rôle des Municipalités dans la lutte contre la vie chère. (Rennes 1929.)
- Delon.** — La réglementation du marché de la viande. (Thèse Toulouse 1937.)
- Massé.** — Le troupeau français et la guerre.
- Rouy.** — Le bon herbager. (Paris.)
- Bulletin d'Information Economique. B. N. C. I.** — Le marché de la viande. (Paris, déc. 1936.)
- Rouy et Marchand.** — Contribution à l'étude du problème de la viande. (Paris 1934.)
- Confédération Nationale des Associations Agricoles.** — La viande, production, prix, consommation. (Paris 1929.)
- Association Générale des Producteurs de viande.** — La vente directe de la viande au détail par le producteur. (Paris 1933.)
- Société des Agriculteurs de France.** — Le ravitaillement de Paris. (Paris.)
- Comité National de la Viande.** — Note sur le rapport de MM. Herriot et Tardieu sur la vie chère. (Paris 1934.)
- Centre d'Etudes Economiques de l'Alimentation.** — Le problème de la viande. (Paris 1934.)
- Revue Commerciale de la Boucherie et de la Charcuterie.** — Le rebus de la viande. (Paris 1936.)

Chambre Syndicale des Facteurs Assermentés à la Criée de la Villette. — Réponse au rapport Ardant. (Paris 1939.)

Prud'homme. — La question des Halles Centrales et le problème actuel du ravitaillement de Paris. (Thèse Paris 1927.)

La viande aux Halles Centrales de Paris. .. Billard, édit. 1915.

Bulletin d'Information Economique. B. N. C. I. — Les Halles Centrales. (Paris, février 1939.)

G. Jéze. — De la situation légale des mandataires aux Halles de Paris et leur position juridique vis-à-vis des autorités administratives de la Ville de Paris.

B. — DOCUMENTS DIVERS

Rapports annuels sur les opérations du Service sanitaire du Département de la Seine. Préfecture de Police.

Rapports de la Commission Supérieure des Halles Centrales.

Annuaire du Syndicat de la Boucherie de Paris et du Département de la Seine.

Rapports du Conseil National Economique sur le Marché de la viande.

Rapport de **M. Massé.** (Annexes au « J. O. » du 25-4-1931.)

Rapport de **M. Monsegou.** (Annexes au « J. O. » du 28-8-1933.)

Rapport de **M. Ardant.** (Annexes au « J. O. » du 6-2-1938.)

Rapport **Herriot-Tardieu** sur la lutte contre la vie chère. (« J. O. » du 12 octobre 1934.)

Rapport présenté sur le problème de la viande au Comité National de surveillance des prix par **M. Labbé**, publié dans le Bulletin du Centre d'Etudes Economiques de l'Alimentation. (Mars 1937.)

Rapport de la Commission de Réforme instituée par décret du 3 août 1922. (« J. O. », Annexes page 933. 1923.)

C. — DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

1° Sur le marché aux bestiaux

Proposition de loi tendant à la réglementation du marché aux bestiaux de la Villette déposée par **M. J. Faure**, Sénateur. (Sénat, 1923. N° 531.)

Rapport de **M. Beaumont**, Sénateur, au nom de la Commission de l'Agriculture sur la proposition de loi précédente. (Sénat 1924. N° 417.)

Discussion devant le Sénat de la proposition de loi de **M. J. Faure**, Sénateur. (Débats parlementaires Sénat : « J. O. » des 13 mars 1925, 14 mars 1925, 18 mars 1925.)

2° Sur les Halles Centrales

Proposition de loi tendant à modifier le § 2 de l'article 1^{er} de la loi du 11 juin 1896 portant réglementation des Halles Centrales de Paris, déposée par **M. Trémintin**, Député Chambre 13^e législature, N^{os} 4.854 et 5.210.

Rapport de **M. Maulion**, Sénateur, au nom de la Commission d'Administration Générale du Sénat sur la proposition de loi précédente adoptée par la Chambre. (Sénat, 1937, N^o 546.)

Discussion devant le Sénat du rapport de **M. Maulion**, Sénateur : débats parlementaires, « J. O. » des 1^{er}, 3, 8, 7 et 24 décembre 1937,

Proposition de loi portant réglementation des Halles Centrales de Paris déposée par **M. Lambin**, député, Chambre 16^e législature. N^o 4.016.

D. — TEXTES

Une grande partie des textes réglementant les Halles Centrales et les marchés de rassortiment et tous ceux qui régissent le marché aux bestiaux et les abattoirs, sont constitués par des arrêtés et des ordonnances préfectorales émanant tant du Préfet de la Seine que du Préfet de Police. Leur nombre est très important. Nous nous bornons à donner ci-dessous la liste des lois et décrets intéressant les Halles Centrales et les marchés de rassortiment.

HALLES CENTRALES

Loi du 11 juin 1896.

Décret du 27 juin 1898.

Décret portant R.A.P. du 8 octobre 1907.

Décret du 10 avril 1925.

Décret du 17 novembre 1925.

Décret du 16 novembre 1930.

MARCHES DE RASSORTIMENT

Loi du 18 juillet 1866.

Décret du 7 février 1871.

Décret du 23 janvier 1878.

Décret du 7 février 1871.

Décret du 3 mai 1929.

Décret du 19 avril 1930.

VU : *Le Président de la Thèse,*
A. MESTRE.

VU : *Le Doyen,*
G. RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris
G. ROUSSY.

